

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 18/06/2020

N° : 2020/172

SOMMAIRE

Table des Matières

Finances et administration générale	page 3
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 66
Emploi, Formation professionnelle, Insertion	page 163
Transports, déplacements et accessibilité	page 173
Urbanisme et aménagement	page 210
Développement territorial, logement, centres anciens, Contrat de ville	page 259
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 273
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 307
Voirie, espaces publics et grands équipements Métropolitains	page 355
Culture et sport, grands évènements métropolitains	page 360

FINANCES ET ADMINISTRATION GÉNÉRALE



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/330/D

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme pour le financement de l'opération d'acquisition-amélioration d'un logement social située 14 rue Hondet à Marseille (4eme arrondissement)

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition amélioration d'un logement locatif social située 14 rue Hondet à Marseille (4eme arrondissement).

Portée par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme, cette opération d'un montant total de 152 842 euros est financée par un emprunt de 101 742 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 45 783,90 euros, et de la commune de Marseille, co-garante, à hauteur de 55 % soit 55 958,10 euros.

La SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020

- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de prêt N° 104049 en annexe signé entre la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a contracté un prêt d'un montant total de 101 742 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition amélioration d'un logement social à Marseille ;
- Que la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45% pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- L'analyse financière de la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme.

Décide

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 101 742 euros souscrit par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 104049.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération d'acquisition amélioration d'un logement social située 14 rue Hondet à Marseille (4eme arrondissement).

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/331/D

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme pour le financement de l'opération d'acquisition amélioration d'un logement social située 25 Avenue Pasteur à Marseille (7eme arrondissement)

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition amélioration d'un logement locatif social située 25 Avenue Pasteur à Marseille (7eme arrondissement).

Portée par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme, cette opération d'un montant total de 147 599 euros est financée par un emprunt de 68 045 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 30 620,25 euros, et de la commune de Marseille, co-garante, à hauteur de 55 % soit 37 424,75 euros.

La SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de prêt N° 104042 en annexe signé entre la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a contracté un prêt d'un montant total de 68 045 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition amélioration d'un logement social à Marseille ;
- Que la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45% pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- L'analyse financière de la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme.

Décide

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 68 045 euros souscrit par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 104042.

Ce prêt, constitué de deux lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition amélioration d'un logement social située 25 Avenue Pasteur à Marseille (7eme arrondissement)

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

Article 2

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

Article 4

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/332/D

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme pour le financement de l'opération d'acquisition amélioration d'un logement social située 372 Avenue des Bressons à Salon-de-Provence

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition amélioration d'un logement locatif social située 372 Avenue des Bressons à Salon-de-Provence.

Portée par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme, cette opération d'un montant total de 86 479 euros est financée par un emprunt de 60 307 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 27 138,15 euros, et de la commune de Salon-de-Provence, co-garante, à hauteur de 55 % soit 33 138,15 euros.

La SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;

- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de prêt N° 101921 en annexe signé entre la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a contracté un prêt d'un montant total de 60 307 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition amélioration d'un logement social à Salon-de-Provence ;
- Que la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45% pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- L'analyse financière de la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme.

Décide

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 60 307 euros souscrit par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 101921.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération d'acquisition amélioration d'un logement social située 372 Avenue des Bressons à Salon-de-Provence.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/333/D

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 9 logements sociaux dénommée "Villas Victoria" située Avenue Frédéric Mistral à Coudoux

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 9 logements sociaux dénommée « Villas Victoria » située Avenue Frédéric Mistral à Coudoux.

Portée par la SA HLM Famille et Provence, cette opération d'un montant total de 1 629 992 euros est financée par un emprunt de 1 144 276 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55% soit 629 351,80 euros, et de la commune de Coudoux, co-garante, à hauteur de 45 % soit 514 924,20 euros.

La SA HLM Famille et Provence a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financiers approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;

- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de prêt N° 101579 en annexe signé entre la SA HLM Famille et Provence et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que Famille et Provence a contracté un prêt d'un montant total de 1.144.276 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 9 logements sociaux à Coudoux
- Que la SA HLM Famille et Provence a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55% pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- L'analyse financière de la SA HLM Famille et Provence ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Famille et Provence.

Décide

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 144 276 euros souscrit par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 101579.

Ce prêt, constitué de quatre lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 9 logements dénommée Villas Victoria située Avenue Frédéric Mistral à Coudoux.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Famille et Provence est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Famille et Provence opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/334/D

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Erilia pour le financement de l'opération de l'acquisition en VEFA de 22 logements collectifs locatifs sociaux dénommée Gardanne IV située 9/11 Avenue de Nice à Gardanne

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 22 logements collectifs locatifs sociaux dénommée « Gardanne IV » située 9/11 Avenue de Nice à Gardanne.

Portée par la SA HLM Erilia, cette opération d'un montant total de 3 521 596 euros est financée par un emprunt de 2 563 208 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 1 409 764,40 euros, et de la commune de Gardanne, co-garante, à hauteur de 45 % soit 1 153 443,60 euros.

La SA HLM Erilia a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;

- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 103727 en annexe signé entre la SA HLM Erilia et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que la SA HLM Erilia a contracté un prêt d'un montant total de 2.563.208 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de l'acquisition en VEFA de 22 logements collectifs locatifs sociaux à Gardanne
- Que la SA HLM Erilia a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- L'analyse financière de la SA HLM Erilia ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Erilia.

Décide

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 563 208 euros souscrit par la SA HLM Erilia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 103727.

Ce prêt, constitué de six lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 22 logements collectifs locatifs sociaux dénommée «Gardanne IV» située 9/11 Avenue de Nice à Gardanne.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Erilia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Erilia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Erilia est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Erilia opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Erilia.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/335/D

■ Réitération de garantie d'emprunt à la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence dans le cadre des réaménagements de dette souscrite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour réitérer sa garantie dans le cadre d'un réaménagement de dette souscrite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence.

Dans le cadre de la réforme du secteur du logement social et afin notamment de lisser l'impact de la Réduction de Loyer Solidarité (RLS) qui fait suite à la loi de Finances 2018, la Caisse des Dépôts et Consignations a proposé aux bailleurs un dispositif d'accompagnement afin de leur permettre de dégager des marges de manœuvres financières. Ce dispositif consiste en une modification des caractéristiques financières de la dette : allongement de 10 ans de la durée résiduelle de certains prêts, modifications de la marge sur index, des taux plancher et plafond de la progressivité des échéances, et conditions de remboursement anticipé volontaire.

La Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence a accepté les réaménagements proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations qui consistent au rallongement de la durée d'amortissement de 7 lignes de prêts pour un montant total de 3 725 044,31 euros.

Ces lignes de prêts concernent :

- La construction de 18 logements « Domaine de la Luyne » à Aix-en-Provence dont le crédit a fait l'objet d'une garantie le 14 décembre 2007 pour une durée initiale de 40 ans ;
- La construction de 10 logements « Le Devençon » à Peynier dont le crédit a fait l'objet d'une garantie le 19 septembre 2008 pour une durée initiale de 40 ans ;
- La construction de 16 logements « La Grande Thumine III » à Aix-en-Provence dont le crédit a fait l'objet d'une garantie le 29 septembre 2010 pour une durée initiale de 40 ans ;

- La construction de 33 logements « Domaine de la Grassie » à Aix-en-Provence dont le crédit a fait l'objet d'une garantie le 30 juin 2011 pour une durée initiale de 40 ans ;
- La construction de 18 logements « Le Petit Versailles » à Rognes dont le crédit a fait l'objet d'une garantie le 11 octobre 2012 pour une durée initiale de 40 ans ;
- La construction de 8 logements « Résidence Giono Schweitzer » à Aix-en-Provence dont le crédit a fait l'objet d'une garantie le 19 juin 2014 pour une durée initiale de 40 ans ;
- La construction de 8 logements « Résidence Le Clair Logis » à Trets dont le crédit a fait l'objet d'une garantie le 19 juin 2014 pour une durée initiale de 40 ans.

La description des aménagements par la Caisse des Dépôts et Consignations est annexée à la présente délibération.

Compte tenu que ces prêts étaient initialement garantis par les ex-EPCI, la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée par la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence pour réitérer son engagement de garantie dans le cadre d'un réaménagement de dette souscrite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Eu égard à l'analyse financière de l'organisme, il est proposé de faire droit à cette demande de réitération des engagements ayant pour conséquence de rallonger de 3 ans la durée résiduelle de certains prêts ayant fait l'objet d'une garantie d'emprunt. A cet effet, il convient de conclure un avenant commun aux 7 conventions de garantie d'emprunt initialement signées avec la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence, pour rallonger la durée de 3 ans de la garantie d'emprunt.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération 2007-A386 du 14 décembre 2007 approuvant la garantie d'emprunt à la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence pour l'opération « Domaine de la Luyne » à Aix-en-Provence ;
- La délibération 2008-B258 du 19 septembre 2008 approuvant la garantie d'emprunt à la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence pour l'opération « Le Devençon » à Peynier ;
- La délibération 2010-B404 du 29 septembre 2010 approuvant la garantie d'emprunt à la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence pour l'opération « La Grande Thumine III » à Aix-en-Provence ;
- La délibération 2011-A076 du 30 juin 2011 approuvant la garantie d'emprunt à la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence pour l'opération « Domaine de la Grassie » à Aix-en-Provence ;

- La délibération 2012-B305 du 11 octobre 2012 approuvant la garantie d'emprunt à la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence pour l'opération « Le Petit Versailles » à Rognes ;
- La délibération 2014-B201 du 19 juin 2014 approuvant la garantie d'emprunt à la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence pour l'opération « Résidence Giono Schweitzer » à Aix-en-Provence ;
- La délibération 2014-B202 du 19 juin 2014 approuvant la garantie d'emprunt à la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence pour l'opération « Le Clair Logis » à Trets ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Les dispositifs d'accompagnement mis en place par la Caisse des Dépôts et Consignations pour réaménager la dette des bailleurs ;
- Que ces dispositifs ont notamment pour conséquence d'allonger la durée résiduelle de certains prêts ;
- Que certains prêts accordés aux bailleurs font l'objet d'une garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de réitérer la garantie d'emprunt dans les nouvelles conditions issues du réaménagement de la dette des bailleurs auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations intégrant en outre le rallongement de la durée résiduelle de certains prêts ;
- Qu'il convient dans ce cadre de conclure avec la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence un avenant commun aux sept conventions de garantie d'emprunt initiales pour rallonger la durée de la garantie d'emprunt.

Décide

Article 1 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence réitère sa garantie pour le remboursement de chaque ligne des prêts réaménagés, initialement contractée par la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les conditions définies à l'article 2 et référencées à l'Annexe « Caractéristiques des emprunts réaménagés par la Caisse des dépôts et consignations ».

Ces réaménagements proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations concernent les opérations mentionnées dans le tableau ci-après, soit sept lignes de prêts pour un montant total de 3 725 044,31 euros.

Ligne du prêt	Opération	Année de démarrage du prêt	Durée de la garantie d'emprunt intégrant le réaménagement de la dette
1110732	Domaine de la Luynes Aix-en-Provence	2010	43 ans
1123866	Le Devençon Peynier	2010	43 ans
1179044	La Grande Thumine III Aix-en-Provence	2012	43 ans
1200305	Domaine de la Grassie Aix-en-Provence	2014	43 ans
1241218	Le Petit Versailles Rognes	2015	43 ans
5030089	Résidence Giono Schweitzer Aix-en-Provence	2016	43 ans
5011152	Le Clair Logis Trets	2016	43 ans

La garantie est accordée pour chaque ligne de prêt réaménagée, à hauteur de la quotité indiquée à l'Annexe précitée, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires que la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence aurait encourus au titre des prêts réaménagés.

Article 2 :

Les nouvelles caractéristiques financières des lignes de prêt réaménagées sont indiquées, pour chacune d'entre elles, à l'Annexe « Caractéristiques des emprunts réaménagés par la Caisse des dépôts et consignations » qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Concernant les lignes de prêt réaménagées à taux révisibles indexées sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué auxdites lignes de prêt réaménagées sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à chaque ligne de prêt réaménagée référencée à l'Annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

A titre indicatif, le taux du Livret A au 29 août 2019 est de 0,75 %.

Les commissions, frais et accessoires liés à cet avenant sont à la charge de la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale de chaque ligne de prêt réaménagée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à se substituer à la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

Article 5 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficie du maintien des logements réservés initialement consentis par la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence concernant lesdites opérations.

Article 6 :

Est approuvé l'avenant commun aux sept conventions de garantie d'emprunt, ci-annexé, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer les avenants aux contrats de prêts établis entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence, la convention de garantie d'emprunt, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/336/D

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme pour le financement de l'opération d'acquisition amélioration d'un logement social située 321 Place du Général Charles de Gaulle à Salon-de-Provence

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition amélioration d'un logement locatif social située 321 Place du Général Charles de Gaulle à Salon-de-Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 22 mars 2018 pour l'approbation de la garantie d'emprunt. Cependant, les délibérations de la Métropole et de la ville de Salon-de-Provence sont intervenues alors que le contrat de prêt initial n°68542 était caduque. Ainsi, il est nécessaire de délibérer sur la base d'un nouveau contrat émis par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Portée par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme, cette opération d'un montant total de 128 883 euros est financée par un emprunt de 26 500 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 14 575 euros, et de la commune de Salon-de-Provence, co-garante, à hauteur de 45 % soit 11 925 euros.

La SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 010-1618/17/BM du 30 mars 2017 approuvant une garantie d'emprunt à la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme pour le financement de l'opération d'acquisition amélioration d'un logement social située 321 Place du Général de Gaulle à Salon-de-Provence ;
- La délibération FAG 007-3590/18/CM du 22 mars 2018 approuvant une garantie d'emprunt à la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme pour le financement de l'opération d'acquisition amélioration d'un logement social située 321 Place du Général de Gaulle à Salon-de-Provence ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de prêt N° 93304 en annexe signé entre la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- La caducité du contrat de prêt n° 68542 émis par la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Que la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a contracté un nouveau prêt d'un montant total de 26 500 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition amélioration d'un logement social à Salon-de-Provence ;
- Que la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- L'analyse financière de la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme.

Décide

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° FAG 007-3590/18/CM du 22 mars 2018.

Article 2 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 26 500 euros souscrit par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 93304.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération d'acquisition amélioration d'un logement social située 321 Place du Général Charles de Gaulle à Salon-de-Provence.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/337/D

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SAEM CDC Habitat pour le financement de l'opération de reconstruction de 40 logements sociaux dénommée "Salon Lurian 5" située Chemin de Saint Jean à Salon-de-Provence

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de reconstruction de 40 logements sociaux dénommée « Salon Lurian 5 » située Chemin de Saint Jean à Salon-de-Provence.

Portée par la SAEM CDC Habitat, cette opération d'un montant total de 6 657 195 euros est financée par un emprunt de 1 150 000 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 517 500 euros, et de la commune de Salon-de-Provence, co-garante, à hauteur de 55 % soit 632 500 euros.

La SAEM CDC Habitat a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;

- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de prêt N° 99141 en annexe signé entre la SAEM CDC Habitat et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que la SAEM CDC Habitat a contracté un prêt d'un montant total de 1.150.000 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de reconstruction de 40 logements sociaux dénommée « Salon Lurian 5 » située Chemin de Saint Jean à Salon-de-Provence ;
- Que la SAEM CDC Habitat a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- L'analyse financière de la SAEM CDC Habitat ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SAEM CDC Habitat.

Décide

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 150 000 euros souscrit par la SAEM CDC Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 99141.

Ce prêt, constitué de deux lignes, est destiné à financer une opération de reconstruction de 40 logements sociaux dénommée « Salon Lurian 5 » située Chemin de Saint Jean à Salon-de-Provence.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SAEM CDC Habitat dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SAEM CDC Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SAEM CDC Habitat est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SAEM CDC Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de quatre logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SAEM CDC Habitat.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/338/D

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SAEM CDC Habitat pour le financement de l'opération de reconstruction de 57 logements sociaux dénommée "Salon Lurian 6" située Chemin de Saint-Jean à Salon-de-Provence

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de reconstruction de 57 logements sociaux dénommée «Salon Lurian 6 » située Chemin de Saint-Jean à Salon-de-Provence.

Portée par la SAEM CDC Habitat, cette opération d'un montant total de 8 336 483 euros est financée par un emprunt de 3 155 012 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 1 419 755,40 euros, et de la commune de Salon-de-Provence, co-garante, à hauteur de 55 % soit 1 735 256,60 euros.

La SAEM CDC Habitat a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;

- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de prêt N° 99138 en annexe signé entre la SAEM CDC Habitat et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que la SAEM CDC Habitat a contracté un prêt d'un montant total de 3 155 012 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de reconstruction de 57 logements sociaux dénommée « Salon Lurian 6 » située Chemin de Saint Jean à Salon-de-Provence ;
- Que la SAEM CDC Habitat a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- L'analyse financière de la SAEM CDC Habitat ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SAEM CDC Habitat.

Décide

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 155 012 euros souscrit par la SAEM CDC Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 99138.

Ce prêt, constitué de deux lignes, est destiné à financer une opération de reconstruction de 57 logements sociaux dénommée « Salon Lurian 6 » située Chemin de Saint-Jean à Salon-de-Provence.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SAEM CDC Habitat dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SAEM CDC Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SAEM CDC Habitat est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SAEM CDC Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de cinq logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SAEM CDC Habitat.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/339/D

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération de l'acquisition en VEFA de 8 logements sociaux dénommée "L'Aparté" située 242 Avenue du 22 août 1944 à Salon-de-Provence

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 8 logements sociaux dénommée "L'Aparté" située 242 Avenue du 22 août 1944 à Salon-de-Provence.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 1 430 253 euros est financée par un emprunt de 1 081 602 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 486 720,90 euros, et de la commune de Salon-de-Provence, co-garante, à hauteur de 55 % soit 594 881,10 euros.

La SA HLM Unicil a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;

- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de prêt N° 102015 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 1 081 602 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 8 logements sociaux dénommée "L'Aparté" située 242 Avenue du 22 août 1944 à Salon-de-Provence ;
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- L'analyse financière de la SA HLM Unicil ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Décide

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 081 602 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 102015.

Ce prêt, constitué de six lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 8 logements sociaux dénommée "L'Aparté" située 242 Avenue du 22 août 1944 à Salon-de-Provence.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/340/D

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Finances Gestion Evaluation des Collectivités Territoriales (AFIGESE)

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

L'AFIGESE est une association de professionnels des collectivités territoriales, travaillant sur les métiers des finances, du contrôle de gestion et de l'évaluation des politiques publiques.

Cette association a pour objet d'affirmer l'attachement de ses membres aux valeurs suivantes :

- la libre administration des collectivités territoriales ;
- le citoyen au centre de la problématique du service public ;
- le professionnalisme, la transversalité et le partage des cultures.

Les moyens d'action de l'AFIGESE sont :

- l'organisation d'une manifestation annuelle appelée les Assises de la fonction financière (manifestation organisée avec succès depuis plus de 20 ans) ;
- l'organisation de formations ;
- la constitution de groupes de travail sur des sujets préoccupant les collectivités territoriales.

Les statuts de l'association permettent aux collectivités territoriales et organismes de droit public de devenir membres de cette association, offrant ainsi à leurs cadres intéressés un lieu d'échanges, de formation et de confrontation des problèmes rencontrés, dans une optique de plus grand professionnalisme et de performance de leur collectivité.

La qualité de membre de cette association permettra notamment de bénéficier d'un tarif privilégié pour l'inscription d'élus ou d'agents de la collectivité aux assises annuelles et à toute formation organisée par cette association ou en liaison avec d'autres partenaires, ainsi que de recevoir gratuitement tous les documents élaborés ou publiés par l'Association.

Compte tenu de l'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence que ses collaborateurs soient toujours mieux formés et en mesure d'apporter des idées, des réflexions et des solutions durables à ses problématiques, il est proposé que la Métropole renouvelle son adhésion à l'AFIGESE.

L'AFIGESE dispose de neuf groupes de travail sur les thématiques suivantes :

- dématérialisation ;
- dette ;
- évaluation des politiques publiques ;
- fiscalité et dotations ;
- nouveaux périmètres, transferts de compétences et mécanismes de financement ;
- pilotage des politiques d'actions sociales ;
- pilotage et outils d'aide à la décision ;
- qualité des comptes et certification ;
- tarification et calcul de coût.

Afin que la Métropole Aix-Marseille-Provence puisse participer à six groupes de travail, il est proposé que la Métropole dispose de six représentants au sein de cette association.

Pour l'année 2020, cela représente une cotisation de 1 904 euros.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Décide

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole à l'association AFIGESE avec six représentants pour l'année 2020 ainsi que le règlement de la cotisation d'un montant de 1 904 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence Fonction 020 - Nature 6281 – Sous-politique A 440.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/341/D

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Réhabilitation de la ferme et aménagements scénographiques de l'espace muséal - Domaine de la Font de Mai à Aubagne"

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la mise en œuvre de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Le domaine de la Font de Mai à Aubagne est reconnu comme un site emblématique des paysages de Provence et représente un des atouts touristiques majeurs du territoire. Le site, composé d'une ferme traditionnelle entourée d'une centaine d'hectares de culture, attire un public nombreux et varié (touristes, randonneurs, scolaires, familles, etc). Devant le succès incontesté du lieu, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre la réhabilitation de la ferme engagée en 2006. En effet, certains locaux restent à ce jour inaccessibles, les planchers et structures étant à conforter et les espaces à aménager, ce, en vue de permettre l'extension du musée actuel. Ainsi, un nouveau parcours sera pensé, intégrant les éléments remarquables du site, en particulier l'ancien pigeonnier, la salle des pressoirs à huile, la réserve viticole et ses cuves à vin. La scénographie sera revisitée afin d'intégrer les nouveaux espaces ouverts au public, illustrant d'autant de pratiques séculaires liées à la vie de la ferme d'antan. L'accessibilité aux personnes à mobilité réduite sera réalisée dans le cadre du projet.

La présente décision vise à approuver la demande de subvention auprès du Département des Bouches-du-Rhône et de la Région Sud Provence-Côte d'Azur, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 2 360 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

	TAUX	MONTANTS
Financement externe		
Département 13	50 %	1 180 000 euros
Région Sud PACA	30 %	708 000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	472 000 euros
Total	100 %	2 360 000 euros

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 052-1332/13/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 créant l'Autorisation de Programme n° 174035BP relative à l'opération 2017403700 « Projet Font de Mai » ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : réhabilitation de la ferme et aménagements scénographiques de l'espace muséal - Domaine de la Font de Mai à Aubagne.

Décide

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur et du Département des Bouches-du-Rhône et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif de l'Etat Spécial de Territoire 2020 et suivants du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de la Métropole Aix Marseille Provence. Opération : 2020400900- Nature : 4581204009 - Fonction : 633 – Sous politique : B150.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2020 et suivants de la Métropole Aix Marseille Provence, section d'investissement - Nature 1312 et 1313 – Fonction 633 – Sous politique B150 –Code opération n° 2020400900.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/342/D

■ Demande de subventions d'investissement relative à l'opération " Rénovation des restanques et aménagement des accès - Domaine de la Font de Mai à Aubagne"

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la mise en œuvre de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le domaine de la Font de mai situé au pied du massif du Garlaban en plein cœur des collines du Pays d'Aubagne et de l'Etoile est reconnu comme un site emblématique des paysages de Provence et représente un des atouts touristiques majeur du Territoire.

La ferme et ses dépendances, installées en belvédère sur un versant sud-est, surplombent les quelques 90 hectares de terres agricoles. La topographie en forte déclivité du domaine est sculptée par des restanques qui soutiennent les différentes terrasses, assurant un aménagement paysager naturel et harmonieux. Afin d'assurer la pérennité du paysage et la sécurité des promeneurs, il est nécessaire de conforter ou rebâtir certains murets instables. Ainsi, il est envisagé une opération de rénovation des restanques, permettant de paysager et sécuriser les cheminements piétons. Les techniques employées devront respecter les méthodes de construction d'époque, notamment l'appareillage de murs en pierres sèches.

Par ailleurs, le site étant classé en zone d'aléas forts à exceptionnels vis-à-vis des feux de forêt, la Métropole souhaite également faciliter l'accès des secours. A cet effet, le projet prévoit des aménagements sur les voies d'accès au domaine de la Font de Mai : élargissements ponctuels des voiries et matérialisation de zones de retournement et de stationnement réservées aux groupes d'intervention des pompiers.

Ainsi, l'opération allie la sécurisation du site et le renforcement de son attrait touristique. Les constructions en pierres sèches constituent un patrimoine vernaculaire remarquable témoin des techniques ancestrales de construction. Le domaine de la Font de Mai est valorisé sur le plan touristique et sa fréquentation protégée par une meilleure défendabilité du lieu vis à vis des risques d'incendie.

La présente décision vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 690 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

	TAUX	MONTANTS
Financement externe		
Département 13	60 %	414 000 euros
Région Sud	20 %	138 000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	138 000 euros
Total	100 %	690 000 euros

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 052-1332/13/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 créant l'Autorisation de Programme n° 174035BP relative à l'opération 2017403700 « Projet Font de Mai » ;
- La délibération n° FAG 013-2663/17/BM du Conseil de Métropole du 14 décembre 2017 concernant la demande de subvention d'investissement relative à l'opération de « Réalisation et restauration des restanques en pierres sèches sur le Domaine de la Font de Mai » ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : rénovation des restanques et aménagement des accès - Domaine de la Font de Mai à Aubagne ;
- Que le montant prévisionnel de l'opération a été réévalué pour un montant de 690 000 HT.

Décide

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur et du Département des Bouches-du-Rhône, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur budget primitif de l'Etat Spécial de Territoire 2020 et suivants du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de la Métropole Aix Marseille Provence. Opération : 2020400900- Nature : 4581204009 Opération Globale MOA Fonction : 633 – Sous politique : B150.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2020 et suivants de la Métropole Aix Marseille Provence, section d'investissement - Nature 1312 et 1313 – Fonction 633 – Sous politique B150 –Code opération n° 2020400900.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/343/D

■ Approbation de l'avenant n° 4 au contrat d'utilisation du réseau Teria - Implantation d'une antenne GPS sur le château d'eau Périer

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Pour les besoins de l'exploitation de son réseau, la société EXAGONE a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de pouvoir disposer d'un site géographique élevé susceptible d'accueillir une station réceptrice permanente de données satellites (actuellement système GPS) et de dispositifs d'équipements techniques liés à la mise en place du réseau.

Par délibération FAG 5/446/BC du 26 juin 2006, la Communauté Urbaine Marseille Provence autorisait la Société EXAGONE par convention de mise à disposition à installer une antenne GPS sur un immeuble communautaire à savoir, le château d'eau Périer rue Pablo Picasso – 13008 Marseille, moyennant une redevance annuelle de 500.00 €TTC.

Le développement et l'amélioration du Système d'Information Géographique communautaire a nécessité 3 abonnements au réseau TERIA. TERIA est un fournisseur d'accès au système de données informatiques recueillies par GPS. L'abonnement annuel est de 2 880 € HT (3.456,00 €TTC) auquel s'ajoute un abonnement téléphonique spécifique d'un montant mensuel de 63,00 € HT soit 756 €HT (907,20 €TTC) par an.

La création de la Métropole Aix-Marseille Provence et la mise en œuvre du réseau SIG métropolitain nécessite le renforcement et l'extension du système de collecte et d'actualisation des données à recueillir et transmettre aux utilisateurs de l'outil SIG.

Il est donc proposé pour ce faire de souscrire un quatrième abonnement au réseau TERIA :

- Coût du quatrième abonnement au réseau TERIA : 1 800,00 €HT /an (2160,00 €TTC).

En ce qui concerne l'abonnement téléphonique spécifique, il est remplacé par la fourniture d'une carte SIM multi-opérateur :

- Abonnement annuel de 300,00 € HT (360,00 €TTC).

Afin de mettre en cohérence les quatre abonnements, la société EXAGONE échange à titre gracieux les trois cartes SIM mono-opérateur contre 3 cartes SIM multi-opérateur. De plus le tarif appliqué est celui du quatrième abonnement (300,00 € HT / an). Cela permet à la Métropole de faire une économie annuelle de 1 368 € HT.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 5/446/BC du Bureau de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 26 juin 2006 portant approbation du contrat de prestations pour utilisation du réseau TERIA ;
- La délibération n° FAG 4/099/BC du Bureau de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 26 mars 2007 portant approbation de l'avenant n°1 au contrat de prestations pour utilisation du réseau TERIA ;
- La délibération n° FAG 001-1026/07/BC du Bureau de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 17 décembre 2007 portant approbation de l'avenant n°2 au contrat de prestations pour utilisation du réseau TERIA ;
- La délibération n° FAG 4-314/08/CC du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 31 mai 2008 portant approbation de l'avenant n°3 au contrat de prestations pour utilisation du réseau TERIA ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- La nécessité de compléter les conditions initiales mises en place en vue de l'utilisation de la technologie GPS, indispensable au bon fonctionnement, au développement et à la pérennisation du SIG métropolitain ;

Décide

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°4 ci-annexé au contrat initial relatif à la souscription d'un quatrième abonnement au réseau TERIA et à l'ouverture d'un quatrième abonnement téléphonique (carte SIM multi-opérateur) selon les conditions suivantes :

- Coût du quatrième abonnement au réseau TERIA : 1 800 euros HT / an (2 160 euros TTC)
- Coût du quatrième abonnement téléphonique : 300 euros HT annuel (360 euros TTC)

Article 2 :

Les trois cartes SIM mono-opérateur fournies pour les trois abonnements téléphoniques précédents sont remplacées par 3 cartes SIM multi-opérateur. Le tarif appliqué est celui du quatrième abonnement (300 euros HT / an). Cela permet à la métropole de faire une économie annuelle de 1 368 euros HT.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant n° 4 et tous documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 - Fonction 020 - Nature 6262 - Nature 6281.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/344/D

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Coordination Nationale des Conseils de Développement et paiement de la cotisation 2020

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Créé le 15 décembre 2016 par délibération du Conseil de la Métropole, le Conseil de Développement métropolitain est mis en place conformément à l'article L5218-10 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il est l'organe consultatif représentant la société civile du territoire métropolitain.

Il est consulté sur le projet métropolitain, les principales orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence, les schémas d'ensemble, les documents de prospective et de planification, la conception et l'évaluation des politiques locales de promotion du développement durable du territoire. Il peut s'autosaisir. Il établit chaque année un rapport annuel d'activité qui est examiné par le Conseil de la Métropole.

Afin d'améliorer sa visibilité et le portage au niveau national de ses travaux et préoccupations et de bénéficier des expériences de ses pairs des autres métropoles, la délibération de création de ce Conseil de Développement a prévu l'adhésion à la Coordination Nationale des Conseils de Développement, prolongeant ainsi l'engagement des Conseils de Développement des intercommunalités fusionnées. Le Conseil de Développement métropolitain participe depuis sa mise en place en avril 2017 à ce réseau de la concertation afin de peser plus fortement dans la réflexion et la structuration des mécanismes de démocratie participative.

Le Conseil de Développement mis en place par la nouvelle gouvernance de la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra d'autant s'appuyer sur cette association.

Créée le 22 août 2012 sous forme associative, la Coordination Nationale des Conseils de Développement a pour principaux objectifs :

- de promouvoir la démocratie participative ;
- de faciliter les échanges et mutualiser les expériences ;
- de travailler sur des préoccupations partagées ;

- d'améliorer la représentativité des Conseils de Développement au niveau national de manière à mieux faire entendre leurs préoccupations communes.

Depuis trois ans que le Conseil de Développement adhère à cette association, les membres du Conseil de Développement ainsi que des techniciens de la Métropole ont régulièrement participé à des réunions de la Coordination Nationale des Conseils de Développement.

En 2019, la Coordination Nationale des Conseils de Développement a organisé un colloque pour les 20 ans de la création des Conseils de Développement, colloque auquel ont participé des membres du Conseil de Développement et des techniciens de la Métropole.

Pour assurer ses dépenses de fonctionnement, l'association prévoit dans ses statuts, une participation financière annuelle des collectivités supports de Conseils de Développement adhérents de l'ordre de 0,01 euro par habitant. Ainsi, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, ladite cotisation s'élève à 18 989,50 euros pour l'année 2020.

Conformément aux statuts du Conseil de Développement métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui porte le Conseil de Développement prend en charge l'adhésion à cette association.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°99-533 du 25 juin 1999 d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire portant modification de la loi n°95-115 du 4 février 1995 d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement du Territoire ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 005-1285/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 concernant les modalités de création du Conseil de Développement de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 007-1741/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 concernant l'approbation de l'adhésion du Conseil de Développement métropolitain à la Coordination Nationale des Conseils de Développement et le paiement de la cotisation 2017 ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence doit être représenté lors des débats et rencontres nationales organisés dans le cadre de la Coordination Nationale des Conseils de Développement ;
- L'intérêt d'un partage d'expériences entre Conseils de Développement et la nécessité d'un lobbying pour une meilleure reconnaissance des Conseils de Développement et de leur rôle auprès des intercommunalités ;
- Que le Conseil de Développement métropolitain ne disposant pas de la personnalité juridique, c'est à la Métropole qu'il revient de prendre la décision d'adhérer à cette association.

Décide

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Coordination Nationale des Conseils de Développement pour l'exercice 2020 ainsi que le paiement de la cotisation de 18 989,50 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires, sont inscrits au budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous-politique B310 – Nature 6281 - Fonction 032

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/345/D

■ Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à France Urbaine et paiement de la cotisation 2020

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

France urbaine est l'association de référence des métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomération et grandes villes.

Elle incarne la diversité urbaine et promeut l'alliance des territoires auprès des pouvoirs publics et de tous les citoyens. Portée par des élus de toutes tendances politiques, l'association est composée de 102 membres. Elle regroupe les grandes villes de France, les métropoles, communautés urbaines et communautés d'agglomération, et représente 2000 communes de toutes tailles dans lesquelles réside près de 30 millions de Français.

France urbaine porte une vision politique et technique au service de ses adhérents et des citoyens. En développant des services auprès de ses membres afin de mieux répondre aux enjeux auxquels ils sont confrontés, elle éclaire la décision publique selon les spécificités urbaines et apporte une réflexion nouvelle dans les débats locaux, nationaux, européens et internationaux.

Le rôle de France urbaine se décline comme suivant :

- Mettre en relation et mobiliser ses adhérents pour échanger sur les bonnes pratiques
- Représenter ses adhérents auprès des instances décisionnaires (Services de l'Etat, Gouvernement, Parlement...) pour porter des demandes et faire parts de leurs expériences
- Analyser et informer ses adhérents sur les politiques publiques qui les concernent
- Valoriser ses adhérents auprès des autres membres et des interlocuteurs extérieurs
- Expérimenter : de par son rôle de représentation, France urbaine peut inciter, impulser et/ou participer à expérimenter certains dispositifs sur les territoires de ses adhérents

France urbaine organise chaque année des événements phares comme la Conférence des Villes, les Journées Nationales de France urbaine et les Rencontres finances publiques, auxquels la Métropole participe.

Dans ce contexte, l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence est nécessaire pour contribuer aux échanges et partages à une échelle nationale. La Métropole est d'ores et déjà impliquée dans de nombreux groupes de travail thématiques proposés par France Urbaine (Développement économique, Eau et assainissement, Finances, Habitat, Politique de la ville, Urbanisme et aménagement urbain, Partenariats et territoires etc...).

Le montant de la cotisation est fixé à 250 000 euros pour l'année 2020.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°99-533 du 25 juin 1999 d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire portant modification de la loi n°95-115 du 4 février 1995 d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement du Territoire ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que cette association offre aux collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale adhérents la possibilité de se regrouper au sein d'une structure unique permettant à la fois de répondre aux défis posés par le monde urbain, de développer les services proposés aux territoires et de mieux répondre aux enjeux auxquels ils sont confrontés, dans le respect de leur diversité, avec l'ambition de peser dans les débats locaux, nationaux et internationaux ;
- Qu'il convient de renouveler l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association France Urbaine pour l'année 2020 ainsi que le paiement de la cotisation annuelle.

Décide

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à France Urbaine pour l'exercice 2020 ainsi que le paiement de la cotisation de 250 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget primitif de l'exercice 2020 de la Métropole voté - Sous politique B312 - Fonction 020 - Nature 6281.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/346/D

■ Demande de subvention auprès de l'Etat dans le cadre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local 2020 et de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution aux opérations portées par la Métropole Aix-Marseille-Provence - Demande complémentaire aux opérations votées en 2019

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

En 2016, le gouvernement a créé une dotation exceptionnelle de soutien aux opérations d'investissement pour les communes et les établissements de coopération intercommunale.

Reconduite en 2017, elle devient en 2018 une véritable dotation pérennisée et codifiée au Code Général des Collectivités Territoriales à l'article L 2334-42, afin d'accompagner et de favoriser la transformation des territoires. L'objectif de ce dispositif est double : soutenir l'investissement des collectivités territoriales et l'orienter vers les grandes priorités nationales en matière d'équipements des territoires, notamment celles inscrites au Grand plan d'investissement (GPI) présenté par le premier ministre le 25 septembre 2017.

Ce fonds a vocation à accompagner le financement de projets structurants au niveau local inscrits notamment dans les priorités d'investissement suivantes :

- rénovation thermique, transition énergétique, développement des énergies renouvelables,
- mise aux normes et sécurisation des équipements publics,
- développement des infrastructures en faveur de la mobilité, ou de la construction de logements,
- développement du numérique et de la téléphonie mobile,
- création, transformation et rénovation des bâtiments scolaires,
- réalisation d'hébergements et d'équipements publics rendus nécessaires par l'accroissement d'habitants.

Dans le cadre de la dotation 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence avait identifié des opérations, inscrites dans l'Agenda Mobilité, relatives à la transition énergétique, au développement du numérique, suffisamment mûres pour bénéficier de ce financement de l'Etat.

A la demande de l'Etat, les dossiers relatifs à ces opérations ont dû être déposés par la Métropole sur la plateforme dématérialisée de la Préfecture dans le courant du dernier trimestre 2019.

Cependant après ajustement du calendrier d'une opération mobilité votée, relative au BHNS entre Aubagne et Gémenos, seules les études feront l'objet d'une demande de subvention (et non les études et travaux comme initialement actés).

Ainsi, afin de maintenir le volume de subvention demandé à l'Etat, la Métropole propose deux nouvelles opérations Mobilité relatives à la création d'une station GNV pour véhicules (Anjoly – Vitrolles) et à l'étude de faisabilité d'un réseau express vélo métropolitain qui avait fait l'objet d'une aide de l'Etat en 2018 et dont le périmètre a évolué.

Le plan de financement prévisionnel de chaque opération est par ailleurs précisé dans une annexe ci-jointe.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi de finances 2018 et notamment son article 157 ;
- La délibération n°TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité de la Métropole ;
- La délibération FAG 046-7209/19/BM du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019 portant approbation de la demande de subvention auprès de l'Etat dans le cadre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local 2020 et de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution aux opérations portées par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation des opérations relatives à la création d'une station GNV pour véhicules (Anjoly – Vitrolles) et à l'étude de faisabilité d'un réseau express vélo métropolitain dont le périmètre a évolué ;
- Qu'il convient d'ajuster le montant de subvention sollicité sur l'opération BHNS entre Aubagne et Gémenos, sur la partie études ;
- Qu'il convient d'approuver la demande de subvention auprès de nos partenaires institutionnels.

Décide

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter une aide financière auprès de l'Etat pour le financement de ces opérations dans le cadre du dispositif « Dotation de soutien à l'investissement local » ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation des opérations listées en annexe.

Article 2 :

Les crédits seront inscrits au budget principal et budget annexe transport 2020 et suivants de la Métropole sur les opérations indiquées en annexe.

Les recettes seront constatées au budget annexe transport 2020 et suivants de la Métropole Nature :1311-1312-1313-1317 et au budget principal sur les imputations Nature :1311-1312-1313-1317

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/347/D

■ Approbation des Tarifs séjours, colonie et locations d'hébergements été 2020 - Régie Action Sociale CT5

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

L'article 9 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983, portant droits et obligations des fonctionnaires, consacre le droit pour les agents publics de bénéficier d'une politique sociale de la part de leur employeur.

Dans ce cadre, par délibération n°479/07 du 9 novembre 2007, le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, a créé la Régie Action Sociale Ouest Provence dotée de la seule autonomie financière chargée de la gestion des prestations d'action sociale au profit de l'ensemble des agents, retraités et de leurs ayants droit.

Par délibération du 13 décembre 2018, le maintien des dispositifs d'action sociale existants dans chaque territoire a été approuvé.

Le SAN Ouest Provence, par délibération n°476/04 du 24 septembre 2004, avait fixé la liste des prestations d'action sociale. La Métropole Aix-Marseille-Provence a, par délibération n°FAG 037-1040/16/CM du 17 octobre 2016, mis à jour les conditions d'attribution des prestations d'action sociale destinées aux agents, retraités et ayants droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence / Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

Au titre de l'année 2020, il est proposé aux bénéficiaires de la Régie Action Sociale un séjour au Canada, une escapade à Saint Petersburg, un court séjour à Port Aventura, un séjour balnéaire à Agadir, une colonie sur la côte basque et des locations d'hébergements à Saint-Amand de Coly, à Argeles, à Saint-François Longchamp, à Saint Jean De Luz, à Ruoms, à Empuriabrava, à Torreilles-plage et à Vendres plage.

Il revient à la Régie Action Sociale de mettre en œuvre et d'assurer le suivi de ces prestations.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 037-1040/16/CM du 17 octobre 2016 du Conseil de la Métropole relative à la mise à jour des conditions d'attribution des prestations d'action sociale destinées aux agents, retraités et ayants-droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence / Conseil de Territoire Istres Ouest Provence ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'il convient d'approuver par délibération la tarification de ces séjours, colonie et locations.

Décide

Article 1 :

Est approuvée l'application des tarifs ci-annexés au personnel, aux retraités et ayants droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence/Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence pour les séjours, locations et colonie proposées.

Article 2 :

La recette sera constatée au budget de la Régie Action Sociale, chapitre 70, nature 70688.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/348/D

■ Approbation d'une convention de financement « Aides aux Vacances Enfants (AVE) » avec la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

L'article 9 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983, portant droits et obligations des fonctionnaires, consacre le droit pour les agents publics de bénéficier d'une politique sociale de la part de leur employeur.

Dans ce cadre, par délibération n°479/07 du 9 novembre 2007, le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, a créé la Régie Action Sociale Ouest Provence dotée de la seule autonomie financière chargée de la gestion des prestations d'action sociale au profit de l'ensemble des agents, retraités et de leurs ayants droit.

Par délibération du 13 décembre 2018, le maintien des dispositifs d'action sociale existants dans chaque territoire a été approuvé.

Le SAN Ouest Provence, par délibération n°476/04 du 24 septembre 2004, avait fixé la liste des prestations d'action sociale. La Métropole Aix-Marseille-Provence a, par délibération n°FAG 037-1040/16/CM du 17 octobre 2016, mis à jour les conditions d'attribution des prestations d'action sociale destinées aux agents, retraités et ayants droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans ce contexte, un séjour au Pays Basque pour les enfants des agents et retraités du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence est prévu en 2020.

La Caisse d'Allocation Familiales (CAF) des Bouches-du-Rhône propose une aide au financement des vacances des enfants pour certaines familles allocataires, en fonction de leur quotient familial.

Afin de permettre aux familles éligibles de bénéficier de cette aide pour le séjour mentionné ci-dessus, la Métropole Aix-Marseille-Provence, doit conclure une convention avec la CAF des Bouches-du-Rhône fixant les modalités de participation financière de cette dernière.

La participation de la CAF sera versée directement à la Métropole Aix-Marseille-Provence, réduisant ainsi le coût du séjour restant à la charge des familles concernées.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplicité de la coopération intercommunale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'il convient d'approuver par délibération la convention de financement « Aides aux Vacances Enfants (AVE) » entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône.

Décide

Article 1 :

Est approuvée la convention de financement « Aide aux Vacances Enfants (AVE) » ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône.

Article 2 :

Madame La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents en découlant.

Article 3 :

La recette sera constatée au budget de la Regie Action Sociale, chapitre 70, nature 70688.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/349/D

■ Approbation de l'avenant 2 portant mise à jour des données contractuelles du contrat de réservation de berceaux au sein de la crèche inter-entreprises "Cap Canailles", signé avec la société Crèche Attitude Joliette

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Par délibération FCT 006-1027/09/CC du 19 février 2009, l'assemblée délibérante avait entériné les modalités de participation de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à la création d'une crèche inter-entreprises "Cap Canailles" dans le quartier de la Joliette (Marseille, 2^{ème} arrondissement), en fixant notamment les modalités de fonctionnement de la structure d'accueil, et plus particulièrement les critères d'éligibilité et d'attribution des places en faveur du personnel.

L'installation de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016 s'inscrit dans la continuité de l'action et de la qualité de service, et à ce titre, le pacte de gouvernance financier et fiscal, approuvé par délibération du Conseil de la Métropole FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016, affirme le maintien des avantages sociaux collectifs proposés aux agents par les EPCI préexistants.

Afin de poursuivre les dispositifs d'amélioration des conditions de travail des agents métropolitains dans l'organisation de leur vie familiale, le nombre de berceaux de cette crèche a été porté à 14, et pour tenir compte de l'agenda scolaire, un nouveau contrat de réservation berceaux a été approuvé par délibération FAG 078-4130/18/CM le 28 juin 2018 à compter du 1^{er} septembre 2018 et ce pour une durée de 4 ans, soit jusqu'au 31 août 2022, pour un coût global de 606 424 euros.

Par délibération FAG 020 6542/19/BM du 26 juin 2019, la Métropole a approuvé l'avenant 1 au contrat de réservation de berceaux souscrit avec la société Crèche Attitude Joliette sous le numéro 00004064 pour lui attribuer le numéro de SIRET 508 149 770 00028.

Le nouveau SIRET ayant de nouveau changé, il convient de modifier par un nouvel avenant ce contrat.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 5215-20 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020

- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 portant approbation du pacte de gouvernance financier et fiscal de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG004-2004/17/CM du 18 mai 2017 approuvant le « Contrat Enfance et Jeunesse », convention d'objectifs et de financement n°18-0064 conclue entre les entreprises réservataires de berceaux et la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône, pour la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2020 ;
- La délibération FAG 078-4130/18/CM du 28 juin 2018 portant approbation du contrat de réservation de berceaux n°00004064 ;
- La délibération FAG 020 6542/19/BM du 26 juin 2019 portant approbation de l'avenant n°1 portant rectification d'erreur matérielle sur le contrat de réservation de berceaux au sein de la crèche inter-entreprises « Cap Canailles » ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- La nécessité de rectifier l'erreur matérielle sur le contrat de réservation de berceaux en crèche inter-entreprises n°00004064 et de mettre les données contractuelles relative à ce contrat.

Décide

Article 1 :

Est adopté l'avenant n° 2 de mise à jour du contrat n°00004064 de réservation de berceaux conclu avec la société Crèche Attitude Joliette, ci-annexé.

- Contrat n°00004064 enregistré en interne sous le numéro 18/573 avec la société Crèche Attitude Joliette située 19-21 rue de Dôme 92 100 Boulogne Billancourt dont le nouveau numéro de SIRET est le 508 149 770 00044.

Article 2 :

Les autres termes de ce contrat restent inchangés.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ledit avenant.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/350/D

■ Approbation d'une convention de mise à disposition à titre gratuit de deux agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de la Ville d'Aix-en-Provence

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Dans le cadre des lois de décentralisation, notamment dans le domaine de la gestion des déchets ménagers, la Métropole Aix-Marseille-Provence compte dans ses attributions la gestion de la collecte des ordures ménagères. La propreté urbaine reste une préoccupation municipale qui impacte le travail des fonctionnaires, notamment de la Ville d'Aix-en-Provence, chargés de l'entretien et de la propreté des rues, des parcs et des jardins publics.

Afin d'avoir une action concertée entre la Direction de la Collecte du Territoire du Pays d'Aix et le service municipal du nettoyage, une équipe dénommée « brigade verte » est en charge de la prévention et du traitement des dépôts sauvages et participe à l'amélioration de la propreté urbaine dans le centre-ville d'Aix-en-Provence.

Historiquement, un appel à candidature avait été réalisé et avait permis la mise à disposition à titre gracieux au sein de ce service de deux agents de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix (CPA), ancien EPCI fusionné à la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2016.

Par délibération n°2014_A199, le Conseil communautaire de la CPA du 14 octobre 2014 avait approuvé le renouvellement de ces deux mises à disposition à compter du 1^{er} août 2014 pour une durée d'un an renouvelable 2 fois par tacite reconduction.

Par délibération n° FAG 036-1039/16/CM du 17 octobre 2016, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le renouvellement de la mise à disposition de deux agents métropolitains à compter du 1^{er} août 2017 pour une durée de 3 ans, soit jusqu'au 31 juillet 2020.

Ladite convention arrivant à échéance le 31 juillet 2020, la présente délibération a pour objet le renouvellement de la mise à disposition de ces deux agents métropolitains à compter du 1^{er} août 2020 pour une durée de 3 ans, soit jusqu'au 31 juillet 2023.

Conformément aux articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et au décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, la mise à disposition d'agents est possible auprès des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

La mise à disposition est la situation du fonctionnaire qui demeure dans son cadre d'emplois ou corps d'origine, est réputé y occuper un emploi, continue à percevoir la rémunération correspondante, mais qui exerce ses fonctions hors du service où il a vocation à servir.

En application des dispositions réglementaires précitées, la durée maximale de la mise à disposition est de trois ans, et peut être renouvelée par périodes ne pouvant excéder cette durée. Aucune disposition ne limite le nombre de renouvellements. Elle peut prendre fin, avant l'expiration de sa durée, à la demande du fonctionnaire, de l'administration d'origine ou de l'administration d'accueil.

Par principe, la mise à disposition donne lieu à remboursement.

Toutefois en application des dispositions de l'article 61-1 de la loi du 26 janvier 1984, il peut être dérogé à cette règle lorsque la mise à disposition intervient entre une collectivité territoriale et un établissement public administratif dont elle est membre ou qui lui est rattaché.

La présente décision a pour objet la mise à disposition, à titre gratuit, deux agents métropolitains, auprès de la Ville d'Aix-en-Provence, à hauteur de 100 % de leur temps de travail, à compter du 1^{er} août 2020 pour une durée de 3 ans.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;
- Les délibérations n° 2009_A066 du 15 mai 2009 et n° 2012_A104 du 12 juillet 2012 du Conseil Municipal et du Conseil de Communauté relatives à la mise à disposition de deux fonctionnaires de catégorie C auprès de la Ville d'Aix-en-Provence dans le cadre de la mise en place de la brigade verte municipale,
- La délibération n° 2014_A199 du Conseil Communautaire de la CPA du 14 octobre 2014 portant renouvellement de la convention de mise à disposition de personnel communautaire auprès de la Ville d'Aix-en-Provence,
- La délibération n° FAG 036-1039/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant approbation de conventions de mise à disposition de quatre agents métropolitains auprès de la Ville d'Aix-en-Provence et auprès du COS du Pays d'Aix ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Décide

Article 1 :

Est approuvé le renouvellement de la convention de mise à disposition ci-annexée, à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville d'Aix-en-Provence, concernant la mise à disposition à temps plein auprès de cette dernière, de deux agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/351/D

■ Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la centrale d'achat RESAH (Réseau des Acheteurs Hospitaliers)

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

En application de l'article 26 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, les acheteurs peuvent recourir à des centrales d'achat. Dans le cadre de sa politique d'optimisation des coûts et des procédures, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi ponctuellement recours à deux centrales d'achat :

- L'UGAP, pour la satisfaction de certains de ses besoins en fournitures ou services dans les segments d'achats « *véhicules* », « *services* », « *informatique et consommables* », « *mobilier et équipement général* », et « *médical* ». La nouvelle convention tripartite avec l'UGAP entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2019 associe désormais la Métropole et le Département – qui ont fusionné leurs conventions respectives –, et bénéficie à toutes les communes qui le souhaitent. A ce jour, 79 communes ont adhéré à cette convention (dont 73 situées sur le territoire Métropolitain) ;
- La CATP (centrale d'achat du transport public), à laquelle la Métropole a parfois recours pour certains de ses achats liés à l'exercice de la compétence mobilité.

Le réseau des acheteurs hospitaliers (RESAH) est une centrale d'achat constituée sous forme de Groupement d'Intérêt Public (GIP). Son activité était initialement réservée aux seuls établissements hospitaliers, mais s'ouvre désormais à tous les établissements publics, dont les collectivités locales. Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'adhésion au RESAH présente deux grands avantages :

- économique, car la massification des achats et des économies d'échelle réalisées par les centrales d'achats permet pour certains achats de fourniture ou de prestations d'accéder à des prix plus avantageux que ceux qu'obtiendrait la Métropole si elle agissait seule ;
- stratégique, car l'adhésion de la Métropole à une centrale d'achat supplémentaire permettra de diversifier nos sources d'approvisionnements, et, ainsi, d'accéder à un plus large panel de fournisseurs et de choisir systématiquement l'offre économiquement la plus avantageuse et/ou les délais les plus courts.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- CATP permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence de diversifier ses sources d'approvisionnement et de disposer d'un éventail de fournisseurs plus large ;
- que l'adhésion au RESAH permettra par l'effet volume d'obtenir de meilleurs prix dans les segments d'achats informatique, mobilier et équipement général, services, véhicules, médical

Décide

Article 1 :

Est approuvée l'adhésion au Réseau des Acheteurs Hospitaliers (RESAH), pour un montant annuel de 300 euros.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé :

- à signer le bulletin d'adhésion au RESAH, ainsi que tout autre document nécessaire à sa bonne exécution ;
- à passer commande auprès du RESAH conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et au décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et prendre toutes les décisions y relatives.

Article 3 :

Les crédits nécessaires à l'adhésion annuelle au RESAH seront inscrits au budget principal, chapitre 011, nature 6281, sous-politique A150.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL

**ECONOMIE, NOUVELLES
TECHNOLOGIES, ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR**



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/352/D

■ Attribution de subventions à deux entreprises du Territoire du Pays d'Aix dans le cadre des projets collaboratifs "Internet des objets" du Plan Nano 2022

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Au vu de l'importance de la filière micro-électronique dans la stratégie de développement économique de la Métropole, l'intérêt des projets développés dans le cadre du Plan Nano 2022 présentent un véritable intérêt qu'il s'agit de mettre à profit au bénéfice d'une dynamique territoriale accrue dans ce domaine.

Une forte mobilisation de l'État en faveur des filières micro et nanoélectronique dans un cadre réglementaire innovant :

Dans le souci de renforcer une filière industrielle stratégique, dans un contexte de concurrence américaine et asiatique bénéficiant de forts soutiens publics, le Président de la République a annoncé, dans son discours du 29 mars 2018 sur l'Intelligence Artificielle, un soutien de l'État de 800 M€ à la nanoélectronique.

Face à un cadre réglementaire complexe, il a été décidé de recourir de façon pionnière au Programme Important d'Intérêt Économique Commun (PIIEC). En effet, le PIIEC est un statut dérogatoire au régime des aides d'État, qui permet de soutenir les phases de pré-production et de créer un espace unifié de collaboration.

Regroupant quatre pays – la France, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni – le PIIEC établit un programme-cadre autour de cinq champs technologiques : les composants économes en énergie, les composants de puissance, les capteurs intelligents, les équipements de fabrication et les semi-conducteurs composés. Ces technologies seront notamment au service des industries suivantes : Automobile, Espace/Défense, IoT/Industrie 4.0/5G, Carte à puce/Sécurité.

La France compte sept chefs de file industriels, dont la société STMicroelectronics, basée à Rousset, qui pilote le programme à l'échelle de la région Sud. Chacun des chefs de file coordonne un dossier avec des partenaires industriels et académiques. Le dispositif couvre une période de 5 ans qui s'étend de 2018 à 2022.

La déclinaison du programme à l'échelle de la région SUD :

Le programme Nano 2022 vise à promouvoir la recherche, le développement et la première industrialisation de composants électroniques innovants. Les technologies couvertes visent plusieurs filières aval qui représentent le principal levier de croissance pour les commandes en composants électroniques. L'une de ces filières est le secteur de l'IoT (Internet des Objets), et plus généralement des systèmes autonomes et connectés (téléphones, tablettes, laptops, autres objets connectés à usage des particuliers ou des industriels), exigeant des composants de basse consommation et des composants de communication performants pour le développement à venir du réseau 5G.

La Région Sud a été fléchée comme région de référence pour l'IoT. L'objectif est de soutenir le marché local IoT et d'augmenter la capacité de design et de prototypage des partenaires industriels par le développement d'applications IoT ciblées aux enjeux sociétaux et environnementaux.

Ce programme se décline en trois volets principaux :

- le soutien à des projets collaboratifs entre industriels et académiques,
- les plateformes technologiques mutualisées,
- la consolidation des acteurs industriels du territoire.

Chacun de ces volets sera financé conjointement par l'État, la Région PACA et la Métropole Aix-Marseille-Provence, le cas échéant.

Les deux projets et entreprises visés par cette délibération dépendent du premier volet et concernent donc exclusivement des projets collaboratifs.

Le projet SMART CITY porté par la société MIOS BY SNEF LAB et associant la société NAWA TECHNOLOGIES, soutenue par le Territoire du Pays d'Aix :

Les « smart cities » sont les villes attachées à gérer de façon plus citoyenne et efficace la consommation de leurs ressources. Dans le domaine de la maîtrise de l'eau, à ce jour, les informations remontées ne concernent que les points de livraisons aux usagers, le réseau en lui-même n'étant que peu supervisé en raison de contraintes techniques fortes.

Le projet SMART CITY a pour objectif d'équiper le réseau de distribution de l'eau potable d'objets connectés intelligents pour permettre l'analyse de modèles de consommation grâce à des technologies d'Intelligence Artificielle. La complexité réside dans la maîtrise des paramètres environnementaux (souterrains, environnement humide, installation du capteur non intrusive) et énergétiques (pas d'alimentation disponible, fonctionnement sur batterie). Mais l'élément-clé demeure la sécurité : à l'échelle d'une ville, les systèmes assurant la gestion de l'eau sont des systèmes critiques qui peuvent être menacés dans leur intégrité, confidentialité ou accessibilité. C'est un des enjeux majeurs de la maîtrise des réseaux de distribution par les villes et collectivités aujourd'hui.

Le rôle des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), notamment l'IoT, est ici clé pour relever ces défis. Le projet permettra d'équiper le réseau d'une solution fixe et autonome, à un coût suffisamment attractif pour permettre de mailler finement le réseau. L'objectif étant d'offrir une vision en temps réel proactive et de prévenir la perte de millions de m³.

Ce projet est porté par la société MIOS BY SNEF LAB, qui sera également intégrateur de la solution finale. Spécialiste de l'IoT et de la cybersécurité, cette société créée à Aix-en-Provence en 1987 imagine et déploie des solutions complètes, innovantes et sécurisées pour la ville, les transports et les industries. En 2019, MIOS a rejoint le Groupe SNEF en fusionnant avec son pôle d'expertise Technologies de l'Information (IT) & IoT. La société s'appelle aujourd'hui MIOS BY SNEF LAB. MIOS s'inscrit dans la chaîne de distribution de l'eau comme un partenaire technologique des exploitants ou des usagers, en fournissant des mesures précises, réelles et objectives sur l'état du réseau.

Le consortium du projet dirigé par MIOS se compose d'un grand groupe (ST Microelectronics) d'un laboratoire (CEA TECH) et de deux PME (Ultraflux et Nawa Technologies).

La société NAWA Technologies, créée en 2009 à Rousset, emploie actuellement 25 salariés et réalise un chiffre d'affaires de 200.000 euros. La société développe depuis ses débuts les ultra-condensateurs,

batteries extrêmement performantes. Dans le contexte du projet SMART CITY, la solution « Ucaps » pourrait être mobilisée, car l'objet connecté sera très sollicité (IA, débitmètre, transmission radio) tout en devant garantir des autonomies conséquentes (plus de 10 ans). NAWA TECHNOLOGIES sera donc chargée de fournir des batteries de nouvelle génération afin d'assurer la pérennité du dispositif de capteurs mis en œuvre.

Le Territoire du Pays d'Aix (CT2) propose d'accorder à la société NAWA TECHNOLOGIES une subvention de 47.000 euros, soit 24,88% d'une assiette financière totale de 188 897 euros.

Présentation du projet LEANPOD porté par la société EDITAG, et faisant intervenir les sociétés IBS et NAWA TECHNOLOGIES soutenues par le Territoire du Pays d'Aix :

Le projet LEANPOD vise à répondre à différents enjeux du marché des applications IoT pour l'industrie et plus particulièrement à tout ce qui concerne la supervision des flux matière dans un environnement industriel non ou partiellement robotisé : instruments en cours de production, outillage, assets mobiles et gestion des entrées et sorties des stocks de produits finis et de composants. Ces produits seront développés sur la base de la technologie Moontag® déjà brevetée par EDITAG (capteur IoT hybride et modulaire). Les utilisateurs finaux visés sont les grands groupes industriels et les entreprises du secteur manufacturier au niveau mondial, avec une priorité fixée aux marchés déjà atteints par EDITAG (Europe/USA-Canada), toutes filières confondues (automobile, aéronautique, micro-électronique, etc.).

La solution développée dans le cadre de ce projet a pour but de permettre aux industriels de réduire leurs coûts opérationnels, d'optimiser l'utilisation des moyens industriels et d'améliorer leur productivité.

Ce projet est porté par EDITAG, société de 20 salariés fondée en 2007, hébergée depuis plusieurs années à la pépinière et à l'hôtel d'entreprises du Pays d'Aix et installée aujourd'hui à Meyreuil. Elle est l'une des premières sur le territoire à avoir travaillé dans le domaine de l'IoT. Elle a développé deux technologies innovantes brevetées: le Monalitag®, un traceur miniaturisé qui permet de sécuriser des produits hauts de gammes (œuvres d'art par exemple) et le Moontag®, solution numérique qui améliore les processus de production industrielle grâce à une baisse des délais et des coûts, de la logistique et de la maintenance. Le chiffre d'affaires était de 2 millions d'euros en 2018, et environ 35% de son activité se déploie à l'international. Le recrutement de 2 personnes est envisagé par la société dans le cadre de la conduite de ce projet.

Le consortium du projet dirigé par EDITAG se compose de deux grands groupes (ST Microelectronics et Sequans), de 3 PME (Editag, NawaTechnology et IBS) et de 5 laboratoires et académiques (CEA-Tech, Ecole des Mines de St-Étienne à Gardanne, Micro-PackS, LEAT et ISEN).

Dans le cadre du projet LEANPOD, la solution « Ucaps » de NAWA est également sollicitée car un des enjeux majeurs du projet est la durée de vie des batteries embarquées sur le capteur Moontag (dispositif bas-coût, miniaturisé, avec fonction de localisation et mettant en jeu les technologies d'électronique souple, antenne 3D, gestion énergétique et intelligence artificielle). Deux recrutements sont prévus chez NAWA TECHNOLOGIES pour mener à bien ce projet.

Le Territoire du Pays d'Aix (CT2) propose d'accorder à la société NAWA TECHNOLOGIES une subvention de 30.000 euros, soit 24,79 % d'une assiette financière totale de 121 000 euros.

Le consortium de ce projet comprend une seconde PME du Pays d'Aix, la société IBS (Ion Beam Services), créée en 1987 à Peynier. Cette société qui réalise un chiffre d'affaires de près de 12 millions d'euros, et emploie plus de 50 salariés à Peynier aura la charge sur ce projet de concevoir et réaliser des capteurs de pression ultra sensible sur silicium. IBS propose en effet un ensemble de produits et de services pour les industries électroniques et photovoltaïque : équipements d'implantation ionique et de dépôt de couches minces pour les industriels et les laboratoires, fabrication à façon de capteurs et composants électroniques de puissance à haute tension à base de Silicium et de Carbure de Silicium. A terme, sur le projet, elle recrutera près de 10 personnes.

Le Territoire du Pays d'Aix (CT2) propose d'accorder à la société IBS une subvention de 100.000 euros, soit 9,42 % d'une assiette financière totale de 1.060.724 euros.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République. L'encadrement communautaire des aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation ;
- Le régime d'aide notifié SA. 40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 ;
- La décision n° SA. 46705 de la Commission Européenne relative au programme PIIEC microélectronique, en date du 18 décembre 2018 ;
- La délibération n° HN021 – 049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération n° ECO 002-1776/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- La délibération n°18-555 de la Commission Permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 approuvant la convention-type qui fixe les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et des Établissements publics de coopération intercommunale dans le cadre de l'octroi des aides économiques (articles L.1511-2 et L.1511-3 du CGCT) ;
- La délibération du Conseil Régional de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur n° 19-600 du 16 octobre 2019 approuvant le cadre d'intervention lié au Programme important d'intérêt européen commun (PIIEC) – Plan nanotechnologies 2022 inscrit au Fonds régional d'innovation ;
- La délibération de la Commission permanente de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur n° 19-937 du 13 décembre 2019 approuvant le soutien, au titre du Programme important d'intérêt européen commun (PIIEC), à 5 projets collaboratifs inscrits dans le volet 1, dont les projets LEANPOD et SMART CITY ;
- La délibération n° ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La convention-cadre fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- L'importance stratégique de la filière micro-électronique dans le développement des applications IoT (Internet of Things) et dans le développement d'un dynamisme territorial, la Métropole entend soutenir les projets développés dans le cadre du Plan Nano 2022 impulsé par l'État et cofinancé par la Région.

Décide

Article 1 :

Sont attribuées trois subventions pour un montant total de 177.000 euros à deux entreprises du Territoire du Pays d'Aix (CT2) au titre de leur participation aux projets collaboratifs développés dans le cadre du Plan Nano 2022 selon la répartition suivante :

- Projet SMART CITY – Société NAWA TECHNOLOGIES – 47.000 euros
- Projet LEANPOD – Société NAWA TECHNOLOGIES – 30.000 euros
- Projet LEANPOD – Société IBS – 100.000 euros

Article 2 :

Sont approuvées les conventions ci-annexées à signer avec les entreprises susvisées.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces conventions ainsi que tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162384, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI 384AP9.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/353/D

■ Attribution d'une subvention dans le cadre du développement d'un programme pédagogique gratuit labellisé Grande Ecole du Numérique à l'association "La Plateforme_Marseille"- Approbation d'une convention

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Avec les secteurs du numérique et des industries créatives représentant aujourd'hui plus de 56 000 emplois et un chiffre d'affaires de 10 milliards d'euros, et grâce à des infrastructures de rayonnement mondial (13 câbles sous-marin en fibre optique), le territoire de la Métropole Aix Marseille ambitionne de devenir le hub méditerranéen des entreprises innovantes.

Labellisé Capitale French Tech en mars 2019, le territoire Aix Marseille est aujourd'hui présent sur l'ensemble de la chaîne de valeur du numérique avec de véritables TechChampions (Crosscall, ImCheck, Wooxo, Jaguar Network, AlloPneus...) et des pépites en devenir (Ombrea, Traxens, Qista, XRRapid, Net Reviews...).

Afin de structurer au mieux cette croissance, outre le soutien à l'écosystème du numérique à travers les clusters (Aix Marseille French Tech, Medinsoft) et les structures d'accompagnement (Marseille Innovation, pépinières du Pays d'Aix, Accélérateur M, Technopole de l'Arbois...) la Métropole Aix-Marseille-Provence doit également pouvoir accompagner la montée en compétence numérique des demandeurs d'emploi, des étudiants, des personnes en reconversion professionnelle et des personnes peu qualifiées et éloignées du marché du travail (notamment au sein des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville).

Le capital humain va en effet constituer l'un des facteurs pivot de la croissance numérique de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nécessitant une adaptation continue de l'offre de formation (tant initiale que continue), et une articulation entre le monde de l'entreprise, le monde académique et les pouvoirs publics métropolitains.

De cette convergence entre besoins grandissants de compétences numériques des grandes entreprises du territoire (Club Top 20 et entrepreneurs de la French Tech) et désir des demandeurs d'emploi de rejoindre une économie en croissance (avec une très grande chance d'employabilité), est née sur le territoire en 2019 une nouvelle école labélisée formation Grande Ecole du Numérique : La Plateforme.

La Plateforme propose des programmes et des cours pédagogiques conçus avec et pour les entreprises, afin de faire converger rapidement offre et demande.

Pour répondre à ces enjeux, La Plateforme propose deux types de formations :

-Le Centrale Digital Lab, diplôme post-graduate, en partenariat avec l'école Centrale Marseille, forme aux spécialités du numérique les plus recherchées : l'Intelligence Artificielle (IA) et les sciences de la données (data science). Il s'agit d'une formation de haut niveau, ouverte aux étudiants diplômés d'un BAC+5, ou en césure, ayant l'ambition de poursuivre une carrière professionnelle dans le domaine de l'analyse de données. Chaque étudiant participera à la réalisation de projets réels, mis en œuvre à l'aide d'une pédagogie spécifique. Le cursus s'articule autour de trois périodes, réparties sur un an :

- 5 semaines de mise à niveau intensive en IA ;
- 2 projets, de 6 à 8 semaines chacun, portés par des entreprises ;
- Un stage de 6 mois à l'international dans des entreprises partenaires.

-L'Executive Education, formation continue destinée aux cadres au sein des entreprises. Avec cette formation, les cadres seront formés aux technologies clés du digital (Intelligence Artificielle, Blockchain, Cloud et UX/UI Design) ce qui constitue aujourd'hui un enjeu majeur pour rester concurrentiel dans un environnement en mutation continue. Les formations s'articulent autour de formules de 2 jours ou d'une semaine, avec 4 sessions de rappel de 2 jours chaque trimestre.

Au-delà de sa vocation à constituer un vivier de compétences numériques disponible pour les entreprises, La Plateforme_ poursuit également un but citoyen et sociétal en favorisant l'inclusion des publics éloignés de l'emploi et de la formation afin de faire du numérique une opportunité pour toutes et tous.

Pour cela La Plateforme a mis en place une formation spécifique labellisée Grande Ecole du Numérique :

La Coding School s'adresse à tous ceux qui souhaitent s'ouvrir les portes des métiers du numérique, sans préjugés de niveau ou de ressources. Avec ou sans bac, sans limite d'âge et totalement gratuite, la Coding School offre leur chance à ceux qui veulent faire du numérique leur avenir. Son modèle pédagogique s'adapte aux besoins de chacun. Cette formation délivre un titre homologué par l'Etat (Répertoire National des Certifications Professionnelles de niveau 3) de développeur web dès la première année, suivi d'une spécialité en web mobile et d'un stage la seconde année.

La formation sera déroulée sur une période de deux ans, effectuée en présentiel avec 1200 heures de cours par an. Un accompagnement social, insertion et handicap est assuré au sein de l'établissement par le dispositif +2 des Apprentis Auteuil, conçu pour sécuriser le parcours de réussite de chaque apprenant.

Les personnes visées par la formation sont les demandeurs d'emploi allocataires du RSA et les habitants des QPV à hauteur de 70% de la promotion et les femmes à hauteur de 30% de la promotion.

L'association La Plateforme sollicite le soutien de la Métropole Aix Marseille-Provence à hauteur de 100 000 euros pour la mise en œuvre du programme « Coding School » et des actions spécifiques suivantes :

- Formation aux outils numériques (code) pour 80 élèves
- Pédagogie en mode projet dans les locaux de l'école pendant 18 mois
- Projet professionnel à délivrer avec une entreprise partenaire pendant 3 mois au sein de l'école
- Enseignement de l'anglais
- Cours d'expression orale et écrite en français
- Stage de 6 mois en entreprise
- Obtention d'un titre RNCP de niveau 3 (équivalent Bac +2)

Le soutien financier de la Métropole d'Aix-Marseille Provence s'élèvera à 100 000 euros, représentant 13 % du budget hors d'un montant de 766 566 euros.

Le budget prévisionnel de l'association s'élève à 938 566 euros dont 172 000 euros de contribution volontaires en nature (bénévolat). Le plan de financement de l'action comprend par ailleurs les recettes commerciales et de sponsoring, dans des proportions équivalentes.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- La volonté de la Métropole d'Aix-Marseille Provence de soutenir le développement d'un programme de formation numérique gratuit à destination d'un public éloigné de l'emploi et en difficulté.

Décide

Article 1 :

Est attribuée à l'association « La Plateforme_Marseille » une subvention totale de 100 000 euros au titre de l'action : Développement du programme pédagogique gratuit labellisé Grande Ecole du Numérique « coding school ».

Article 2 :

Est approuvée la convention financière à conclure avec l'association « La Plateforme_Marseille » ci-annexée relative à l'attribution de la subvention.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ladite convention et tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2020 au Budget Principal de la Métropole – Sous-politique B370 - Chapitre 65 - Article 65748 – Fonction 67.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/354/D

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association RETIS (le Réseau Français des Technopôles, Pépinières et Incubateurs) pour les Technopôles Marseille Provence et l'Arbois et paiement de la cotisation 2020

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Le Technopôle Marseille Provence à Château-Gombert et le Technopôle l'Arbois sont des membres fondateurs du réseau "RETIS", qui regroupe depuis plus de 20 ans l'ensemble des acteurs français composant la chaîne de valeur de l'innovation : 32 Incubateurs, 28 Centres Européens d'Entreprises et d'Innovation, 5 Pôles de compétitivité et 43 Technopôles.

Les objectifs du réseau RETIS, matérialisés au travers de l'association loi 1901 éponyme, sont :

- D'accompagner et mobiliser ses membres au profit du partage des bonnes pratiques en matière d'accompagnement des entreprises innovantes.
- D'être force de proposition auprès des Ministères pour faire valoir les attentes des acteurs des politiques locales d'innovation et de développement économique.
- De professionnaliser les membres du réseau, par le biais de formation de leurs équipes d'accompagnants.
- De mobiliser l'expertise de ses membres et de ses salariés pour répondre à des missions d'accompagnement des politiques publiques locales.
- De porter le label "Technopôle" en France et de procéder à leur certification sur les territoires.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, désormais pilote du développement stratégique du Technopôle Marseille-Provence à Château-Gombert et du Technopôle de l'Arbois, dans leur dimension entrepreneuriale et technopolitaine, bénéficie, en tant que membre adhérent de l'association RETIS, d'un réseau d'experts sur les politiques publiques de soutien à l'innovation et d'un soutien au rayonnement du territoire métropolitain et de ses initiatives au niveau national.

Compte tenu de l'objet et des objectifs de l'association RETIS, la Métropole Aix-Marseille-Provence a donc décidé d'adhérer à cette association par délibération n°ECO 002-843/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 et de renouveler son adhésion pour les années suivantes.

Dans ce cadre, il est aujourd'hui proposé de renouveler cette adhésion pour l'année 2020 et d'approuver le paiement de la cotisation afférente, d'un montant de 2 200 euros.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ECO 002-843/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association RETIS-le Réseau Français des Technopôles, Pépinières et incubateurs et paiement de la cotisation 2016 ;
- La délibération n° ECO 022-1919/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association RETIS (le Réseau Français des Technopôles, Pépinières et Incubateurs) et paiement de la cotisation 2017 ;
- La délibération n°ECO 012-3896/17/BM du Bureau de la Métropole du 28 juin 2018 portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille Provence à l'association RETIS et paiement de la cotisation 2018 ;

Considérant

- Que l'association RETIS, réseau d'experts sur les politiques publiques de soutien à l'innovation, constitue un soutien au rayonnement du territoire métropolitain et de ses initiatives au niveau national ;
- Que compte tenu de l'intérêt que présente l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association pour ses 2 Technopôles (Technopôle Marseille Provence à Château-Gombert et le Technopôle de l'environnement Arbois-Méditerranée), il convient de renouveler cette adhésion pour l'année 2020 et d'approuver le montant de la cotisation correspondant ;

Décide

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement des adhésions de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association RETIS au titre des Technopôles Marseille Provence à Château-Gombert et Arbois Méditerranée ainsi que le paiement de la cotisation 2020 d'un montant de 4 400 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2020 de la Métropole d'Aix-Marseille Provence - Sous Politique B370 - chapitre 011 - nature 6281 - Fonction 67 (pour le Technopôle Marseille Provence à Château-Gombert) et au budget du Conseil de territoire du Pays d'Aix Chapitre 011 – Fonction 61 –Nature 6281 (pour le Technopôle de l'environnement Arbois Méditerranée).

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/355/D

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association française pour l'hydrogène et les piles à combustible (AFHYPAC) et paiement de la cotisation 2020

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

L'association française pour l'hydrogène et les piles à combustible (AFHYPAC) est une association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901 créée en 1998. Elle regroupe tous les acteurs de l'écosystème de l'hydrogène et des piles à combustible : collectivités territoriales, associations régionales, entreprises, laboratoires, instituts de recherche et pôle de compétitivité. L'AFHYPAC assure ainsi l'animation d'une filière industrielle d'avenir reposant sur le développement de solutions hydrogène, au bénéfice de la transition énergétique de l'industrie et des territoires.

Les missions de l'AFHYPAC sont les suivantes :

- Communiquer sur les enjeux de la filière, sur les bénéfices et les caractéristiques des technologies,
- Contribuer à lever les verrous qui freinent les projets de démonstrations et de déploiement en France,
- Influer sur le cadre réglementaire,
- Faciliter la concertation sociétale autour des objectifs nationaux et des initiatives locales.

L'AFHYPAC est soutenue par l'ADEME, la direction générale de l'Energie et du Climat, et la direction générale de la Prévention des Risques. Elle est également adhérente à l'association nationale pour le développement de la mobilité électrique.

Les acteurs de l'hydrogène ont créé en juin 2017 « le club des élus » afin de promouvoir le rôle de l'hydrogène-énergie, de favoriser le développement de cette filière d'avenir qui permettra de renforcer les liens avec les pouvoirs publics nationaux et d'agir dans la mise en œuvre d'une stratégie ambitieuse.

En cohérence avec le plan de déploiement de l'hydrogène pour la transition énergétique et avec les priorités de son Agenda du Développement économique, la Métropole souhaite développer et structurer une filière hydrogène durable sur son territoire avec les objectifs suivants :

- établir une stratégie pragmatique et chiffrée ;
- aider au développement d'expérimentations à grande échelle ;
- consolider et aider à l'implantation d'acteurs clés de la filière.

Il s'agit de soutenir les entreprises dans leurs projets recherche et développement (R&D) et se positionner comme territoire d'expérimentation et ce, sur l'ensemble des briques qui constituent la chaîne de valeur.

Pour structurer une filière hydrogène complète et durable, il est nécessaire de travailler dans une logique d'écosystème, avec un groupe de travail métropolitain regroupant les services concernés par la filière, et étudier pour chaque projet la production, le transport, la distribution, le stockage et les usages.

Dans le cadre de l'élaboration de sa feuille de route, la Métropole participe aux groupes de travail « Territoires », au Club des élus et assiste aux conférences organisées par l'AFHYPAC.

Adhérer à cette association apporte un support technique, permet de bénéficier du retour d'expérience des autres territoires et enfin si besoin, de conduire des actions de lobbying (pour pousser les constructeurs à développer une offre sur les autocars à hydrogène par exemple). C'est essentiel pour aider les techniciens et les élus à construire notre feuille de route.

Ainsi, par délibération n° ECO 005-4139/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à l'AFHYPAC.

La Métropole a renouvelé son adhésion en 2019 et organisé, en partenariat avec l'association, les « Journées Hydrogène sur les Territoires » au Palais du Pharo les 10 et 11 juillet dont la qualité de l'organisation et du contenu a été saluée, avec plus de 500 participants accueillis.

En 2020, l'AFHYPAC souhaite poursuivre ses actions :

- accompagner la mise en œuvre du Plan National Hydrogène, notamment au travers des ECV, des CSF et des AAP de l'ADEME ;
- maintenir son rôle d'interlocuteur auprès des pouvoirs publics afin de placer l'hydrogène au cœur des politiques de transition énergétique, notamment dans le Pacte Productif
- favoriser la mise en place d'IPCEI hydrogène ;
- promouvoir les écosystèmes territoriaux, clé de voute de la massification ;
- accentuer les moyens mis en commun pour gagner en visibilité, faire connaître les technologies, les acteurs de la filière et déployer à grande échelle ces technologies en France et à l'étranger ;
- au travers de l'activité de ses groupes de travail et projets structurants : Réglementation, Mobilité Hydrogène France, H2 dans les Territoires, Emplois et formations, etc.

Le montant de la cotisation est à ce jour fixé à 2 400 euros TTC en 2020.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ECO 005-4139/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association française pour l'hydrogène et les piles à combustible (AFHYPAC) et paiement de la cotisation 2018 – Désignation d'un représentant ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite construire sa feuille de route sur la filière hydrogène et bénéficier du retour d'expérience des autres territoires et industriels déjà investis dans ce domaine ;
- Qu'à ce titre, et compte tenu des missions de l'AFHYPAC, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à cette association en 2018 et renouveler son adhésion en 2019 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à l'AFHYPAC pour l'année 2020 ;
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 2 400 euros TTC, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association pour l'année 2020 ;

Décide

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association française pour l'hydrogène et les piles à combustible (AFHYPAC) et le paiement de la cotisation 2020 d'un montant de 2 400 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Principal 2020 de la Métropole sous politique B370 – chapitre 011 – nature 6281 – fonction 67.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/356/D

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Via Marseille Fos et paiement de la cotisation 2020

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Par délibération n° ECO 008-2321/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l'association Via Marseille Fos. L'action engagée par cette association permettant de contribuer à rendre la Métropole attractive en termes de prestations, d'opérations engagées et d'opportunités d'implantations logistiques et industrielles, cette dernière souhaite renouveler comme en 2018 et 2019, son adhésion pour l'année 2020.

Pour rappel, Via Marseille-Fos a succédé en 2011 à l'association Marseille Europort, créée en 1993 au lendemain de la réforme du statut des dockers pour coordonner la mise en œuvre de la promotion concertée de la place portuaire de Marseille Fos vers ses clients, en améliorant l'image du port pour relancer son activité après une longue période de conflits sociaux.

A la suite de la réforme des ports français en 2011, Marseille Europort a fait peau neuve en devenant Via Marseille-Fos pour marquer le renouveau de la communauté portuaire de Marseille Fos et faire connaître les progrès et les performances indéniables intervenus en terme d'organisation, de productivité ou de fiabilité.

L'association poursuit aujourd'hui son action de promotion du Port, des professionnels et du territoire, capitalisant sur les actions engagées précédemment et développant toujours un programme ambitieux pour mettre en valeur les atouts du Port de Marseille Fos et de son territoire.

Les actions de Via Marseille Fos s'intègrent tout à fait dans la stratégie économique métropolitaine à plusieurs niveaux :

- D'une part, le développement du port et de toutes les activités connexes (logistique, smart port, etc...) constituent une des 6 filières clés du développement économique de la Métropole ;

- De plus, les actions de VMF viennent conforter les démarches d'attractivité et de promotion à l'international développées par la Métropole en lien notamment avec Provence Promotion, dans l'objectif de renforcer le 1er pôle économique du sud de la France ;
- Enfin, VMF développe de nombreuses actions tournées vers les marchés de la Méditerranée qui concourent à renforcer le positionnement de la Métropole comme capitale euro-méditerranéenne.

Compte tenu de des objectifs poursuivis par Via Marseille Fos, il est aujourd'hui proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole à cette association pour l'année 2020 et d'approuver le versement de la cotisation correspondante, d'un montant de 2 500 euros.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ECO 008-2321/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Via Marseille Fos ;
- La délibération n°ECO 025-4302/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Via Marseille Fos et paiement de la cotisation 2018 ;
- La délibération n°ECO 037-5580/19/BM du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019 portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Via Marseille Fos et paiement de la cotisation 2019 ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que l'action engagée par l'association Via Marseille Fos permet de contribuer à rendre attractive la Métropole Aix-Marseille-Provence en termes de prestations, d'opérations engagées et d'opportunités d'implantations logistiques et industrielles ;
- Qu'il convient de renouveler l'adhésion de la Métropole à l'association Via Marseille Fos et d'approuver le montant de la cotisation 2020 afférente à ce renouvellement d'adhésion.

Décide

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Via Marseille Fos pour l'année 2020 et le paiement de la cotisation correspondante d'un montant de 2 500 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille Provence - sous politique B330 – nature 6281 – fonction 64.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/357/D

■ Attribution d'une subvention à l'association Via Marseille Fos pour l'exercice 2020 - Approbation de la convention d'objectifs

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Via Marseille-Fos a succédé en 2011 à l'association Marseille Europort, créée en 1993 au lendemain de la réforme du statut des dockers pour coordonner la mise en œuvre de la promotion concertée de la place portuaire de Marseille Fos vers ses clients, en améliorant l'image du port pour relancer son activité après une longue période de conflits sociaux.

A la suite de la réforme des ports français en 2011, Marseille Europort a fait peau neuve en devenant Via Marseille-Fos pour marquer le renouveau de la communauté portuaire de Marseille Fos et faire connaître les progrès et les performances indéniables intervenus en terme d'organisation, de productivité ou de fiabilité.

L'association porte donc aujourd'hui une volonté de cohésion bien au-delà de l'ensemble des acteurs portuaires, ce qui n'a pas d'équivalent dans les autres ports français.

Objectifs généraux de l'association

L'association a défini des objectifs généraux comme :

- Faire émerger au sein de la communauté portuaire une dynamique commerciale s'appuyant sur une offre de services de qualité, fiable et compétitive, dans le but de conquérir de nouveaux marchés,
- Replacer le port de Marseille Fos dans la compétitivité internationale pour toutes catégories de marchandises,
- Fédérer les services et les compétences des professionnels de sa communauté portuaire pour apporter des solutions efficaces aux clients de Marseille Fos

Les actions de Via Marseille Fos s'intègrent tout à fait dans la stratégie économique métropolitaine à plusieurs niveaux :

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020

- D'une part, le développement du port et de toutes les activités connexes (logistique, smartport, etc...) constituent une des 6 filières clés du développement économique de la métropole
- De plus, les actions de VMF viennent conforter les démarches d'attractivité et de promotion à l'international développées par la Métropole en lien notamment avec Provence Promotion et Euromed, dans l'objectif de renforcer le 1er pôle économique du sud de la France
- Enfin, VMF développe de nombreuses actions tournées vers les marchés de la Méditerranée qui concourent à renforcer le positionnement de la Métropole comme capitale euroméditerranéenne.

Programme d'actions 2020

Afin de permettre une reprise d'activité devenue impérieuse après la crise COVID19 qui a mis à mal l'activité portuaire et participer pleinement à redynamiser la promotion nationale et internationale du port de Marseille Fos, Via Marseille Fos mettra en œuvre le plan suivant :

Programme de crise 2020

- Participer activement aux différents accompagnements de communication de crise de la place portuaire de Via Marseille Fos
- Maintenir au travers d'opérations publicitaires la visibilité médiatique tant en France qu'à l'étranger
- Référencer le catalogue des savoir-faire de la place portuaire
- Définir le cahier des charges d'une CRM commune UMF/VMF/GPMM pour les contacts
- Participer à quelques événements de fin d'année

Le soutien de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Via Marseille Fos est crucial pas seulement sur le plan financier mais aussi et surtout par les synergies qui sont développées entre les acteurs du territoire pour faire valoir les qualités de l'offre de Marseille Fos et l'attractivité globale de la Métropole pour les décideurs internationaux.

La Métropole souhaite soutenir l'association Via Marseille Fos au titre de l'année 2020 pour 25 000 euros.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil de Métropole du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que le soutien de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Via Marseille Fos est crucial pas seulement sur le plan financier mais aussi et surtout par les synergies qui sont développées entre les acteurs du territoire pour faire valoir les qualités de l'offre de Marseille Fos et l'attractivité globale de la Métropole pour les décideurs internationaux.

Décide

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 25 000 euros à Via Marseille Fos.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée conclue avec Via Marseille Fos.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous Politique B 330 – Nature 65748 – Fonction 64.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/358/D

■ Renouvellement d'adhésion à l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE) et paiement de la cotisation 2020

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

L'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE) est une association nationale, créée en 1951, qui regroupe aujourd'hui près de 1 200 collectivités territoriales (Régions, Départements, Métropoles, Villes, Communes et leurs groupements).

Elle est la section française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE), organisation européenne, qui rassemble plus de 150.000 collectivités territoriales en Europe. L'AFCCRE est par ailleurs membre de l'organisation mondiale de collectivités territoriales, Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), fondée lors du Congrès de Paris en mai 2004.

Les activités de l'AFCCRE s'articulent autour de deux grandes missions :

- La représentation et le lobbying territorial aux niveaux national, européen et international,
- Le conseil et l'accompagnement des collectivités territoriales dans le suivi des dossiers européens et internationaux et la mise en œuvre des politiques européennes au niveau local.

Les collectivités territoriales membres de l'AFCCRE acquittent une cotisation annuelle, calculée au prorata de leur population et selon un barème fixé par le Comité Directeur de l'association.

La Métropole Aix-Marseille-Provence compte 8 communes membres de l'AFCCRE : Marseille (membre fondateur en 1951), Plan-de-Cuques, Lançon Provence, La Roque d'Anthéron, Gémenos, Coudoux, Berre l'Etang et Aubagne.

La Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Département des Bouches-du-Rhône sont également membres de l'AFCCRE. La Communauté Urbaine de Marseille avait quant à elle adhéré à l'AFCCRE en 2011.

La gouvernance de l'Association est assurée par un Comité directeur, qui élit en son sein un bureau et un(e) Président(e). Elle est présidée par Philippe LAURENT (Maire de Sceaux) qui a succédé, à l'occasion de son Assemblée Générale du 4 juillet 2017, à Alain JUPPE, Maire et Président de Bordeaux Métropole, ancien Premier Ministre.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est membre de l'AFCCRE, sans discontinuer, depuis 2016. Son adhésion a été formalisée par l'adoption de la délibération n° FAG 001-1281/16/CM du 15 décembre 2016.

L'adhésion à l'AFCCRE, et son renouvellement annuel, permet aux collectivités de s'engager dans une dynamique européenne, en participant aux activités européennes et internationales de l'association, et de bénéficier de l'ensemble des services offerts à ses membres :

1- Les formations pour les cadres et les élus sur les questions européennes :

L'AFCCRE a développé une offre de formation professionnelle « en intra » aux collectivités territoriales et leurs groupements, en lien avec l'évolution de leurs compétences et du cadre juridique de leurs interventions. L'AFCCRE disposant de l'agrément ministériel pour la formation des élus, l'ensemble de ces prestations peuvent bénéficier à un public de cadres administratifs ou d'élus. Les sessions peuvent couvrir l'ensemble des thématiques européennes intéressant les Conseils intercommunaux, et sont coconstruites avec les services et les élus en charge de ces questions.

L'AFCCRE contribue notamment à la professionnalisation des équipes et des services impliqués dans la mise en oeuvre des programmes financés par les fonds européens structurels et d'investissement (les FESI), en particulier le fonds social européen. Depuis le début du processus d'élaboration des Programmes opérationnels 2014-2020, marquées par des exigences renforcées de performance et des contraintes de gestion, l'AFCCRE a ainsi formé près de 1000 agents territoriaux, notamment au sein des Métropoles. Le même processus est d'ailleurs amorcé pour la préparation de la nouvelle programmation 2021-2027.

L'AFCCRE est également régulièrement sollicitée pour des formations « d'acculturation » et de sensibilisation des équipes et des élus au cadre institutionnel européen et aux grandes politiques européennes (concurrence et marché intérieur, environnement, politique sociale...).

L'AFCCRE a engagé, en 2016 dans le cadre d'un partenariat avec la Délégation à l'Action extérieure des collectivités territoriales (DAECT) du Ministère des affaires étrangères et du développement international, un projet de formation des agents des collectivités en matière de financements européens liés à l'action extérieure.

2- L'accompagnement et l'appui dans la mise en oeuvre des politiques locales :

- *Une expertise technique :*

L'AFCCRE réalise des missions de conseils afin d'accompagner les collectivités territoriales dans la définition et la réalisation d'actions en lien direct avec leurs compétences européennes. A titre d'exemple, l'AFCCRE fournit une expertise technique aux Conseils communautaires dans la sécurisation de leurs interventions au regard de la réglementation européenne (droit de la concurrence, droit du marché intérieur...).

L'AFCCRE assure en France la promotion de la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale. Elle facilite notamment les échanges de bonnes pratiques et la valorisation des politiques menées dans le domaine de l'égalité.

- *Une animation territoriale sur les questions européennes :*

De par sa connaissance des problématiques territoriales et son lien avec les autres niveaux de collectivités, l'AFCCRE se voit régulièrement confier des missions liées à l'animation territoriale auprès

des porteurs de projet sur la programmation des FESI, auprès d'un public d'élus locaux ou d'acteurs du développement (interventions et animations de réunions).

S'agissant de l'information générale des acteurs locaux sur les questions européennes, l'AFCCRE propose également aux collectivités territoriales qui le souhaitent de leur apporter une aide dans l'organisation de réunions d'information sur les politiques européennes intéressant les territoires.

- *Une aide à la définition et la mise en œuvre d'initiatives territoriales de soutien aux échanges européens* :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compte 39 communes engagées dans des jumelages et partenariats. Par leur dimension grand public et par l'ouverture qu'ils impliquent, par les compétences et l'expertise qu'ils mobilisent, par les solidarités qu'ils engendrent, ces échanges offrent aujourd'hui des espaces qui favorisent une approche concrète des réalités européennes. Ils contribuent par ailleurs au rayonnement européen et à l'attractivité du territoire.

L'AFCCRE est à la disposition des collectivités territoriales et de leurs groupements qui souhaitent conforter l'action européenne des acteurs locaux et renforcer la dimension européenne des échanges en proposant un soutien à des projets portant sur des thématiques prioritaires ou à des échanges ou événements impliquant des publics prioritaires (jeunesse, lycéens...).

- *La veille et la diffusion d'information* :

En tant que membre de la plupart des différentes instances nationales ayant à traiter des questions européennes et nationales (CNDP, INCOPAP, groupes du CGET sur les FESI, SGAE) et via son réseau européen, le CCRE, L'AFCCRE dispose d'un accès privilégié aux informations liées aux politiques européennes.

L'AFCCRE réalise également pour ses membres des notes d'actualité, des notes d'analyse, ou des dossiers pédagogiques, qui permettent à ses membres d'anticiper un certain nombre d'évolution en matière de réglementation européenne ou d'avoir un point d'actualité sur un dossier européen ou international intéressant les collectivités.

L'AFCCRE publie également un certain nombre d'études et de publications qui permettent de mettre en valeur les initiatives européennes et internationales de ses membres.

L'AFCCRE met enfin à disposition des membres les études européennes de législation ou de politique comparées réalisées notamment par le CCRE, auxquelles elle contribue s'agissant de la situation en France.

3- La participation aux travaux politiques de l'Association

- *Les commissions de travail de l'AFCCRE* :

La qualité de membre de l'AFCCRE ouvre droit à participer à l'ensemble des commissions de travail de l'AFCCRE. Présidées par des élus, ces commissions rassemblent élus et techniciens, et offrent un lieu unique d'échange, de dialogue et de propositions sur les questions européennes entre collectivités territoriales de tout niveau. Les représentants de la Commission européenne, les membres du Parlement européen, des Ministères ou des représentants d'autres associations d'élus en Europe sont régulièrement sollicités pour y intervenir.

Sept commissions de travail ont été mises en place :

- La Commission Europe et Services publics locaux
- La Commission Cohésion territoriale
- La Commission Environnement et Développement durable
- La Commission Emploi et Inclusion sociale
- La Commission Echanges et partenariat
- La Commission Europe Coopération et Développement
- La Commission pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie locale

Elles se réunissent le plus souvent à Paris mais également à Bruxelles.

L'Université européenne de l'AFCCRE :

Chaque année, l'AFCCRE organise une Université européenne à laquelle peuvent participer les cadres et les élus des collectivités territoriales membres. Cette Université alterne sessions politiques plénières, forums de discussion et ateliers de formation et permet aux participants d'échanger et d'approfondir leur connaissance des enjeux européens pour les collectivités territoriales. La Ville de Marseille a accueilli l'édition 2015 de l'Université.

La présente décision vise à approuver le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Française du Conseil des Communes et des Régions d'Europe et à autoriser le paiement de la cotisation d'un montant de 10 000 euros, au titre de l'année 2020.

La cotisation annuelle est calculée au prorata de la population et selon un barème fixé par le Comité Directeur de l'association. La population prise en compte pour le calcul de la cotisation est celle qui correspond à la population totale de la structure intercommunale, déduction faite de la population des communes qui, au sein de cette structure intercommunale, sont déjà membres de l'AFCCRE.

L'application stricte de ce mode de calcul aurait dû conduire le nouveau territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à verser un montant de cotisation annuelle de 36 466 euros.

Cependant, au regard du caractère exorbitant de ce montant, il a été décidé d'un commun accord avec le Comité Directeur de l'AFCCRE de prévoir un abattement de 26 466 euros, ramenant ainsi le montant annuel de cotisation à un niveau plus acceptable et cohérent au regard des différents apports d'une participation à ce réseau.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération 001-1281/16/CM portant sur l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'AFCCRE ;
- La délibération n° ECO 032-4309/18/BM du 18 octobre 2018 portant sur le renouvellement d'adhésion et le paiement de la cotisation 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'AFCCRE.
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que le développement et le rayonnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence passe par l'inscription de cette dernière dans les réseaux européens de collectivités, dont fait partie l'AFCCRE ;
- Qu'il est essentiel pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de confirmer son intégration à ces réseaux, à l'influence reconnue et dans lesquels se retrouvent l'ensemble des collectivités nationales et européennes qui comptent, permettant ainsi d'appuyer la construction d'une vraie stratégie d'influence au niveau national et européen et contribuant à développer les possibilités de

diversification de sources de financement pour les projets de la Métropole, et ce plus encore dans le contexte de crise sanitaire sans précédent liée au COVID 19 ;

- Qu'il est important pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de confirmer son adhésion à une association regroupant plusieurs de ses communes, parmi lesquelles Marseille qui en est l'un des membres fondateurs ;
- Que le montant de la cotisation à verser par la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de l'année 2020 tient compte d'un abattement consenti par le Comité exécutif de l'AFCCRE.

Décide

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion à l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe ainsi que le versement de la cotisation annuelle au titre de l'année 2020 d'un montant de 10 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole, fonction 051 nature 6281 sous politique B340.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/359/D

■ Renouvellement d'adhésion au réseau européen Eurocities et paiement de la cotisation 2020

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Fondée en 1986, basée à Bruxelles, EUROCITIES est le réseau des grandes villes européennes (d'au moins 250 000 habitants) réunissant plus de 140 villes membres et 45 villes partenaires, représentant 130 millions d'habitants à travers 39 Etats.

Le réseau a pour objectif de :

- porter la voix de ses membres dans les débats sur les politiques européennes ;
- réfléchir aux défis auxquels seront confrontées les villes européennes ;
- être une plateforme d'échanges de connaissances et d'idées ;
- favoriser le développement de projets communs, notamment avec des financements européens

Ses orientations sont fixées par un Comité Exécutif composé de 12 villes membres (Stockholm (Présidence) Gand, Nantes, Leipzig, Birmingham, Barcelone, Tallinn, Rotterdam, Stockholm, Vienne, Varsovie, Florence et Ljubljana) et mises en œuvre par une Secrétaire générale (Mme Anna-Lisa BONI) et une équipe d'une quarantaine de personnes.

Cette approche multisectorielle permet d'avoir un regard croisé sur les différents enjeux du développement urbain et une vision globale de l'impact des politiques européennes sur les politiques locales. Dans un contexte européen de concurrence territoriale, EUROCITIES permet de développer des relations de confiance et de coopération entre villes et de renforcer des relations gagnant-gagnant en favorisant les complémentarités plutôt que la compétition.

Les échanges et le travail collaboratif entre membres d'EUROCITIES s'effectuent principalement dans le cadre de six forums thématiques (mobilité, environnement, développement économique, social, société de la connaissance et culture) et d'une quarantaine de groupes de travail.

EUROCITIES met à disposition de ces adhérents différents outils adaptés :

- Un réseau de métropoles européennes ; ainsi EUROCITIES est le grand réseau des métropoles européennes.
- Des lieux et moments d'échanges d'expérience pour élus et techniciens avec les forums thématiques, les conférences et assemblées générales annuelles. Un accès privilégié à d'autres réseaux thématiques tels que le Pacte des Maires, Green Digital Charter, Civitas...
- Un accès privilégié à l'information concernant les programmes européens et leurs appels à projets grâce à un réseau au sein des institutions européennes, des notes et des lettres d'information régulières ainsi que des événements de type brokerage event dédiés à des appels Horizon 2020, UIA, MIE, LIFE.

L'adhésion de la Métropole à EUROCITIES a été formalisée par l'adoption d'une délibération en Conseil Métropolitain le 30 mars 2017, et renouvelée chaque année depuis cette date.

Depuis cette adhésion, les activités mises en œuvre par la Métropole au sein du réseau sont les suivantes :

- Participation du service Europe aux travaux du groupe des membres français d'EUROCITIES ;
- Participation aux conférences annuelles et l'Assemblée Générale du réseau organisées en novembre 2017 à Ljubljana (Slovénie) autour du thème de l'économie circulaire, en 2018 à Edimbourg (Ecosse, Royaume-Uni), autour du thème des villes compétitives et créatives, et en 2019 à Prague (République Tchèque) autour du thème "des villes à la croisée des chemins";
- Participation à la réunion annuelle de la plateforme de coopération du réseau EUROCITIES à Tallinn (Estonie) en mai 2019. La Cooperation platform est un lieu d'échange privilégié sur les programmes européens et leurs appels à projets et sur un certain nombre de thématiques, telles que Agenda urbain, climat, budget et politique de cohésion ou pilier social, d'autant plus importantes en 2019 avec la question de la préparation de la future période de programmation 2021-2027 et des actions de lobbying à mener par et avec le réseau.

Par ailleurs, le Secrétariat du réseau a contribué aux activités européennes de la Métropole à travers:

- Un appui dans la veille des appels à projets européens et plus particulièrement des appels publiés par les programmes thématiques comme UIA et Horizon 2020, notamment sur la thématique mobilité et agriculture urbaine ;
- L'information de la Métropole au sujet de la Convention des Maires pour le climat et l'énergie. Cette initiative rassemble des milliers d'autorités locales et régionales, volontairement engagées dans la mise en œuvre des objectifs européens en termes de climat et d'énergie sur leur territoire. Les villes signataires s'engagent à agir pour soutenir la mise en œuvre de l'objectif de réduction de 40 % des gaz à effet de serre de l'UE à l'horizon 2030 ainsi que l'adoption d'une approche commune visant à atténuer le changement climatique et à s'y adapter.

Pour l'année 2020, il est proposé de mobiliser le réseau EUROCITIES par une série d'activités :

- Intégration de services métropolitains aux Forum et Groupes de Travail :

Afin de permettre aux services métropolitains de bénéficier des « services » du réseau EUROCITIES, il est proposé d'amorcer cette intégration par les services métropolitains d'ores et déjà les plus « avancés » en matière d'usage des fonds et programmes européens, que sont les DGA Développement Economique Attractivité et Emploi, Mobilité, Culture Sport Stratégie Environnementale, Projet métropolitain, Agriculture Forêts Paysages Equipements métropolitains. De façon opérationnelle, il est proposé de mobiliser les services de ces directions en vue des prochains événements organisés en 2020-2021 dans le cadre des fora et groupes de travail correspondant à leurs domaines de compétence et d'activité.

- Finalisation de l'adhésion de la Métropole au Pacte des Maires :

L'adhésion à ce réseau apparaît incontournable pour la Métropole. En effet la Convention des Maires apporte :

- . Une reconnaissance et une visibilité internationales élevées pour notre action en faveur du climat et de l'énergie ;
- . De meilleures chances de financement des projets locaux en faveur du climat et de l'énergie ;
- . Des méthodes innovantes de mise en réseau, d'échange d'expériences et de renforcement de capacités grâce à des manifestations régulières, des jumelages, des webinaires ou des discussions en ligne ;
- . Un accès rapide à un « savoir-faire d'excellence » et à des études de cas inspirantes.

- Participation à la réunion annuelle de la plateforme de coopération du réseau EUROCITIES :

La Cooperation platform, lieu d'échange privilégié sur les programmes européens et leurs appels à projets et sur un certain nombre de thématiques, telles que Agenda urbain, climat, budget et politique de cohésion ou pilier social, d'autant plus importantes en 2020 avec la question de la finalisation de la future période de programmation 2021-2027 et des actions de lobbying à mener par et avec le réseau.

Prévue initialement à Grenoble (France) du 13 au 15 mai 2020, mais remplacée par un webinaire le 13 mai suite à la crise sanitaire, la Cooperation Platform sera l'occasion de faire le tour d'horizon des activités du réseau sur les politiques et les projets, et plus particulièrement sur les actions dans le cadre de l'urgence Covid19.

- Participation aux réunions d'information et de Networking sur les appels à projets européens :

Ces réunions de mise en réseau sont utiles dans la mesure où elles permettent l'échange de bonnes pratiques entre pairs, une familiarisation avec certains appels à projets récemment publiés (notamment H2020), le maillage de réseaux et la création de partenariats dans le but de répondre à des appels à projets. EUROCITIES organisera notamment en octobre un tel Networking Event lors de la Semaine Européenne des Régions et des Villes (EWRC).

- Participation à la Conférence et Assemblée Générale annuelles 2020.

L'Assemblée générale annuelle EUROCITIES devrait avoir lieu à Leipzig (Allemagne) du 4 au 6 novembre, même si les modalités d'organisation sont encore à définir compte tenu de la pandémie de COVID19.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération ECO 012-1786/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à Eurocities ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- La cohérence des activités et services proposés par le réseau Eurocities avec les objectifs de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de mobilisation des programmes européens ;
- L'importance des réseaux européens de collectivités pour le développement et le rayonnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- L'intérêt et l'opportunité de confirmer la présence de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les réseaux de collectivités mobilisés au niveau européen au regard de la nécessaire prise en compte du fait urbain et des incertitudes pesant sur l'avenir de la politique de cohésion.

Décide

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Eurocities et le paiement de la cotisation 2020 pour un montant de 16.300 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires au paiement de cette cotisation sont inscrits au budget principal de la Métropole, fonction 051 nature 6281 sous politique B340

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/360/D

■ Attribution de subventions à Aix-Marseille Université pour l'organisation de manifestations et de colloques - Approbation d'une convention.

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Dans le cadre de la convention cadre de partenariat entre Aix-Marseille Université et la Métropole signée en décembre 2017, la Métropole propose de soutenir les manifestations et colloques valorisant le travail des équipes universitaires et de recherche d'AMU.

En effet, ces actions contribuent à accroître la notoriété scientifique du territoire et renforcent la visibilité en tant que territoire d'innovation.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille Provence soutient les manifestations et colloques d'AMU, par l'octroi d'une aide financière limitée et complémentaire des autres financeurs.

Aussi, il est proposé de contribuer aux actions suivantes portées par Aix-Marseille Université, avec une incidence financière totale de 22 200 euros :

- 1 200 euros pour l'aide à l'organisation de la Galerie itinérante à Aix en Provence, Arles et Marseille du 6 janvier au 22 décembre 2020 organisée par la FUP Administration des Institutions Culturelles ; Faculté d'Economie et de Gestion (FUP AIC).
- 1 500 euros pour l'aide à l'organisation du colloque « Giono : paysages » du 6 au 8 février 2020 à Marseille organisé par le Centre Interdisciplinaire d'Etude des Littératures d'Aix-Marseille (CIELAM).
- 2 000 euros pour l'aide à l'organisation du colloque « Empires coloniaux et cultures matérielles » du 20 au 22 février 2020 à Marseille organisé par Le Laboratoire d'Études et de Recherche sur le Monde Anglophone (LERMA).
- 3 000 euros pour l'aide à l'organisation du 22nd congrès ICFIA (International Conference on Flow Injection Analysis and Related Techniques) du 27 septembre au 2 octobre 2020 à Marseille organisé par le Laboratoire Chimie Environnement (LCE)

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020

- 1 000 euros pour l'aide à l'organisation du 13ème colloque « Chantiers de la création » sur le thème du vide à Aix en Provence le 7 octobre 2020 organisé par l'Ecole Doctorale Langage, Lettres et Arts (ED354).
- 1 500 euros pour l'aide à l'organisation du colloque « les nouvelles routes de la soie, approches fiscales et douanières, enjeux présents et futurs » le 16 octobre 2020 à Marseille organisé par le Centre d'Etudes Fiscales et Financières (CEFF).
- 3 000 euros pour l'aide à l'organisation du colloque « Loimos, pestis, pestes. Regards croisés sur les grands fléaux épidémiques » à Marseille du 28 au 30 octobre 2020 organisé par le laboratoire des Textes et Documentation de la Méditerranée Antique et Médiévale (TDMAN).
- 3 000 euros pour l'aide à l'organisation du colloque international « Pêche et ressources halieutiques en mer noire dans l'Antiquité » du 5 au 7 novembre 2020 à Aix en Provence organisé par la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme (MMSH).
- 6 000 euros pour l'aide à l'organisation de la manifestation « Nuit européenne des chercheurs » le 27 novembre 2020 à Aix en Provence et Marseille organisée par la Cellule de Culture Scientifique (CCST).

Tableau récapitulatif des subventions accordées pour les manifestations/colloques :

Organisateur	Manifestation / Colloque	Date	Subventions N-1	Subvention demandée	Budget prévisionnel Co financeurs	Montant proposé
La FUP Administration des institutions Culturelles ; Faculté d'Economie et de Gestion (FUP AIC).	« Galerie itinérante »	Du 6 janvier au 22 décembre 2020	N-1 : 1 200 €	1 200 €	33 700 € Fonds propres : 2000 € Co financeurs : DRAC PACA : 5000 € Région : 3000 € Département : 8000 € CA Arles Crau Camargue : 3000 € Fonds privés : 11 500 €	1 200 € Soit : 3,56 % du budget prévisionnel
Le Centre Interdisciplinaire d'Etude des Littératures d'Aix-Marseille (CIELAM).	« Giono : paysages »	6 au 8 février 2020	N-1 : 9 500 €	2 000 €	6 955 € Fonds propres : 2 255 € Co-financeurs : Département : 1 000 € Fonds publics : 1 700 €	1 500 € Soit 21,57% du budget prévisionnel
Le Laboratoire d'Études et de Recherche sur le Monde Anglophone (LERMA).	« Empires coloniaux et cultures matérielles »	du 20 au 22 février 2020	N-1 : 4 500 €	2 000 €	10 004 € Fonds propres : 3000 € Co-financeurs : Département : 1 104€ Droit d'inscription : 1 900 € Fonds publics : 2 000 €	2 000 € Soit 19,99% % du budget prévisionnel
Le Laboratoire Chimie Environnement. (LCE)	22nd congrès ICFIA (International Conference on Flow Injection Analysis and Related Techniques)	du 27 septembre au 2 octobre 2020	N-1 : 4200 €	3 000 €	57 000 € Co-financeurs : Région : 3 000€ Département : 4 000€ Ville de Marseille : 4 000€ Fonds privés : 5 000€ Droits d'inscription : 31 500€ Autres établissement public : 6 500€	3 000 € Soit 5,26% du budget prévisionnel
L'Ecole Doctorale Langage, Lettres et Arts (ED354).	13ème colloque « Chantiers de la création » sur le thème du vide à Aix en Provence	7 octobre 2020	N-1 : 1 200 €	1 500 €	3 001 € Fonds propres : 1 501 €	1 000 € Soit 33,32% du budget prévisionnel

Le Centre d'Etudes Fiscales et Financières (CEFF).	« les nouvelles routes de la soie, approches fiscales et douanières, enjeux présents et futurs »	16 octobre 2020	N-1 : 1 245 €	2 000 €	13 400 € Fonds propres : 11 400 €	1 500 € Soit 11,19% du budget prévisionnel
Le laboratoire des Textes et Documentation de la Méditerranée Antique et Médiévale (TDMAN).	« Loimos, pestis, pestes. Regards croisés sur les grands fléaux épidémiques »	du 28 au 30 octobre 2020	N-1 : 0 €	3 000 €	26 060 € Fonds propres : 10460 € Co-financeurs : Musées de Marseille : 12 600€	3 000 € Soit : 11,51 % du budget prévisionnel
La Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme (MMSH).	« Pêche et ressources halieutiques en mer noire dans l'Antiquité »	Du 5 au 7 novembre 2020	N-1 : 0 €	4 000 €	16 891 € Co-financeurs : Fonds publics : 12 891 €	3 000 € Soit 17,76% du budget prévisionnel
La Cellule de Culture Scientifique (CCST)	« Nuit européenne des chercheurs »	27 novembre 2020	N-1 : 4000 €	6 000 €	57 600 € Fonds propres : 9 000 € Co-financeurs : Région : 8 000 € Département : 18 600 € Fonds Européens : 16 000 €	6 000 € Soit : 10,42 % du budget prévisionnel

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°ECO 007-2442/17/BM du 19 octobre 2017 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence approuvant la convention cadre entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Aix-Marseille Université, signée le 15 décembre 2017 ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'il convient d'apporter un soutien aux organismes publics d'enseignement supérieur et de recherche et, notamment, à Aix-Marseille Université.

Décide

Article 1 :

Est attribuée une subvention au profit d'Aix-Marseille Université pour l'aide à l'organisation de manifestations et colloques pour un montant total de 22 200 euros.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée conclue avec Aix-Marseille Université.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal Métropolitain 2020, en section de fonctionnement : sous politique B360, chapitre 65 – nature 657382 – Fonction 67.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/361/D

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention ID-Fab (Innovation, Design-Fabrication) avec l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Saint Etienne, campus Georges CHARPAK de Gardanne - opération CPER 2015-2020

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Dans le cadre de la participation au CPER 2015-2020 – volet ESR, la Métropole a acté sa participation à l'opération ID-Fab (Innovation, Design-Fabrication) de l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Saint Etienne, campus Georges CHARPAK de Gardanne.

Cette opération a pour objectif de compléter l'écosystème d'innovation en apportant une dimension d'intégration et prototypage d'objets électroniques communicants fortement appuyée sur les compétences en recherche en électronique flexible, bio-électronique et sécurisation des objets.

ID-Fab comprend un programme de réaménagement d'une partie des locaux de l'Ecole et l'acquisition d'équipements scientifiques pour un montant estimé de 2 610 335 euros avec une participation de la Métropole de 250 000 euros.

Suite à une attribution moindre de financement au titre du FEDER, il est proposé par cet avenant de modifier l'assiette de la subvention initiale, de confirmer la participation de la Métropole à hauteur de 250 000 euros et de modifier l'échéancier prévisionnel des paiements.

En effet, l'article 4 de la convention prévoyait l'établissement d'un avenant en cas d'attribution par le FEDER d'un montant inférieur aux 875 078 euros prévus au titre de la demande dans le cadre de l'appel à projets 2017 - priorité d'investissements 1a « Accroître les activités de recherche dans les Filières Stratégiques régionales - Spécialisation Intelligente ». Or, la convention PA0014830 intervenue avec le FEDER en janvier 2020 prévoit l'attribution d'une subvention de 574 032 euros.

Il est ainsi proposé de ramener le montant subventionnable de 2 610 335 euros à 2 310 000 euros par une diminution de l'enveloppe financière attribuée à la partie « recherche » du projet, tout en maintenant la subvention de la Métropole à 250 000 euros.

Cette baisse sera appliquée uniquement sur les aménagements et équipements non-scientifiques, afin de ne pas amoindrir le potentiel de recherche du projet.

Le versement prévisionnel correspondant au calendrier prévisionnel de l'opération, est décalé d'une année et est le suivant :

2021 : 50 000 euros

2022 : 150 000 euros

2023 : 50 000 euros.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°ECO 010-28/05/20 BM du Bureau de la Métropole du 20 juin 2019 portant approbation de la convention initiale ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- L'intérêt de l'opération pour l'écosystème de l'innovation, la nécessité de modifier l'assiette de la subvention et le calendrier de paiement.

Décide

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne pour la réalisation du projet ID-Fab.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/362/D

■ Approbation de l'avenant n°2 à la convention avec l'Etat relative au financement de la restructuration des bâtiments Jetée et Equerre de l'Ecole Centrale Marseille - opération CPER 2015-2020

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Dans le cadre de la participation au CPER 2015-2020 – volet ESR, la Métropole a acté sa participation à l'opération de restructuration des bâtiments Jetée et Equerre de l'Ecole Centrale Marseille sous forme d'un fonds de concours versé à l'Etat qui en assure la maîtrise d'ouvrage, assisté du Rectorat.

Cette opération estimée à 12 millions d'euros vise à réhabiliter, d'un part, les locaux d'enseignement et de recherche et, d'autre part, à doter l'Ecole Centrale d'un projet pédagogique ambitieux avec la création d'un « Marseille Creativity Center ».

La participation de la Métropole à ce projet est de 5M€ dont 4.5 millions d'euros ont été versés.

Il s'agit par ce second avenant de décaler le versement du solde de la subvention de 0,5 million d'euros en 2021.

Pour rappel, un premier avenant portant sur un décalage de calendrier de paiement avait été voté par le Bureau de la Métropole en 2017.

Pour mémoire, échéancier suite au premier avenant :

Au 1er mars 2017 : 1 million d'euros
Au 1er janvier 2018 : 2 millions d'euros
Au 1er janvier 2019 : 1,5 million d'euros
Au 1er janvier 2020 : 0,5 million d'euros

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020

- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 005-1009/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant approbation d'une convention spécifique d'application – Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 ;
- La délibération n°IPE 002-1706/15/CC du 21 décembre 2015 relative à l'attribution d'un fond de concours à l'Etat pour la restructuration des bâtiments Jetée et Equerre de l'Ecole Centrale Marseille ;
- La délibération n°ECO 011-28/05/20 BM du Bureau de la Métropole du 9 février 2017 portant approbation de l'avenant n°1 ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- La nécessité de modifier le calendrier de paiement afin de l'ajuster à l'avancée de l'opération.

Décide

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2, ci-annexé, à la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille- Provence et l'Etat représenté par Monsieur le Préfet de Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, assisté de Monsieur le Recteur de l'Académie d'Aix-Marseille, portant sur l'opération de restructuration des bâtiments Jetée et Equerre de l'Ecole Centrale de Marseille et relatif à la modification de l'échéancier prévu à l'article 5 de la convention initiale.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer le présent avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal Métropolitain 2020 et suivants - Sous-politique B360 - opération d'investissement n° 2015112601 - AP 151033BP - nature 204182 – fonction 67.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/363/D

■ Attribution d'une subvention d'investissement à l'Ecole Centrale Marseille (ECM) pour la construction d'un gymnase - Approbation d'une convention.

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Engagée aux côtés des acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR), la Métropole Aix-Marseille-Provence entend apporter un soutien aux établissements d'enseignement supérieur et plus particulièrement à ceux qui contribuent à conforter le positionnement de la Métropole sur les six filières d'excellence identifiées dans l'Agenda du Développement Economique approuvé en mars 2017. Ses interventions dans le champ de l'ESR contribuent également à renforcer la visibilité et l'attractivité des campus présents sur son territoire.

Centrale Marseille, grande école d'ingénieur membre du réseau des Ecoles Centrales, est un acteur majeur du Technopole de Château-Gombert. Elle recrute principalement au sein des classes préparatoires aux grandes écoles, formant chaque année plus de 300 ingénieurs et accueillant des étudiants du monde entier.

Centrale Marseille contribue, ainsi, fortement au rayonnement du territoire, et est l'un des acteurs majeurs de l'attractivité du Technopôle de Château-Gombert.

Les problématiques de la pratique du sport et du logement étudiant sur le Technopôle ont été inscrites dès 2000/2006 dans le Contrat de Plan Etat Région (CPER) sous l'opération « construction d'équipements sportifs et d'une résidence étudiante pour les étudiants de l'ECM et de Polytech ».

Cette opération globale avait, dès son origine, vocation à transformer le site du Technopole de Château-Gombert en véritable campus universitaire.

Afin de permettre son financement, cette opération a été reconduite sur le CPER 2015-2020 et scindée en deux phases.

- La phase 1 prévoit la construction d'un gymnase de 1150m² situé sur la parcelle dénommée Becquerel, cédée à l'Etat par la Ville de Marseille, à proximité immédiate des deux écoles d'ingénieurs, Centrale Marseille et Polytech.

- La phase 2, comprenant la création d'un complexe sportif et d'une résidence étudiante avec 350 chambres, a été différée et présentée dans le cadre du futur CPER 2021-2027.

La présente décision porte uniquement sur la phase 1 « construction d'un gymnase » dont la maîtrise d'ouvrage a été confiée par l'Etat à l'ECM.

La réalisation du programme détaillé de cette phase a nécessité une première réévaluation portant le coût de l'opération à 3 980 292 euros TTC et une seconde validation du dossier d'expertise en 2018. La Métropole n'était pas financeur de cette opération, retenue dans les deux CPER précédents.

En 2019, suite à l'attribution de la maîtrise d'œuvre, il est apparu un second surcoût lié à l'acquisition tardive du terrain, à l'étendue de la parcelle, ainsi qu'aux contraintes liées à la topographie et à la nature du terrain. Ce surcoût est estimé, hors CPER, à 650 000 euros portant le montant total final de l'opération à 4 630 292 euros.

Le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et la Métropole ont été sollicités chacun à hauteur de 250 000 euros, afin de financer ce surcoût, l'ECM intervenant sur ses fonds propres à hauteur de 150 000 euros.

Le plan de financement global de la phase 1 de l'opération se détaille de la manière suivante :

PLAN DE FINANCEMENT CONSOLIDE DU PROJET DE CONSTRUCTION DU GYMNASSE (en TDC)			
Dépenses	Montant	Recettes	Montant
Études	667 196	CPER 2000-2006 Etat-enseignement supérieur	762 245
		CPER 2007-2013 Région Sud	1 832 245
		CPER 2015-2020 Région Sud	500 000
Travaux	2 985 220	CPER 2015-2020 Ville de Marseille	500 000
Autres	327 876	Fonds propres ECM	385 802
Total des dépenses prévisionnelles - CPER	3 980 292	Total des recettes prévisionnelles - CPER	3 980 292
SURCOUTS HORS CPER			
Surcoût terrain accidenté	250 000	<u>Métropole d'Aix-Marseille-Provence</u>	<u>250 000</u>
Surcoût fondations	400 000	Conseil départemental 13	250 000
		Supplément (fonds propres ECM)	150 000
Sous total surcoût	650 000	Sous total surcoût	650 000
Total des dépenses prévisionnelles CPER + HORS CPER	4 630 292	Total des recettes prévisionnelles CPER + HORS CPER	4 630 292

La Métropole est sollicitée à hauteur de 250 000 euros afin de permettre la réalisation de l'opération dont le coût total est de 4 630 292 euros soit 5,4% du coût total.

L'objectif de la présente décision est de participer au financement de la phase 1 « Construction d'un gymnase » de l'opération de construction d'équipements sportifs et d'une résidence étudiante pour les étudiants de l'ECM et de Polytech.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°ECO 002-3548/18/CM du 15/02/2018 relative à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Enseignement Supérieur et Recherche ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'il convient de soutenir le développement de Centrale Marseille en tant que Grande Ecole d'Ingénieur du territoire par la mise à disposition aux étudiants d'une infrastructure sportive,
- Qu'il convient renforcer l'attractivité et la visibilité des campus métropolitain, notamment le campus de Marseille Nord « Le pôle de l'Etoile »,

Décide

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement d'un montant de 250 000 euros au profit de l'Ecole Centrale Marseille pour la construction d'un gymnase.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée, conclue avec l'Ecole Centrale de Marseille.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal Métropolitain 2020 et suivants, en section d'Investissement : sous politique B360 – nature 204182 – fonction 67 – opération 2017100409- AP 171033BP

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

- CP 2020 : 100 000 euros TTC
- CP 2021 : 100 000 euros TTC
- CP 2022 : 50 000 euros TTC

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/364/D

■ Attribution d'une aide financière à la société Comic Strip Productions pour la production d'un court métrage de fiction

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a identifié la filière des Industries créatives, dont le cinéma et l'audiovisuel, comme une filière stratégique dans le cadre de son Agenda du Développement Économique approuvé par la délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017.

En effet, le territoire de la Métropole est très en pointe sur le sujet de l'audiovisuel et se montre fort d'éléments clés qui préfigurent la filière avec l'accueil de plus de 650 productions par an, représentant plus de 1 700 journées de tournage.

Le territoire métropolitain se mobilise aussi sur différents événements comme le Festival de Cannes, le MIPCOM ou Cannes Séries, le Salon des lieux de tournages à Paris, le Location Trade Show à Los Angeles, le Festival du film d'animation à Annecy, le Marseille Web Fest ou le FID à Marseille, le Festival Série Mania à Lille, le Festival de la fiction TV, ainsi que le Festival Sunny Side of the Doc organisés tous deux à la Rochelle.

Enfin, cette filière est porteuse de fortes retombées économiques et touristiques et représente un potentiel important en termes d'emplois avec une base de techniciens et de professionnels de plus de 1 500 références.

Depuis plusieurs années, le Pays de Martigues s'est engagé dans le développement de la filière cinéma, audiovisuel, animation et nouveaux médias.

Il est à ce jour doté de nombreux atouts qui participent à la construction de la filière et qui complètent l'offre proposée sur l'ensemble du territoire métropolitain et plus particulièrement sur le Pôle Média et la Friche de la Belle de Mai à Marseille : un complexe de production intégré de 22 ha pouvant accueillir tous types de tournage en studio (Provence Studios installé à Martigues), un plateau de tournage en décors naturels (Camping Paradis), un pôle multimédias d'information - télévision locale, web et radio (Maritima Médias), une académie de cascade (Provence Action).

Il est également pourvu d'un tissu actif de TPE/PME spécialisées, notamment dans les métiers de l'image et du son, dans la location de matériel (stations de montage, décors, mobiliers, accessoires) et de

prestations de services (production, post-production, postsynchronisation, motion capture, communication, sécurité, VFX - effets spéciaux, transport, prises de vue aériennes).

La diversité des paysages, entre nature et industrie, terre et eau, sites historiques et architecture contemporaine, l'ensoleillement exceptionnel, la qualité des services publics, la proximité des infrastructures de transport, font du Pays de Martigues un territoire reconnu par les professionnels de la filière. Il accueille près de 120 tournages par an, dont des longs métrages comme Overdrive, Gaston Lagaffe, Les Déguns, Vagabondes, mais également de nombreuses séries comme Camping Paradis, La Stagiaire, Caïn, Léo Mattei brigade des mineurs ou Plus belle la vie. Aussi, le territoire a lancé en novembre 2016 une Plateforme Cinéma et Audiovisuel, afin de promouvoir et structurer la filière et construire une stratégie de développement collaborative à l'échelle métropolitaine.

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues souhaite poursuivre et compléter l'action engagée dans ce domaine, en apportant aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique une aide financière.

Par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une intervention métropolitaine, complémentaire à celle de la Région, en faveur des œuvres audiovisuelles et cinématographiques, par l'attribution de soutiens financiers aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique ayant choisi le territoire métropolitain comme lieu de tournage.

En effet, en choisissant le territoire métropolitain, les sociétés de production contribuent à la promotion du territoire, que ce soit au niveau régional ou national. Diverses études menées au niveau national attestent en effet des considérables retombées économiques d'un tournage pour les territoires.

L'objectif recherché par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la mise en place du soutien à la production audiovisuelle et cinématographique consiste notamment à :

- dynamiser le secteur économique lié au tournage sur le territoire ;
- favoriser l'embauche de la population métropolitaine ;
- valoriser l'identité du territoire métropolitain auprès des médias et de l'industrie du cinéma ;
- dynamiser le tourisme.

Il est précisé que les aides qui sont accordées par la Métropole s'inscrivent dans le cadre du règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis. L'intervention de la Métropole est conditionnée à l'intervention préalable de la Région, qui est la collectivité chef de file en la matière. Cette possibilité de cumul est d'ailleurs prévue tant par le Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (art. 8.5°) que par le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis (art. 5).

Les aides versées à des sociétés de production audiovisuelle et cinématographique constituent en effet des aides économiques au sens des dispositions de l'article L.1511-2 du CGCT.

Ainsi, chaque aide attribuée à une société de production doit donc faire l'objet d'une convention avec la société bénéficiaire définissant les conditions et modalités du versement de l'aide accordée par la Métropole et s'appuyer sur la délibération n° 18-555 de la Commission permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 et la délibération n° ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 approuvant respectivement la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques.

Dans ce cadre, la société COMIC STRIP PRODUCTIONS a sollicité, par un courrier du 19 novembre 2019 une aide financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la production du court métrage de fiction A la mer, dont une partie du tournage sera réalisée sur le territoire du Pays de Martigues.

Ce projet a obtenu l'aide de la Région qui, par délibération n° 20-4 de la commission permanente du Conseil Régional du 6 mars 2020, a attribué à la société une aide d'un montant de 15 000 euros.

Il est donc aujourd'hui proposé d'attribuer à la société COMIC STRIP PRODUCTIONS une aide financière d'un montant de 10 000 euros pour la production du court métrage de fiction A la mer.

Il est précisé qu'il convient de déroger à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole, et d'attribuer cette aide après commencement d'exécution de l'opération subventionnée, le tournage du film ayant démarré.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission européenne du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;
- Le règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM en date du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole portant adoption du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole portant approbation de l'Agenda du Développement Economique Métropolitain ;
- La délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole portant approbation du principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques ;
- La délibération n° 18-555 de la Commission permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et des établissements publics de coopération intercommunale dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n°ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 portant approbation de la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n° 20-4 du 6 mars 2020 de la Commission permanente du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur portant attribution d'une aide de 15 000 euros à la société COMIC STRIP PRODUCTIONS pour la production du court métrage de fiction A la mer ;
- La délibération n°ECO 012-5555/19/BM du Bureau de la Métropole en date du 28 mars 2019 portant approbation de la création et de l'affectation des opérations d'investissement – fonds de soutien aux sociétés de production cinématographique ;
- La demande d'aide financière adressée par COMIC STRIP PRODUCTIONS à la Métropole Aix-Marseille-Provence le 19 novembre 2019 ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre la politique de soutien à la production audiovisuelle et cinématographique en accordant, le cas échéant, une aide financière aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique qui envisagent de tourner leurs projets sur le territoire ;
- Que par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole, a été approuvé le principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques ;
- Que l'intervention métropolitaine doit être complémentaire de celle de la Région en la matière ;
- Que par délibération n° ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole en date du 18 octobre 2018, a été approuvée la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- Que COMIC STRIP PRODUCTIONS a sollicité une aide financière de la Région et de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la production du court métrage de fiction A la mer ;
- Que pour ce projet, COMIC STRIP PRODUCTIONS a obtenu une aide de la Région d'un montant de 15 000 euros approuvée par la délibération n° 20-4 du 6 mars 2020 de la Commission permanente du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à cette demande ;
- Qu'il convient d'approuver la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société COMIC STRIP PRODUCTIONS relative à l'octroi d'une aide financière ;
- Qu'il convient de déroger à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole, et d'attribuer cette aide après commencement d'exécution de l'opération subventionnée, le tournage du court métrage de fiction A la mer ayant démarré.

Décide

Article 1 :

Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 10 000 euros à COMIC STRIP PRODUCTIONS pour la production du court métrage de fiction A la mer, après commencement de l'exécution de l'opération subventionnée, par dérogation à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole.

Article 2 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et COMIC STRIP PRODUCTIONS relative à l'octroi d'une aide financière pour la production du court métrage de fiction A la mer.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'Etat spécial du territoire du Pays de Martigues 2020, en section investissement, opération 2018 610500 - Programme 15 - Autres services d'intérêt métropolitain.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/365/D

■ Attribution d'une aide financière à la société Hippocampe Productions pour la production d'un court métrage de fiction

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a identifié la filière des Industries créatives, dont le cinéma et l'audiovisuel, comme une filière stratégique dans le cadre de son Agenda du Développement Économique approuvé par la délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017.

En effet, le territoire de la Métropole est très en pointe sur le sujet de l'audiovisuel et se montre fort d'éléments clés qui préfigurent la filière avec l'accueil de plus de 650 productions par an, représentant plus de 1 700 journées de tournage.

Le territoire métropolitain se mobilise aussi sur différents événements comme le Festival de Cannes, le MIPCOM ou Cannes Séries, le Salon des lieux de tournage à Paris, le Location Trade Show à Los Angeles, le Festival du film d'animation à Annecy, le Marseille Web Fest ou le FID à Marseille, le Festival Série Mania à Lille, le Festival de la fiction TV, ainsi que le Festival Sunny Side of the Doc organisés tous deux à la Rochelle.

Enfin, cette filière est porteuse de fortes retombées économiques et touristiques et représente un potentiel important en termes d'emplois avec une base de techniciens et de professionnels de plus de 1 500 références.

Depuis plusieurs années, le Pays de Martigues s'est engagé dans le développement de la filière cinéma, audiovisuel, animation et nouveaux médias.

Il est à ce jour doté de nombreux atouts qui participent à la construction de la filière et qui complètent l'offre proposée sur l'ensemble du territoire métropolitain et plus particulièrement sur le Pôle Média et la Friche de la Belle de Mai à Marseille : un complexe de production intégré de 22 ha pouvant accueillir tous types de tournage en studio (Provence Studios installé à Martigues), un plateau de tournage en décors naturels (Camping Paradis), un pôle multimédias d'information - télévision locale, web et radio (Maritima Médias), une académie de cascade (Provence Action).

Il est également pourvu d'un tissu actif de TPE/PME spécialisées, notamment dans les métiers de l'image et du son, dans la location de matériel (stations de montage, décors, mobiliers, accessoires) et de prestations de services (production, post-production, postsynchronisation, motion capture, communication, sécurité, VFX - effets spéciaux, transport, prises de vue aériennes).

La diversité des paysages, entre nature et industrie, terre et eau, sites historiques et architecture contemporaine, l'ensoleillement exceptionnel, la qualité des services publics, la proximité des infrastructures de transport, font du Pays de Martigues un territoire reconnu par les professionnels de la filière. Il accueille près de 120 tournages par an, dont des longs métrages comme Overdrive, Gaston Lagaffe, Les Déguns, Vagabondes, mais également de nombreuses séries comme Camping Paradis, La Stagiaire, Caïn, Léo Mattei brigade des mineurs ou Plus belle la vie. Aussi, le territoire a lancé en novembre 2016 une Plateforme Cinéma et Audiovisuel, afin de promouvoir et structurer la filière et construire une stratégie de développement collaborative à l'échelle métropolitaine.

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues souhaite poursuivre et compléter l'action engagée dans ce domaine, en apportant aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique une aide financière.

Par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une intervention métropolitaine, complémentaire à celle de la Région, en faveur des œuvres audiovisuelles et cinématographiques, par l'attribution de soutiens financiers aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique ayant choisi le territoire métropolitain comme lieu de tournage.

En effet, en choisissant le territoire métropolitain, les sociétés de production contribuent à la promotion du territoire, que ce soit au niveau régional ou national. Diverses études menées au niveau national attestent en effet des considérables retombées économiques d'un tournage pour les territoires.

L'objectif recherché par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la mise en place du soutien à la production audiovisuelle et cinématographique consiste notamment à :

- dynamiser le secteur économique lié au tournage sur le territoire ;
- favoriser l'embauche de la population métropolitaine ;
- valoriser l'identité du territoire métropolitain auprès des médias et de l'industrie du cinéma ;
- dynamiser le tourisme.

Il est précisé que les aides qui sont accordées par la Métropole s'inscrivent dans le cadre du règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis. L'intervention de la Métropole est conditionnée à l'intervention préalable de la Région, qui est la collectivité chef de file en la matière. Cette possibilité de cumul est d'ailleurs prévue tant par le Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (art. 8.5°) que par le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis (art. 5).

Les aides versées à des sociétés de production audiovisuelle et cinématographique constituent en effet des aides économiques au sens des dispositions de l'article L.1511-2 du CGCT.

Ainsi, chaque aide attribuée à une société de production doit donc faire l'objet d'une convention avec la société bénéficiaire définissant les conditions et modalités du versement de l'aide accordée par la Métropole et s'appuyer sur la délibération n° 18-555 de la Commission permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 et la délibération n°ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 approuvant respectivement la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques.

Dans ce cadre, la société HIPPOCAMPE PRODUCTIONS a sollicité, par un courrier du 17 février 2020 une aide financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la production du court métrage de fiction Un bel été, dont une partie du tournage sera réalisée sur le territoire du Pays de Martigues.

Ce projet a obtenu l'aide de la Région qui, par délibération n° 18-781 de la commission permanente du Conseil Régional du 18 octobre 2018, a attribué à la société HIPPOCAMPE PRODUCTIONS une aide d'un montant de 30 000 euros.

Il est donc aujourd'hui proposé d'attribuer à la société HIPPOCAMPE PRODUCTIONS une aide financière d'un montant de 10 000 euros pour la production du court métrage de fiction Un bel été.

Il est précisé qu'il convient de déroger à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole, et d'attribuer cette aide après commencement d'exécution de l'opération subventionnée, le tournage du film ayant démarré.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission européenne du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;
- Le règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM en date du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole portant adoption du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole portant approbation de l'Agenda du Développement Economique Métropolitain ;
- La délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole portant approbation du principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques ;
- La délibération n° 18-555 de la Commission permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et des établissements publics de coopération intercommunale dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n°ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 portant approbation de la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n° 18-781 du 18 octobre 2018 de la Commission permanente du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur portant attribution d'une aide de 30 000 euros à la société de HIPPOCAMPE PRODUCTIONS pour la production du court métrage de fiction Un bel été ;
- La délibération n°ECO 012-5555/19/BM du Bureau de la Métropole en date du 28 mars 2019 portant approbation de la création et de l'affectation des opérations d'investissement – fonds de soutien aux sociétés de production cinématographique ;
- La demande d'aide financière adressée par HIPPOCAMPE PRODUCTIONS à la Métropole Aix-Marseille-Provence le 17 février 2020 ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre la politique de soutien à la production audiovisuelle et cinématographique en accordant, le cas échéant, une aide financière aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique qui envisagent de tourner leurs projets sur le territoire ;
- Que l'intervention métropolitaine est complémentaire de celle de la Région en la matière ;
- Que pour ce projet, HIPPOCAMPE PRODUCTIONS a obtenu une aide de la Région d'un montant de 30 000 euros.

Décide

Article 1 :

Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 10 000 euros à HIPPOCAMPE PRODUCTIONS pour la production du court métrage de fiction Un bel été, après commencement de l'exécution de l'opération subventionnée, par dérogation à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole.

Article 2 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et HIPPOCAMPE PRODUCTIONS relative à l'octroi d'une aide financière pour la production du court métrage de fiction Un bel été.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'Etat spécial du territoire du Pays de Martigues 2020, en section investissement, opération 2018 610500 - Programme 15 - Autres services d'intérêt métropolitain.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/366D

■ Attribution d'une aide financière à la société CHI-FOU-MI Productions pour la production d'un long métrage de fiction

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a identifié la filière des Industries créatives, dont le cinéma et l'audiovisuel, comme une filière stratégique dans le cadre de son Agenda du Développement Économique approuvé par la délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017.

En effet, le territoire de la Métropole est très en pointe sur le sujet de l'audiovisuel et se montre fort d'éléments clés qui préfigurent la filière avec l'accueil de plus de 650 productions par an, représentant plus de 1 700 journées de tournage.

Le territoire métropolitain se mobilise aussi sur différents événements comme le Festival de Cannes, le MIPCOM ou Cannes Séries, le Salon des lieux de tournage à Paris, le Location Trade Show à Los Angeles, le Festival du film d'animation à Annecy, le Marseille Web Fest ou le FID à Marseille, le Festival Série Mania à Lille, le Festival de la fiction TV, ainsi que le Festival Sunny Side of the Doc organisés tous deux à la Rochelle.

Enfin, cette filière est porteuse de fortes retombées économiques et touristiques et représente un potentiel important en termes d'emplois avec une base de techniciens et de professionnels de plus de 1 500 références.

Depuis plusieurs années, le Pays de Martigues s'est engagé dans le développement de la filière cinéma, audiovisuel, animation et nouveaux médias.

Il est à ce jour doté de nombreux atouts qui participent à la construction de la filière et qui complètent l'offre proposée sur l'ensemble du territoire métropolitain et plus particulièrement sur le Pôle Média et la Friche de la Belle de Mai à Marseille : un complexe de production intégré de 22 ha pouvant accueillir tous types de tournage en studio (Provence Studios installé à Martigues), un plateau de tournage en décors naturels (Camping Paradis), un pôle multimédias d'information - télévision locale, web et radio (Maritima Médias), une académie de cascade (Provence Action).

Il est également pourvu d'un tissu actif de TPE/PME spécialisées, notamment dans les métiers de l'image et du son, dans la location de matériel (stations de montage, décors, mobiliers, accessoires) et de prestations de services (production, post-production, postsynchronisation, motion capture, communication, sécurité, VFX - effets spéciaux, transport, prises de vue aériennes).

La diversité des paysages, entre nature et industrie, terre et eau, sites historiques et architecture contemporaine, l'ensoleillement exceptionnel, la qualité des services publics, la proximité des infrastructures de transport, font du Pays de Martigues un territoire reconnu par les professionnels de la filière. Il accueille près de 120 tournages par an, dont des longs métrages comme Overdrive, Gaston Lagaffe, Les Déguns, Vagabondes, mais également de nombreuses séries comme Camping Paradis, La Stagiaire, Caïn, Léo Mattei brigade des mineurs ou Plus belle la vie. Aussi, le territoire a lancé en novembre 2016 une Plateforme Cinéma et Audiovisuel, afin de promouvoir et structurer la filière et construire une stratégie de développement collaborative à l'échelle métropolitaine.

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues souhaite poursuivre et compléter l'action engagée dans ce domaine, en apportant aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique une aide financière.

Par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une intervention métropolitaine, complémentaire à celle de la Région, en faveur des œuvres audiovisuelles et cinématographiques, par l'attribution de soutiens financiers aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique ayant choisi le territoire métropolitain comme lieu de tournage.

En effet, en choisissant le territoire métropolitain, les sociétés de production contribuent à la promotion du territoire, que ce soit au niveau régional ou national. Diverses études menées au niveau national attestent en effet des considérables retombées économiques d'un tournage pour les territoires.

L'objectif recherché par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la mise en place du soutien à la production audiovisuelle et cinématographique consiste notamment à :

- dynamiser le secteur économique lié au tournage sur le territoire ;
- favoriser l'embauche de la population métropolitaine ;
- valoriser l'identité du territoire métropolitain auprès des médias et de l'industrie du cinéma ;
- dynamiser le tourisme.

Il est précisé que les aides qui sont accordées par la Métropole s'inscrivent dans le cadre du règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis. L'intervention de la Métropole est conditionnée à l'intervention préalable de la Région, qui est la collectivité chef de file en la matière. Cette possibilité de cumul est d'ailleurs prévue tant par le Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (art. 8.5°) que par le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis (art. 5).

Les aides versées à des sociétés de production audiovisuelle et cinématographique constituent en effet des aides économiques au sens des dispositions de l'article L.1511-2 du CGCT.

Ainsi, chaque aide attribuée à une société de production doit donc faire l'objet d'une convention avec la société bénéficiaire définissant les conditions et modalités du versement de l'aide accordée par la Métropole et s'appuyer sur la délibération n° 18-555 de la Commission permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 et la délibération n°ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 approuvant respectivement la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques.

Dans ce cadre, la société CHI-FOU-MI PRODUCTIONS a sollicité, par un courrier du 17 février 2020 une aide financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la production du long métrage de fiction Bac Nord, dont une partie du tournage a été réalisée sur le territoire du Pays de Martigues.

Ce projet a obtenu l'aide de la Région qui, par délibération n° 19-763 de la commission permanente du Conseil Régional du 16 octobre 2019, a attribué à la société une aide d'un montant de 100 000 euros.

Il est donc aujourd'hui proposé d'attribuer à la société CHI-FOU-MI PRODUCTIONS une aide financière d'un montant de 30 000 euros pour la production du long métrage de fiction Bac Nord.

Il est précisé qu'il convient de déroger à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole, et d'attribuer cette aide après commencement d'exécution de l'opération subventionnée, le tournage du film étant achevé.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission européenne du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;
- Le règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole portant adoption du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole portant approbation de l'Agenda du Développement Economique Métropolitain ;
- La délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole portant approbation du principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques ;
- La délibération n° 18-555 de la Commission permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et des établissements publics de coopération intercommunale dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n°ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 portant approbation de la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n° 19-763 du 16 octobre 2019 de la Commission permanente du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur portant attribution d'une aide de 100 000 euros à la société de CHI-FOU-MI PRODUCTIONS pour la production du long métrage de fiction Bac Nord ;
- La délibération n°ECO 012-5555/19/BM du Bureau de la Métropole en date du 28 mars 2019 portant approbation de la création et de l'affectation des opérations d'investissement – fonds de soutien aux sociétés de production cinématographique ;
- La demande d'aide financière adressée par CHI-FOU-MI PRODUCTIONS à la Métropole Aix-Marseille-Provence le 17 février 2020 ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre la politique de soutien à la production audiovisuelle et cinématographique en accordant, le cas échéant, une aide financière aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique qui envisagent de tourner leurs projets sur le territoire ;
- Que l'intervention métropolitaine est complémentaire de celle de la Région en la matière ;
- Que pour ce projet, CHI-FOU-MI PRODUCTIONS a obtenu une aide de la Région d'un montant de 100 000 euros.

Décide

Article 1 :

Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 30 000 euros à CHI-FOU-MI PRODUCTIONS pour la production du long métrage de fiction Bac Nord, après commencement de l'exécution de l'opération subventionnée, par dérogation à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole.

Article 2 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et CHI-FOU-MI PRODUCTIONS relative à l'octroi d'une aide financière pour la production du long métrage de fiction Bac Nord.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'Etat spécial du territoire du Pays de Martigues 2020, en section investissement, opération 2018 610500 - Programme 15 - Autres services d'intérêt métropolitain.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/367/D

■ Attribution d'une aide financière à la société Girelle Production pour la production d'un court métrage d'animation

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a identifié la filière des Industries créatives, dont le cinéma et l'audiovisuel, comme une filière stratégique dans le cadre de son Agenda du Développement Économique approuvé par la délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017.

En effet, le territoire de la Métropole est très en pointe sur le sujet de l'audiovisuel et se montre fort d'éléments clés qui préfigurent la filière avec l'accueil de plus de 650 productions par an, représentant plus de 1 700 journées de tournage.

Le territoire métropolitain se mobilise aussi sur différents événements comme le Festival de Cannes, le MIPCOM ou Cannes Séries, le Salon des lieux de tournages à Paris, le Location Trade Show à Los Angeles, le Festival du film d'animation à Annecy, le Marseille Web Fest ou le FID à Marseille, le Festival Série Mania à Lille, le Festival de la fiction TV, ainsi que le Festival Sunny Side of the Doc organisés tous deux à la Rochelle.

Enfin, cette filière est porteuse de fortes retombées économiques et touristiques et représente un potentiel important en termes d'emplois avec une base de techniciens et de professionnels de plus de 1 500 références.

Depuis plusieurs années, le Pays de Martigues s'est engagé dans le développement de la filière cinéma, audiovisuel, animation et nouveaux médias.

Il est à ce jour doté de nombreux atouts qui participent à la construction de la filière et qui complètent l'offre proposée sur l'ensemble du territoire métropolitain et plus particulièrement sur le Pôle Média et la Friche de la Belle de Mai à Marseille : un complexe de production intégré de 22 ha pouvant accueillir tous types de tournage en studio (Provence Studios installé à Martigues), un plateau de tournage en décors naturels (Camping Paradis), un pôle multimédias d'information - télévision locale, web et radio (Maritima Médias), une académie de cascade (Provence Action).

Il est également pourvu d'un tissu actif de TPE/PME spécialisées, notamment dans les métiers de l'image et du son, dans la location de matériel (stations de montage, décors, mobiliers, accessoires) et de prestations de services (production, post-production, postsynchronisation, motion capture, communication, sécurité, VFX - effets spéciaux, transport, prises de vue aériennes).

La diversité des paysages, entre nature et industrie, terre et eau, sites historiques et architecture contemporaine, l'ensoleillement exceptionnel, la qualité des services publics, la proximité des infrastructures de transport, font du Pays de Martigues un territoire reconnu par les professionnels de la filière. Il accueille près de 120 tournages par an, dont des longs métrages comme *Overdrive*, *Gaston Lagaffe*, *Les Déguns*, *Vagabondes*, mais également de nombreuses séries comme *Camping Paradis*, *La Stagiaire*, *Caïn*, *Léo Mattei* brigade des mineurs ou *Plus belle la vie*. Aussi, le territoire a lancé en novembre 2016 une Plateforme Cinéma et Audiovisuel, afin de promouvoir et structurer la filière et construire une stratégie de développement collaborative à l'échelle métropolitaine.

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues souhaite poursuivre et compléter l'action engagée dans ce domaine, en apportant aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique une aide financière.

Par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une intervention métropolitaine, complémentaire à celle de la Région, en faveur des œuvres audiovisuelles et cinématographiques, par l'attribution de soutiens financiers aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique ayant choisi le territoire métropolitain comme lieu de tournage.

En effet, en choisissant le territoire métropolitain, les sociétés de production contribuent à la promotion du territoire, que ce soit au niveau régional ou national. Diverses études menées au niveau national attestent en effet des considérables retombées économiques d'un tournage pour les territoires.

L'objectif recherché par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la mise en place du soutien à la production audiovisuelle et cinématographique consiste notamment à :

- dynamiser le secteur économique lié au tournage sur le territoire ;
- favoriser l'embauche de la population métropolitaine ;
- valoriser l'identité du territoire métropolitain auprès des médias et de l'industrie du cinéma ;
- dynamiser le tourisme.

Il est précisé que les aides qui sont accordées par la Métropole s'inscrivent dans le cadre du règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis. L'intervention de la Métropole est conditionnée à l'intervention préalable de la Région, qui est la collectivité chef de file en la matière. Cette possibilité de cumul est d'ailleurs prévue tant par le Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (art. 8.5°) que par le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis (art. 5).

Les aides versées à des sociétés de production audiovisuelle et cinématographique constituent en effet des aides économiques au sens des dispositions de l'article L.1511-2 du CGCT.

Ainsi, chaque aide attribuée à une société de production doit donc faire l'objet d'une convention avec la société bénéficiaire définissant les conditions et modalités du versement de l'aide accordée par la Métropole et s'appuyer sur la délibération n° 18-555 de la Commission permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 et la délibération n°ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 approuvant respectivement la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques.

Dans ce cadre, la société GIRELLE PRODUCTION a sollicité, par un courrier du 24 février 2020 une aide financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la production du court métrage d'animation L'incendie, dont une partie de la post-production sera réalisée sur le territoire du Pays de Martigues.

Ce projet a obtenu l'aide de la Région qui, par délibération n° 20- 4 de la commission permanente du Conseil Régional du 06 mars 2020, a attribué à la société une aide d'un montant de 25 000 euros.

Il est donc aujourd'hui proposé d'attribuer à la société GIRELLE PRODUCTION une aide financière d'un montant de 10 000 euros pour la production du court métrage d'animation L'incendie.

Il est précisé qu'il convient de déroger à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole, et d'attribuer cette aide après commencement d'exécution de l'opération subventionnée, la production du film ayant démarrée.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission européenne du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;
- Le règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole portant adoption du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole portant approbation de l'Agenda du Développement Economique Métropolitain ;
- La délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole portant approbation du principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques ;
- La délibération n° 18-555 de la Commission permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et des établissements publics de coopération intercommunale dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n°ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 portant approbation de la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n° 20-4 du 06 mars 2020 de la Commission permanente du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur portant attribution d'une aide de 25 000 euros à la société GIRELLE PRODUCTION pour la production du court métrage d'animation L'incendie ;
- La délibération n°ECO 012-5555/19/BM du Bureau de la Métropole en date du 28 mars 2019 portant approbation de la création et de l'affectation des opérations d'investissement – fonds de soutien aux sociétés de production cinématographique ;
- La demande d'aide financière adressée par GIRELLE PRODUCTION à la Métropole Aix-Marseille-Provence le 24 février 2020 ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre la politique de soutien à la production audiovisuelle et cinématographique en accordant, le cas échéant, une aide financière aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique qui envisagent de tourner leurs projets sur le territoire ;
- Que l'intervention métropolitaine est complémentaire de celle de la Région en la matière ;
- Que GIRELLE PRODUCTION a sollicité une aide financière de la Région et de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la production du court métrage d'animation L'incendie ;
- Que pour ce projet, GIRELLE PRODUCTION a obtenu une aide de la Région d'un montant de 25 000 euros.

Décide

Article 1 :

Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 10 000 euros à GIRELLE PRODUCTION pour la production du court métrage d'animation L'incendie, après commencement de l'exécution de l'opération subventionnée, par dérogation à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole.

Article 2 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et GIRELLE PRODUCTION relative à l'octroi d'une aide financière pour la production du court métrage d'animation L'incendie

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'Etat spécial du territoire du Pays de Martigues 2020, en section investissement, opération 2018 610500 - Programme 15 - Autres services d'intérêt métropolitain.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/368/D

■ Attribution d'une aide financière à la société DEMD Productions pour la production d'une œuvre audiovisuelle (série de fiction)

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a identifié la filière des Industries créatives, dont le cinéma et l'audiovisuel, comme une filière stratégique dans le cadre de son Agenda du Développement Économique approuvé par la délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017.

En effet, le territoire de la Métropole est très en pointe sur le sujet de l'audiovisuel et se montre fort d'éléments clés qui préfigurent la filière avec l'accueil de plus de 650 productions par an, représentant plus de 1 700 journées de tournage.

Le territoire métropolitain se mobilise aussi sur différents événements comme le Festival de Cannes, le MIPCOM ou Cannes Séries, le Salon des lieux de tournage à Paris, le Location Trade Show à Los Angeles, le Festival du film d'animation à Annecy, le Marseille Web Fest ou le FID à Marseille, le Festival Série Mania à Lille, le Festival de la fiction TV, ainsi que le Festival Sunny Side of the Doc organisés tous deux à la Rochelle.

Enfin, cette filière est porteuse de fortes retombées économiques et touristiques et représente un potentiel important en termes d'emplois avec une base de techniciens et de professionnels de plus de 1 500 références.

Depuis plusieurs années, le Pays de Martigues s'est engagé dans le développement de la filière cinéma, audiovisuel, animation et nouveaux médias.

Il est à ce jour doté de nombreux atouts qui participent à la construction de la filière et qui complètent l'offre proposée sur l'ensemble du territoire métropolitain et plus particulièrement sur le Pôle Média et la Friche de la Belle de Mai à Marseille : un complexe de production intégré de 22 ha pouvant accueillir tous types de tournage en studio (Provence Studios installé à Martigues), un plateau de tournage en décors naturels (Camping Paradis), un pôle multimédias d'information - télévision locale, web et radio (Maritima Médias), une académie de cascade (Provence Action).

Il est également pourvu d'un tissu actif de TPE/PME spécialisées, notamment dans les métiers de l'image et du son, dans la location de matériel (stations de montage, décors, mobiliers, accessoires) et de prestations de services (production, post-production, postsynchronisation, motion capture, communication, sécurité, VFX - effets spéciaux, transport, prises de vue aériennes).

La diversité des paysages, entre nature et industrie, terre et eau, sites historiques et architecture contemporaine, l'ensoleillement exceptionnel, la qualité des services publics, la proximité des infrastructures de transport, font du Pays de Martigues un territoire reconnu par les professionnels de la filière. Il accueille près de 120 tournages par an, dont des longs métrages comme Overdrive, Gaston Lagaffe, Les Déguns, Vagabondes, mais également de nombreuses séries comme Camping Paradis, La Stagiaire, Caïn, Léo Mattei brigade des mineurs ou Plus belle la vie. Aussi, le territoire a lancé en novembre 2016 une Plateforme Cinéma et Audiovisuel, afin de promouvoir et structurer la filière et construire une stratégie de développement collaborative à l'échelle métropolitaine.

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues souhaite poursuivre et compléter l'action engagée dans ce domaine, en apportant aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique une aide financière.

Par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une intervention métropolitaine, complémentaire à celle de la Région, en faveur des œuvres audiovisuelles et cinématographiques, par l'attribution de soutiens financiers aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique ayant choisi le territoire métropolitain comme lieu de tournage.

En effet, en choisissant le territoire métropolitain, les sociétés de production contribuent à la promotion du territoire, que ce soit au niveau régional ou national. Diverses études menées au niveau national attestent en effet des considérables retombées économiques d'un tournage pour les territoires.

L'objectif recherché par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la mise en place du soutien à la production audiovisuelle et cinématographique consiste notamment à :

- dynamiser le secteur économique lié au tournage sur le territoire ;
- favoriser l'embauche de la population métropolitaine ;
- valoriser l'identité du territoire métropolitain auprès des médias et de l'industrie du cinéma ;
- dynamiser le tourisme.

Il est précisé que les aides qui sont accordées par la Métropole s'inscrivent dans le cadre du règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis. L'intervention de la Métropole est conditionnée à l'intervention préalable de la Région, qui est la collectivité chef de file en la matière. Cette possibilité de cumul est d'ailleurs prévue tant par le Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (art. 8.5°) que par le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis (art. 5).

Les aides versées à des sociétés de production audiovisuelle et cinématographique constituent en effet des aides économiques au sens des dispositions de l'article L.1511-2 du CGCT.

Ainsi, chaque aide attribuée à une société de production doit donc faire l'objet d'une convention avec la société bénéficiaire définissant les conditions et modalités du versement de l'aide accordée par la Métropole et s'appuyer sur la délibération n° 18-555 de la Commission permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 et la délibération n°ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 approuvant respectivement la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques.

Dans ce cadre, la société DEMD PRODUCTIONS a sollicité, par un courrier du 26 février 2020 une aide financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la production de la série de fiction télévisée intitulée Caïn, dont une partie du tournage a été réalisée sur le territoire du Pays de Martigues.

Ce projet a obtenu l'aide de la Région qui, par délibération n° 19-763 de la commission permanente du Conseil Régional du 16 octobre 2019, a attribué à la société une aide d'un montant de 100 000 euros.

Il est donc aujourd'hui proposé d'attribuer à la société DEMD PRODUCTIONS une aide financière d'un montant de 25 000 euros pour la production de la série intitulée Caïn.

Il est précisé qu'il convient de déroger à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole, et d'attribuer cette aide après commencement d'exécution de l'opération subventionnée, le tournage du film étant achevé.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission européenne du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;
- Le règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole portant adoption du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole portant approbation de l'Agenda du Développement Economique Métropolitain ;
- La délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole portant approbation du principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques ;
- La délibération n° 18-555 de la Commission permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et des établissements publics de coopération intercommunale dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n°ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 portant approbation de la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n° 19-763 du 16 octobre 2019 de la Commission permanente du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur portant attribution d'une aide de 100 000 euros à la société de DEMD PRODUCTIONS pour la production de la série télévisée Caïn ;
- La délibération n°ECO 012-5555/19/BM du Bureau de la Métropole en date du 28 mars 2019 portant approbation de la création et de l'affectation des opérations d'investissement – fonds de soutien aux sociétés de production cinématographique ;
- La demande d'aide financière adressée par DEMD PRODUCTIONS à la Métropole Aix-Marseille-Provence le 26 février 2020 ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre la politique de soutien à la production audiovisuelle et cinématographique en accordant, le cas échéant, une aide financière aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique qui envisagent de tourner leurs projets sur le territoire ;
- Que l'intervention métropolitaine doit être complémentaire de celle de la Région en la matière ;
- Que DEMD PRODUCTIONS a sollicité une aide financière de la Région et de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la production de la série télévisée intitulée Caïn tournée en partie sur le territoire du Pays de Martigues ;
- Que pour ce projet, DEMD PRODUCTIONS a obtenu une aide de la Région d'un montant de 100 000 euros.

Décide

Article 1 :

Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 25 000 euros à DEMD PRODUCTIONS pour la production de la série télévisée intitulée Caïn, après commencement de l'exécution de l'opération subventionnée, par dérogation à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole.

Article 2 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et DEMD PRODUCTIONS relative à l'octroi d'une aide financière pour la production de la série télévisée de Caïn.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'Etat spécial du territoire du Pays de Martigues 2020, en section investissement, opération 2018 610500 - Programme 15 - Autres services d'intérêt métropolitain.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/369/D

■ Attribution d'une subvention spécifique à l'Association Française du Cinéma Indépendant (A.F.C.I.) au titre de l'exercice 2020

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Dans l'objectif de favoriser la diversification et le renforcement du tissu économique du Pays de Martigues et ainsi, de contribuer activement à la création d'emplois, notre Territoire s'est engagé dans le soutien au développement de la filière industrielle du cinéma, de l'audiovisuel, de l'animation et de la web création. Le développement de cette filière sur le Pays de Martigues s'inscrit dans le cadre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) ainsi que dans l'agenda du développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A l'échelle du Pays de Martigues, la filière s'appuie sur des outils structurants, avec un complexe de production intégré de 22 ha pouvant accueillir tous types de tournage en studio (Provence Studios installé à Martigues), un plateau de tournage en décors naturels (Camping Paradis), un pôle multimédias d'information - télévision locale, web et radio (Maritima Médias), une académie de cascade (Provence Action). Il est également pourvu d'un tissu actif de TPE/PME spécialisées dans les métiers de l'image et du son, dans la location de matériel (stations de montage, décors, mobiliers, accessoires) et de prestations de services (production, post-production, postsynchronisation, motion capture, communication, sécurité, VFX - effets spéciaux, transport, prises de vue aériennes).

Pour soutenir le déploiement de la filière, le Pays de Martigues qui accueille près de 120 tournages par an (34 en 2015), a mis en place des outils dédiés : la Mission cinéma et audiovisuel afin d'accueillir, informer et aider les porteurs de projets, la plateforme cinéma et audiovisuel, pour mobiliser et fédérer l'ensemble des acteurs de la filière, leur permettant ainsi de participer à son développement.

Compte tenu de la politique d'actions menée en matière de développement de la filière cinéma et audiovisuel qu'il met en place en direction des professionnels et de la population, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

L'association A.F.C.I., association loi 1901, organise du 19 au 22 novembre 2020 à Saint-Mitre-les-Remparts, la 5^{ème} édition du festival international SMR13. Le festival a pour objet de promouvoir le cinéma

indépendant par la diffusion de films de tous genres, réalisés avec des budgets limités. Il permet ainsi de mettre en lumière une trentaine de films sélectionnés parmi plusieurs centaines au niveau international.

Au-delà des projections, tous les films sont mis en compétition pour remporter un prix dans une des catégories, court ou long métrage et espoirs (meilleur film, meilleur réalisateur, meilleur acteur, meilleure actrice, meilleure image, meilleure musique, meilleur documentaire, prix du public et prix du jury). Le jury est constitué de professionnels du cinéma issus de l'association, d'invités professionnels français et internationaux et d'un étudiant en école d'art ou de cinéma.

Le festival se déroule sur 4 jours avec une journée dédiée à la pédagogie dans le cadre de masterclass animées par des professionnels et portant sur les métiers du cinéma. Tout au long des 3 autres journées, des échanges avec les équipes des films, les membres du jury et le public sont organisés autour des projections.

L'A.F.C.I. est aujourd'hui un acteur qui contribue par sa dynamique au développement de la filière. En effet, le festival SMR13 propose un contenu original et complémentaire à l'offre des festivals déjà organisés sur le territoire, tels que le festival Regard de femme, le festival du film documentaire du mouvement social et de la mémoire ouvrière Le vent se lève, Le meilleur de la Quinzaine des réalisateurs ou encore Zones portuaires – Rencontres Internationales Cinéma et Villes Portuaires. Cet événement renforce l'attractivité du territoire - Terre de tournages et de création, en attirant de nouveaux professionnels (équipes de tournage et sociétés de production internationales) susceptibles de tourner sur le territoire et d'y installer leur activité. En outre, cet ancrage territorial participe à la création d'activités et d'emplois, ainsi qu'à la valorisation de la filière auprès de la population

L'association a été soutenue l'an dernier, elle souhaite poursuivre son action et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2020.

Conformément au Règlement budgétaire et Financier de la Métropole, les modalités de versement de la subvention se feront comme suit :

- un acompte de 80 % de la subvention votée. La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste l'utiliser conformément à son affectation.
- le solde de 20 % sera versé sur production, au plus tard le 30 juin de l'année N+1, du compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée, des comptes annuels de l'association, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, du rapport d'activité et du procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera le contrôle par la Métropole de la réalisation de l'objectif en particulier par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et à tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par la Métropole. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

Dans cette même optique, une évaluation de la réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, pourra être réalisée en cours d'année. A ce titre, une réunion pourra être organisée par la Métropole avec l'association qui participe pleinement à cette évaluation. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications pouvant, le cas échéant, occasionner le remboursement total ou partiel de la subvention.

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue par la Métropole, son logo en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière de la Métropole.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Décide

Article 1 :

Est attribuée une subvention spécifique d'un montant de 10 000 euros au titre de l'exercice 2020 à l'Association Française du Cinéma Indépendant qui sera versée conformément au règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n°HN 021-049/16/CM en date du 7 avril 2016.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence-Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues – S/Politique B370-Nature 65748-Fonction 62.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/370/D

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'acquisition et l'installation de bornes de recharge électrique (IRVE) sur la ZAC du Petit Arbois à Aix-en-Provence

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Situé sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Technopôle de l'Environnement Arbois Méditerranée est un projet d'aménagement et de développement économique du territoire tourné vers la création, le développement et l'accueil d'entreprises innovantes dans le domaine de l'environnement (eau, déchets, risques, énergies renouvelables, écoconstruction).

Premier technopôle de France dédié à l'environnement, il accueille actuellement 120 entreprises, 11 laboratoires de recherche, ainsi que 3 plateformes technologiques, des centres d'enseignement supérieur et plusieurs structures d'aide à l'innovation et à la création d'entreprises.

Le Technopôle de l'Arbois dispose depuis 2013 de 4 bornes électriques à destination des véhicules rechargeables. Chaque borne dispose d'une prise de recharge lente, et d'une prise de recharge semi-rapide (11kVA).

Le projet vise à déployer en 2020 et 2021 de nouvelles bornes de recharge, afin de répondre à la demande des usagers du site, et à remplacer les anciennes bornes qui ne disposent pas des technologies communicantes actuelles permettant une gestion fine de l'utilisation des équipements.

Ainsi, avec 9 nouvelles bornes double, la capacité se porterait à 25 places de recharges pour l'ensemble du site permettant aux 37 véhicules électriques recensés sur le Technopôle d'accéder à la recharge de leur outil de mobilité.

Le Département des Bouches-du-Rhône, dans sa politique de soutien financier au territoire, peut ainsi être sollicité pour l'obtention d'une subvention .

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 85 500 € Hors Taxes, soit 102 600 € Toutes Taxes Comprises. Le taux de la subvention est de 70 % du coût hors taxes du projet.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône	70 %	59 850 € HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	25 650 € HT

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de déploiement des bornes de recharge électrique (IRVE), et de solliciter les subventions nécessaires.

Décide

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement: Opération budgétaire 4581162904 - Nature 4581 - Fonction 61 - Autorisation de programme DI9047.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget 01, Budget Principal Métropolitain, en section d'investissement: – Nature : 1313 - Fonction 61.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/371/D

■ Attribution d'une subvention à l'association Réseau Entreprendre Provence - Approbation d'une convention d'objectifs

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Réseau Entreprendre Provence est une association qui aide les créateurs et repreneurs d'entreprise, ainsi que les entreprises en développement, dans le but de développer l'emploi et la compétitivité sur les territoires. Son action est basée sur le financement mais surtout sur la validation et l'accompagnement des projets à fort potentiel de création d'emplois et s'appuie sur l'expertise d'entrepreneurs confirmés.

Depuis 2013, Réseau Entreprendre Provence a accompagné 124 lauréats porteurs de projets de création, de reprise ou de développement, et son action concerne essentiellement des entreprises situées sur les Territoires d'Aix-en-Provence, Aubagne et Marseille. Chaque entreprise suivie par Réseau Entreprendre crée en moyenne 13 emplois à 5 ans.

Dans un cadre de perfectionnement de ses méthodes d'accompagnement, l'association a entamé depuis 2017 une refonte de l'accompagnement des porteurs de projets pressentis pour le Comité d'Engagement. Les candidats sont suivis par un chargé d'étude et plusieurs autres chefs d'entreprise bénévoles.

Ils travaillent durant plusieurs semaines aux côtés de 4 entrepreneurs bénévoles (possibilité de cumuler jusqu'à 30 heures de travail avec des entrepreneurs chevronnés), l'ensemble étant coordonné par les permanents de l'association. Chaque promotion (environ 15 à 20 porteurs de projets par an) est accompagnée sur deux années effectives suivant la date d'entrée.

Le « label » de l'association est attribué lors du comité d'engagement ; ce qui déclenche l'accès au prêt d'honneur ainsi que l'accompagnement individuel et collectif.

Pour l'année 2020, l'association Réseau Entreprendre poursuivra son développement avec ses 3 programmes complémentaires destinés aux lauréats, et ayant pour objectif de renforcer l'accompagnement collectif, notamment via Booster et Ambition :

- START : Renforcer son projet et réussir sa création / reprise : accompagnement individuel, collectif et financier
- BOOSTER : 1^{er} stade de fort développement, 5 emplois et 500 keuros de chiffre d'affaires minimum à l'entrée du programme : accompagnement individuel, collectif (gouvernance) et financier
- AMBITION : 10 emplois et 1 Meuros de chiffre d'affaires à l'entrée du programme : accompagnement individuel, collectif (gouvernance) et financier

Chacun de ces programmes permet à davantage d'entrepreneurs de bénéficier d'un accompagnement et ainsi de créer ou maintenir davantage d'emplois sur le territoire.

Les entreprises suivies bénéficient d'un financement variant de 15 000 euros à 300 000 euros selon le type de parcours suivi.

Plusieurs évènements seront organisés par Réseau Entreprendre en 2020 sur le territoire :

- Un Interclub " Votre entreprise à 360° : RH, Finances, Commerce, événement réunissant une centaine de chefs d'entreprise
- Les 20 ans de Réseau Entreprendre Provence : une soirée réunira cet été les partenaires et membres de Réseau Entreprendre
- Une cinquantaine de rencontres thématiques : club accompagnement, club repreneurs, déjeuner Réseau Entreprendre, Comités d'engagement,

Afin de maintenir la qualité de ses accompagnements, Réseau Entreprendre poursuivra également ses actions et collaborations avec différents organismes et notamment :

- La collaboration avec différents organismes locaux (DAP, Cleantech Arbois, Talents du Pays d'Aix, CNAM, pépinières...)
- Le suivi des dossiers, alimenté notamment par les membres, lauréats et partenaires implantés sur le territoire
- La participation aux salons et forums liés à l'entrepreneuriat (tenue de stand)
- Le développement de nouveaux programmes élaborés par la fédération nationale Réseau Entreprendre
- La gestion du fond de prêt (avec les banques et Bpifrance)
- Le perfectionnement de méthodes d'accompagnement

L'association souhaite que 2020 soit à nouveau une année consacrée à l'élargissement de ses méthodes d'accompagnement collectif et prévoit, au regard d'une activité toujours en hausse, de recruter un nouveau salarié en CDI.

Afin de lui permettre de continuer à développer ce territoire à fort potentiel, Réseau Entreprendre Provence sollicite auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de l'année 2020, une subvention de 17 500 euros, représentant 8.08 % du budget prévisionnel, d'un montant de 216 500 euros.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 10 000 euros pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2)
- 7 500 euros pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile (CT4)

N° GU	Association	Budget concerné	Budget prév global	Subv sollicitée	Subv proposée	Convention oui/non
2020_355	RESEAU ENTREPRENDRE PROVENCE	CT2 Territoire du Pays d'Aix	216 500 €	12 000 €	10 000 €	OUI
2020_356		CT4 Pays d'Aubagne et de l'Etoile	216 500 €	7 500 €	7 500 €	OUI
TOTAL					17 500 €	

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, qui mènent, à l'échelle de son territoire des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Décide

Article 1 :

Est attribuée à l'association Réseau Entreprendre Provence, une subvention de 17 500 euros au titre de l'exercice 2020, répartie ainsi : 10 000 euros pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix et 7 500 euros pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec l'association Réseau Entreprendre Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous les documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 61
- l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/372/D

■ Approbation de subventions au bénéfice de deux projets immobiliers portés par des entreprises en Pays d'Aix

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Mis en place par la Métropole Aix-Marseille-Provence en mai 2019, le dispositif d'aide à l'investissement immobilier vise à favoriser le développement des entreprises issues des principales filières d'excellence du territoire. Il consiste en effet à cofinancer, à hauteur de 20 % maximum, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition ou d'extension de locaux d'activités. Cette aide est conditionnée par la création d'emplois.

Le projet présenté par la société ALFAGEL

En 2005, la S.A.R.L. ALFAGEL a racheté le fonds de commerce et la marque « Maison de la Glace », commercialisée auprès de boulangeries et restaurateurs. L'entreprise s'est installée en 2006 au M.I.N. des Arnavaux. Le réseau de distribution s'est élargi avec le lancement d'une gamme spécifique pour les grandes surfaces à l'échelle régionale. A partir de 2012, la société ALFAGEL s'est investie dans la fabrication de bâtonnets, d'abord à base de glaces à l'eau puis de sorbets plein fruit. En 2018, la gamme s'est élargie davantage avec le lancement des pop Fruit bio au niveau national. Depuis 2019, la gamme bio est commercialisée aussi en bac, sous la marque Maison de la Glace.

Le chiffre d'affaires d'ALFAGEL est passé de 1,63 M€ en 2013 à près de 4 M€ en 2019.

Aujourd'hui, l'atelier de production basé aux Arnavaux s'étend sur 400 m². Il comprend une ligne de pasteurisation, des cuves de maturation, trois freezers continus et une chambre froide d'une capacité de 30 palettes. La capacité de production annuelle sur Marseille est de 180.000 l, ce qui est loin de couvrir la totalité des besoins. L'entreprise travaille ainsi avec trois sous-traitants basés dans les Bouches-du-Rhône et en Italie, notamment pour la fabrication des bâtonnets et le stockage.

L'objectif d'ALFAGEL est de monter en gamme, d'assurer la qualité des produits et de viser de nouveaux clients. Il est prévu également de développer les débouchés à l'export. Le plan d'affaires prévoit un chiffre d'affaires de plus de 8 M€ en 2022.

ALFAGEL emploie aujourd'hui 14 salariés, équipe complétée en fonction des besoins saisonniers. Il est prévu de doubler quasiment le nombre de postes permanents d'ici 2022 (R&D, commerciaux, marketing, logistique, opérateurs...).

Dans ce contexte, et pour maîtriser l'ensemble du process, il est indispensable pour ALFAGEL de relocaliser sa production, dans sa propre unité de fabrication, d'étendre ses capacités de production actuelle, tout en améliorant la qualité et l'ergonomie de son process.

L'entreprise a ainsi décidé d'installer son atelier de production sur la commune de Trets. La nouvelle unité de fabrication de 1700 m² lui permettra de tripler la capacité de production de l'atelier marseillais et de développer la production bio, qui représentera 50 % du chiffre d'affaires à l'horizon 2022. L'investissement permettra également de mettre en place une ligne de production automatisée, de développer les moyens de R&D, d'augmenter substantiellement les capacités de stockage en froid et de réintégrer la préparation des commandes pour les grandes et moyennes surfaces.

Au total, le nouveau bâtiment comprendra 600 m² de stockage sec, 500 m² de stockage froid et 600 m² de laboratoire de production, auxquels s'ajouteront 300 m² de bureaux.

Ce bâtiment R+1 fera l'objet de plusieurs mesures d'éco-construction : production d'électricité solaire en partenariat avec la société Helexia et récupération de la chaleur dégagée par les installations frigorifiques pour chauffer l'eau nécessaire au process de production.

Le montant de l'investissement est chiffré à 2.200.000 euros, montant comprenant l'acquisition du terrain pour 425.295 euros HT. L'investissement immobilier est porté par la S.C.I. KAJA qui va souscrire deux emprunts bancaires à cet effet, sachant que le terrain étant autofinancé.

De nombreux investissements productifs seront réalisés par la S.A.R.L., pour un montant de plus de 1,7 M€.

La S.C.I. a procédé aujourd'hui à l'acquisition du terrain, et les travaux devraient prochainement démarrer. Ils devraient s'achever à la fin de l'année 2020, pour une installation début 2021.

La Métropole a été sollicitée par ALFAGEL le 11 décembre 2019, en vue de l'attribution d'une aide à l'immobilier.

Sur cette base, il est proposé de cofinancer ce projet à hauteur de 140.000 euros, soit 10,50 % de l'assiette éligible de 1.332.872 euros. La subvention sera versée à la S.C.I. qui la répercutera sur les loyers payés par la société d'exploitation.

Le projet présenté par la société PEREN'IT

La société PEREN'IT basée à Rousset conçoit et fabrique en marque blanche, des systèmes informatiques innovants, en répondant à des besoins spécifiques. Sa valeur ajoutée réside dans sa forte réactivité. Grâce à son offre sur mesure, l'entreprise a su conquérir et fidéliser des PME et grands groupes industriels français, issus de plusieurs secteurs (agroalimentaire, défense/sécurité, énergie, génie civil...). Mais PEREN'IT s'adresse aussi au monde du transport et de la distribution. L'entreprise commence à commercialiser à l'international. Chaque année, entre 15.000 et 25.000 systèmes sont produits et expédiés de la plateforme d'intégration de Rousset.

A partir de composants électroniques et d'alimentations électriques soigneusement sélectionnés, PEREN'IT fournit des serveurs ainsi que différents types de PC et écrans industriels. L'équipe du bureau d'études et de développement s'investit sans cesse dans la conception de produits innovants et performants. PEREN'IT perçoit d'ailleurs le Crédit d'Impôt Recherche.

Depuis sa création en 2008, PEREN'IT a connu une croissance régulière de son chiffre d'affaires qui est passé en dix ans de 330.000 euros à 8 M€. L'entreprise emploie aujourd'hui 19 salariés en CDI. Ses perspectives de croissance l'amènent à investir dans de nouveaux locaux d'activité.

Les locaux que PEREN'IT loue actuellement sur la zone de Rousset s'avèrent aujourd'hui trop exigus pour accueillir de nouveaux collaborateurs et produire dans de bonnes conditions. L'entreprise a également besoin de nouvelles capacités de stockage.

Elle a procédé à cet effet, via la S.C.I. PRENIMMO, à l'acquisition d'un terrain de 3.000 m² à l'entrée de la zone. Les contrats de prêts ont été signés le 6 mars dernier. Les travaux devront démarrer après la période de confinement. Il est prévu la construction d'un bâtiment comportant des ateliers et des bureaux.

L'opération immobilière est chiffrée à 1.369.288 euros HT (dont un montant de 211.750 euros au titre du terrain). Sur la base du devis, une assiette éligible de 1.194.839 euros a été identifiée. La S.C.I. a obtenu à cet effet des prêts auprès de la Société Marseillaise de Crédit et du Crédit Agricole, pour un montant total de près de 1,2 M€.

La Métropole a été sollicitée par la S.A.S. PEREN'IT dès le 18 octobre 2019, en vue de l'attribution d'une aide à l'immobilier.

Sur cette base, il est proposé de cofinancer ce projet à hauteur de 130.000 euros, soit 10,88 % de l'assiette éligible de 1.194.839 euros. La subvention sera versée à la S.C.I. qui la répercutera sur les loyers payés par la société d'exploitation.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L1511-3 ;
- Le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux aides à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014 – 2020 ;
- La délibération n° HN021 – 049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération n°ECO 002-1776/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- La délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 approuvant le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises et du règlement d'attribution y afférent ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que la Métropole est compétente, sur le fondement de l'article L.1511-3 du CGCT, pour définir les aides ou les régimes d'aides et pour décider de l'octroi de ces aides sur son territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises.

- Que par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises a été approuvé sous forme de subvention et le règlement d'attribution y afférent.
- Que ce dispositif d'aide consiste à cofinancer, dans le respect des dispositions réglementaires, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition, d'extension ou de réhabilitation de locaux d'activités.
- Que l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peut dépasser un taux d'intervention de 20% pour les Petites entreprises et de 10% pour les Moyennes entreprises. En zone AFR, ces proportions peuvent atteindre 30 % pour les Petites entreprises et 20 % pour les Moyennes entreprises. Dans le cas d'une grande entreprise située en zone AFR, et à titre exceptionnel, le taux maximal d'intervention est fixé à 10 %. Le taux d'intensité de l'aide appliqué à chaque dossier apparaîtra dans la convention d'application.
- Que l'aide est conditionnée et plafonnée à 200 000 euros par entreprise ;
- Que dans la mesure où le montage intègre une société civile immobilière ou autre société de portage, la subvention est, conformément au règlement d'attribution, versée à celles-ci.

Décide

Article 1 :

Sont attribuées une subvention d'aide à l'immobilier de 140.000 euros au bénéfice de la société ALFAGEL basée à Marseille (subvention versée à la S.C.I KAJA), au titre de son projet d'investissement à Trets et une subvention d'aide à l'immobilier de 130.000 euros au bénéfice de la société PERENI'T (subvention versée à la S.C.I. PERENIMMO), au titre de son projet d'investissement à Rousset.

Article 2 :

Sont approuvées les conventions tripartites correspondantes ci-annexées.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces conventions ainsi que tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581162378, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI378AP.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/373D

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Chaire Attractivité et Nouveau Marketing Territorial et paiement de la cotisation 2020

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Fondée par des collectivités territoriales françaises et portée par l'Institut de Management Public et Gouvernance Territoriale, la chaire «Attractivité & Nouveau Marketing Territorial» est la première «chaire de territoire» dédiée à l'attractivité et aux nouvelles pratiques du marketing territorial dans le monde.

Orientée vers l'innovation, elle s'inscrit dans une démarche opérationnelle du marketing territorial et s'intéresse à l'ensemble des problématiques d'attractivité, que ce soit pour développer la capacité d'un territoire à rayonner et à promouvoir son offre ou que ce soit pour attirer sur place des personnes ou des capitaux.

La Chaire a été créée avec quatre objectifs principaux :

- faire de l'appartenance au territoire une source de création de valeur pour tous les acteurs du territoire ;
- assurer une veille sur la recherche et les meilleures pratiques du marketing territorial dans le monde ;
- améliorer la formation et le partage d'information sur le marketing territorial le plus innovant et performant ;
- favoriser la mise au point de nouveaux modèles et outils opérationnels de marketing territorial.

Elle se caractérise par trois points :

- elle s'intéresse à l'ensemble des problématiques d'attractivité, que ce soit pour promouvoir l'offre des pays ou des territoires, pour faire venir des personnes (économie résidentielle, tourisme de loisirs, tourisme d'affaire, grands événements culturels, sportifs ou business) ou des capitaux (recherche d'investisseurs et de créateurs d'entreprises) et pour les maintenir sur le territoire ;
- elle est orientée vers l'innovation et les nouvelles pratiques du marketing territorial dans la mesure où celles-ci semblent performantes ;

- elle s'inscrit dans une approche « opérationnelle » de l'attractivité et du marketing territorial tant dans son enseignement (assuré essentiellement par des professionnels et basé sur des cas concrets et des retours d'expérience), dans sa recherche universitaire (accès à des synthèses portant sur une recherche opérationnelle, sur l'actualité et les meilleures pratiques internationales du marketing territorial) que dans le colloque annuel (échange et partage d'expériences concrètes entre professionnels).

Reconnaissant l'expertise de la Chaire « Attractivité et Nouveau Marketing Territorial » (IMPGT/AMU) dans le domaine du marketing territorial, en particulier sa bonne connaissance des pratiques innovantes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue depuis 2016 partenaire et membre fondateur de la Chaire.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficie, en tant que co-fondateur de la Chaire, des possibilités et services suivants :

- une participation active dans les orientations et le contenu de la Chaire à travers un droit de vote dans le comité d'orientation et des échanges avec les membres de la Chaire;
- l'utilisation du statut de « fondateur de la Chaire » et de son logo dans sa communication ;
- la présence de son nom et/ou de son logo, suivant le contexte, sur les principaux documents d'information et de communication de la Chaire ainsi que sur ceux transmis aux médias lors du colloque annuel (Place Marketing Forum) ;
- l'accès à une sélection des meilleures pratiques enregistrées tout au long de l'année dans la base (tout au long de l'année) ;
- un accès au forum annuel (Place Marketing Forum) sur les tendances et nouvelles pratiques du marketing territorial permettant retour d'expériences, partage et échange avec d'autres territoires performants dans le monde;
- la priorité d'accès à toutes les publications développées dans le cadre de la Chaire par les titulaires de la Chaire, les enseignants-chercheurs, les étudiants, les experts et intervenants extérieurs ;
- la possibilité, lorsque les auditeurs n'ont pas choisi leur thème de mémoire, de proposer des thématiques;
- la possibilité, en accord avec la direction de la Chaire, de parrainer un prix lors du colloque annuel ;
- la possibilité de recruter, dans d'excellentes conditions, des étudiants formés à l'attractivité et au nouveau marketing territorial (projets, stages et emplois).
- La possibilité enfin de pouvoir mobiliser et associer le directeur de la chaire dans certaines réflexions stratégiques menés par la direction de l'attractivité (DAPI) : animation du groupe « ensemble pour l'attractivité de la métropole », réflexion sur la gouvernance des agences d'attractivité en France...

Ce renouvellement prévoit le versement d'une cotisation annuelle de la Métropole de 10 000 euros. Il convient donc d'approuver le paiement de cette cotisation pour 2020.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est membre fondateur de la Chaire « Attractivité et Nouveau Marketing Territorial » depuis 2016 ;
- Qu'il convient donc d'approuver le renouvellement de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la chaire ainsi que le paiement de cette cotisation au titre de l'année 2020.

Décide

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Chaire Attractivité et Nouveau Marketing Territorial pour l'année 2020 et le paiement de la cotisation correspondante d'un montant de 10 000 euros ;

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous-politique B330 – Nature 6281 – Fonction 64.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/374/D

■ Approbation de deux conventions avec Enedis pour le raccordement de la société JPA sur la zone d'Euroflory à Berre l'Etang

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La société JPA (Distri Cash) s'est portée acquéreur d'un lot de 25 440 m² sur la zone d'Euroflory sur la commune de Berre l'Etang. Or dans le cadre de leur dépôt de permis de construire (PC) initial, elle a demandé une puissance électrique de 48 kVA (tarif jaune) nécessitant comme indiqué par Enedis sur son avis au sujet du PC, une extension du réseau basse tension. Lors du PC modificatif déposé le 10/01/2020 en mairie de Berre l'Etang, cette puissance a été portée à 150 kVA.

Ces travaux d'extension, à la charge de l'acquéreur, seront réalisés par Enedis. A ce titre, deux conventions doivent être signées entre la Métropole et le concessionnaire :

La première concerne un droit de servitude à consentir à Enedis sur la parcelle métropolitaine CW 279 pour le passage de deux canalisations souterraines sur une cinquantaine de mètres, poser des bornes de repérage, installer un ou plusieurs coffrets sur socle, élaguer si nécessaire et assurer la maintenance de ces ouvrages

La seconde est relative à l'installation d'un poste de transformation sur la parcelle métropolitaine CW 279 sur une surface de l'ordre de 25 m²

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N° ECO 006-5345/19/BM du 28 février 2019 du Bureau de la Métropole portant vente d'un terrain sur le parc d'activités d'Euroflory à Berre l'Etang à la SCI Distri Cash ;
- Le permis de construire n° 13014 18F0021 déposé par la société JPA en mairie de Berre l'Etang et délivré le 6 février 2019 par arrêté ;
- L'avis d'ENEDIS sur le permis de construire n° 13014 18F0021 de la société JPA du 12 décembre 2018 préconisant une extension du réseau électrique ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020

- Le permis de construire modificatif n° 13014 18F0021M01 déposé par la société JPA en mairie de Berre l'Etang et délivré le 10 mars 2020 par arrêté ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- La nécessité de réaliser une extension du réseau électrique basse tension sur le parc d'activités d'Euroflory pour le raccordement de la société JPA (Distri Cash).

Décide

Article 1 :

Sont approuvées les conventions ASD06-V07 et R332-16 CU – V06 (n° affaire DC25/031122 C4) ci-annexées, à conclure avec Enedis relatives à la réalisation des travaux d'extension du réseau basse tension sur le parc d'activités d'Euroflory.

Article 2 :

Les présentes conventions sont conclues à titre gratuit, les frais et charges liés à la publication et/ou l'enregistrement desdites conventions sont à la charge exclusive d'ENEDIS.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ces deux conventions et à prendre toutes dispositions y afférent.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/375/D

■ Cession à titre onéreux de deux terrains sur la Zone d'activités d'Euroflory à Berre l'Etang à l'entreprise TECHNISIGN - Prorogation des délais de réitération par acte authentique

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Par délibération n° ECO 030-2464/17/BM du 19 octobre 2017, a été approuvée la vente de deux terrains, les lots n° 26 et 31 dans la zone d'activités d'Euroflory à Berre l'Etang, de respectivement 3 917 m² et 3 706 m², au prix de 23 euros hors taxes le m², soit un montant total de 175 329 euros hors taxes.

Or, la signature de l'acte a été retardée et n'a pu être réalisée dans les délais impartis.

L'entreprise étant toujours favorable à l'acquisition des terrains précités, il convient de proroger la date de réalisation de la vente et de confirmer la volonté commune des parties de procéder à la vente au plus tard le 31 mars 2021.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° ECO 030-2464/17/BM du 19 octobre 2017 portant vente d'un terrain sur la zone d'activités Euroflory à Berre l'Etang à la société Technisign ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- La commune intention des parties de finaliser cette vente.

Décide

Article 1 :

Est approuvée la prorogation au 31 mars 2021 de la date de réalisation de la vente des terrains, lot n° 26 et 31 de la Zone d'activités d'Euroflory à Berre l'Etang, d'une superficie totale de 7 623 m² au prix de 23 euros hors taxes le m², soit un montant total de 175 329 euros hors taxes à l'entreprise TECHNISIGN ou à toute autre société devant s'y substituer.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à la réalisation et au suivi de ce dossier, à réaliser les formalités afférentes et à charger tout notaire d'établir les actes authentiques à intervenir.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/376/D

■ Approbation d'une convention de servitude de passage sur la parcelle cadastrée CW 1316 - Société MAPESOL ZA Extension de la Gandonne à Salon de Provence au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Afin de libérer du foncier à vocation économique, le Conseil de Territoire a créé une extension sur la zone d'activités de la Gandonne à Salon de Provence. Dans ce cadre, une nouvelle voie de liaison reliant l'ancienne zone à la nouvelle zone a été créée.

En date du 28 mars 2019 (Délibération ECO 004-5547/19/BM), le Bureau de Métropole a autorisé la cession d'un terrain de 2 544 m² à la SARL MAPESOL.

Or selon le plan de bornage, la limite du lot englobe un fossé situé entre l'alignement des arbres et le cheminement piéton (cf plan de bornage).

Il est donc nécessaire de prévoir une servitude de passage sur la parcelle CW 1316, propriété de la SARL MAPESOL, qui permettra l'exploitation, l'entretien et l'accès à ce fossé par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020

Considérant

- Qu'il convient de signer une convention de servitude de passage avec la SARL MAPESOL, propriétaire de la parcelle CW 1316.

Décide

Article 1 :

Est approuvée la convention de servitude de passage ci-annexée sur l'emprise du fossé situé entre l'alignement des arbres et le cheminement piéton (cf plan de bornage) sur la parcelle cadastrée CW 1316 – ZA La Gandonne à Salon-de-Provence, propriété de la SARL MAPESOL.

Article 2 :

Maître Marie-Paule ANDREANI, notaire à Salon-de-Provence, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais, droits et honoraires liés à la présente servitude est mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section investissement vis-à-vis de l'opération n°2018301400, fonction 42, nature 2111 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays Salonais.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions y afférents.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/377/D

■ Cession à titre onéreux d'un terrain sur le parc d'activité d'Euroflory à Berre l'Etang à la société IREM France

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Il est exposé que la société IREM a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays Salonais, pour l'acquisition du lot 27-B, parcelle CX 472 d'une surface de 7407 m², sur le parc d'activités Euroflory à Berre l'étang.

Fondée en 2004, la société IREM France, spécialisée dans la préfabrication et le montage de tuyauteries industrielles, est le produit de la volonté d'une équipe d'experts de mettre à profit des années d'expérience et de professionnalisme autour d'un projet : la création d'une entreprise performante, réactive, et capable d'offrir à ses clients les meilleures solutions dans ses métiers d'expertise.

La société est déjà installée sur le Parc d'activités d'Euroflory à Berre l'étang.

Or, son développement la conduit à utiliser beaucoup plus d'aire de magasinage, de stockage et d'atelier.

L'achat d'une nouvelle parcelle leur permettrait de rester implanté dans la zone d'Euroflory et d'accroître leur activité avec une création d'emplois allant de 6 à 12 salariés supplémentaires.

Il est proposé de vendre la parcelle CX 472, lot 27-B, d'une surface de 7407 m² (sous réserve du document d'arpentage), à la société IREM France.

France Domaine a été consulté concernant la valeur du lot 27-B. Par avis du 09 décembre 2019, le terrain a été estimé à 35 euros hors taxes le m². Soit un montant global de 259 000 hors taxes.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'avis de France Domaine du 9 décembre 2019 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020

- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Décide

Article 1 :

Est approuvée la vente d'un terrain de 7407 m² (sous réserve du document d'arpentage), lot 27-B sur la zone d'activités d'Euroflory à Berre l'étang, à la société IREM France ou à toute autre société pouvant s'y substituer, au prix unitaire de 35 euros hors taxes le m². Soit un montant total de 259 000 euros hors taxes.

Article 2 :

Une indemnité d'immobilisation de 5% hors taxes du prix de vente sera versée à la signature du compromis de vente, sous forme d'avance non remboursable.

Article 3 :

Le permis de construire devra être déposé au plus tard le 31 décembre 2020 et l'acte de vente signé au plus tard le 31 septembre 2021 à défaut de quoi la Métropole Aix-Marseille-Provence se donnera le droit de commercialiser le terrain ou de signer avec un autre acquéreur si elle estime que les raisons invoquées par IREM France sont irrecevables.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à la réalisation et au suivi de ce dossier, à réaliser les formalités afférentes et à charger tout notaire d'établir les actes authentiques à intervenir.

Article 5 :

Les frais d'actes seront à la charge exclusive de l'acquéreur.

Article 6 :

Les recettes résultant de cette vente seront inscrites au budget annexe des zones d'activités du Territoire du Pays Salonais – chapitre 70, nature 7015.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/378/D

■ Approbation d'une convention de servitude de tréfonds sur la parcelle AX 133 - ZA La Gandonne à Salon de Provence au profit de la société OSBEK

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Suite à une division de la parcelle AX 277 située entre l'impasse de la Borie, la rue de l'Estamaire et la rue des Canesteu, la société OSBEK a acquis la parcelle numérotée AX 444.

Elle souhaite être raccordée aux réseaux d'eaux usées.

Après une étude technique, ce raccordement ne peut se faire que sur la rue de l'Estamaire cadastrée AX 133, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il est donc nécessaire de prévoir une servitude de tréfonds pour pouvoir procéder à ce raccordement. Cette servitude est de 12 m de longueur maximum et de 1 m de largeur maximum, soit une surface totale de 12 m².

France Domaine a été consulté concernant la valeur de l'emprise de 12 M² pour cette servitude de tréfonds. Par avis du 27 avril 2020, cette emprise a été estimée à 160 € HT.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'il convient de mettre en œuvre une servitude de tréfonds sur la parcelle AX 133, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence au bénéfice de l'entreprise Ozbek pour un prix de 160€ HT, conformément à l'avis des domaines en date du 27 avril 2020

Décide

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée concernant la servitude de tréfonds consentie par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la parcelle cadastrée AX 133 – ZA La Gandonne à Salon-de-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les frais d'acte sont à la charge exclusive de l'entreprise Osbeck.

Article 4 :

Les recettes résultant de cette servitude seront inscrites au budget annexe des zones d'activités du Territoire du Pays Salonais – chapitre 70, nature 7015.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/379/D

■ Approbation d'une convention de servitude de passage sur la parcelle cadastrée CW 1315 - Extension de la Gandonne à Salon de Provence au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Afin de libérer du foncier à vocation économique, le Conseil de Territoire a créé une extension sur la zone d'activités de la Gandonne à Salon de Provence. Dans ce cadre, une nouvelle voie de liaison reliant l'ancienne zone à la nouvelle zone a été créée.

En date du 16 mai 2019 (Délibération ECO 012-5836/19/BM), le Bureau de Métropole a autorisé la cession d'un terrain de 2 504 m² à la société WINE RL.

Or selon le plan de bornage, la limite du lot englobe un fossé situé entre l'alignement des arbres et le cheminement piéton (cf plan de bornage).

Il est donc nécessaire de prévoir une servitude de passage sur la parcelle CW 1315, propriété de la société WINE RL, qui permettra l'exploitation, l'entretien et l'accès à ce fossé par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020

Considérant

- Qu'il convient de signer une convention de servitude de passage avec la société WINE RL, propriétaire de la parcelle CW 1315.

Décide

Article 1 :

Est approuvée la convention de servitude de passage ci-annexée sur l'emprise du fossé situé entre l'alignement des arbres et le cheminement piéton (cf plan de bornage) sur la parcelle cadastrée CW 1315 – ZA Extension de la Gandonne à Salon-de-Provence, propriété de la société WINE RL.

Article 2 :

Maître Marie-Paule ANDREANI, notaire à Salon-de-Provence, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais, droits et honoraires liés à la présente servitude est mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section investissement vis-à-vis de l'opération n° 2018301400, fonction 62, nature 2111 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays Salonais.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/380/D

■ Approbation d'une convention de servitude de tréfonds sur la parcelle CX 467 - ZA d'Euroflory à Berre l'Etang au profit de Mr et Mme Brancato

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre d'une vente, les propriétaires de la parcelle CX 381 située sur la zone d'activités d'Euroflory à Berre l'Etang, Monsieur et Madame Brancato, sont contraints de se raccorder aux réseaux d'eaux usées et eau potable de l'allée Henri Becquerel, cadastrée CX 467 et appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il est donc nécessaire de prévoir une servitude de tréfonds pour pouvoir procéder à ce raccordement. Cette servitude est de 15 m de longueur maximum et de 1 m de largeur maximum, soit une surface totale de 15 m².

France Domaine a été consulté concernant la valeur de l'emprise de 12 M² pour cette servitude de tréfonds. Par avis du 28 avril 2020, cette emprise a été estimée à 120 euros HT.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'avis de France Domaine en date du 28 avril 2020 ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'il convient de mettre en œuvre une servitude de tréfonds sur la parcelle CX 467, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour un prix de 120 € HT, conformément à l'avis des domaines du 28 avril 2020.

Décide

Article 1 :

Est approuvée la convention de servitude de tréfonds ci-annexée consentie par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la parcelle cadastrée CX 467 – ZA Euroflory à Berre l'Etang.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les frais d'acte sont à la charge exclusive de Monsieur et Madame Brancato.

Article 4 :

Les recettes résultant de cette servitude seront inscrites au budget annexe des zones d'activités du Territoire du Pays Salonais – chapitre 70, nature 7015.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/381/D

■ Cession à titre onéreux de deux lots A et B sur la zone d'activité de la Gandonne à Salon-de-Provence à la Commune de Salon-de-Provence

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Commune de Salon-de-Provence a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays Salonais, pour l'acquisition de deux lots, sur la zone d'activités la Gandonne à Salon-de-Provence (cf plans de vente Lot A et B et plan de division). Les lots sont composés comme suit :

Lot A : constitué des parcelles AX 460 d'une surface de 642 m² (anciennement parcelle AX 384) et AX 463 d'une surface de 858 m² (anciennement parcelle AX 385), soit une surface totale de 1500 m².

Et

Lot B : constitué des parcelles AX 459 d'une surface de 336 m² et AX 456 d'une surface de 442 m² (anciennement parcelle AX 416), soit une surface totale de 788 m².

France Domaine a été consulté concernant la valeur des deux lots. Par avis du 17 avril 2020, les lots A et B ont été estimés respectivement à 99 000 euros hors taxes et 52 000 euros hors taxes (pour une valeur de 66 euros le m²). Soit un montant global de 151 000 euros hors taxes.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'avis de France Domaine en date du 17 avril 2020 ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020

Décide

Article 1 :

Est approuvée la vente des lots A, d'une surface de 1500 m² et B, d'une surface de 788 m² (sous réserve du document d'arpentage), sur la zone d'activités de la Gandonne à Salon-de-Provence, à la Commune de Salon-de-Provence ou toute autre personne pouvant s'y substituer, au prix unitaire de 66 euros hors taxes le m². Soit un montant total de 151 000 euros hors taxes.

Article 2 :

Une indemnité d'immobilisation de 5% hors taxes du prix de vente sera versée à la signature du compromis de vente, sous forme d'avance non remboursable.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à la réalisation et au suivi de ce dossier, à réaliser les formalités afférentes et à charger tout notaire d'établir les actes authentiques à intervenir.

Article 4 :

Les frais d'actes seront à la charge exclusive de l'acquéreur.

Article 5 :

Les recettes résultant de cette vente seront inscrites au budget annexe des zones d'activités du Territoire du Pays Salonais – chapitre 70, nature 7015.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/382/D

■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône dans le cadre des études du réaménagement de l'accès à la Zone d'Activités des Plaines à Saint-Chamas depuis la RD15

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Dans le cadre du projet d'extension de la zone d'activités des Plaines sur la commune de Saint-Chamas, il est envisagé de supprimer l'accès actuel et de créer un point d'échange de type giratoire sur la RD15 pour en assurer la desserte. Ce dernier permettra l'accès à la zone d'activités mais aussi au Parc des Creusets.

Ces travaux comprendront tous les travaux de voirie nécessaires à l'aménagement de l'ouvrage : terrassement, réfection de chaussée, pose de bordure, adaptation et réfection des réseaux, signalisation horizontale et verticale de police et directionnelle, espaces verts.

La réalisation de cet ouvrage, se situant sur le domaine public départemental, relève à la fois de la compétence "aménagement du territoire et développement économique" de la Métropole Aix-Marseille Provence mais aussi de la compétence "voirie" du Conseil Départemental.

Conformément à l'article L2422-12 du code de la commande publique, il est possible de désigner par convention, entre les deux maîtres d'ouvrage celui qui assurera la maîtrise d'ouvrage globale de l'opération.

Cette convention concernant les études de maîtrise d'œuvre (diagnostic et avant-projet) précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme.

Il a été convenu que cette maîtrise d'ouvrage globale serait assurée par la Métropole.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique et notamment son article L2422-12

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- La nécessité de conclure une convention avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône afin de transférer de manière provisoire la maîtrise d'ouvrage à la Métropole pour la réalisation des études de réaménagement de l'accès, depuis la route départementale n°15, à la Zone d'Activités des Plaines à Saint-Chamas dans le cadre de son extension

Décide

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative au transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône au profit de la Métropole pour la réalisation des études de réaménagement de l'accès, depuis la route départementale n°15, à la zone d'activités des Plaines à Saint-Chamas dans le cadre de son extension.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/383/D

■ Approbation du principe d'une intervention métropolitaine au titre du dispositif d'aide à l'investissement immobilier à la société Axens pour la construction d'une usine de production à Fos-sur-Mer

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a mis en place par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du 16 mai 2019 le dispositif d'aide à l'investissement immobilier visant à favoriser le développement des entreprises issues des principales filières d'excellence du territoire. Il consiste en effet à cofinancer, dans le respect des dispositions réglementaires, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition, d'extension ou de réhabilitation de locaux d'activités.

Axens est une société Française créée en 2001 dont le capital est détenu à 100 % par l'IFP (Institut Français du Pétrole) Energies Nouvelles.

Elle fournit au niveau international des technologies (bailleur de licence), des catalyseurs, des absorbants et des services (assistance technique, conseil) pour les industries du raffinage, de la pétrochimie, du gaz, de la biomasse et du charbon en carburants propres et à la production et la purification des grands intermédiaires pétrochimiques.

Axens ne vend ni carburants automobiles, ni produits chimiques et ne gère pas de stations-service. Son objectif est de devenir un leader dans le domaine des carburants alternatifs : conversion d'huiles végétales et de graisses animales en diesel et kérosène, production de distillats de haute qualité grâce au procédé de liquéfaction directe de charbon, et fabrication de produits liquides au travers de la conversion du gaz de synthèse provenant de diverses sources comme le gaz naturel, la biomasse et le charbon.

Acteur du développement durable, leader mondial dans la désulfuration des carburants, acteur majeur dans la dépollution d'effluents aqueux industriels, Axens a permis notamment en 2016 de capter 50 millions de tonnes de SO₂ grâce aux unités Claus chargées de catalyseurs Axens en empêchant ainsi leur émission dans l'atmosphère.

- 2 500 emplois dans le monde,
- Chiffre d'affaires 1 Md € (dont 95 % hors Europe),
- Sites en France : siège à Solaize Rueil Malmaison et unité de production à Salindres dans le Gard.

Axens envisage de construire une usine de production de sa matière première « Gel d'alumine » à partir d'hydrate d'alumine afin de doubler sa capacité de production.

Cette matière première sert à fabriquer des supports pour catalyseurs.

La capacité sera de 7500 t/an pour la première tranche.

La matière première principale (hydrate d'alumine) et le produit fini (gel d'alumine) sont des produits non dangereux, non toxiques. Les effluents aqueux et gazeux ne contiennent pas de produits organiques et/ou de COV (composés organiques volatils).

Le choix définitif du site semble se porter sur la plateforme industrielle de Fos-sur-Mer qui répond à de nombreux critères du cahier des charges d'Axens : facilités de services, ressources humaines, synergies possibles (matières premières et utilités), proximité d'un port de commerce, proximité du site de Salindres consommateur du produit fini, compatibilité environnementale.

Caractéristiques du projet

- Besoin foncier : 2 à 4 ha pour l'usine et le stockage (extension envisagée dans le futur),
- Investissement total : 44 M€ pour la première tranche dont 10,6 M€ pour la construction des bâtiments et 4 M€ pour les coûts de raccordement aux utilités, avec la 2^{ème} phase le montant total de l'investissement sera porté à 100M€,
- 30 emplois directs créés en 2022 pour la 1^{ère} tranche puis 50 emplois supplémentaires à 5 ans lors de la 2^{ème} phase de développement auxquels s'ajouteront à terme 200 emplois indirects,
- Démarrage de l'unité attendu pour le 1^{er} trimestre 2022.

Calendrier

Obtention du permis de construire purgé des recours : fin 2020

- Début des travaux : septembre 2020,
- Début des recrutements : mi-2021,
- Démarrage de l'usine : début 2022.

L'intérêt pour le territoire est certain tant pour consolider et développer le tissu industriel existant dans le secteur de l'énergie et créer des emplois.

Il s'agit ainsi de rendre visible l'engagement de la Métropole afin que le projet soit réalisé dans la zone d'aide à finalité régionale de réalisation d'investissement, à savoir Fos-sur-Mer. Il est donc proposé d'approuver le principe d'une intervention métropolitaine sur le fondement du dispositif d'aide métropolitain en faveur de l'investissement immobilier des entreprises précité prenant la forme d'une subvention d'un montant maximum de 200 000 euros en faveur de la Société Axens pour l'implantation d'une unité de production à Fos-sur-Mer.

Cette intervention sera conditionnée aux analyses techniques et juridiques, et notamment au respect des conditions fixées par ledit dispositif d'aide. Elle fera alors l'objet ultérieurement d'une délibération spécifique et d'une convention arrêtant le montant et les conditions de l'aide.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement n° 1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis ;
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 ;
- Le décret n° 2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux aides à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014 - 2020 ;
- La délibération n°ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;

- La délibération n° ECO 002-1776/17/CM du 30 mars 2017 approuvant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) ;
- La délibération n°ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 approuvant le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises et du règlement d'attribution y afférent ;
- La délibération n° FAG 014-7670/19/CM du 19 décembre 2019 portant approbation du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence/Adoption du budget primitif 2020 et des Etats Spéciaux de Territoires ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Décide

Article 1 :

Est approuvé le principe d'une intervention métropolitaine au titre du dispositif d'aide à l'investissement immobilier sur la base d'une subvention d'un montant maximum de 200 000 euros en faveur de la société Axens pour l'implantation d'une unité de production à Fos-sur-Mer.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal de la Métropole 2020, en section d'investissement Chapitre 2017502300 Nature 20422 code opération 2017502300.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL

**EMPLOI, FORMATION
PROFESSIONNELLE, INSERTION**



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/384/D

■ Approbation d'une convention de prestation de services de formation professionnelle entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, organisme gestionnaire du Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix, et le Groupement d'Intérêt Economique Centre de Formation d'Apprentis des Chefs

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020, prend la décision suivante :

Le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix (CFA du Pays d'Aix) est un établissement public de formation professionnelle en alternance géré par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Situé au 7 rue du Château de l'Horloge à Aix-en-Provence, le CFA du Pays d'Aix accueille à la rentrée 2019-2020 plus de 900 apprentis qui suivent des cours par alternance, en général pendant 2 ans, dans les métiers de mécanicien auto, peintre auto, carrossier auto, fleuriste, esthéticien, coiffeur, pâtissier, pâtissier – glacier – chocolatier – confiseur spécialisé, boulanger, cuisinier, cuisinier en dessert de restaurant, serveur de restaurant, vendeur alimentaire et non alimentaire, commercial (bac+2).

Le CFA des Chefs est un groupement d'intérêt économique (GIE) créé par un consortium regroupant les sociétés Accor, Accorinvest, Korian, The Adecco Group et Sodexo. Son but est de revaloriser les filières métier en pénurie de main d'œuvre qualifiée, en commençant par la filière Cuisine. En 2018, ces grands groupes leaders dans leur secteur respectif ont recruté plus de 11.000 collaborateurs cuisiniers. En s'appuyant sur leur taille, leur notoriété et leur savoir-faire en termes d'apprentissage, le consortium souhaite offrir des possibilités de formation en apprentissage, initiale et continue, avec plusieurs objectifs : attirer des jeunes sur ces métiers ; promouvoir l'ascenseur social et maintenir engagés les collaborateurs de ces entreprises en leur offrant des parcours de formation qualifiants ; contribuer à la performance et à la croissance de chacun des groupes.

Dans ce cadre, le CFA des Chefs souhaite s'appuyer sur des partenaires Organismes de Formation de grande qualité pour développer les compétences recherchées par les cinq recruteurs.

Le CFA des Chefs apportera ainsi au CFA du Pays d'Aix le bénéfice des retombées des campagnes promotionnelles des cinq entreprises du consortium, la gestion complète des apprentis en entreprise d'accueil, l'édition des contrats d'apprentissage, des risques de rupture minimisés par la qualité des candidats recrutés, un accompagnement attentif et performant des maîtres d'apprentissage, une participation constante à l'amélioration constante de la qualité, ainsi qu'une contribution aux bons taux d'insertion professionnelle de cette main d'œuvre.

C'est dans ce contexte et avec ces objectifs qu'est proposée cette convention de prestation de services qui concernera, dans le premier temps de cette collaboration, un unique titre de formation : le Certificat d'Aptitude Professionnelle (CAP) Cuisine.

Le CFA du Pays d'Aix s'engage à fournir les moyens pédagogiques et matériels nécessaires à l'enseignement des matières générales et techniques relatives au CAP Cuisine.

Deux classes d'apprentis seront constituées : une classe dédiée à une formation de 12 mois, et une autre classe pour une formation sur 24 mois.

Chaque classe accueillera un effectif d'environ 20 apprenants, jusqu'à un maximum de 24.

Le CFA du Pays d'Aix se chargera de l'enseignement de l'ensemble du référentiel de la formation, tandis que le GIE CFA des Chefs assurera de son côté 2 enseignements spécifiques (Impact des pathologies et régimes alimentaires sur les productions culinaires, et Communication et expérience client).

La convention jointe à cette décision détaille l'ensemble des conditions de réalisation de cette prestation de service et les engagements mutuels des 2 parties : organisation, planning, pédagogie, financement, référentiel, apprentissage en entreprise etc.

Le financement de cette formation se fera selon la loi 2018-771 du 5 septembre 2018 et son décret 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant le niveau de prise en charge du coût annuel par apprenti tel que défini par les branches professionnelles.

Le coût contrat annuel du CAP Cuisine étant actuellement compris entre 4 687 et 8 564 euros, la recette maximale pour un effectif maximal de 48 alternant est de 411 072 euros.

La convention fixe, à son article 13, à 80 % le taux de réversion au partenaire pédagogique au titre de la rémunération de ses prestations de service, en l'occurrence le CFA du Pays d'Aix, soit une recette prévisionnelle maximale annuelle de 328 858 euros.

La durée de cette convention est fixée à 5 années, avec une date prévisionnelle d'entrée en vigueur fixée au 1^{er} août 2020.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Travail et notamment les articles 116-1 à 116-8, portant organisation des Centres de Formation d'Apprentis ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- La loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 sur la liberté de choisir son avenir professionnel, et ses décrets d'application ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la convention de prestation de services de formation professionnelle entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, organisme gestionnaire du CFA du Pays d'Aix, et le GIE CFA des Chefs, et autoriser Madame la Présidente de la Métropole à signer la convention.

Décide

Article 1 :

Est approuvée la convention de prestation de services de formation professionnelle entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, organisme gestionnaire du CFA du Pays d'Aix, et le GIE CFA des Chefs ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de prestation de services de formation professionnelle .

Article 3 :

La recette de fonctionnement correspondante sera constatée sur le budget 01 Budget Principal Métropolitain, en section de Fonctionnement : chapitre 74, nature 7472, fonction 25

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/385/D

■ Attribution d'une subvention à l'association Fondation Agir Contre l'Exclusion Sud Provence - Approbation d'une convention

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est forte d'atouts pour devenir une des Métropoles les plus compétitives et recèle de forts potentiels en matière d'emploi.

Dans ce contexte, la Métropole ambitionne un développement économique équilibré facilitant l'accès à l'emploi, favorisant l'inclusion sociale notamment des populations les plus fragiles, et entend soutenir les initiatives et les acteurs œuvrant en faveur de cet objectif.

Malgré plus de 6 000 emplois par an créés ces dix dernières années et l'embellie enregistrée en termes de diminution du nombre de demandeurs d'emploi, les évolutions observées dans les filières économiques porteuses ainsi que certains indicateurs sociaux dénotent de la faiblesse persistante du territoire métropolitain sur la situation de l'emploi.

La mobilisation convergente des différentes parties prenantes de l'emploi, de l'insertion et du développement économique s'impose ainsi comme un axe fort de l'action métropolitaine. Avec l'objectif de concilier performance économique et solidarité, la Métropole doit permettre, de par sa coordination des partenaires publics et privés engagés pour l'emploi et contre le chômage, en adéquation à la fois aux besoins des populations et des entreprises, de relever les défis d'une Métropole inclusive pour l'ensemble de sa population et notamment des personnes éloignées du marché du travail.

Forte de son attractivité économique croissante et de son rayonnement, la Métropole représente en effet une véritable opportunité pour innover et rendre performant les processus d'inclusion professionnelle sur son territoire.

À ce titre, notre établissement a pour compétence la mise en œuvre des orientations stratégiques dans le cadre des politiques d'inclusion auprès de publics en grande fragilité et en situation d'exclusion professionnelle. Pour cela, différents leviers sont identifiés afin de favoriser la convergence des différentes dynamiques qui concourent à l'insertion professionnelle des publics. Aussi, dans le cadre de son schéma directeur emploi-insertion, la Métropole a défini trois orientations :

- Travailler sur l'autonomisation des personnes en difficulté en s'appuyant sur des dispositifs d'accompagnement à l'emploi performant et garantissant la sécurisation des parcours et notamment le développement d'une offre structurée de parcours à travers la mobilisation de la clause sociale d'insertion dans la commande publique métropolitaine ;
- Favoriser l'innovation sociale pour lever les freins à l'emploi en s'appuyant sur de nouveaux modes d'accompagnement innovant ou la création de passerelles innovantes entre les structures d'insertion par l'activité économique et les filières économiques du territoire ;
- Rapprocher les entreprises et les branches professionnelles pour favoriser l'adéquation de l'offre et la demande d'emploi, anticiper les besoins en recrutement et promouvoir les profils de personnes en difficulté.

Pour y concourir et conformément aux perspectives de travail fixées dans le rapport annuel sur l'égalité entre les femmes et les hommes, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite apporter son soutien au projet « Développer l'égalité femme/homme - l'égalité salariale et professionnelle en PACA en mobilisant les entreprises, les PME et les branches » porté par la Fondation Agir Contre l'Exclusion Sud Provence.

FACE Sud Provence est un Club d'entreprises créé en 2007 sur le territoire des Bouches-du-Rhône à l'initiative de la Fondation Agir Contre l'Exclusion. L'objectif est de mobiliser les acteurs économiques du territoire afin de favoriser l'innovation sociale et d'apporter un soutien actif à des initiatives locales de lutte contre les exclusions.

En synthèse, pour l'année 2020, ce projet consiste à poursuivre les actions de sensibilisation et d'accompagnement des entreprises sur les enjeux de mixité et d'égalité Femme-Homme. In fine, le projet vise à essaimer des bonnes pratiques en matière d'égalité professionnelle, mais également à créer du lien entre les structures participantes, développant ainsi un groupe d'entreprises engagées sur le territoire.

L'action développée par FACE Sud Provence se traduit concrètement et opérationnellement en 2 étapes distinctes :

- Une phase de sensibilisation : développer une identité visuelle autour du projet via l'utilisation d'outils web et de mettre en place une animation sur le territoire pour repérer et mobiliser des entreprises.
- Une phase d'analyse et de mise en œuvre de nouvelles pratiques au sein des entreprises : mettre en place le projet de manière opérationnelle avec un accompagnement individuel d'entreprises volontaires. L'accompagnement se traduit par la réalisation d'un audit interne des pratiques de l'entreprises et la réalisation d'un plan d'actions.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- L'intérêt de répondre aux enjeux d'égalité entre les sexes et notamment en matière d'égalité professionnelle à travers une promotion de la diversité et une lutte contre les stéréotypes et la discrimination.
- L'intérêt à soutenir les démarches innovantes d'accompagnement des employeurs dans leur politique de recrutement dans une logique de responsabilité sociétale des entreprises.

Décide

Article 1 :

Est attribuée, une subvention à l'association Fondation Agir Contre l'Exclusion Sud Provence d'un montant de 11 000 euros pour l'année 2020 pour son projet « Développer l'égalité femme/homme - l'égalité salariale et professionnelle en PACA en mobilisant les entreprises, les PME et les branches ».

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Fondation Agir Contre l'Exclusion Sud Provence relative à l'octroi d'une subvention pour l'exercice 2020.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget fonctionnement 2020 de la Métropole, Sous politique E120, fonction 65, nature 65748.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/386/D

■ Changement du lieu d'activité du Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix à compter du 1er juillet 2020

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix (CFA du Pays d'Aix) est un établissement public de formation professionnelle en alternance géré par la Métropole Aix- Marseille Provence.

Le CFA du Pays d'Aix accueille à la rentrée 2019-2020 plus de 900 apprentis qui suivent des cours par alternance, en général pendant 2 ans, dans les métiers de mécanicien auto, peintre auto, carrossier auto, fleuriste, esthéticien, coiffeur, pâtissier, pâtissier – glacier – chocolatier – confiseur spécialisé, boulanger, cuisinier, cuisinier en dessert de restaurant, serveur de restaurant, vendeur alimentaire et non alimentaire, commercial (bac+2).

Situé depuis de nombreuses années à Aix-en-Provence, 7, rue du Château de l'Horloge, le CFA du Pays d'Aix déménagera au cours du mois de juin 2020 vers la Zone d'Activité Commerciale (ZAC) du Plan d'Aillane, près des Milles à Aix-en-Provence.

L'adresse officielle de son activité sera désormais la suivante :

200 rue Maurice Estrangin 13290 Aix-en-Provence.

Son code Unité Administrative Immatriculée (UAI) reste le 0131784U.

Son code de déclaration d'activité demeure également le 9313P003213.

Il convient que l'adresse du CFA soit modifiée auprès des autorités administratives concernées en vue de modifier l'adresse correspondant à son code UAI au répertoire national des établissements (RNE), auprès du ministère du Travail pour son habilitation en tant que CFA, et auprès des opérateurs de compétence (OPCO) pour l'habilitation des plateaux techniques dans le cadre de la mise en œuvre des formations Brevet professionnel (BP), Brevet de maîtrise (BM), Bac pro, Titre pro et Certificat de qualification professionnelle (CQP).

Le déménagement du CFA implique de fait le transfert de l'activité de formation vers de nouveaux plateaux techniques, qui deviendront de fait les plateaux techniques référence du CFA du nouvel établissement situé rue Maurice Estrangin.

Concernant l'habilitation de ces plateaux techniques, elle est en partie automatique pour les diplômes de l'Education Nationale et du ministère du Travail. Elle est réputée acquise par la déclaration de changement de lieu d'activité. La date prévisionnelle de ce changement est fixée au 1^{er} juillet 2020.

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020

Les diplômes et certifications hors Education Nationale nécessiteront une habilitation spécifique pour ces nouveaux plateaux, qui sera mise en œuvre par les organismes certificateurs : Chambres des Métiers et de l'Artisanat France (CMA), Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM), Fonds d'Assurance Formation Industrie Hôtelière (FAFIH).

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Travail, et notamment les articles 116-1 à 116-8, portant organisation des Centres de Formation d'Apprentis ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- La loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 sur la liberté de choisir son avenir professionnel, et ses décrets d'application ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix déménage son activité du 7 rue du Château de l'Horloge (13090 Aix-en-Provence) vers son nouvel établissement situé 200 rue Maurice Estrangin (13290 Aix-en-Provence) dans le courant du mois de juin 2020.

Décide

Article 1 :

Est approuvé le changement de lieu d'activité du CFA du Pays d'Aix qui se situera 200 rue Maurice Estrangin à partir du 1^{er} juillet 2020.

Article 2 :

Le CFA du Pays d'Aix est autorisé à demander les modifications administratives nécessaires à la continuité de son activité à cette nouvelle adresse.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL

TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS ET ACCESSIBILITÉ



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/387/D

■ Approbation de l'avenant n°1 concernant la convention d'amodiation n°14/1486 du 25 juillet 2014 concernant la place n°90 au niveau - 1 du parking Mimosas à Cassis

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence gère dans le cadre d'un contrat de délégation de service public sous la forme d'un affermage confié à la société Effia Stationnement Cassis, le parking « Mimosas » sis avenue Augustin Isnard à Cassis 13260. Ce contrat de délégation de service public prévoit la location longue durée de places de stationnement, sous la forme d'amodiations, au sein de ce parc.

Monsieur Jean Bernardi et son épouse Marie Giraud avaient acquis une amodiation au sein du parking Mimosas sis à Cassis le 25 juillet 2014.

Suite aux décès de ces derniers une succession a été ouverte au profit de : Madame Lucie Marie Yvonne BERNARDI épouse Jonas KNETSCH, Monsieur Etienne Bernard Jean BERNARDI, Mademoiselle Marie Jeanne Béatrice BERNARDI, Monsieur Christian Henri Alain BERNARDI, Monsieur Bruno Bernard Marcel BERNARDI, Madame Laetitia Michèle Dominique Marie SUPPLY épouse LECLERC, Madame Virginie Monique Marie SUPPLY épouse DUFRECHE, Monsieur Laurent Jean Roger SUPPLY, Madame Agnès Suzanne Françoise BERNARDI épouse COULON, Monsieur Vincent Bernard Jean BERNARDI, Madame Suzanne Marie Thérèse BERNARDI, Madame Louise Marie France BERNARDI, seuls héritiers de Monsieur Jean BERNARDI et de son épouse Marie GIRAUD.

Tous représentés par Monsieur François-Noël BERNARDI, domicilié 1 rue Docteur François Morucci, 13006 Marseille et Monsieur Bruno BERNARDI domicilié 37 Rue Barthélémy 13001 Marseille.

Ces derniers ont informé La Métropole Aix-Marseille-Provence qu'ils souhaiteraient céder, conformément à l'article VIII de la convention, cette place amodiée à La Société LAURA, société civile immobilière représentée par sa gérante Madame Laura RANISE.

La Métropole Aix-Marseille-Provence accède à la demande de cession de Madame Lucie Marie Yvonne BERNARDI épouse Jonas KNETSCH, Monsieur Etienne Bernard Jean BERNARDI, Mademoiselle Marie Jeanne Béatrice BERNARDI, Monsieur Christian Henri Alain BERNARDI, Monsieur Bruno Bernard Marcel BERNARDI, Madame Laetitia Michèle Dominique Marie SUPPLY épouse LECLERC, Madame Virginie Monique Marie SUPPLY épouse DUFRECHE, Monsieur Laurent Jean Roger SUPPLY, Madame Agnès

Suzanne Françoise BERNARDI épouse COULON, Monsieur Vincent Bernard Jean BERNARDI, Madame Suzanne Marie Thérèse BERNARDI, Madame Louise Marie France BERNARDI, seuls héritiers de Monsieur Jean BERNARDI et de son épouse Marie GIRAUD. Tous représentés par Monsieur François-Noël BERNARDI, domicilié 1, rue Docteur François Morucci, 13006 Marseille et Monsieur Bruno BERNARDI domicilié 37 Rue Barthélémy 13001 Marseille.

A compter du 7 décembre 2018, ladite place amodiée est cédée à la Société Laura, société civile immobilière représentée par sa gérante Madame Laura Ranise pour la durée restant à courir.

Dans ce cadre, le nouvel amodiatraire supportera les charges annuelles décrites dans le contrat d'amodiation n°14/1486, le nouvel amodiatraire se conformera à l'ensemble des obligations contractuelles.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de délégation de service public (affermage) n°14026 notifié le 24 mars 2014 concernant la gestion des parkings de Cassis, Mimosas, Viguerie et enclos Daudet, Madie, Bestouan ;
- La convention d'amodiation n°14/1486 du 25 juillet 2014 ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Décide

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention d'amodiation n°14/1486 concernant la place n°90 au niveau -1 au parking Mimosas sis avenue Augustin Isnard à Cassis.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/388/D

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'amodiation n°14/1488 du 25 juillet 2014 concernant la place n°91 au niveau - 1 du parking Mimosas à Cassis

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence gère dans le cadre d'un contrat de délégation de service public sous la forme d'un affermage confié à la société Effia Stationnement Cassis, le parking « Mimosas » sis avenue Augustin Isnard à Cassis 13260. Ce contrat de délégation de service public prévoit la location longue durée de places de stationnement, sous la forme d'amodiations, au sein de ce parc.

La société dénommée Société Civile Immobilière de la Terrasse, ayant son siège à Cassis, représentée par Monsieur Bruno Bernardi son gérant en exercice, a acquis en date du 25 juillet 2014 une place de stationnement sous forme d'amodiation au parking Mimosas numéro 91 situé au niveau -1, pour une durée de 30 ans. Ceci a fait l'objet d'une convention d'amodiation n° 14/1488.

Ce dernier a informé la Métropole Aix-Marseille-Provence qu'il souhaitait céder cette place amodiée à Monsieur Jean-Jacques Vitoux, Manager et Madame Janine Suzanne Gayat, retraitée, son épouse demeurant ensemble à Marseille, 397 Corniche Kennedy, les Alpilles Bât 4 – 7^{ème} arrondissement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence accède à la demande de cession de la Société Civile Immobilière de la Terrasse, représentée par Monsieur Bruno Bernardi, son représentant.

Cette cession doit faire l'objet d'un avenant au contrat d'amodiation.

A compter du présent avenant, ladite place amodiée sera cédée à Monsieur Jean-Jacques Vitoux et Madame Janine Suzanne Gayat son épouse pour la durée restant à courir.

Dans ce cadre, le nouvel amodiateur supportera les charges annuelles décrites dans le contrat d'amodiation n°14/1488, le nouvel amodiateur se conformera à l'ensemble des obligations contractuelles.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de délégation de service public (affermage) n°14026 notifié le 24 mars 2014 concernant la gestion des parkings de Cassis, Mimosas, Viguerie et enclos Daudet, Madie, Bestouan ;
- La convention d'amodiation n°14/1488 du 25 juillet 2014 ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Décide

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention d'amodiation n°14/1488 concernant la place n°91 au niveau -1 au parking Mimosas sis avenue Augustin Isnard à Cassis 13260.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/389/D

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'amodiation n°14/1481 du parking Mimosas à Cassis

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence gère dans le cadre d'un contrat de délégation de service public sous la forme d'un affermage confié à la société EFFIA STATIONNEMENT CASSIS, le parking « Mimosas » sis avenue Augustin Isnard à Cassis 13260. Ce contrat de délégation de service public prévoit la location longue durée de places de stationnement, sous la forme d'amodiations, au sein de ce parc.

Madame Mireille MONDJIAN et Monsieur Patrick BONNET avaient acquis une amodiation au sein du parking Mimosas sis à Cassis le 25 août 2014.

Madame Mireille MONDJIAN et Monsieur Patrick BONNET résidant, Villa Soleiado 61 chemin de morgiou 13009 Marseille ont informé la Métropole Aix-Marseille-Provence qu'ils souhaitaient, conformément à l'article VIII de la convention, céder cette place amodiée à Monsieur Laurent MASOTTI résidant, 7 avenue Mathilde 13400 Aubagne, par courrier remis en main propre du 24 janvier 2019. Cette cession fait l'objet de l'avenant n°1 à la convention amodiation susvisée pour la somme de 15350 euros TTC.

Ainsi, à compter du 1^{er} février 2019, ladite place amodiée sera cédée dans ses droits et obligations à monsieur Laurent MASOTTI résident 7 avenue Mathilde 13400 Aubagne.

Dans ce cadre, le nouvel amodiataire supportera les charges annuelles décrites dans le contrat d'amodiation n°14/1481, et se conformera à l'ensemble des obligations contractuelles.

Tel est l'objet du présent avenant de cession soumis à votre approbation.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020

- Le contrat de délégation de service public (affermage) n°14026 notifié le 24 mars 2014 concernant la gestion des parkings de Cassis, Mimosas, Viguerie et enclos Daudet, Madie, Bestouan ;
- La convention d'amodiation n°14/1481 du 25 août 2014 ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que Madame Mireille Mondjian et Monsieur Patrick Bonnet avaient acquis une amodiation au sein du parking Mimosas sis à Cassis le 25 août 2014, (place n°23 sise au niveau -1) ;
- Ces derniers ont informé la Métropole Aix-Marseille-Provence qu'ils souhaitaient céder, conformément à l'article VIII de la convention, cette place amodiée à Monsieur Laurent Masotti ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence accède à la demande de cession de Madame Mireille Mondjian et Monsieur Patrick Bonnet, domiciliés Villa Soleiado 61, chemin de Morgiou 13009 Marseille.

Décide

Article 1 :

Est approuvé l'avenant 1 à la convention d'amodiation n°14/1481 concernant la place n°23 au niveau -1 au parking Mimosas sis avenue Augustin Isnard à Cassis 13260 ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/390/D

■ Renouvellement de l'adhésion à l'Institut des Routes, des Rues et des Infrastructures pour la Mobilité et paiement de la cotisation 2020

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

L'Institut des Routes, des Rues et des Infrastructures pour la Mobilité (l'IDRRIM) fédère l'ensemble des acteurs publics et privés de la communauté des infrastructures de transport. Plateforme d'échanges, l'IDRRIM a vocation à répondre aux problématiques de ses adhérents, à concevoir des documents de référence et promouvoir le savoir-faire français à l'international.

L'IDRRIM créé en 2010 (association loi de 1901), propose un espace de réflexion et d'actions pour co-produire et partager un référentiel commun constitué de normes, de bonnes pratiques et règles de l'art, d'outils méthodologiques.

Lieu de convergence et d'échanges, l'Institut a pour objectif de répondre de manière homogène à des problématiques techniques ou stratégiques et de faire évoluer les patrimoines d'infrastructures et d'espaces publics vers une conception et une gestion durables ainsi qu'une plus grande optimisation de leur utilisation.

L'IDRRIM représente aujourd'hui un véritable label de confiance et de fiabilité pour tous ses partenaires. Rejoindre l'IDRRIM c'est participer à une réflexion collective sur les besoins de chacun et les enjeux économiques, technologiques et sociétaux. C'est aussi bénéficier d'opportunités d'échanges, accéder à un réseau privilégié d'informations validées par la communauté technique, anticiper les évolutions futures pour accompagner décideurs, entreprises et ingénieurs.

L'IDRRIM accueille aujourd'hui des membres représentatifs des organisations publiques et privées du domaine des infrastructures de mobilité et espaces urbains, et des membres adhérents à titre individuel.

50 membres représentatifs répartis en 5 collèges

65 membres adhérents à titre individuel (collectivités dont 9 métropoles et 36 Conseils Départementaux, entreprises, sociétés d'ingénierie et ingénieurs)

Les missions de l'IDRRIM sont multiples elles consistent notamment à :

- Fédérer et mobiliser les acteurs de la profession, par l'engagement collectif sur lequel il repose, à contribuer au rapprochement de l'ensemble des acteurs privés et publics qui œuvrent dans le domaine des infrastructures de transport et de l'espace urbain. Sa mission est de fédérer cette communauté au-

delà des objectifs de chacun de ses membres, pour construire un espace de travail commun et progresser ensemble. L'IDRRIM a ainsi pour vocation de répondre, de manière homogène, aux problématiques techniques et stratégiques en matière de conception, réalisation, maintenance, exploitation et gestion d'infrastructures de transport ainsi que d'espaces publics urbains ;

- Intégrer dans ses travaux les mutations technologiques et économiques à l'œuvre, ainsi que les enjeux de la transition écologique, de l'accessibilité des territoires et du développement des services liés à la mobilité des personnes et des biens. L'adaptation des compétences collectives est essentielle pour accompagner ces multiples mutations ;

- Soutenir l'innovation en participant à l'expression des besoins en matière de recherche, d'études et de développement. Il incite également au montage de travaux partenariaux en facilitant la mise en relation des acteurs, et accompagne la valorisation des résultats. Enfin, il contribue à promouvoir l'innovation par une meilleure appropriation des outils juridiques et programmes opérationnels permettant son expérimentation ;

L'idrrim met à disposition de ses adhérents, un référentiel commun. Dans cette perspective, l'IDRRIM propose des documents de référence, participe à la formation continue des professionnels (organisation de séminaires, mise à disposition de guides et ouvrages techniques...) et établit des niveaux de qualité opérationnels, qui trouvent leur traduction au travers notamment d'agréments, d'avis techniques, de réalisation de campagnes d'essais croisés.

Aussi, compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par L'IDRRIM, la Métropole Aix-Marseille-Provence, en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur l'ensemble de son territoire, souhaite renouveler son adhésion à cet institut.

Le montant de la cotisation au titre de l'année 2020 s'élève à 800 euros TTC.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération TRA 036-6103/19/BM du 20 juin 2019 portant sur l'adhésion à L'Institut des Routes, des Rues et des Infrastructures pour la Mobilité et au paiement de la cotisation 2019 ;
- La délibération TRA 036-6103/19/BM du 20 juin 2019 portant sur l'adhésion à L'Institut des Routes, des Rues et des Infrastructures pour la Mobilité et au paiement de la cotisation 2019 ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que l'IDRRIM permet de participer à une réflexion collective sur les besoins en matière de mobilité, de bénéficier d'opportunités d'échanges, d'accéder à un réseau privilégié d'informations validées par la communauté technique, d'anticiper les évolutions futures pour accompagner décideurs, entreprises et ingénieurs dans le domaine des infrastructures de transports.
- Que compte tenu de l'objet de, la Métropole Aix-Marseille-Provence, en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur l'ensemble de son territoire et en tant que gestionnaire de voirie, souhaite renouveler son adhésion à cet institut ;

- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 800 € TTC pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cet institut pour l'année 2020 ;

Décide

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Institut des Routes, des Rues et des Infrastructures pour la Mobilité L'IDRRIM et le paiement d'une cotisation de 800 euros TTC pour l'année 2020

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2020 de la Métropole : Chapitre 011- Nature 6281.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/391/D

■ Approbation de l'avenant 3 à la convention conclue avec le Département des Bouches-du-Rhône pour l'octroi de l'aide aux transports sur les réseaux métropolitains à destination des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) soumis à l'obligation de contractualisation et titulaires d'un contrat d'engagement réciproque résidant sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ont transféré les compétences du Département des Bouches-du-Rhône à la métropole sur son ressort territorial.

Dans ce cadre, le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont établi une convention pour l'octroi de l'aide aux transports sur les réseaux métropolitains à destination des bénéficiaires du RSA leur permettant de bénéficier d'une gratuité d'accès aux transports, compensé à hauteur de 50% par le Conseil Départemental, celle-ci arrivant à échéance le 30 juin 2020, il est proposé de la prolonger d'un an, jusqu'au 30 juin 2021.

Cet avenant 3 de la convention entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2020.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération TRA 001-597/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la convention conclue avec le département des Bouches-du-Rhône pour l'octroi de l'aide aux transports sur les réseaux métropolitains à destination des bénéficiaires du RSA soumis à l'obligation de contractualisation et titulaires d'un contrat d'engagement réciproque résidant sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020

- La délibération TRA 016-1391/16/CM du 15 décembre 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant l'avenant n° 1 à la convention susmentionnée ;
- La délibération TRA 010-5989/19/CM du 16 mai 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant l'avenant n° 2 à la convention susmentionnée ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'il convient de prolonger la convention conclue avec le Département des Bouches-du-Rhône pour l'octroi de l'aide aux transports sur les réseaux métropolitains à destination des bénéficiaires du RSA soumis à l'obligation de contractualisation et titulaires d'un contrat d'engagement réciproque résidant sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour une durée de 1 an.

Décide

Article 1:

Est approuvé l'avenant n°3 de la convention pour l'octroi de l'aide aux transports sur les réseaux métropolitains à destination des bénéficiaires du RSA.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/392/D

■ Approbation de l'avenant n°1 de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec l'Etat relative à l'aménagement de voies réservées aux transports en commun et d'une bretelle de sortie réservée aux transports en commun sur l'autoroute A516

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice de la Mobilité, est compétente en matière d'organisation des transports sur son périmètre. A ce titre elle réalise et exploite les équipements nécessaires à l'exercice de ces missions.

Le 24 juin 2010, le Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix a approuvé la création de l'itinéraire de transport en commun, BHNS ligne A, entre la gare routière d'Aix en Provence et le pôle d'échange de Plan d'Aillane.

Le programme de cet itinéraire prévoit notamment la réalisation de voies réservées aux transports en commun sur l'Avenue Henri Mouret (Aix-en-Provence) et l'A516 (dans les 2 sens) et d'une bretelle de sortie dédiée aux transports en commun afin de relier ladite autoroute au carrefour giratoire Georges Noël (Avenue Camp de Menthe / Chemin des Aubépines).

Ces aménagements impactent des ouvrages qui appartiennent à l'Etat représenté par la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée (DIRMED) et doivent être réalisés pour partie sur le domaine public routier national.

Ainsi, Le Bureau de la Métropole a approuvé par la délibération n°TRA 012-3951/18/BM du 28 juin 2018 une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec l'Etat pour la réalisation de voies réservées aux transports en commun sur l'autoroute A516 (Aix-en-Provence).

Dans son périmètre, cette convention traite :

- D'aménagements réservés aux transports en commun sur l'autoroute A516 ;
- De la création d'une bretelle réservée aux transports en commun aux abords du chemin des Piboules.

Par Décret en date du 19 novembre 2018, l'Etat, pour permettre une réalisation technique des aménagements précités, a déclassé l'Autoroute A516 en Route Nationale dénommée RN 2516.

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020

Par ailleurs, avec l'avancé des études liées à ces aménagements, le calendrier de l'opération a été modifié pour permettre l'intégration des contraintes techniques et sécuritaires induites par le projet.

En ce sens, l'objet de cet avenant est:

- D'acter le changement du statut routier évoqué ci-dessus,
- De préciser un nouveau calendrier d'opération.

Le présent avenant n°1 propose en conséquence une nouvelle période de réalisation du 1^{er} juin 2020 au 31 août 2022.

A cette fin, l'Etat et la Métropole, conformément aux dispositions de l'article 2 de la convention, ont convenu de conclure cet avenant n°1 pour acter le changement routier ainsi que la nouvelle période de réalisation évoquée ci-dessus

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2010_A112 du Conseil communautaire de la Communauté du pays d'Aix du 24 juin 2010 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service ;
- La délibération n° TRA 012-3951/18/BM du 28 juin 2018 relative à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec l'Etat pour la réalisation de voies réservées aux transports en commun sur l'autoroute A516 (Aix-en-Provence);
- Le décret du 19 novembre 2018 portant déclassement de la catégorie des autoroutes, dans le département des Bouches-du-Rhône, de l'autoroute A 516 et portant dénomination RN 2516 ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Décide

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé entre l'Etat, représenté par la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée, et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation des voies réservées sur le réseau routier national.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/393/D

■ Approbation du protocole d'intentions générales relatif à l'aménagement du Pôle d'Echanges Multimodal de Plan de Campagne avec la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, SNCF Réseau et la Commune des Pennes Mirabeau

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La seconde phase de modernisation de la ligne ferroviaire Marseille-Gardanne-Aix-en-Provence (MGA2) actuellement en travaux, doit conduire à une amélioration significative de l'offre en Transport en Commun et à sa fiabilité, pour les habitants d'Aix-en-Provence et de Marseille, mais aussi pour l'ensemble des habitants connectés à cette ligne ferroviaire par des gares de périphérie positionnées entre ces deux villes.

L'offre sera ainsi augmentée de 3 à 4 TER/h/s en heure de pointe, avec un cadencement au quart-d'heure entre les principaux pôles : Aix-en-Provence, Gardanne, Simiane, Marseille (Saint-Antoine, Saint-Charles).

La création d'une nouvelle halte ferroviaire à Plan de Campagne, inscrite au CPER 2015-2020, s'accompagnera des aménagements nécessaires à une intermodalité, prenant en compte tous les modes de déplacement. Ces aménagements, réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence, constituent un préalable à la réalisation de cette nouvelle halte ferroviaire et garantissent son attractivité et sa fréquentation future.

Elle participe également pleinement à la desserte du pôle commercial et d'activités de Plan de Campagne, pôle économique majeur du territoire métropolitain, ainsi que du futur quartier de gare prévu d'être aménagé autour de cette halte ferroviaire sur la commune des Pennes-Mirabeau.

Le positionnement de la halte ferroviaire et du Pôle d'Echange a été choisi en fonction de sa bonne accessibilité routière et autoroutière, au plus près de la RD543 et de l'A51.

Le programme du Pôle d'Echanges Multimodal de Plan de Campagne doit ainsi répondre aux enjeux suivants :

- Améliorer les conditions d'accès vers la halte ferroviaire via la RD543,
- Aménager une gare routière ainsi qu'un P+R, à mutualiser avec le stationnement des futurs résidents du quartier de gare.

- Assurer la connexion avec le BHNS Vitrolles-Les Pennes-Mirabeau,
- Améliorer les liaisons pour les modes actifs sur la zone de Plan de Campagne
- Favoriser l'émergence d'un quartier de gare.

Ce protocole de partenariat vient fixer un cadre pour l'organisation et la cohérence des Maitrises d'Ouvrage, contribuer à une convergence des projets pour la réalisation du Pôle d'Echanges Multimodal avec sa halte ferroviaire et atteindre un niveau de service performant dès la mise en service de celle-ci.

Les partenaires s'entendent sur un calendrier de réalisation des opérations connexes, en préalable à la convention de financement pour les travaux de réalisation de la halte ferroviaire.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° TRA 012-2336/17/CM du 13 juillet 2017 approuvant le programme du Pôle d'Echange de Plan de Campagne ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Décide

Article 1 :

Est approuvé le protocole d'intentions générales pour l'aménagement du Pôle d'Echange de Plan de Campagne avec la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, SNCF Réseau et la Commune des Pennes Mirabeau ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole et tout document relatif à cette opération.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/394/D

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention relative au financement des travaux de la 2ème phase de modernisation de la ligne ferroviaire Marseille-Gardanne-Aix-en-Provence, en vue de l'électrification partielle de la ligne - CPER 2015-2020

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La seconde phase de modernisation de la ligne ferroviaire Marseille-Gardanne-Aix-en-Provence (MGA2) actuellement en travaux, doit conduire à une amélioration significative de l'offre en Transport en Commun et à sa fiabilité, à compter de 2022. Pour rappel, l'offre sera augmentée de 3 à 4 TER/h/s en heure de pointe, avec un cadencement au quart-d 'heure entre les principaux pôles : Aix-en-Provence, Gardanne, Simiane, Marseille (St-Antoine, St Charles).

Afin de satisfaire aux exigences en matière d'amélioration de la qualité de l'air, sujet particulièrement sensible sur le territoire métropolitain, répondre aux attentes de la population et aux préoccupations des acteurs locaux, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en tant qu'Autorité Organisatrice des Transports ferroviaires, s'est engagée dans la recherche de solutions alternatives aux trains diesel et à l'électrification totale de la ligne Marseille-Aix-en-Provence. La solution retenue, de substituer les rames bi-modes diesel-électrique par des rames électrique-batterie, accompagnée d'une électrification partielle de la ligne, conduirait à une réduction significative de près de 94% de nos impacts en émission carbone.

Cette solution constitue une opportunité pour le territoire et mérite des études plus approfondies. C'est l'objet de l'avenant n°1 à la convention de financement des travaux de modernisation de la ligne ferroviaire Marseille-Gardanne-Aix-en-Provence, précisant les modalités de financement des études dont l'objet est double :

- Démontrer la faisabilité d'une électrification partielle de la ligne, et sa compatibilité avec le mode d'exploitation envisagé ;
- Proposer un chiffrage de l'opération ainsi qu'un rétro-planning de travaux permettant d'exploiter les opportunités de financement partiel du projet à travers les fonds européens FEDER.

La présente décision vise à approuver l'avenant n°1 à la convention de financement des travaux de la 2^{ème} phase de modernisation de Marseille – Gardanne – Aix-en-Provence et les modalités de financement des études d'avant-projet et projet pour l'électrification frugale de la ligne.

Les Parties ont validé le principe de financer ces études sur des économies potentielles des travaux MGA2 et, qu'en l'absence d'économies suffisantes, les Parties prendront en charge le complément financier à concurrence du montant défini pour ces études (soit 1,5 M€ courants).

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financeurs	Taux de participation %	Montant en € courants
Etat	32,20867 %	483 130,05 €
Région	29,54893 %	443 233,95 €
Département des Bouches-du-Rhône	19,12120 %	286 818,00 €
Métropole Aix-Marseille-Provence	19,12120 %	286 818,00 €
TOTAL	100,00000 %	1 500 000,00 €

La participation de la Métropole serait ainsi de 286 818,00 euros maximum.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération TRA 004-1926/17/BM du 18 mai 2017 approuvant la convention relative au financement des travaux de la 2^{ème} phase de modernisation de Marseille – Gardanne – Aix-en-Provence signée le 29 Août 2017 ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que les conclusions de l'étude de faisabilité de solutions alternatives à l'électrification par caténaire conduite par la Région présentent la solution de trains à batteries comme étant celle disposant du meilleur bilan environnemental, comparée aux autres solutions ;
- Que cette technologie présente une opportunité d'application sur Marseille-Aix moyennant des investissements d'électrification partielle,
- Que le coût des études d'avant-projet/projet menées par SNCF Réseau pour l'électrification frugale de la ligne Marseille-Aix s'élève à 1,5 million d'euros ;
- Qu'il a été validé en comité de pilotage du 6 décembre 2019 le principe d'utiliser les potentielles économies des travaux en cours de modernisation Marseille-Gardanne-Aix, phase 2, pour financer les études d'avant-projet/projet pour l'électrification frugale de la ligne Marseille-Aix ;
- Qu'il a été validé en comité de pilotage du 6 décembre 2019 le principe qu'en cas d'insuffisance d'économies aux travaux de modernisation Marseille-Gardanne-Aix phase 2 pour financer les études d'électrification frugale, les partenaires cofinanceurs hors SNCF Réseau s'engagent à

prendre en charge le besoin de financement complémentaire à concurrence de 1,5 millions d'euros.

Décide

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de financement des travaux de la 2^{ème} phase de modernisation de Marseille – Gardanne – Aix-en-Provence, ci- annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant ainsi que tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution, pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix sur l'exercice 2020 et suivants – Opération n° DI662AP – Nature 204.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/395/D

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention relative au financement des travaux de la modernisation de la ligne 935000 section de Martigues à L'Estaque, dite ligne de la Côte Bleue - CPER 2015-2020

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La modernisation de la ligne 935000, dite ligne de la Côte Bleue, est un enjeu majeur pour le développement de la mobilité au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Elle doit en effet permettre de favoriser les déplacements entre les territoires de l'ouest et les zones d'emplois que constituent Martigues/Fos et Euroméditerranée.

Le diagnostic de l'infrastructure réalisé en fin d'année 2014 a démontré la nécessité d'intervenir rapidement, massivement et durablement sur cette ligne, pour éviter la mise en œuvre d'un ralentissement généralisé et lever les ralentissements existants. Il a alors été inscrit 40 millions d'euros au budget du CPER 2015-2020 pour des travaux dits d'urgence.

Pour rappel le plan de financement inscrit à la convention de financement de réalisation de ces travaux est le suivant :

<i>Phase REA</i>	Clé de répartition %	Besoin de financement Montant en Euros courants H.T.
Etat	24,9685	7 734 000
Région	54,7312	16 953 000
Département des Bouches du Rhône	5,9532	1 844 000
Métropole Aix Marseille Provence	5,9532	1 844 000
SNCF RÉSEAU	8,3939	2 600 000
TOTAL	100,0000	30 975 000

La convention de financement de réalisation des travaux prévoit que l'engagement définitif du maître d'ouvrage ne se fera qu'à l'issue des études projet et, le cas échéant, toute modification issue des études projet impactant le programme, pour rester à coût constant, devra être présentée aux parties prenantes et, après validation du comité technique, devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

Ainsi à l'occasion du comité technique du 17 décembre 2019, SNCF Réseau a présenté un scénario fonctionnel au regard de la finalisation des études de projet, suite à l'ouverture de la consultation et à la phase de négociation « marché ». Ce scénario est en adéquation avec le budget alloué à l'opération.

La présente décision vise donc à approuver l'avenant n°1 à la convention de financement des travaux de modernisation de la ligne 93500, dite ligne de la Côte Bleue, qui définit la consistance du nouveau programme technique, dans le respect des objectifs fonctionnels définis dans la convention de financement des travaux, à savoir :

Réaliser des travaux de renouvellement de voie sur la section située entre Carry et l'Estaque pour :

- Eviter un ralentissement généralisé à 40 km/h.
- Lever les ralentissements voie et gabarits existants dans les zones traitées.
- Pérenniser le service ferroviaire à long terme sur cet axe métropolitain.

Le plan de financement et les délais prévisionnels de la phase sont inchangés.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération TRA 030-4345/18/BM approuvant la convention relative au financement des travaux de la modernisation de la ligne 93500 section de Martigues à l'Estaque, dite ligne de la Côte Bleue, signée le 23 mai 2019 ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que l'évolution proposée, pour le programme technique des travaux de modernisation de la ligne de la Côte Bleue, respecte les objectifs fonctionnels et le budget définis dans la convention initiale de financement des travaux ;
- Qu'il convient d'acter l'évolution de la consistance de ce programme technique des travaux.

Décide

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de financement des travaux de modernisation de la ligne 93500, section de Martigues à l'Estaque, dite ligne de la Côte Bleue, ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant ainsi que tout document y afférent.

Cet avenant est sans incidence financière.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/396/D

■ Approbation d'une convention de délégation de l'organisation du transport d'élèves et d'étudiants handicapés résidants sur le territoire de la Ville de Marseille entre le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, prévoient que les métropoles et les départements dans lesquels s'inscrivent les périmètres de celles-ci organisent, par la voie de conventions, la répartition ou les modalités de l'exercice d'une partie des compétences départementales par les métropoles, à peine de s'exposer au transfert de plein droit de certaines attributions.

Le Département est responsable du financement du transport des élèves et étudiants handicapés sur l'ensemble de son territoire.

A ce titre, il organise les services de transport spécialisés.

Par ailleurs, l'article L3111-9 du Code des Transports prévoit la possibilité pour le Département de déléguer l'organisation des transports scolaires à une autre collectivité ou Etablissement de Coopération Intercommunale.

Depuis 2017 le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône a délégué cette organisation à la Métropole pour les élèves habitant dans les 6^{ème} et 8^{ème} arrondissement de Marseille.

Sur ces fondements, le Département des Bouches-du-Rhône souhaite étendre cette délégation de l'organisation du service de transport à l'ensemble des Personnes à Mobilité Réduites scolarisées et résidant sur le territoire de la ville de Marseille pour l'année scolaire 2020/2021.

Dans le cadre de son contrat d'Obligation de Service Public, la Métropole demandera à la RTM de réaliser cette prestation par ordre de service ; la rémunération correspondante sera intégrée par avenant au contrat. Le calcul retenu est un forfait mensuel de 550 euros HT par élève transporté dans le mois concerné et d'un prix variable kilométrique de 1,30 euro HT.

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020

Le financement de ce service sera assuré intégralement par le Département qui versera une provision trimestrielle de 705 000 à la Métropole, le solde étant calculé en fin d'année scolaire.

Le montant estimé du service pour l'année scolaire 2020/2021 s'élève à 2 115 000 euros HT.

La présente convention régit les aspects techniques et financiers de la délégation d'organisation du transport des élèves et étudiants handicapés résidants sur le territoire marseillais.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports et notamment son article L3111-9 ;
- Le Code de l'Education notamment les articles R213-13 à R231-16 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La convention n°16-0277 entre le Département et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le transport des élèves handicapés résidants sur les 6ème et 8ème arrondissements de Marseille ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et la loi n 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, prévoient que les métropoles et les départements dans lesquels s'inscrivent les périmètres de celles-ci organisent, par la voie de conventions, la répartition ou les modalités de l'exercice d'une partie des compétences départementales par les métropoles, à peine de s'exposer au transfert de plein droit de certaines attributions. ;
- Que le Code des Transports, notamment l'article L3111-9 prévoit la possibilité pour Le Département de déléguer l'organisation des transports scolaires à une autre collectivité ou Etablissement de Coopération Intercommunale ;
- Que dans le cadre de son contrat d'Obligation de Service Public, la Métropole demandera à la RTM de réaliser cette prestation par ordre de service, la rémunération correspondante sera intégrée par avenant au contrat.

Décide

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée portant sur la délégation de l'organisation du transport d'élèves et d'étudiants handicapés résidant sur le territoire de la ville de Marseille.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les recettes seront inscrites au budget annexe Transports 2020 et 2021 de la Métropole Aix- Marseille-Provence - Section de fonctionnement – Chapitre 74 sur la nature 7473.

Les dépenses seront inscrites au budget annexe Transport 2020 et 2021 de la Métropole Aix- Marseille-Provence - Section de fonctionnement – Chapitre 011 nature 61122.

L'échéancier prévisionnel est le suivant :

- Recettes/dépense année scolaire 2020 : 705 000 euros HT
- Recettes/dépense année scolaire 2021 : 1 410 000 euros HT

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/397/D

■ Approbation de l'avenant à la convention d'objectifs liée à la subvention de l'association Atelier de l'environnement CPIE (Centre permanent d'initiatives pour l'environnement) du Pays d'Aix pour 2020

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Dans le cadre des enjeux identifiés par son Agenda de la Mobilité, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives,

Les questions de protection de l'atmosphère et de la qualité de l'air, constituent un des enjeux de la compétence Mobilité, Déplacements et Accessibilité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite favoriser les actions en faveur des mobilités durables, par la mise en place d'un soutien financier.

Ce soutien, qui s'adresse aux associations œuvrant à la mise en place d'outils de conseil et d'orientation favorisant le report modal par l'angle de la protection environnementale, permet à la Métropole de compléter son action de développement et promotion des mobilités durables.

L'association Atelier de l'Environnement – labellisée CPIE (Centre permanent d'initiatives pour l'environnement) du Pays d'Aix -, créée en 1997, a pour objectif d'initier et développer des projets contribuant à la préservation de l'environnement, à l'aménagement et au développement durable du territoire sur le périmètre du précédent Territoire du Pays d'Aix qui l'entoure,

L'association assure entre autres :

- L'élaboration et coordination de programmes pédagogiques, ainsi que l'animation en milieu scolaire, para et extrascolaire ;
- Des opérations de sensibilisation et formation à l'environnement et aux écogestes ;
- La conception et réalisation d'outils pédagogiques et d'événements, ainsi que l'assistance à la réalisation de projets pédagogiques ;

-L'initiation et accompagnement de projets de développement durable, de communication environnementale, d'écomobilité, de biodiversité, d'aménagement du territoire...

Dans le cadre de la promotion des activités liées à la protection de l'environnement et du cadre de vie, l'Association est attributaire par la délibération n° TRA 043-7360/19 du Bureau Métropolitain du 19 décembre 2019 d'une subvention pour l'année 2020 à hauteur de 15 000 euros pour l'axe Mobilité :

- 6000 euros sur l'action liée au déploiement de la « boîte à outils Mobilité Durable Declic'Ecomobil » ;

- 9000 euros sur l'action liée au déploiement de Plans de Déplacement d'Établissement Scolaires

Le projet soutenu a fait l'objet d'une demande initiale de subvention de 30 000 euros,

En cohérence avec le montant effectivement attribué de 15 000 euros, l'Association propose d'adapter ses actions à la capacité de financement qu'elle a pu réunir, inférieure au budget prévisionnel initial.

Il convient en conséquence de conclure un avenant à la convention d'objectifs sur les points suivants :

Article 4 – Signataires Moyens mis à la disposition de l'Atelier de l'Environnement CPIE du Pays d'Aix par la Métropole Aix-Marseille-Provence

Modifications à la baisse des budgets prévisionnels de chaque volet d'action :

- Action liée au déploiement de la « boîte à outils Mobilité Durable » Declic'Ecomobil : 6 000 €, soit 63 % du budget prévisionnel de l'action évalué à 9 488 euros.

- Action liée au déploiement des Plans de Déplacement d'Établissement Scolaires : 9 000 €, soit 38 % du budget prévisionnel de l'action évalué à 23 345 euros.

Article 5.1 – Relations financières / 5.1.1 – Utilisation des subventions

Le premier des trois aliéas détaillant le déploiement de la « boîte à outils Mobilité Durable » Declic'Ecomobil, est supprimé.

L'accompagnement de nouveaux établissements sur des communes volontaires par appel à candidatures est réduit au nombre de 2 au lieu de 3.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole ;
- La délibération TRA 043-7360/19 du Bureau Métropolitain du 19 décembre 2019, octroyant une subvention à l'association Atelier de l'environnement CPIE du Pays d'Aix pour 2020 ;
- Le courrier du CPIE du Pays d'Aix du 29 janvier 2020, demandant une rectification des budgets prévisionnels des actions subventionnées ;
- L'avis favorable de la commission de suivi et cohérence des subventions ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur de l'amélioration de l'environnement de ses habitants et de la promotion des mobilités durables
- Qu'il convient de conclure l'avenant proposé pour les régularisations nécessaires.

Décide

Article 1 :

Est approuvé l'avenant à la Convention d'Objectifs conclue avec l'association Atelier de l'Environnement CPIE du Pays d'Aix, ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Cet avenant n'a aucune conséquence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, le montant de la subvention octroyée restant inchangé.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/398/D

■ Demande de subvention d'investissement relative au financement de l'opération de "Développement et harmonisation de l'offre de stationnement de vélo sécurisé"

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses infrastructures au sein de ses territoires. Certains investissements, qui traduisent les politiques publiques métropolitaines, peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

En juin 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est dotée d'un Plan Vélo Métropolitain.

Véritable feuille de route métropolitaine en matière de vélo, ce Plan Vélo Métropolitain prévoit notamment le développement de stationnement vélo sécurisé, l'harmonisation du système et des conditions d'accès à ce service métropolitain.

Dans un but d'intermodalité avec les transports en commun, l'objectif est de doter l'ensemble des pôles d'échanges multimodaux métropolitains (PEM) d'une solution de stationnement vélos sécurisés d'ici à 2024.

Le Plan Vélo Métropolitain affiche un objectif de 3 600 places de stationnements vélo dont 60% sécurisées au sein des principaux pôles d'échanges multimodaux métropolitains (PEM).

Il s'agit donc :

- de fournir et de poser de nouveaux abris ou espaces vélos sécurisés conformément à la stratégie de développement fixées par la Métropole ;
- de modifier l'ensemble des systèmes de gestion d'accès existant afin de proposer un parcours client identique sur l'ensemble du territoire métropolitain ;
- d'assurer la maintenance préventive et curative de l'ensemble des sites ;
- de proposer un mode d'abonnement commun sur l'ensemble du territoire métropolitain.

L'action comportera donc en investissement l'acquisition et l'installation des abris vélos sécurisés, l'équipement de ces derniers et des espaces vélos au sein des parkings relais mais aussi l'acquisition et

l'installation des systèmes de gestion d'accès qui ne sont pas considérés comme un accessoire de l'abri vélo.

Cette action se déroulera sur une durée évaluée à 5 années, de 2020 à 2024. Elle a un coût global de 2 731 721,20 euros hors taxe.

Elle se distingue en deux phases :

- Phase 1 de 2020 à 2022 : 28 nouvelles implantations sur les sites des Pôles d'Echanges Multimodaux et mise à niveau de l'ensemble des abris et espaces vélos existants (14 sites) pour un coût total de 1 637 306,80 euros hors taxe :
 - 2020 : 7 nouvelles implantations sur sites PEM
 - 2021 : 9 nouvelles implantations sur sites PEM
 - 2022 : 12 nouvelles implantations sur sites PEM
- Phase 2 de 2023 à 2024 : 24 nouvelles implantations sur les sites des Pôles d'Echanges Multimodaux pour un coût total de 1 094 414,40 euros hors taxe.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Département des Bouches-du-Rhône	70 %	1 912 204,84 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	819 516,36 euros
TOTAL	100 %	2 731 721,20 euros

Le coût prévisionnel de la première phase est estimé à 1 637 306,80 euros hors taxe. Le coût prévisionnel de la deuxième phase est estimé à 1 094 414,40 euros hors taxe.

Dans l'objectif de respecter le phasage, il est proposé de délibérer séparément pour chacune de ces deux phases.

Le plan de financement prévisionnel de la première phase est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANT
Financement externe		
Département des Bouches-du-Rhône	70 %	1 146 114,76 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	491 192,04 euros
TOTAL	100 %	1 637 306,80 euros

La présente décision vise à approuver la demande de subvention pour la première phase de l'opération auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant délégation approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine
- La délibération n°2010_A112 du conseil communautaire du 24 juin 2010 portant création de l'opération
- La délibération TRA 009-4151/18/CM du 28 juin 2018 du Bureau de la Métropole portant approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Développement et harmonisation de l'offre de stationnement vélo sécurisé
- La délibération TRA 007-7096/19/CM du 24 octobre 2019 du Conseil d la Métropole portant approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement « Développement et harmonisation de l'offre de stationnement vélo sécurisé » ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Développement et harmonisation de l'offre de stationnement de vélo sécurisé ».

Décide

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe Transports 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Code opération père : 2018106800.

La recette correspondante est constatée en section d'investissement sur le Budget Annexe Transports 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Nature 1313 – Sous politique C360.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/399/D

■ Approbation d'un protocole transactionnel relatif à la perception et au reversement des recettes entre la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône :

A la Métropole Aix-Marseille-Provence : au 1^{er} janvier 2017, pour les services de transport routier de personnes demeurant interurbains et scolaires intégralement inclus dans le ressort territorial de la Métropole ;

Pour les services de transport routier ou guidé de personnes, urbains au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L. 1231-2 du Code des Transports.

A la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur : au 1^{er} janvier 2017, pour les services de transport routier non urbains non inclus dans le ressort territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Au 1^{er} septembre 2017, pour le transport scolaire non inclus dans le ressort territorial de la Métropole Aix-Marseille Provence.

Dans le cadre du transfert de compétence, le marché de « gestion de la billetterie du département hors gare routière d'Aix et Marseille » a été repris intégralement par la Métropole d'Aix-Marseille Provence au 1^{er} janvier 2017.

Au titre du contrat, il est prévu que le titulaire « mette en place, gère et anime, au nom et pour le compte du Pouvoir Adjudicateur, le réseau des points de vente des titres départementaux et perçoive, au nom et pour le compte du Pouvoir Adjudicateur, les recettes de vente des titres départementaux de transport dans l'ensemble des points de vente du Département ».

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020

Dans la mesure où le marché ne pouvait être scindé entre la Métropole d'Aix-Marseille Provence et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Métropole s'est chargée de percevoir, au nom et pour le compte de la Région les recettes liées à la vente des titres du réseau de transport régional pendant la durée du dit marché.

Par délibération N°TRA 004-2060/17/CM du 18 mai 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé une convention de mandat entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'encaissement et le reversement des recettes des lignes régionales. Cette convention de mandat avait donc vocation à permettre à la Métropole d'encaisser et de reverser l'ensemble des recettes des lignes régionales, quelle que soit leur nature et préciser leurs modalités de reversement. La convention précisait également les conditions, non explicitées dans une convention initiale, de recours à la prestation d'animation marketing et commerciale sur le réseau au profit de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Cette convention a pris fin le 31 décembre 2018, La convention précitée ayant pris fin, en l'absence de support juridique, il convient de passer un protocole transactionnel pour rembourser à la Métropole les dépenses d'exécution du marché de gestion de billetterie entre le 31 décembre 2018 et le 30 mars 2020 et prévoir les modalités de perception et de remboursement des recettes de billetterie des lignes régionales jusqu'à la fin du marché prévu au 30 mars 2020.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1111-8, L. 5217-2 ;
- Le Code des Transports, notamment ses articles L.1231-1, L.1231-2, L.3111-1, L.3111-4, L.3111-7, L.3111-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°TRA 004-2060/17/CM Approuvant la convention de mandat entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'encaissement et le reversement des recettes des lignes régionales ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'en l'absence de support juridique, il convient de passer un protocole transactionnel pour rembourser à la Métropole les dépenses d'exécution du marché de gestion de billetterie entre le 31 décembre 2018 et le 30 mars 2020 et prévoir les modalités de perception et de remboursement des recettes de billetterie des lignes régionales jusqu'à la fin du marché prévu au 30 mars 2020.

Décide

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé à la convention de mandat entre la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'encaissement et le reversement des recettes des lignes régionales entre la Région PACA et la Métropole.

Article 2 :

La Métropole reversera l'ensemble des recettes des lignes régionales pour la période du 1er janvier 2019 au 30 mars 2020.

Au titre de cette même période, la Métropole Aix-Marseille-Provence percevra de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, une indemnité transactionnelle, d'un montant de 128 062 euros TTC.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transport 2020 de la Métropole Aix-Marseille Provence - section de fonctionnement - Chapitre 65 - Nature 65735.

L'indemnité transactionnelle sera inscrite au budget annexe transports 2020 de la Métropole Aix-Marseille Provence - section de fonctionnement – Chapitre 77 - Nature 778.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/400/D

■ Approbation de la convention relative au financement des travaux de réhabilitation du pont ferroviaire des Florides à Marignane

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a mis en service en juin 2016 la ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) qui relie les Pennes Mirabeau à Marignane sur le réseau des Bus de l'étang (ligne ZENIBUS). Elle s'est par la suite engagée dans un projet de prolongation de cette ligne au sud jusqu'à la ZAC des Florides sur la commune de Marignane, et à l'est jusqu'à la future halte ferrée de Plan de Campagne sur la commune des Pennes Mirabeau.

Les études préliminaires de cette extension ont permis d'identifier des points de congestion de circulation aux heures de pointes qui pourraient pénaliser l'exploitation du BHNS. Tel est le cas à l'entrée principale sud-ouest de Marignane, sur la RD9, au droit du pont des Florides qui franchit le canal du Rove.

Toutefois, un ouvrage ferroviaire, contigu au pont routier, franchit également le canal à cet endroit et doit faire l'objet d'une réhabilitation par l'Etat, son propriétaire. Aussi, la Métropole a souhaité saisir cette opportunité afin d'étudier la possibilité de faire passer le BHNS sur le pont ferroviaire aux heures de pointe, en alternance de la circulation ferroviaire, s'affranchissant ainsi des contraintes de circulation.

Par délibération N°TRA 016-3692/18/BM du 18 mai 2018, la Métropole a donc confié à l'Etat la réalisation d'études complémentaires en vue de vérifier, dans le cadre des études de réhabilitation du pont des Florides, la faisabilité d'un usage mixte de celui-ci (train et BHNS).

Ces études s'étant relevées concluantes, il est proposé, dans le cadre des travaux de réhabilitation du pont des Florides, de participer financièrement à l'opération en vue de la réalisation d'un platelage routier permettant ultérieurement la circulation d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service sur le tablier ferroviaire ; le montant de cette participation s'élevant à 205 000 euros Hors Taxes.

Pour l'ensemble des travaux de réhabilitation du pont des Florides, l'Etat, représenté par le Grand Port Maritime de Marseille, a transféré par convention sa maîtrise d'ouvrage à la Régie Départementale des Transports des Bouches du Rhône (RDT 13) qui est propriétaire du tablier routier attenant et à qui, à terme, l'Etat prévoit de transférer la propriété et la gestion de la totalité de l'ouvrage. La convention en vue d'acter la participation financière de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au projet de réhabilitation du

pont des Florides sera donc conclue avec la Régie Départementale des Transports des Bouches du Rhône (RDT 13).

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Décide

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie Départementale des Transports des Bouches du Rhône (RDT 13) concernant le financement des travaux de réhabilitation du pont ferroviaire des Florides à Marignane en vue de la réalisation d'un platelage routier permettant ultérieurement la circulation d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service.

Article 2 :

Est approuvé le financement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de ces travaux pour un montant de 205 000 euros hors taxes.

Article 3:

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits seront inscrits au Budget Annexe des Transports de la Métropole Aix Marseille Provence, sur la section Investissement, opération N° 2016800300 – Sous Politique C210 – Nature 2174.

Fait à Marseille, le 9 juin 2020

Martine VASSAL

URBANISME ET AMÉNAGEMENT



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/401/D

■ Instauration du droit de préemption Urbain sur la commune de Châteauneuf-le-Rouge

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L5217-2, I du Code Général des Collectivités territoriales.

L'article L211-2 alinéa 2 du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, il est compétent de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain.

Par délibération du 24 octobre 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Châteauneuf-le-Rouge.

L'adoption de ce document d'urbanisme permet l'instauration d'un périmètre de Droit de Préemption Urbain sur la commune prenant en compte le nouveau zonage.

Conformément aux articles L210-1 et L300-1 du Code de l'Urbanisme, le droit de préemption permet au titulaire d'acquérir certains biens, à l'occasion de leur vente, en vue de la réalisation dans l'intérêt général d'actions ou d'opérations ayant pour objet de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti ou pour permettre la constitution des réserves foncières en vue de la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite instaurer le Droit de Préemption Urbain sur les périmètres des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) du Plan Local d'Urbanisme en vigueur de la commune de Châteauneuf-le-Rouge afin de lui permettre de mener à bien sa politique foncière et de favoriser l'aboutissement des projets sur son territoire.

Les effets juridiques attachés à la décision auront pour point de départ l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité prescrites à l'article R221-2 du Code de l'Urbanisme.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°URB 011-7114/19/CM du Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de Châteauneuf-le-Rouge ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que l'adoption du Plan Local d'Urbanisme de Châteauneuf-le-Rouge permet l'instauration du Droit de Préemption sur les zones U et AU de la commune.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour instaurer le Droit de Préemption Urbain.
- La nécessité de disposer de moyens réglementaires pour mettre en œuvre la politique foncière et favoriser l'aboutissement des projets sur la commune de Châteauneuf-le-Rouge.

Décide

Article 1 :

Est approuvée l'instauration du Droit de Préemption Urbain (DPU) sur les périmètres des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) du Plan Local d'Urbanisme en vigueur de Châteauneuf-le-Rouge.

Article 2 :

Est précisé que le Droit de Préemption Urbain entrera en vigueur le jour où la présente décision sera exécutoire, c'est-à-dire aura fait l'objet d'un affichage et d'une insertion suivant les modalités définies ci-après :

- Affichage de la présente décision pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Mairie de la commune de Châteauneuf-le-Rouge ;
- Insertion d'une mention dans deux journaux diffusés dans le département.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/402/D

■ Approbation de l'avenant n°5 au traité de concession avec la SEMAG relatif à l'aménagement du Pôle Yvon Morandat sur la commune de Gardanne

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Suite à la cessation de l'activité minière en Provence, la commune de Gardanne a acheté le site de l'ancien Puits de Mine Morandat à Charbonnages de France. Dans le cadre de la politique de reconversion du bassin minier, la commune a souhaité favoriser l'implantation d'entreprises en aménageant les 14 ha de cet ancien site minier en zone d'activités économiques.

Par délibération du 16 Octobre 2008, la Ville de Gardanne confiait à la Société d'Economie Mixte d'Aménagement de Gardanne et sa Région (SEMAG), dans le cadre d'une concession d'aménagement, et en application des dispositions des articles L. 300-4 et L. 300-5 du Code de l'Urbanisme et des articles L. 1523-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, la réalisation de l'aménagement du site du Puits Yvon Morandat.

Cette concession d'un montant de dépenses de 12 Millions d'euros a été conclue pour une durée de 8 ans, et est financée par les recettes suivantes :

- Cessions des lots,
- Subvention FIBM,
- Participation d'équilibre : 1,5 Million d'euros HT
- Participation au titre de la réalisation des équipements publics : 3,9 Millions d'euros TTC

Depuis sa mise en œuvre, l'opération a fait l'objet de 4 avenants passés entre la SEMAG et la Commune de Gardanne. L'avenant n°1, signé en septembre 2014, a notamment permis de rallonger la durée de la concession de 2 années supplémentaires jusqu'à la fin 2020, portant la durée de la concession à 12 ans. Il a également permis, comme les trois avenants suivants, d'ajuster le bilan de l'opération et les participations versées par le concédant. En effet, les économies sur le montant des travaux et l'augmentation des recettes de commercialisation ont permis d'optimiser le bilan financier.

Ainsi, suite à l'avenant n°4, de septembre 2018, la participation du concédant s'élevait à :

- Participation d'équilibre : 1,02 Million d'euros HT (dont apport en nature). Cette participation a été entièrement versée par la Ville de Gardanne

- Participation au titre de la réalisation des équipements publics : 1,9 Million d'euros TTC

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance. La Métropole Aix Marseille Provence est donc, à compter de cette date, en charge de la compétence « création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » sur l'ensemble de son territoire. Par le biais d'une convention de gestion, la Métropole a confié à la commune de Gardanne le pilotage et le suivi de la concession d'aménagement jusqu'à fin 2021.

Néanmoins, la Métropole est substituée de plein droit à la Commune de Gardanne dans la concession depuis le 1er janvier 2018, et devra à l'issue de l'opération, récupérer l'ensemble des ouvrages de sa compétence, voirie et espaces verts, dont elle assurera la gestion.

Dans le cadre de cette concession d'aménagement, la commune et la Métropole souhaitent ajuster les missions confiées au concessionnaire afin qu'il puisse conserver la garde, la gestion et l'entretien des ouvrages relevant de sa compétence jusqu'à la clôture de l'opération. Cette mission complémentaire nécessite une augmentation du montant de la participation pour remise d'ouvrage de 96 000 euros TTC. Le montant total de la participation aux équipements publics s'élèvera ainsi à 2 006 400 euros TTC sur la durée de la concession.

Par ailleurs, afin de finaliser la commercialisation des terrains, et de permettre la clôture de l'opération, il est nécessaire de prolonger la durée de la concession de deux années supplémentaires, la portant à fin 2022. Cette prolongation est rendue d'autant plus nécessaire par la crise sanitaire actuelle. Même si une grande partie de l'opération est déjà commercialisée, il est possible que la crise économique ait des conséquences sur la commercialisation de la ZA. Il est nécessaire pour la SEMAG de s'assurer de la trésorerie pour faire face aux dépenses futures, notamment ses charges de structures de l'opération, dans un contexte de moindre visibilité sur les recettes. Afin de pouvoir entamer des discussions avec les organismes bancaires, cette prolongation du contrat est un préalable indispensable.

Ainsi, l'objet de l'avenant n°5 est de modifier les articles du contrat de la manière suivante :

- Article 2 : en confiant à l'aménageur une mission complémentaire de gestion, entretien et fonctionnement des ouvrages devant être remis à la Métropole ;
- Article 4 : en prolongeant la durée de la concession de deux années supplémentaires ;
- Articles 8 et 13 : en complétant et précisant les modalités de réception et remise d'ouvrage ;
- Article 15 : en fixant la participation affectée à la remise d'équipements publics, afin de l'augmenter de 96 000 euros TTC, à verser à parts égales sur 2021 et 2022.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 027-6764/19/CM du Conseil de la Métropole du 26 septembre 2019 approuvant la convention de gestion avec la commune de Gardanne relative à la compétence « création, aménagement et gestion des zones d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » pour la poursuite de l'opération d'aménagement du Pôle Yvon Morandat ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prolonger le contrat de deux ans et de compléter les missions de l'aménageur.

Décide

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°5 ci-annexé à la concession d'aménagement avec la SEMAG pour l'opération d'aménagement du Pôle Yvon Morandat sur la commune de Gardanne.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant ainsi que tout document s'y afférant.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/403/D

■ Acquisition à titre onéreux du lot n° 3 sis 124 la Canebière à Marseille 1^{er} arrondissement appartenant à la ville de Marseille

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un immeuble entier sis 122 la Canebière, et doit, dans le cadre du Projet Partenarial d'Aménagement et de l'opération Grand Centre-ville, procéder à sa réhabilitation consistant en une « mise au propre structurelle du bâtiment. »

La réhabilitation terminée, la vocation de cet immeuble sera d'être mis à disposition du Conseil Départemental pour une activité culturelle.

Aussi, afin d'améliorer sa visibilité et permettre l'augmentation de l'effectif d'accueil du public, il est nécessaire d'agrandir le linéaire de façade et de créer une sortie de secours supplémentaire par le local commercial désigné sous le lot n° 3 situé 124 la Canebière – 13001 Marseille, appartenant à la ville de Marseille.

La réalisation de cet ouvrage nécessite donc l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de la ville de Marseille du lot n° 3 d'une superficie de 39,08 m² dépendant de l'immeuble 124 la Canebière – 13010 Marseille, cadastré 806 A 79.

Au terme des négociations, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du lot, objet des présentes, arrêté à 90 000 euros (quatre-vingt-dix mille euros) conformément à l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition,
- le remboursement de la taxe foncière.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site: 13201003

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 002-617/16CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat du 8 novembre 2019 ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'améliorer la visibilité en agrandissant le linéaire de façade et de permettre l'augmentation de l'effectif d'accueil du public par la création d'une sortie de secours supplémentaire pour l'immeuble sis au 122 la Canebière.

Décide

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition du lot n° 3, soit un local commercial, de l'immeuble 124 la Canebière – 13001 Marseille, d'une superficie de 39,08 m² cadastré 806 A 79 bâtie, auprès de la ville de Marseille, pour un montant de 90 000 euros hors taxes (quatre-vingt-dix mille euros) auquel n'est pas appliqué de T.V.A. ainsi que le protocole foncier annexé à la présente délibération

Article 2 :

L'étude de Maîtres CRIQUET – PRETI-JANIN – Notaires à Marseille est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente acquisition sont mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4:

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le protocole foncier ci-annexé, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente acquisition.

Article 5 :

Les crédits nécessaires à l'acquisition foncière sont inscrits aux budgets 2020 et suivants de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Sous-Politique A120 - Opération 2019104200 - Chapitre 21.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/404/D

■ Approbation de la levée des réserves suite à l'avis du commissaire enquêteur dans le cadre de la procédure de Déclaration d'Utilité Publique pour constitution de réserve foncière menée par l'EPF PACA pour l'extension de la ZAE de Pertuis

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Le présent rapport a pour objet l'examen et la levée des réserves émises à l'issue de l'enquête publique conjointe menée dans le cadre de la procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) réserve foncière sur un périmètre de 86,5 hectares sur la commune de Pertuis.

1. Rappel du contexte

Un dossier de DUP pour réserve foncière a été déposé en préfecture en août 2018 sur un périmètre de 86 hectares par l'Etablissement Public Foncier PACA qui agit pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence par le biais d'une convention d'intervention foncière.

Le périmètre de la DUP réserve foncière se situe de part et d'autre de la ZAE existante de Pertuis dans la plaine de Durance. Il s'agit de permettre l'extension de cette zone d'activité économique, projet qui a été déclaré d'intérêt communautaire par la Communauté du Pays d'Aix le 19 décembre 2013.

Classé en Zone d'Aménagement Différé (ZAD) par arrêté préfectoral le 16 juillet 2014, ce secteur a ensuite fait l'objet d'une convention d'intervention foncière tripartite signée en 2014 et renouvelée en 2019 entre l'EPF PACA, la commune de Pertuis et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Pour rappel, ce secteur est identifié depuis 2009 dans « le dire de l'État », comme une zone stratégique pour l'accueil d'activités liées au projet Iter et aux énergies renouvelables, domaine d'activités dans lequel le CEA de Cadarache est fortement impliqué avec le pôle de compétitivité Cap énergies. Aussi, ce site est identifié dans les documents de planification communaux et intercommunaux approuvés en 2015, le PLU de la commune et le SCOT du Pays d'Aix, comme « un secteur stratégique à rayonnement métropolitain ». Il est aussi répertorié dans l'agenda du développement économique de la Métropole approuvé en 2017, comme support du développement de la filière d'excellence Energie en lien avec ITER.

Ce document a également mis en évidence le manque de foncier pour accueillir des activités liées à l'économie productive, c'est à dire des entreprises industrielles de production nécessitant de grands tènements fonciers.

L'offre foncière créée doit permettre d'accompagner les grands projets structurants du territoire métropolitain, adossés aux filières d'excellence dont le développement est identifié comme une priorité métropolitaine.

Dans l'objectif de mettre en œuvre cette politique d'intervention foncière en vue de réaliser cette opération, le maître d'ouvrage, a pris une série de délibérations pour mener la procédure de DUP.

La Communauté du Pays d'Aix a approuvé le principe de lancement d'une DUP réserve foncière par l'EPF PACA par délibération n°2015_A333 du 17 décembre 2015.

La Métropole-Aix-Marseille-Provence a ensuite approuvé le périmètre de la DUP réserve foncière par délibération n°URB 032-3590/18/CM du 15 février 2018, sur une superficie totale de 86,5 hectares, soit un périmètre plus restreint que le périmètre de ZAD qui totalise 99 hectares.

Enfin, par délibération n° URB 007-6112/19/BM du 20 juin 2019, la Métropole a approuvé la procédure de DUP réserve foncière menée par l'EPF PACA et par la même, autorisé cet établissement à solliciter du Préfet de Vaucluse l'ouverture de l'enquête publique conjointe.

2. Rappel de la procédure de DUP réserve foncière

Au regard de ces éléments, l'EPF PACA a donc constitué l'ensemble du dossier de DUP réserve foncière, déposé en Préfecture de Vaucluse le 14 août 2018. Cette procédure a pour objet la constitution d'une réserve foncière, de façon à éviter toute augmentation importante des prix du foncier qui rendrait la réalisation du futur projet d'aménagement impossible.

Un arrêté préfectoral en date du 29 octobre 2019 a prescrit l'ouverture des enquêtes conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire.

Cette enquête publique a eu lieu du 2 décembre 2019 au 2 janvier 2020 en mairie de Pertuis, conformément à l'article R.131-6 du Code de l'Expropriation et a connu une forte mobilisation du public.

Le Commissaire enquêteur désigné par le Tribunal Administratif de Nîmes a rendu deux rapports assortis de ses conclusions à l'issue des enquêtes. Il a formulé un avis favorable à la déclaration d'utilité publique du projet de réserve foncière assorti de réserves ainsi qu'un avis favorable sur le volet parcellaire avec réserves.

A la suite de la réception de ces documents, Monsieur le Préfet de Vaucluse a adressé ces deux rapports en mairie de Pertuis, à l'EPF PACA et à la Métropole par courriers, dans ce dernier il demande au porteur de projet de se prononcer sur la suite donnée aux réserves émises par le commissaire enquêteur.

3. Examen des réserves émises dans le cadre de l'enquête conjointe sur l'utilité publique et le dossier parcellaire

Sur les deux volets de l'enquête publique préalable, à savoir, l'utilité publique du projet et le volet parcellaire, les avis sont favorables sous réserve :

1. Du respect des garanties de bon fonctionnement hydraulique de la zone et du respect des mesures de compensation agricoles énoncées,
2. De la proposition de solutions de relogement des personnes habitant sur la zone,
3. Que le périmètre de la ZAE soit réduit en excluant les parcelles support d'activités économique et d'emplois existants, par examen au cas par cas des dossiers présentés par les entrepreneurs présents dans la zone.

Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable à la cessibilité des terrains nécessaires à la réalisation de l'opération d'extension de la ZAE, sous les mêmes réserves que celles émises dans ses conclusions sur la déclaration d'utilité publique de cette opération, en précisant une liste de parcelles sur lesquelles des activités économiques sont présentes et dont il propose l'exclusion par examen au cas par cas des dossiers.

Au regard de l'ensemble de ces réserves émises sur l'utilité publique du projet et sur le volet parcellaire, la Métropole a apporté, dans le rapport annexé, des réponses à ces réserves.

- Réserve n°1 : Respect des garanties de bon fonctionnement hydraulique de la zone et du respect des mesures de compensation agricoles énoncées :

Sur le fonctionnement hydraulique de la zone, toutes les dispositions prises et à prendre tant au niveau de la prévention du risque inondation que de la gestion des eaux de ruissellement sont présentées.

Il est rappelé que le fonctionnement hydraulique du secteur a fait l'objet de travaux importants pour la prévention du risque inondation de la Durance par le renforcement du système d'endiguement et la réalisation de nouveaux ouvrages. Ces travaux sont aujourd'hui réalisés ; ils vont faire l'objet en 2020 d'un arrêté préfectoral autorisant le système d'endiguement qui est en cours de préparation.

Concernant la gestion des eaux de ruissellement, l'aménageur prendra toutes les précautions nécessaires lors de la phase de réalisation du projet. La rétention des eaux pluviales et la compensation liée à l'imperméabilisation des sols seront notamment traitées dans le cadre du dossier de ZAC, ainsi que dans le dossier Loi sur l'Eau qui sera élaboré en lien avec le schéma d'aménagement retenu.

Sur les impacts du projet sur l'activité agricole, ceux-ci ont été identifiés et évalués dans une étude réalisée par la SAFER. Des mesures de compensation collectives seront précisées dans une étude préalable agricole et mises en place par le porteur de projet, par le biais de divers outils qui sont détaillés dans le rapport ci-joint.

- Réserve n°2 : Proposition de solutions de relogement des personnes habitant sur la zone :

Le porteur de projet doit assurer un droit au relogement, conformément à l'article L.423-1 du Code de l'Expropriation et à l'article L.314-1 du Code de l'Urbanisme, à toutes les personnes expropriées résidant sur le site du projet ou ayant une activité professionnelle.

Aussi, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'appuiera sur l'intervention du prestataire social qui aura notamment pour tâches :

- Réaliser un diagnostic social complet de la situation des personnes bénéficiant du droit au relogement par le biais d'une enquête individualisée,
- Mettre en œuvre un plan de relogement en assurant l'accompagnement individuel des locataires et propriétaires,
- Suivi et évaluation de l'ensemble du processus.

La Commune et la Métropole Aix-Marseille-Provence poursuivront un travail partenarial pour mener à bien, dans les meilleures conditions, cet accompagnement des occupants afin de leur proposer l'accès à un logement correspondant à leurs besoins et attentes, conformément aux textes précités des codes de l'urbanisme et de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

- Réserve n°3 : Réduction du périmètre de la ZAE en excluant les parcelles support d'activités économique et d'emplois existants, par examen au cas par cas des dossiers présentés par les entrepreneurs présents dans la zone :

Après examen au cas par cas, il est proposé d'exclure les parcelles cadastrées section BD numéros 449, 450, 451, 405, 406, 409, 410, 452, 404, 408, 433, 435, représentant quatre unités et une superficie de 1,2 hectares, situées en limite du périmètre de réserve foncière.

Ainsi, les dispositions prises et rappelées ci-dessus valent également aux réserves émises dans les conclusions du commissaire enquêteur relatives à la cessibilité des terrains nécessaires à la réalisation de l'opération.

Afin de poursuivre la procédure tendant à la déclaration d'utilité publique et à la cessibilité des terrains nécessaires à la réalisation de l'opération d'extension de la ZAE de Pertuis, il est proposé de prendre acte des avis favorables émis avec réserves par le commissaire enquêteur dans les rapports et conclusions sur l'utilité publique du projet de réserve foncière pour l'extension de la ZAE de Pertuis, ainsi que sur la cessibilité des biens concernés, et d'approuver le rapport annexé prenant en compte les réserves et y apportant une réponse.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'expropriation et notamment ses articles L.1, L. 110-1 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L. 221-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013_A264 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 déclarant d'intérêt communautaire l'opération d'extension de la zone d'activités de Pertuis ;
- La délibération n°2013_A263 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 approuvant la convention d'intervention foncière entre la Communauté du Pays d'Aix, la Commune de Pertuis et l'EPF PACA ;
- La délibération n° 2015_A333 du Conseil communautaire de la CPA approuvant le principe de lancement d'une DUP réserve foncière par l'EPF PACA ;
- La délibération n°URB 032-3590/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 a approuvé le périmètre de la DUP pour réserve foncière mise en œuvre par l'EPF PACA ;
- La délibération n°URB 007-6112/19/BM du Bureau de Métropole du 20 juin 2019 approuvant la procédure de DUP pour constitution de réserve foncière menée par l'EPF PACA dans le cadre du projet d'extension de la Zone d'Activités de Pertuis ;
- La délibération n° URB 008-7379/19/BM du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant la convention d'intervention foncière entre la Métropole Aix-Marseille Provence, la commune de Pertuis et l'EPF PACA ;
- Les deux rapports du commissaire enquêteur et ses conclusions favorables avec réserves sur le dossier de DUP et sur le dossier d'enquête parcellaire ;
- Les courriers du Préfet de Vaucluse du 3 mars 2020 adressés à la mairie de Pertuis et à l'EPF PACA et ainsi que le courrier du 8 avril 2020 adressé à la Métropole ;
- Le rapport ci-joint répondant aux réserves émises par le commissaire enquêteur et levant celles-ci ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que ce projet de réserve foncière s'inscrit dans l'ensemble des documents de planification et des documents de stratégie de développement économique.
- Que seule la constitution d'une réserve foncière est de nature à assurer une maîtrise foncière des terrains concernés pour la création d'un espace d'activité économique visant à accueillir des entreprises industrielles à un horizon de moyen terme.
- Qu'il y a lieu de poursuivre la procédure d'expropriation engagée.

Décide

Article 1 :

Il est pris acte des avis favorables avec réserves émis par le commissaire enquêteur dans ses rapports et conclusions sur l'utilité publique du projet de réserve foncière pour l'extension de la ZAE de Pertuis, ainsi que sur la cessibilité des biens concernés.

Article 2 :

Sont approuvées les modalités de prise en compte des réserves émises par le commissaire enquêteur tant sur le dossier d'utilité publique que sur le dossier parcellaire, précisées dans le rapport annexé.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à solliciter de Monsieur le Préfet de Vaucluse les arrêtés d'utilité publique et de cessibilité au bénéfice de l'Établissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/405/D

■ Demande d'ouvertures d'enquêtes conjointes préalables à la Déclaration d'Utilité Publique et Parcellaire nécessaire à la réhabilitation du centre de stockage des déchets et l'aménagement d'un centre de transfert des déchets "Le Mentaure" à La Ciotat

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral n°2012-505 du 28 décembre 2012, l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) du « Mentaure » à la Ciotat (13), n'accueille plus de déchets depuis le 1^{er} avril 2013.

Dès lors, la Métropole a engagé une réflexion sur le devenir de ce lieu et sa possible réhabilitation.

Le projet global intègre deux opérations : la réhabilitation du centre de stockage des déchets proprement dit, et l'aménagement d'un centre de transfert des déchets en partie basse de ce même site, en remplacement du site actuel provisoire.

Concernant la première opération d'une part, afin de protéger les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement et répondre à l'obligation imposée par l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement en vue de la post-exploitation du site, il est aujourd'hui nécessaire de procéder à sa réhabilitation définitive.

Cette étape fera alors suite à la réhabilitation provisoire du site qui avait été initiée par l'arrêté de prescriptions complémentaires n°2013-129 publié le 22 avril 2013.

La réhabilitation aura notamment pour objet de procéder au reprofilage du site, à l'optimisation du réseau de valorisation de biogaz et aux aménagements paysagers des 16 hectares qui le compose.

Cependant, les propriétaires des parcelles CH3 et CH4, toutes deux situées sur l'ancienne ISDND, ne sont à ce jour pas identifiés. Or, la propriété de ces terrains par la Métropole Aix-Marseille-Provence s'avère nécessaire pour procéder à la réhabilitation du site. Actuellement recherchés par un généalogiste, les propriétaires si effectivement retrouvés, seront contactés par la Métropole pour initier les négociations amiables à l'acquisition des terrains.

Concernant la seconde opération d'autre part, dans la perspective d'une éventuelle augmentation de capacité de réception de déchets, il est nécessaire de créer un nouveau centre de transfert, implanté en lieu et place de l'ancien centre de tri situé au niveau de l'entrée Sud du site.

En effet, le site dispose actuellement d'un centre de transfert provisoire dont la capacité est limitée à 36 000 tonnes de déchets par an, soit l'équivalent des déchets produits par la partie Est du Conseil de

Territoire « Marseille-Provence ». Ce centre de transfert a alors pour objectif d'accueillir la production des déchets ménagers et assimilés des communes de la Ciotat, Cassis, Roquefort-la-Bédoule, Ceyreste, Carnoux-en-Provence et Gémenos, afin de transférer les fractions admises vers les centres de transfert de Marseille.

Cependant, dans l'objectif de s'inscrire dans un contexte métropolitain, l'espace disponible sur la parcelle visée pour le nouveau centre de transfert permettra d'élargir l'accueil de déchets à d'autres flux encore non-réceptionnés dans le centre de transfert actuel tels que les déchets propres et secs de collectes sélectives.

Pour accéder à l'ISDND prochainement réhabilitée ainsi qu'au nouveau centre de transfert projeté, la parcelle CH47 doit être empruntée. Or, cette parcelle a été vendue par la commune de la Ciotat à la société SMA Environnement en 2009, et ce, sans établir de servitude de passage au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exploitation du service public susvisé.

Ne disposant donc pas de droit de passage pour accéder au site, les services de la Métropole sont contraints d'emprunter un autre chemin d'accès, situé sur l'Avenue du Mistral, plus au Nord.

En revanche, cet accès s'avère particulièrement périlleux en raison de la pente d'accès qui est supérieure à 10%.

En effet, les véhicules, une fois chargés des déchets sur le centre de transfert, auront de grandes difficultés à ressortir du site. Cette contrainte technique non négligeable compromet donc tout projet de création du nouveau centre de transfert.

En outre, la pérennisation de cet accès par défaut impliquerait d'importants surcoûts financiers dus aux terrassements et aménagements routiers nécessaires au passage des véhicules ainsi qu'à l'entretien des pistes.

Pour pouvoir procéder à l'exploitation du nouveau centre de transfert ainsi qu'au suivi et à l'entretien du site prochainement réhabilité, il s'avère donc nécessaire pour les services de la Métropole d'obtenir le droit de passage sur le chemin d'accès situé sur la parcelle CH47 dont la propriété appartient à SMA Environnement.

Dans cette démarche d'acquisition, la Métropole Aix-Marseille-Provence devra éventuellement poursuivre la maîtrise foncière des terrains en cause par voie d'expropriation. Il est nécessaire par conséquent, d'approuver le lancement d'une procédure de déclaration d'utilité publique de ce projet.

En application des articles L121-1 et suivants et de l'article R131-1 du Code de l'Expropriation, il y a lieu de solliciter auprès de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet et de l'enquête publique parcellaire visant à déterminer la cessibilité des propriétés impactées.

En application des articles L121-1 et suivants et de l'article R 131-1 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, il y a lieu de solliciter auprès de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet et de l'enquête publique parcellaire visant à déterminer la cessibilité des propriétés impactées.

Lesdites enquêtes publiques pourront être sollicitées conjointement conformément à l'article R 131-14 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que l'ouverture conjointe de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et celle relative à l'enquête parcellaire au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence permettront de déclarer l'utilité publique du projet de réhabilitation du centre de stockage des déchets proprement dit, et l'aménagement d'un centre de transfert des déchets en partie basse du site, en remplacement du site actuel provisoire ;
- Que parallèlement, il est nécessaire de poursuivre toutes démarches et négociations en vue d'obtenir par voie amiable la maîtrise foncière des terrains impactés par le tracé du projet.

Décide

Article 1 :

Est approuvé le lancement de la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux du projet de réhabilitation du centre de stockage des déchets proprement dit, et l'aménagement d'un centre de transfert des déchets en partie basse du site, en remplacement du site actuel provisoire sur le secteur « Le Mentaure » à la Ciotat.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de réhabilitation et d'aménagement dans le secteur « Le Mentaure » à la Ciotat.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'ouverture de l'enquête parcellaire postérieurement ou conjointement à l'ouverture de l'enquête susvisée.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les actes nécessaires à l'engagement des procédures et à prendre toute disposition y concourant.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/406/D

■ Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à la SCI Activités annexes sise sur la commune de Roquefort-la-Bédoule

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Au titre du contrat de délégation de Service Public de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition. Elle recherche les servitudes et les autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations avec la SCI ACTIVITES ANNEXES, représentée par Madame Marie-France BARBIER en sa qualité de Directrice Générale, propriétaire de la parcelle cadastrée Section AE n° 6, située à Roquefort-la-Bédoule, en vue d'identifier la servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'adduction d'eau potable.

Le propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site : 13085000

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le procès-verbal de constitution de servitude ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020

- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'il convient que la Société des Eaux de Marseille Métropole régularise l'ensemble des servitudes de passage en tréfonds des réseaux d'adduction d'eau potable.

Décide

Article 1 :

Est approuvé le procès-verbal de constitution de servitude par lequel la SCI ACTIVITES ANNEXES, représentée par Madame Marie-France BARBIER en sa qualité de Directrice Générale, consent la constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit d'une emprise de 138 m² sur la parcelle cadastrée Section AE numéro 6 sise sur la commune de Roquefort-la-Bédoule, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

La Société des Eaux de Marseille fera le nécessaire auprès du notaire de son choix afin de réitérer la servitude par acte authentique.

Article 3 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au budget annexe Eau – Sous Politique F170 – Nature 6228.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente constitution de servitude.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/411/D

■ Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit nécessaire à une conduite d'eau potable sur des parcelles appartenant au Syndicat des Copropriétaires "Les Villas de la Batarelle" à Marseille 13ème et 14ème arrondissements

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau conclu entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, l'article 17 dispose que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitude et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations avec le Syndicat des Copropriétaires « Les Villas de la Batarelle » représenté par le Cabinet Thinot agissant en qualité de syndic, propriétaire, sur la Commune de Marseille, en vue de régulariser la servitude en tréfonds liée à la présence des conduites d'eau potable dans leur propriété qui s'exercera de la manière suivante :

- Parcelle 883 A 26, servitude de passage en tréfonds d'une superficie de 3 815,34 m²
- Parcelle 893 A 61, servitude de passage en tréfonds d'une superficie de 2 916 m²
- Parcelle 893 A 62, servitude de passage en tréfonds d'une superficie de 6 958,92 m²

Le propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site :13213000.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020

- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de constitution de servitude ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d’urgence pour faire face à l’épidémie de covid-19 ;
- L’ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l’exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l’épidémie de covid-19 ;
- L’avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu’il convient que la Société des Eaux de Marseille régularise pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence la servitude définitive de passage en tréfonds liée à la présence des conduites d’eau potable dans la propriété du Syndicat des Copropriétaires « Les Villas de la Batarelle » à Marseille 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements ;

Décide

Article 1 :

Est approuvé le procès-verbal de constitution de servitude de passage par lequel le Syndicat des Copropriétaires « Les Villas de la Batarelle » consent la constitution d’une servitude de passage en tréfonds permanente à titre gratuit sur les parcelles cadastrées 883 A0026, 893 A0061 et 893 A0062 d’une superficie totale de 13 690, 26 m² situées à Marseille 13^{ème} et 14^{ème} arrondissement, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

La Société des Eaux de Marseille fera le nécessaire auprès du notaire de son choix afin de réitérer la servitude par acte authentique.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est habilité à signer l’acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente cession.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l’acte authentique sont inscrits au Budget Annexe Eau – Sous politique F170 – Nature 6228.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/412/D

■ Constitution d'une servitude de passage définitive sur les voies du lotissement "Les Villas de la Batarelle" à titre gratuit sur des parcelles appartenant au Syndicat des Copropriétaires "Les Villas de la Batarelle" à Marseille 13ème arrondissement

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, l'article 17 dispose que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations avec le Syndicat des Copropriétaires « Les Villas de la Batarelle » représenté par le Cabinet Thinot agissant en qualité de syndic, propriétaire, sur la Commune de Marseille, des parcelles cadastrées section 883 A n°26, section 893 A n°61, section 893 A n°62 en vue de régulariser la servitude liée à l'existence d'un droit de passage permanent sur les rues de l'Escalet, des Prés et de la Gardiette 13013 et 13014 Marseille afin de permettre l'accès à l'usine de Vallon d'Ol.

A cet effet, le Syndicat des Copropriétaires « Les Villas de la Batarelle » représenté par le Cabinet THINOT consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM) ; son délégataire :

Une servitude définitive de passage qui s'exercera de façon permanente sur les rues de l'Escalet, des Prés et de la Gardiette 13013 et 13014 Marseille, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à l'usine de Vallon Dol, aux logements de fonction, et plus généralement aux parcelles appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, cela étant rappelé que le lotissement de la Batarelle a été construit postérieurement aux ouvrages de la délégation du Service Public de l'eau.

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020

En contrepartie de l'octroi de cette servitude :

1. S'agissant de la mise en place d'un portail destiné à sécuriser au mieux le site en remplacement de la barrière actuelle située dans la parcelle cadastrée 889 A 26 qui mène au chemin d'accès du centre de production d'eau potable de Vallon Dol : une participation financière du tiers de la facture sera prise en charge par la SEMM dans la limite de 9000,00 euros HT. La SEMM devra, préalablement, donner son accord sur les spécifications techniques du portail. L'accord préalable écrit du Bataillon des Marins Pompiers devra, par ailleurs, être requis.
2. S'agissant de l'ouverture à distance de ce portail : Un système « INTRATONE » sera pris à charge par la SEMM. Le portail sera ainsi équipé d'un récepteur de télécommande et d'un récepteur téléphonique, tous deux à usage exclusif de la SEMM qui sera disposée à héberger la Société du Canal de Provence. Une ligne téléphonique spécifique sera attribuée à la Copropriété pour permettre l'entretien des espaces situés dans la zone concernée. Ces récepteurs dont l'installation sera payée par la SEMM seront également administrés par cette dernière. La copropriété s'engage à installer un portail compatible avec la pose de ce dispositif.
3. Une participation financière annuelle de 1 700,00 euros sera réglée par la SEMM. Celle-ci correspond à sa quote-part de charges du lotissement, du contrat d'entretien complet du portail et des frais liés à d'éventuels actes de vandalisme. Cette somme sera indexée annuellement sur l'indice du coût de la construction (base 2^{ème} trimestre 2018-1699).

Le propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site :13213000.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le procès-verbal de constitution de servitude ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude définitive de passage qui s'exercera de façon permanente sur les rues de l'Escalet, des Prés et de la Gardiette 13013 et 13014 Marseille, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à l'usine de Vallon d'Ol, aux logements de fonction, et plus généralement aux parcelles appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Décide

Article 1 :

Est approuvé le procès-verbal de constitution de servitude de passage par lequel le Syndicat des Copropriétaires « Les Villas de la Batarelle » consent la constitution d'une servitude de passage permanente à titre gratuit d'une emprise de 13 690 m² sur les parcelles cadastrées 883 A0026, 893 A0061 et 893 A0062 situées rues de l'Escalet, des Prés et de la Gardiette à Marseille 13^{ème} et 14^{ème} arrondissement, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

La Société des Eaux de Marseille fera le nécessaire auprès du notaire de son choix afin de réitérer la servitude par acte authentique.

Article 3 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au budget Annexe Eau-Sous politique F170 – Nature 6228.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents y afférents.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/413/D

■ Acquisition à titre onéreux en vue de l'aménagement du centre-ville de la parcelle CL 230 propriété de la SCI Alice-Petrucci-Istres

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La SCI ALICE, représentée par Madame Nadine Petrucci, est propriétaire de l'immeuble en R+2 constitué en rez-de-chaussée d'un local commercial d'environ 40 m² et au 1^{er} et 2^{ème} étage d'un appartement de type 3 de 59 m², sur la parcelle cadastrée section CL n° 230, d'une contenance cadastrale d'environ 54 m², située 9 boulevard de la République à Istres.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a manifesté son intérêt pour l'acquisition à titre onéreux, à son profit, dudit bien immobilier, dans le cadre d'un projet d'aménagement sur le secteur du centre-ville d'Istres.

Régulièrement saisie, la Direction de l'Immobilier de l'Etat a évalué la valeur vénale dudit bien immobilier à 148 500 euros.

Il est ici précisé que l'ensemble des frais liés à cette transaction foncière est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence et comprend :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition,
- Le remboursement de taxe foncière.

Par courrier du 12 décembre 2019, Madame Nadine Petrucci a donné son accord sur les modalités de cette transaction foncière.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site :13047027

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 002-617/16CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020

délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;

- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que l'acquisition d'un immeuble situé 9 boulevard de la République à Istres permettra à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'aménager le secteur du centre-ville d'Istres

Décide

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition à titre onéreux de l'immeuble en R+2 constitué en rez-de-chaussée d'un local commercial d'environ 40 m² et au 1^{er} et 2^{ème} étages d'un appartement de type 3 de 59 m², sur la parcelle cadastrée section CL n° 230, d'une contenance cadastrale d'environ 54 m², située 9 boulevard de la République à Istres, propriété de la SCI ALICE représentée par Madame Nadine Petrucci, pour un montant de 148 500 euros hors taxes auquel n'est pas appliqué de TVA.

Article 2 :

Maître Anne-Sophie HUGEL-FAUVEL, notaire à Istres, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente procédure est mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents y découlant.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, Chapitre 2017501300, Nature 2115, code opération 2017501300.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/414/D

■ Cession d'une partie de la parcelle DX 20 au profit de M. Gerardon et Mme Malacarme - Hameau d'Entressen Istres

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Monsieur Grégory Gerardon et Madame Emilie Malacarme sont propriétaires de la parcelle cadastrée section DX 355 sise 66 avenue de la Crau, n° 14 Le Hameau, à Entressen. Ils souhaitent acquérir une partie de la parcelle mitoyenne cadastrée section DX n° 20 sise les Aubargues à Entressen appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'agrandir leur jardin d'agrément.

Régulièrement saisie, la Direction de l'immobilier de l'Etat a évalué la valeur vénale d'une partie de la parcelle métropolitaine cadastrée section DX n° 20, d'une contenance d'environ 52,8 m², à 7200 euros.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc proposé le prix conforme de 136 euros le m².

Monsieur Grégory Gerardon et Madame Emilie Malacarme ont donné leur accord sur les modalités de cette transaction foncière et notamment sur la prise à leur charge de l'ensemble des frais liés à la présente cession qui comprennent :

- Tous les frais droits et honoraires liés à la vente,
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage,
- Le remboursement de taxe foncière.

Après établissement du plan de division établi par le géomètre mandaté par les demandeurs, la superficie à acquérir est de 52 m² soit un montant de 7200 euros.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site : 13047054

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que la cession par la Métropole Aix-Marseille-Provence à Monsieur Grégory Gerardon et Madame Emilie Malacarme d'une partie de la parcelle cadastrée section DX sous le numéro 20 sise les Aubargues - Entressen à Istres leur permettra d'agrandir leur jardin.

Décide

Article 1 :

Est approuvée la cession à titre onéreux d'une partie de la parcelle cadastrée section DX n° 20, d'une superficie d'environ 52 m², sise les Aubargues à Entressen, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour un montant de cent trente-six (136) euros le m² hors taxes auquel n'est pas appliqué de TVA.

Article 2 :

Maître Anne-Sophie Hugel-Fauvel, notaire à Istres, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais de géomètre et de notaire lié à cette procédure est mis à la charge de Monsieur Grégory Gerardon et Madame Emilie Malacarme.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tout document y afférent.

Article 5 :

Les recettes nécessaires sont inscrites au budget 2020 de la Métropole, Chapitre 024, Nature 024.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/415/D

■ Cession d'une partie de la parcelle DX 20 au profit de M. et Mme Zajac Doux - Hameau d'Entressen Istres

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Monsieur Stéphane Zajac et Madame Gwenola Doux sont propriétaires de la parcelle cadastrée section DX n° 357 sise 66 avenue de la Crau, n° 16 Le Hameau, à Entressen. Ils souhaitent acquérir une partie de la parcelle mitoyenne cadastrée section DX n° 20 sise les Aubargues à Entressen appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'agrandir leur jardin d'agrément.

Régulièrement saisi, la Direction de l'immobilier de l'Etat a évalué la valeur vénale d'une partie de la parcelle métropolitaine cadastrée section DX n° 20, d'une contenance d'environ 102,9 m², à 14 000 euros.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc proposé le prix conforme de 136 euros le m².

Monsieur Stéphane Zajac et Madame Gwenola Doux ont donné leur accord sur les modalités de cette transaction foncière et notamment sur la prise à leur charge de l'ensemble des frais liés à la présente cession qui comprennent :

- Tous les frais droits et honoraires liés à la vente,
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage,
- Le remboursement de taxe foncière.

Après établissement du plan de division établi par le géomètre mandaté par les demandeurs, la superficie à acquérir est de 108 m² soit un montant de 14 698 euros.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site : 13047054.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020

- L'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que la cession par la Métropole Aix-Marseille-Provence à Monsieur Stéphane Zajac et Madame Gwenola Doux d'une partie de la parcelle cadastrée section DX sous le numéro 20 sise les Aubargues - Entressen à Istres leur permettra d'agrandir leur jardin.

Décide

Article 1 :

Est approuvée la cession à titre onéreux d'une partie de la parcelle cadastrée section DX n° 20, d'une superficie d'environ 108 m², sise les Aubargues à Entressen, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour un montant de cent trente-six (136) euros le m² hors taxes auquel n'est pas appliqué de TVA.

Article 2 :

Maître Anne-Sophie Hugel-Fauvel, notaire à Istres, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais de géomètre et de notaire lié à cette procédure est mis à la charge de Monsieur Stéphane Zajac et Madame Gwenola Doux.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tout document y afférent.

Article 5 :

Les recettes sont inscrites au budget 2020 de la Métropole, Chapitre 024, Nature 024.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/416/D

■ Cession d'une partie de la parcelle DX 20 au profit de M. et Mme Bartholot - Hameau d'Entressen Istres

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Monsieur Claude Bartholot et Vanessa Bartholot sont propriétaires de la parcelle cadastrée section DX n° 353 sise 66 avenue de la Crau, n° 12 Le Hameau, à Entressen. Ils souhaitent acquérir une partie de la parcelle mitoyenne cadastrée section DX n° 20 sise les Aubargues à Entressen appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'agrandir leur jardin d'agrément.

Régulièrement saisi, la Direction de l'immobilier de l'Etat a évalué la valeur vénale d'une partie de la parcelle métropolitaine cadastrée section DX n° 20, d'une contenance d'environ 105 m², à 14 300 euros. La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc proposé le prix conforme de cent trente-six (136) euros le m².

Monsieur Claude Bartholot et Vanessa Bartholot ont donné leur accord sur les modalités de cette transaction foncière et notamment sur la prise à leur charge de l'ensemble des frais liés à la présente cession qui comprennent :

- Tous les frais droits et honoraires liés à la vente,
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage,
- Le remboursement de taxe foncière.

Après établissement du plan de division par le géomètre mandaté par les demandeurs, la superficie à acquérir est de 93 m² soit un montant de 12 648 euros.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site : 13047054.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020

- L'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que la cession par la Métropole Aix-Marseille-Provence à Madame et Monsieur Bartholot d'une partie de la parcelle cadastrée section DX sous le numéro 20 sise les Aubargues à Entressen à Istres leur permettra d'agrandir leur jardin.

Décide

Article 1 :

Est approuvée la cession à titre onéreux d'une partie de la parcelle cadastrée section DX n° 20, d'une superficie d'environ 93 m², sise les Aubargues à Entressen, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour un montant de 136 euros le m² hors taxes auquel n'est pas appliqué de TVA.

Article 2 :

Maître Hugel-Fauvel, notaire à Istres, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais de géomètre et de notaire lié à cette procédure est mis à la charge de Monsieur Claude Bartholot et Vanessa Bartholot.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tout document y afférent.

Article 5 :

Les recettes sont inscrites au budget 2020 de la Métropole, Chapitre 024, Nature 024.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/417/D

■ Constitution d'une servitude de passage et de tréfonds sur une parcelle appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence BM n°128 au profit de Fine - Fouque à Istres

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a procédé à la division de la parcelle cadastrée section BM n° 27 afin de détacher une première parcelle qui est en cours d'acquisition par des particuliers (BM n° 129), une seconde parcelle supportant un emplacement réservé au titre du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres (BM n° 127) et une dernière parcelle (BM n° 128), permettant l'accès à deux propriétés mitoyennes.

La première appartenant à Madame Magali Fine et comprenant les parcelles cadastrées section BM n° 26 et BM n° 36 et la seconde appartenant à Madame Nicole Fouque et comprenant les parcelles cadastrées section BM n° 32, BM n° 33 et BM n° 34.

Régulièrement saisi, la Direction de l'immobilier de l'Etat a évalué la valeur vénale des servitudes à 3 230 euros.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence a proposé de constituer, à titre onéreux, une servitude de passage et de tréfonds, sur la parcelle BM n° 128 :

- Au profit de la parcelle BM n° 26 appartenant à Madame Magali Fine moyennant le prix de 3 230 euros
- Au profit de la parcelle BM n° 33 appartenant à Madame Nicole Fouque moyennant le prix de 3 230 euros

Par ailleurs, Madame Magali Fine, propriétaire la parcelle BM n° 26, consent à accorder une servitude de passage et de tréfonds au profit de la parcelle BM n° 33 appartenant à Madame Nicole Fouque.

Cette convention de servitude de passage et de tréfonds tripartite sera formalisée par acte notarié.

Il est ici précisé que l'ensemble des frais lié à cette transaction foncière est à la charge de Madame Magali Fine et Madame Nicole Fouque et comprend :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition,
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage,
- Le remboursement de taxe foncière.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site :13047073.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L’avis de la Direction de l’immobilier de l’Etat ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d’urgence pour faire face à l’épidémie de covid-19 ;
- L’ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l’exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l’épidémie de covid-19 ;
- L’avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que les servitudes de passages et de tréfonds permettront l'accès et les réseaux jusqu'aux propriétés mitoyennes de Mesdames Fine et Fouque.

Décide

Article 1 :

Est approuvée la constitution, à titre onéreux, d'une servitude de passage et de tréfonds, sur la parcelle BM n° 128 appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Au profit de la parcelle BM n° 26 appartenant à Madame Magali Fine moyennant le prix de 3 230 euros

Et au profit de la parcelle BM n° 33 appartenant à Madame Nicole Fouque moyennant le prix de trois 3 230 euros sans application de TVA.

Article 2 :

Madame Magali Fine, propriétaire la parcelle BM n° 26, consent à accorder une servitude de passage et de tréfonds au profit de la parcelle BM n° 33 appartenant à Madame Nicole Fouque.

Article 3 :

Maître Anne-Sophie Hugel-Fauvel, notaire à Istres, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 4 :

L'ensemble des frais lié à la présente procédure est mis à la charge de Madame Magali Fine et Madame Nicole Fouque.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents découlant de la présente décision.

Article 6 :

Les recettes sont inscrites au budget 2020 de la Métropole, Chapitre 024, Nature 024.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/418/D

■ Cession à titre onéreux des parcelles BV 149-157-158 et 160 à M et Mme Bouaoun- Istres

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Le tènement immobilier en nature de terrain nu cadastré section BV sous les numéros 149, 157, 158, et 160 situé Chemin de St Jean, lieudit SIVIER à Istres appartient à la Métropole Aix-Marseille-Provence. La parcelle BV 159 qui en faisait initialement partie a été vendue à Monsieur et Madame BOUAOUN par la Métropole en juillet 2019.

Ces derniers ont manifesté leur intérêt pour l'acquisition à titre onéreux à leur profit des parcelles cadastrées section BV sous les numéros 149, 157, 158, 160 pour une contenance d'environ 25 380 m².

Cette cession nécessitera la constitution d'une servitude de passage et de tréfonds sur le tènement devenant propriété de Madame et Monsieur BOUAOUN afin de desservir les parcelles restant propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence et notamment pour un passage pompier.

Régulièrement saisi, la Direction immobilière de l'Etat a évalué le 7 avril 2020 la valeur vénale de cette emprise foncière à 100 000 euros.

Monsieur et Madame BOUAOUN ont donné leur accord sur les modalités de cette transaction foncière.

Il est ici précisé que l'ensemble des frais lié à cette transaction foncière est à la charge de Madame et Monsieur BOUAOUN.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site :13047060

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat ;
- La lettre de saisine du Territoire Istres Ouest Provence par la Présidente de la Métropole ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que la cession par la Métropole Aix-Marseille-Provence à Madame et Monsieur BOUAOUN des parcelles cadastrées section BV sous les numéros 149,157, 158, et 160 situé Chemin de St Jean, lieudit SIVIER à Istres leur permettra de remembrer leur propriété.

Décide

Article 1 :

Est approuvée la cession à titre onéreux du tènement immobilier cadastré section BV sous les numéros 149, 157, 158, 160 sis lieudit Sivier à Istres, d'une contenance cadastrale d'environ 25 380 m², au profit de Madame et Monsieur BOUAOUN, pour un montant de 100 000 euros hors taxes auquel n'est pas appliqué de TVA.

Article 2 :

Est approuvée la constitution d'une servitude de passage et de tréfonds au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le tènement cédé à titre onéreux à Madame et Monsieur BOUAOUN.

Article 3 :

Maître Anne-Sophie HUGEL-FAUVEL, notaire à Istres, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant. En cas d'empêchement de Maître HUGEL-FAUVEL, Maître CEAGLIO est désigné pour rédiger et faire signer ledit acte authentique.

Article 4 :

L'ensemble des frais lié à la présente procédure est à la charge de Madame et Monsieur BOUAOUN.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents découlant de la présente décision.

Article 6 :

Les recettes sont inscrites au budget 2020 de la Métropole, chapitre 024, nature 024.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/419/D

■ Acquisition à titre onéreux d'une emprise de terrain située 29 Rue Pierre Roche à Marseille, 5ème arrondissement appartenant aux copropriétaires de l'immeuble "Le Banon"

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Dans le cadre de la requalification de la rocade du Jarret dans les 4^{ème}, 5ème et 10ème arrondissements de Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit faire l'acquisition d'une emprise de terrain d'environ 38 m² à détacher de la parcelle 816 H 159 d'une superficie de 378 m² située 29 Rue Pierre Roche, appartenant aux copropriétaires de l'immeuble « Le Banon ».

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du terrain objet des présentes, arrêté à 14364 euros hors taxe auquel n'est pas appliqué de TVA mais auquel il faut rajouter 3991,85 euros correspondant au remboursement des frais d'agence, ainsi que sur les modalités de l'acquisition projetée.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'État n'était pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- Les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition ;
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage ;
- Le remboursement des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxes foncières, couru de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant ;
- Le cas échéant, d'autres obligations en nature ;

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site :13205000.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique et d'Affirmation des Métropoles ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- L'avis de la Direction de l'Immobilier de l'État non requis.

Considérant

- Qu'il est nécessaire, pour la Métropole, afin de poursuivre la requalification de la rocade du Jarret dans les 4^{ème}, 5^{ème} et 10^{ème} arrondissements de Marseille, de faire l'acquisition d'une bande de terrain à détacher de la parcelle 816 H 159.

Décide

Article 1 :

Sont approuvés d'une part, l'acquisition d'une emprise d'environ 38 m² de la parcelle cadastrée 816 section H n°159, d'une contenance totale de 378 m², sise 29 Rue Pierre Roche à Marseille, 5^{ème} arrondissement, auprès des copropriétaires de l'immeuble « Le Banon », pour un montant de 14 364 euros hors taxes auquel n'est pas appliqué de TVA mais auquel il faut rajouter 3991,85 euros TTC correspondant au remboursement des frais d'agence, d'autre part, le protocole foncier annexé à la présente délibération.

Article 2 :

L'Etude des Maîtres CRIQUET – PRETI-JANIN, Notaires à Marseille, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente acquisition est mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence et comprend :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente,
- En ce inclus, les frais liés au détachement parcellaire,
- Le remboursement des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxes foncières, couru de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant,
- Le cas échéant, d'autres obligations en nature.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer le protocole foncier ci-annexé, à signer l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente acquisition.

Article 5 :

Les crédits nécessaires à l'acquisition foncière sont inscrits au budget de la Métropole, Sous-Politique C 311 – Opération 2015108500– Chapitre 4581151085.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/420/D

■ Principe de cession par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de la Société Arguydal d'un terrain à bâtir formant le lot 14 et Lot 13 en partie en vue de la relocalisation de leur siège social - Lieudit Grand Roumagoua et Petit Roumagoua La Ciotat

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Par délibération du 1er octobre 2010, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le dossier de création de la Zone d'Intérêt Communautaire à vocation d'activité économique Athélia V.

Cette opération s'inscrit dans la démarche que la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a engagée en 2002 dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière d'aménagement de l'espace communautaire et de développement économique, visant à identifier des secteurs permettant la programmation d'opérations d'aménagement destinées au développement de l'action économique.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a ainsi défini à l'Est de son territoire sur la commune de La Ciotat un secteur stratégique pour la réalisation d'un nouveau pôle d'activités.

La Zone d'Aménagement Concerté Athélia V s'étend sur un territoire d'environ 63 hectares au nord de la commune de La Ciotat. Elle s'inscrit en continuité des zones existantes Athélia I, II, III et IV.

Depuis sa création, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituant à la Communauté Urbaine par fusion poursuit la commercialisation de cette Z.A.C.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc engagé des négociations avec la Société ARGUYDAL, GROUPE BROUSSE VERGEZ, qui a pour projet de relocaliser son siège social et ses activités au sein de la ZAC ATHELIA V sur un tènement foncier d'une surface totale d'environ 7850 m².

Ce tènement foncier est constitué par la Parcelle entière cadastrée CK 726 constituant le Lot 14 de 5094 m², une emprise de 595 m² à détacher de la parcelle cadastrée CH 54 (Lot 13) et une emprise de 2161 m² à détacher de la parcelle cadastrée CK706 (Lot 13).

La surface de plancher totale envisagée par l'acquéreur dans le cadre de son projet est de 3140 m² pour l'édification d'un programme de 2000 m² de bâtiments mixtes activités/entrepôts et 1140 m² de bureaux.

Ladite société a formulé une promesse d'achat auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

D'ores et déjà, pour permettre à l'entreprise de finaliser son projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dès à présent sur le principe d'une cession prioritairement à son profit.

Les conditions financières de la cession ne sont pas encore déterminées à ce stade. Elles dépendront de l'avis qui sera formulé par la Direction de l'Immobilier de l'Etat. Le Bureau de Métropole sera donc appelé, lors d'une prochaine séance à délibérer sur la finalisation de cette opération et notamment sur ses conditions financières.

Cependant, l'engagement de principe pris par la Métropole permettra à la société ARGUYDAL de déposer toutes les demandes d'autorisations nécessaires et notamment le dépôt de son dossier d'autorisation de défrichement auprès de la DDTM.

Le Bureau de la Métropole sera appelé à délibérer pour fixer les conditions financières de cette cession.

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République.
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau de la Métropole concernant des missions foncières ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que la Société ARGUYDAL, a pour projet de relocaliser son siège social et ses activités au sein de la ZAC ATHELIA V ;
- Que la Société ARGUYDAL ait formulé une proposition d'achat et qu'il convient, pour lui permettre de finaliser son projet, que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dès à présent sur le principe d'une cession à son profit ;
- Que la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'a pas rendu à ce stade d'avis de valeur et que les conditions financières de la vente ne peuvent par conséquent à ce stade pas être définies ;
- Que le Bureau de Métropole sera appelé, lors d'une prochaine séance à délibérer sur la finalisation de cette opération.

Décide

Article 1 :

Est approuvé le principe de cession prioritairement au profit de la société ARGUYDAL du tènement foncier constitué par :

- La Parcelle entière cadastrée CK 726 constituant le Lot 14 de 5094 m²,
- Une Emprise de 595 m² à détacher de la parcelle cadastrée CH 54 (Lot 13)
- Une Emprise de 2161 m² à détacher de la parcelle cadastrée CK706 (Lot 13)

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence autorise la Société ARGUYDAL (Groupe Brousse Vergez) à déposer toutes les demandes d'autorisations nécessaires et notamment le dépôt de son dossier d'autorisation de défrichement auprès de la DDTM des Bouches-du-Rhône.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/421/D

■ Cession à titre onéreux de locaux formant le lot de volume 314P à la société Rock Invest - AAP "Forum des Carmes"- Istres

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un lot en volume n° 314 situé dans l'ensemble immobilier « Le Forum des Carmes » sur la commune d'Istres.

Afin de favoriser l'émergence d'activités innovantes en faveur de l'attractivité économique du territoire, cet espace a été soumis à la réflexion d'investisseurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence actant le principe d'un appel à projet pour la cession d'une partie du lot n°314 par délibération n° 003-5739/19/CM du 28 mars 2019.

Au terme de l'analyse de la proposition reçue et au regard des critères mentionnés dans le cahier de consultation de l'Appel à Projets, le projet de la société SASU ROCK INVEST a été retenu portant sur l'implantation de l'enseigne BASIC FIT en centre-ville d'Istres. L'implantation de cette enseigne répond aux objectifs exprimés par la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- Proposer une offre de commerce attractive et innovante par rapport au tissu commercial existant en centre-ville,
- Développer une activité commerciale « ambitieuse ou contagieuse » en termes de développement économique notamment sur le forum des Carmes,
- Assurer un équilibre dans l'offre commerciale du centre-ville.

Ainsi l'offre d'acquisition d'une partie du lot 314 au sein du Forum des Carmes à Istres, s'élève à un 1 290 000 euros HT soit 1 548 000 euros TTC ; les critères d'évaluation portent notamment sur le caractère attractif, innovant ainsi que la fiabilité et la qualité du modèle économique.

L'avis des Domaines a été sollicité et obtenu en date du 5/11/2019. La MAMP accepte la cession d'une partie du lot 314 aux conditions proposées dans l'offre à savoir 1 290 000 euros H.T. pour 1 290 m² répartis sur une partie du rez de chaussée et du R+1 au sein du Forum des Carmes à Istres, et sous réserve des obligations mentionnées sur l'appel à projet notamment l'obtention d'une autorisation d'urbanisme nécessaire à l'aménagement de l'ERP, l'obtention des financements nécessaires à la réalisation de l'opération et le modificatif de l'Etat descriptif de division dans les délais prévus. La cession sera soumise à l'obligation de l'acquéreur de respecter l'ensemble des éléments exposés dans son offre.

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020

Cette cession à un prix inférieur à celui estimé par les Domaines se justifie par les éléments suivants :

- le bien serait cédé à l'unique offrant dans le cadre d'un appel d'offres ouvert poursuivant des motifs d'intérêt général et ayant fait l'objet d'une publicité suffisante. En l'espèce, l'intérêt général se matérialise par la proposition d'une offre de commerce attractive et innovante par rapport au tissu commercial existant en centre-ville, qui permettrait de favoriser un développement économique ultérieur ;
- un droit de priorité serait consenti à la Métropole afin de disposer d'un pouvoir de contrôle pour racheter le bien à son prix de vente, et ce pendant vingt ans, si celui-ci venait à faire l'objet d'une revente. Cette contrepartie assurerait à la Métropole la possibilité de récupérer le bien si l'activité commerciale mise en place venait à périlcliter et permettrait de limiter les risques de spéculation immobilière.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site :13047041

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°5739/19 portant sur l'appel à projet relatif à la cession d'une partie du lot 314 situé au Forum des Carmes à Istres.
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'un appel à projet a été lancé sur le lot 314P du Forum des Carmes à Istres en vue de développer une offre de commerce attractive et innovante ;
- Que l'offre de la SASU ROCK INVEST répond aux critères d'évaluation de ce dernier notamment par son caractère attractif, innovant ainsi que la fiabilité et la qualité de son modèle économique ;
- Que la conclusion d'un droit de priorité permettrait à la Métropole de limiter les risques si l'activité commerciale mise en place venait à périlcliter ou si le bien venait à être revendu.

Décide

Article 1 :

Est approuvée l'offre d'acquisition d'une partie du lot 314 à diviser en volume pour 1 290 m2 situé dans l'ensemble immobilier « Le Forum des Carmes » sur la commune d'Istres par SASU ROCK INVEST pour un montant de 1 290 000 euros hors taxes soit 1 548 000 euros TTC.

Article 2 :

SASU ROCK INVEST devra signer avec la Métropole Aix-Marseille-Provence une promesse de vente synallagmatique.

Article 3 :

Maître Bernard TOULOUSE, notaire à Istres, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 4 :

L'ensemble des frais lié à la présente procédure est à la charge de SASU ROCK INVEST représentée par Monsieur Jérôme BENNARROUCHE.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents y afférents.

Article 6 :

La recette correspondante sera constatée au budget de la Métropole, chapitre 024, nature 024.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/423/D

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Contrat de rivière Huveaune Phase II - Requalification déperméabilisation des espaces privés de la Zone des Paluds sur la commune d'Aubagne"

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Suite aux préconisations formulées dans le cadre des Ateliers des Territoires relatives à l'intégration de la gestion de l'eau dans les projets d'aménagement, l'action porte sur la déperméabilisation des espaces privés de la zone d'activité des Paluds. L'opération s'inscrit dans le projet global de requalification de la zone d'activités en lien avec l'intervention proposée sur les espaces publics et l'arrivée du chronobus.

L'opération concernée s'attache à accompagner le secteur privé, pour lui permettre d'adapter son patrimoine à une nouvelle gestion du ruissellement, favoriser la déperméabilisation, la végétalisation, tout en prônant un développement économique adapté, en soutenant et mobilisant les acteurs économiques, ainsi que les partenaires. La mission consiste à formaliser d'un schéma global de gestion des eaux de pluie et ensuite à décliner à la parcelle les préconisations de gestion durable, en précisant le coût et les délais prévisionnels de réalisation.

La présente décision vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 160 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

	TAUX	MONTANT
Financement externe		
Département des Bouches-du-Rhône « Contrat Département -Métropole»	30 %	48 000 euros
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse « Contrat de Rivière Huveaune –Phase II»	50 %	80 000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	32 000 euros
TOTAL	100 %	160 000 euros

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération URB 002-6785/19/CM du Conseil de Métropole du 26 Septembre 2019 qui a ouvert le volume d'AP n° 2019 40 07 00 relative à l'opération d'investissement "Requalification des espaces publics et privés de la Zone Industrielle des Paluds à Aubagne" ;
- L'approbation du Comité de Rivière du programme de phase 2 de Contrat lors de la séance du 26 juin 2019 ;
- La délibération DEA 030-8014/19/CM du Conseil de Métropole du 19 décembre 2019, dans le cadre du Contrat de Rivière Huveaune - Phase II, le Bureau de la Métropole a approuvé la demande de subvention relative à l'opération « Requalification de la zone industrielle des Paluds accompagnement du secteur privé - Dépermeabilisation » k ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- L'approbation de la phase II du Contrat de Rivière du bassin versant de l'Huveaune et de son programme d'actions, par délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 ;
- La validation du Contrat de Rivière du bassin versant de l'Huveaune et de son programme d'actions, Phase II, par l'Agence de l'Eau en date du 26 décembre 2019 ;
- La délibération URB 002-6785/19/CM du Conseil de Métropole du 26 septembre 2019, approuvant la création et l'affectation de l'opération d'investissement "Requalification des espaces publics et privés de la Zone Industrielle des Paluds à Aubagne" ;
- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : requalification des espaces publics et privés de la Zone Industrielle des Paluds à Aubagne.

Décide

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Département des Bouches-du-Rhône, des communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser cette opération dans le cadre de la Phase II du Contrat de Rivière du bassin versant de l'Huveaune, de son programme d'actions et de plan de financement, validé par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en date du 26 décembre 2019.

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget 2020 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de la Métropole Aix-Marseille-Provence au chapitre 45 nature 4581194070, opération n° 2019400700 sous politique B340.

La recette correspondante est constatée en section d'investissement sur le budget 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 1312 et 1313 - Fonction 62 - Sous politique B 340.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL

**DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL,
LOGEMENT, CENTRES ANCIENS,
CONTRAT DE VILLE**



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/424/D

■ Transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille - Approbation de la convention fixant les modalités de règlement et de transfert à la Métropole des subventions départementales octroyées au Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur la ville de Marseille

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Le GIP MRU a été créé dans le cadre d'une convention constitutive par arrêté préfectoral du 17 avril 2003 avec pour objet l'élaboration et la mise en œuvre du Grand projet de ville de Marseille-Septèmes. Il rassemble l'Etat, la Ville de Marseille, la Métropole (venant aux droits de l'ex Communauté Urbaine de Marseille), le Conseil Départemental, le Conseil Régional, la ville de Septèmes-les-Vallons, l'Association Régionale des Organismes HLM (AR Hlm) et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Sa durée a été ajustée en conformité avec la durée des projets que l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine) conventionne, prorogée à diverses reprises et en dernier lieu, par un avenant n°7 à la convention constitutive du GIP jusqu'au 31 décembre 2019.

En application de l'article 116 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, la convention constitutive du GIP ayant été conclue pour une durée déterminée et en l'absence de son renouvellement, la dissolution d'un GIP a pris effet au 31 décembre 2019.

La dissolution du GIP entraînant sa liquidation, la personnalité morale du groupement subsiste uniquement pour les besoins de sa liquidation, c'est-à-dire, pour la réalisation des éléments d'actif et l'apurement du passif tels qu'ils figurent au bilan de clôture avant la liquidation.

Ainsi, la période de liquidation n'ayant pas pour objet de permettre l'engagement de nouvelles dépenses entrant dans l'objet du GIP, l'ensemble des missions de mutualisation des financements des co-financiers publics d'opérations relevant des programmes nationaux de renouvellement urbain prévues par les conventions PNRU et des missions d'ingénierie sous maîtrise d'ouvrage du groupement ne pouvaient donc plus être assurées par le GIP après le 31 décembre 2019.

Dans ce cadre et afin de garantir la poursuite et le suivi des opérations de renouvellement urbain sur Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière de politique de la ville et de renouvellement urbain et en sa qualité d'interlocuteur unique des partenaires du renouvellement urbain, a acté, par délibération n° DEVT 013-7963/19/CM du 19 décembre 2019, la reprise des activités d'élaboration et de mise en œuvre des projets de rénovation urbaine et des missions conduites en qualité de maître d'ouvrage par le GIP.

La reprise de ces activités nécessite toutefois la reprise de l'ensemble des engagements souscrits dans le cadre des opérations relevant des programmes PRU.

En effet, au titre de ces engagements, le GIP était bénéficiaire de subventions municipales, départementales et régionales et ce dans le cadre de conventions de financement définissant sa participation à la mutualisation des financements publics et ses missions d'ingénierie.

Aussi, des conventions doivent donc être conclues entre ces partenaires financeurs, le GIP MRU et la Métropole pour déterminer les modalités de reprise de ces engagements et du transfert de ces subventions au profit de la Métropole.

Par délibération du 14 avril 2020, la commission permanente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône a acté le détail des comptes de clôture des conventions de financement ANRU passées avec le GIP MRU et autorisé le transfert à la Métropole Aix-Marseille Provence des soldes de subventions pour un montant de 8.151.298,30 euros ainsi que des provisions sur subventions déjà perçues par le GIP MRU pour un montant de 48 056,45 euros.

Il convient donc aujourd'hui d'approuver le transfert à la Métropole de ces engagements et subventions départementales ainsi que la convention permettant d'en assurer la mise en œuvre.

Cette convention a pour objet de fixer les modalités de transfert et de règlement à la Métropole des subventions départementales octroyées au GIP dans le cadre des programmes de rénovation urbaine sur la Ville de Marseille.

Il est ainsi prévu que la Métropole percevra des subventions départementales :

- en sa qualité de maître d'ouvrage, pour les missions d'ingénieries qu'elle exerce désormais dans le cadre de ces opérations de PRU sur la Ville de Marseille ;
- et en sa qualité d'organisme de mutualisation des financements publics pour ces opérations de PRU. A ce titre, la Métropole sera chargée d'instruire les demandes de subventions des différents maîtres d'ouvrages concernés, de transmettre ces demandes au Département, qui liquidera et versera à la Métropole le montant de la subvention départementale. La Métropole reversera alors aux différents maîtres d'ouvrages les subventions départementales ainsi perçues. Les modalités de ces reversements de subventions seront néanmoins définies dans des conventions spécifiques à conclure avec chaque maître d'ouvrages concerné.

Le GIP MRU, quant à lui, percevra les subventions départementales pour les opérations qui étaient placées sous sa maîtrise d'ouvrage et pour lesquelles les dépenses ont été engagées avant le 31 décembre 2019, date de sa dissolution. Il sera en outre chargé d'assurer la finalisation de l'instruction et le reversement des subventions départementales appelées auprès de lui par les différents maîtres d'ouvrages avant le 31 décembre 2019.

Il est précisé qu'une démarche de transfert identique est engagée avec la Ville de Marseille et la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur et fera l'objet de délibérations et conventions spécifiques.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° DEVT 012-5206/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de lutter contre l'habitat indigne et dégradé ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° DEVT 013/18-7963/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant la reprise des activités d'élaboration et de mise en œuvre de projets de rénovation urbaine et des missions conduites en qualité de maître d'ouvrage par le Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine (GIP MRU) suite à sa dissolution ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'en l'absence de renouvellement de sa convention constitutive, le GIP MRU a été dissout au 31 décembre 2019 et qu'il est en cours de liquidation ;
- Que la Métropole a acté de la reprise des activités d'élaboration et de mise en œuvre de projets de rénovation urbaine et des missions conduites en qualité de maître d'ouvrage par le GIP MRU suite à sa dissolution ;
- Que la reprise de ces activités nécessite la reprise de l'ensemble des engagements souscrits dans le cadre des opérations relevant des programmes PRU.

Décide

Article 1 :

Est approuvé, dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur la ville de Marseille, le transfert à la Métropole Aix-Marseille-Provence des soldes de subventions départementales pour un montant de 8.151.298,30 euros ainsi que des provisions sur subventions déjà perçues par le GIP MRU pour un montant de 48 056,45 euros.

Article 2 :

Est approuvée la convention, jointe en annexe, fixant les modalités de règlement et de transfert à la Métropole des subventions départementales octroyées au GIP MRU dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur la ville de Marseille.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous-Politique E111 - Opération n°2020000400 - Chapitres 20 et 204.

La recette correspondante sera constatée en section investissement sur les budgets 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/425/D

■ Approbation d'une aide exceptionnelle pour l'aide au paiement des loyers en raison du confinement lié au COVID 19 par le Fonds de Solidarité Logement

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Certaines personnes ont vu leurs revenus fortement diminuer en raison du COVID-19 et du confinement qui s'en est suivi. Aussi, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité mettre en place un dispositif d'aide exceptionnelle et dérogatoire pour le paiement des loyers des mois d'avril et mai 2020. Le Fonds de Solidarité Logement (FSL) viendra en aide ponctuellement, à titre exceptionnel et dérogatoire, aux familles n'ouvrant pas droit habituellement à ce dispositif.

Les familles concernées devront justifier d'une diminution de leurs revenus pour les mois de mars et avril. Les personnes disposant d'indemnités journalières prises en charge par la CARSAT ou par Pôle Emploi, avant le 17 mars 2020 ne seront pas éligibles. Il faut donc entendre, perte de revenus, suite à l'arrêt de l'activité de l'employeur ou de sa propre activité, à compter du 17 mars 2020.

Les dossiers seront étudiés par les agents métropolitains en charge du FSL. Pour ce faire, plusieurs documents devront être fournis. Ceux-ci permettront de constater la perte évidente de revenus et de s'assurer que le Quotient Familial (QF) n'est pas supérieur à 1 000 euros (soit un QF compris entre 551 euros et 1 000 euros).

Afin de ne pas surcharger les travailleurs sociaux, la demande devra être faite en saisine directe. Il sera mis en ligne sur le site de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le formulaire à compléter, ainsi que la liste des pièces à fournir. L'ADIL, ainsi que l'ARHLM, les Maisons de Solidarité du Département des Bouches-du-Rhône, les CCAS des communes métropolitaines seront informés de cette disposition et pourront en informer les habitants de la Métropole. Pour simplifier la procédure il ne sera versé qu'une partie du résiduel de loyer (loyer chargé, déduction faite de l'allocation logement) ou du loyer plein si absence d'allocation logement, en subvention uniquement et correspondant à 60% maximum de ce montant.

Si le dossier est validé, la subvention étant exclusivement une aide au paiement du loyer, se fera uniquement par virement sur le compte bancaire ou postal, du bailleur privé ou public.

Cette mesure débutera dès la fin du confinement et la réception des dossiers est fixée au plus tard jusqu'au 15 août 2020 ; le cachet de la poste faisant foi. Au-delà de cette date, les dossiers ne seront plus recevables.

La Métropole, par délibération n° DEVT 006-2967/17/BM du 14 décembre 2017, a passé avec la CAF des Bouches-du Rhône, une convention n° 18/116 pour la gestion administrative, financière et comptable des aides financières du FSL. L'avenant n°1 à la convention de partenariat du 18 octobre 2018 a prolongé la mission confiée à la CAF des Bouches-du-Rhône jusqu'au 31 2021. Pour cette raison, la gestion financière et comptable de cette aide financière individuelle exceptionnelle sera également confiée à la CAF.

Les crédits seront inscrits sur le budget de fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Direction Habitat et Politique de la Ville – Service Cohésion Sociale et gérés par le dispositif du FSL.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- la loi n°90-449 du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG062-544/16/CM du 30 juin 2016 relative au transfert conventionnel des compétences départementales ;
- La délibération n° DEVT 006-2967/17/BM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une convention de partenariat avec la CAF des Bouches-du-Rhône dans le cadre du dispositif FSL ;
- La convention de partenariat avec n° 18/0116, notifiée le 05 février 2018, passée avec la CAF des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération n° DEVT 005-4400/18/BM du 18 octobre 2018 approuvant la prolongation de la convention de partenariat avec la CAF des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération DEVT 014-5208/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant la mise en place de mesures financières individuelles exceptionnelles dans le cadre du relogement de certains ménages ;
- La délibération DEVT 005-5296-18/BM du 13 décembre 2018 approuvant l'avenant n°2 avec la caisse d'Allocations Familiales pour le Fonds de Solidarité Logement ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'en raison du COVID 19 et du confinement qui en a résulté la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité mettre en place, sous conditions, une aide financière individuelle exceptionnelle pour le paiement des loyers d'avril et mai 2020

Décide

Article 1:

Est approuvé le versement d'une aide financière individuelle et exceptionnelle suite au confinement lié au COVID 19, sous réserve d'être éligible au dispositif, tel que défini dans le dossier ci-annexé, dans le cadre du paiement des loyers d'avril et mai 2020.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous Politique D211 – Nature 65748 – Fonction 424.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/426/D

■ Approbation de l'avenant n° 4 avec la Caisse d'Allocations Familiales pour le Fonds de Solidarité Logement

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Certaines personnes ont vu leurs revenus fortement diminués en raison du COVID-19 et du confinement qui s'en est suivi. Aussi, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité mettre en place un dispositif d'aide exceptionnelle et dérogatoire pour le paiement des loyers des mois d'avril et mai 2020. Le Fonds de Solidarité Logement viendra en aide ponctuellement, à titre exceptionnel et dérogatoire, aux familles n'ouvrant pas droit habituellement à ce dispositif.

Les compétences nécessaires pour l'attribution de ces aides financières individuelles relèvent du service métropolitain en charge du dispositif Fonds de Solidarité Logement (FSL).

Par délibération n° DEVT 006-2967/17/BM du 14 décembre 2017, une convention n° 18/116 a été passée avec la CAF des Bouches-du Rhône, prolongée par délibération n° DEVT 005-4400/18/BM du 18 octobre 2018, pour permettre la gestion administrative, financière et comptable des aides financières versées au titre du FSL.

Ce dispositif d'aide financière individuelle exceptionnelle lié au COVID 19, sera géré par les services métropolitains.

Toutefois, par souci de cohérence et dans le cadre de la convention passée avec la CAF des Bouches-du-Rhône, il semble opportun de prolonger le travail déjà engagé avec la CAF pour assurer la mise en paiement et la notification aux allocataires et aux bailleurs privés ou publics, des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La décision relative à la mise en place d'une aide financière exceptionnelle individuelle dans le cadre du COVID 19, reprend l'ensemble des critères d'éligibilité et du taux maximal de l'aide aux loyers des mois d'avril et mai 2020.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020

- La loi n°90-449 du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG062-544/16/CM du 30 juin 2016 relative au transfert conventionnel des compétences départementales ;
- La délibération n° DEVT 006-2967/17/BM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une convention de partenariat avec la CAF des Bouches-du-Rhône dans le cadre du dispositif FSL ;
- La convention de partenariat avec n° 18/0116, notifiée le 05 février 2018, passée avec la CAF des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération n° DEVT 005-4400/18/BM du 18 octobre 2018 approuvant la prolongation de la convention de partenariat avec la CAF des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération DEVT 014-5208/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant la mise en place de mesures financières individuelles exceptionnelles dans le cadre du relogement de certains ménages ;
- La délibération DEVT 005-5296-18/BM du 13 décembre 2018 approuvant l'avenant n°2 avec la caisse d'Allocations Familiales pour le Fonds de Solidarité Logement ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que la Métropole a souhaité mettre en place un dispositif d'aide financière individuelle exceptionnelle lié au COVID 19, pour le paiement des loyers des mois d'avril et mai 2020,
- Qu'il convient d'inclure le suivi comptable et budgétaire des aides financières exceptionnelles individuelles à la convention de partenariat avec la CAF

Décide

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°4 ci-annexé, à la convention de partenariat entre la CAF des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits sont nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole 2020 – Sous-Politique D211 – Nature 62268 – Fonction 424.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/427/D

■ Approbation de la subvention 2020 à l'Association Régionale HLM PACA CORSE (ARHLM PACA)

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Dans le cadre de sa compétence en matière d'Habitat, la Métropole est amenée à développer des partenariats afin de répondre au mieux aux attentes de la population. L'élaboration du Programme Local de l'Habitat, la mise en œuvre de la réforme de la gestion de la demande de logements sociaux avec la Conférence Intercommunale du Logement, les divers programmes de rénovation urbaine initiés sur le territoire, ou la prise en compte de la précarité énergétique subie par nombre de nos concitoyens, sont autant de sujets qui nécessitent de s'entourer d'experts en mesure de relayer les contraintes du terrain.

Parmi eux, l'ARHLM PACA, qui a vocation à assurer la représentation collective des organismes HLM, est un acteur incontournable en matière d'habitat et de logement disposant d'un savoir-faire ancien et reconnu dans l'animation du réseau professionnel des organismes de logement social.

Interlocuteur privilégié de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'ARHLM PACA a d'ailleurs d'ores et déjà participé à plusieurs travaux, tels que le Programme Local de l'Habitat (PLH), la Conférence Intercommunale du Logement (CIL), le renouvellement urbain.

C'est la raison pour laquelle la Métropole et l'ARHLM PACA ont souhaité formaliser ce partenariat dans le cadre d'une convention d'une durée de trois ans (2019 – 2021) mobilisant le savoir-faire partenarial de l'ARHLM PACA pour la mise en œuvre d'un programme de travail qui s'articule autour de quatre chantiers principaux :

- Le Programme Local de l'Habitat (PLH)
- Les travaux de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL)
- La Politique de la Ville, comprenant à la fois le champ du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine et la Cohésion Sociale,
- La précarité énergétique.

Par délibération n° DEVT 002-4398/18/BM du Bureau de la Métropole en date du 18 octobre 2018, la Métropole a ainsi approuvé la convention de partenariat et fixé à hauteur de 30 000 € par an sa participation financière.

Sous réserve d'approbation annuelle de la subvention par l'assemblée délibérante, le versement de cette participation est conditionné à la communication d'un bilan annuel de mise en œuvre du programme d'action par l'ARHLM PACA.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains et notamment l'article 55 intitulé « dispositions relatives à la solidarité entre communes en matière de l'habitat » ;
- La loi n°2003-710 du 1^{er} août 2003 relative à l'orientation et à la programmation pour la ville et la rénovation urbaine ;
- La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et notamment les déclinaisons relatives au PLH et le décret n°2005-317 du 4 avril 2005 modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement ;
- La loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ;
- La loi n°2013-61 du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et aux obligations de renforcement des obligations de production de logements sociaux ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite loi "ALUR" et notamment l'article 97, codifié par l'article du code de la construction et l'habitation N° L441-1-5 ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- Le plan local d'action pour l'hébergement et le logement des personnes défavorisées (PDHALPD) approuvé le 17 juin 2016 ;
- La délibération n° DEVT 002-4398/18/BM du 18 octobre 2018 approuvant la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'ARHLM ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'il convient de poursuivre le programme pluriannuel d'actions inscrit dans la convention partenariale entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'ARHLM PACA.

Décide

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 30 000 euros au titre de l'année 2020 en application de la convention de partenariat 2019-2021 conclue entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'ARHLM PACA.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous-Politique D111 - Nature 65748 - Fonction 552.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL

**ENVIRONNEMENT, DEVELOPPEMENT
DURABLE, AGRICULTURE ET FÔRET**



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/428/D

■ Attribution d'une subvention à l'institut AGRO-Montpellier Supagro pour la création d'une bergerie expérimentale et multimodale au sein du Domaine du Merle à Salon de Provence - Approbation d'une convention

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Dans le cadre de l'exercice de ses politiques publiques, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient de nombreux projets qui font l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

L'institut Agro, Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, a été créé le 1^{er} janvier 2020 par le regroupement de Montpellier SupAgro et d'Agrocampus Ouest.

Ce dernier apportera un soutien renforcé aux acteurs des filières agricole et alimentaire pour conduire les transitions agroécologiques, alimentaires, numériques et climatiques grâce à ses contributions en matière de formation, de recherche, d'innovation et d'appui à l'enseignement technique agricole.

Montpellier SUPAGRO dispose de deux centres d'expérimentations dont le Domaine du Merle à Salon de Provence.

Plateforme pédagogique et expérimentale de l'école, le Domaine du Merle s'inscrit dans la transition agroécologique au service des étudiants, des chercheurs et des acteurs socio-économiques que sont les entreprises, les agriculteurs et les collectivités territoriales au travers de ses activités sur l'élevage et la production de foin :

- Production durable et commercialisation des produits issus du domaine : production ovine (IGP Agneau de Sisteron et reproducteurs sélectionnés) et foin de Crau AOP
- Formation de bergers transhumants (aujourd'hui la plus ancienne, mise en place en 1930 par l'Union Ovine de France), formations initiales et continue d'étudiants de L'Institut Agro - Montpellier SupAgro et d'autres établissements d'enseignement supérieur ou technique et de différents partenaires
- Activités d'expérimentation zootechnique et hydraulique avec les partenaires scientifiques de L'Institut Agro - Montpellier SupAgro, et activités de démonstration et de diffusion en réponse aux demandes de la filière régionale ovine et des acteurs de la gestion de l'eau et du foin de Crau

- Diffusion de la culture scientifique vers le grand public : salon des Agricultures de Provence, flâneries provençales, Ovinpiades, journées techniques, accueil de scolaires
- Création du Centre euro-méditerranéen de ressources sur la transhumance en partenariat avec la Maison de la Transhumance
- Terre d'accueil du Salon des Agricultures de Provence coorganisé par le Département des Bouches du Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Pays d'Arles et la Chambre d'Agriculture des Bouches du Rhône
- Siège de la Maison de la Transhumance

Présentation du Projet :

Le Domaine du Merle souhaite se doter d'une bergerie multimodale - plateforme technologique innovante au service des éleveurs. Il s'agit de créer un bâtiment modulaire adaptable, en dimension ou en organisation, aux diverses fonctions des espaces techniques, équipé pour les activités expérimentales et l'évaluation de nouvelles solutions technologiques, et permettant l'accueil de publics.

Compte tenu du système de production habituel en Crau, il est nécessaire que la bergerie remplisse efficacement les fonctions suivantes : agnelages, lots de brebis allaitante, lots de lutte. De plus, l'élevage ovin, en région SUD Provence Alpes Côte d'Azur en général et dans les Bouches-du-Rhône en particulier, se caractérise par une taille importante des troupeaux, taille qui continue de s'accroître. Le projet doit donc répondre à la gestion de lots de taille variable voire importante mais aussi porter une attention à la gestion de la main d'œuvre (temps de travail, pénibilité, ergonomie des équipements, ...).

Ce projet entre dans les objectifs du Projet Alimentaire Territorial porté la Métropole Aix-Marseille-Provence et le PETR du Pays d'Arles. En effet ce type de projet à la pointe de l'innovation vient accompagner les éleveurs du territoire dans leur quotidien et favorise le soutien au pastoralisme et au système agrosylvopastoral.

Objectifs : Production – Expérimentation

Le volet expérimental nécessite des phases d'élevage en lots de taille réduite avec une connaissance très précise des flux (entrées- sorties animaux, aliments). Une partie de la bergerie devra donc pouvoir répondre à ces nécessités : alimentation sélective en petits lots d'animaux (agneaux et brebis), zone de pesée et échantillonnage d'aliments, équipements de mesure sur les animaux. En effet, la demande actuelle porte souvent sur l'évaluation environnementale de la production ovine pendant la phase de bergerie.

Des équipements informatiques seront implantés dans cette bergerie distante : réseaux hétérogènes (filaire et sans fil), signaux visio et audio. Ces fonctionnalités, choisies pour être les moins coûteuses et adaptées à l'environnement difficile de l'élevage, répondront aux besoins de gestion des données aux fins d'élevage et d'expérimentation.

Calendrier prévisionnel de réalisation :

- Réalisation de l'étude de faisabilité au 1^{er} semestre 2020
- Conception du projet au 2^e semestre 2020
- Travaux de réalisation sur l'année 2021

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 410 000 €. L'auto financement de Montpellier SUPAGRO correspondra au solde restant après versement des subventions des financeurs soit a minima 80 000 €.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Dépenses		Recettes	
Structure du Bâtiment	212 000,00 €	Région SUD PACA	150 000,00 €
Réseaux : eaux, électricité, courants faibles, etc..	33 000,00 €	Conseil départemental 13	70 000,00 €
Equipements d'élevage	22 500,00 €	Métropole Aix-Marseille-Provence	50 000,00 €
Pont roulant avec plateau pour distribution dans tout le bâtiment	7 000,00 €	Partenaires (INRAE, Crédit agricole, Groupama)	58 000,00 €
Equipements expérimentaux	28 300,00 €		
Equipements électroniques pour pesées, tri...	27 900,00 €		
Aménagements expérimentaux : labo, pharmacie, local endoscopie, etc.)	34 300,00 €		
Total travaux et matériels	365 000,00 €	Total financeurs	328 000,00 €
Etude de Faisabilité, AMO	45 000,00 €	Autofinancement SUPAGRO	82 000,00 €
Total général	410 000,00 €		410 000,00 €

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « création d'une bergerie multimodale sur le Domaine du Merle ».

Décide

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 50 000 euros pour le projet de bergerie multimodale sur le Domaine du Merle pour 2020 représentant environ 12,2 % du coût total du projet.

Article 2 :

Sont approuvés les termes de la convention d'objectifs à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Institut AGRO – Montpellier SUPAGRO (figurant en annexe).

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer tout acte et à prendre toute disposition concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 sous politique G710 aide à l'agriculture – Fonction 6312 - Chapitre 2019004000 - Compte 2031 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/429/D

■ Renouvellement de l'adhésion à l'Association Prévigrêle pour l'année 2020 et paiement de la cotisation

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Prévigrêle est une association régie par la loi 1901, dont l'objet est d'organiser la prévention et la lutte contre les fléaux atmosphériques, et notamment la grêle.

Son aire d'action sur le secteur Sud-Est du réseau national s'étend sur 5 départements limitrophes (Bouches-du-Rhône, Vaucluse, Drôme, Ardèche et Gard).

Elle adhère à l'ANELFA (Association Nationale d'Etude et de Lutte contre les Fléaux Atmosphériques) qui regroupe 15 associations départementales. Ainsi, huit-cent-quarante-trois générateurs au sol en fonctionnement et plus de 1 200 stations de mesures (grêlimètres) sont implantés sur le terrain. La zone protégée est d'environ 60 000 km².

Le programme de prévention de la grêle réalisé par Prévigrêle consiste à ensemercer les nuages à grêle à partir d'un réseau de 162 générateurs au sol, dans le réseau « sud-est » et à mesurer les chutes de grêle au moyen d'un réseau de grêlimètres.

La surveillance contre les risques de grêle se fait sur une période allant du 25 mars au 15 octobre en partenariat avec l'ANELFA et Météo France.

L'action de l'association permet ainsi de préserver les terres agricoles mais aussi les biens de la population du territoire métropolitain.

Compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par Prévigrêle, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à cette association par délibération n°ENV 005-1136/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016, et a renouvelé son adhésion à cette association au titre des années 2017, 2018 et 2019.

Eu égard aux missions de cette association, il est aujourd'hui proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Prévigrêle pour l'année 2020 et d'approuver le montant de la cotisation fixé à un euro, conformément à l'article 3 du Règlement Intérieur de l'association.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ENV 005-1136/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant adhésion à l'association Prévigrêle et désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que l'association Prévigrêle a pour objet d'organiser la prévention et la lutte contre les fléaux atmosphériques, et notamment la grêle.
- Que l'action de l'association permet ainsi de préserver les terres agricoles mais aussi les biens de la population du territoire métropolitain.
- Qu'en égard aux missions et actions de cette association, il convient de renouveler l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à Prévigrêle pour l'année 2020 et d'approuver le montant de la cotisation correspondante.

Décide

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Prévigrêle pour l'année 2020 et le paiement de la cotisation 2020 qui s'élève à un euro.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section de fonctionnement sur le Budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Chapitre 65 – Compte : 657382 - Fonction 76.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/430/D

■ Attribution de subvention au profit de l'association Prévigrêle pour l'année 2020 - Approbation d'une convention d'objectifs

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Prévigrêle est une association loi 1901, dont l'objet est d'organiser la prévention et la lutte contre les fléaux atmosphériques, et notamment la grêle.

Son aire d'action sur le secteur Sud-Est du réseau national s'étend sur 5 départements limitrophes (Bouches-du-Rhône, Vaucluse, Drôme, Ardèche et Gard).

Elle adhère à l'ANELFA (Association Nationale d'Etude et de Lutte contre les Fléaux Atmosphériques) qui regroupe 15 associations départementales. 843 générateurs au sol en fonctionnement et plus de 1 200 stations de mesures (grêlimètres) sont implantés sur le terrain. La zone protégée est d'environ 60 000 km².

Les objectifs de l'association sont :

- Préserver l'agriculture tant en amont qu'en aval de la production et apporter ainsi une aide aux territoires agricoles (arboricultures, viticultures, serres, maraîchages, céréales)

- Protéger les biens de la population : voitures, vérandas, toitures, panneaux solaires et apporter ainsi un soutien au territoire protégé pour solutionner un problème qui coûte très cher à l'économie.

En conclusion, l'intérêt de cette action pour la Métropole Aix-Marseille-Provence est substantiel, dans le domaine de la protection des cultures et des équipements agricoles.

L'action se situerait sur le Territoire du Pays Salonais. Actuellement, 8 générateurs au sol sont installés sur les communes de Berre l'Etang, Charleval, La Fare les Oliviers, Lamanon, Pélissanne, Salon-de-Provence et Sénas.

Dans le cadre de sa politique en faveur de l'agriculture, le Conseil de Territoire du Pays Salonais a souhaité les années précédentes participer à l'action de prévention de cette association sur son territoire.

Afin de pouvoir continuer à œuvrer sur le Territoire du Pays Salonais, l'association Prévigrêle sollicite une subvention d'un montant de 27 344 euros au titre de l'année 2020.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment ses articles 9-1 et 10 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;
- La délibération n° FAG 002/542/16/CM en date du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence définissant les modalités de décisions d'octroi de subventions aux associations par les Conseils de Territoire ;
- La délibération du Bureau de la Métropole relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Prévigrêle pour l'année 2020 ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Décide

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement de 27 344 euros au profit de l'association « Prévigrêle » au titre de l'année 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association « Prévigrêle ».

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section de fonctionnement sur le BPMF Budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Chapitre 65 – Compte : 657382 - Fonction 76.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/431/D

■ Approbation d'une convention de partenariat avec les laboratoires de recherche universitaire TELEMMe et LPED, rattachés à Aix Marseille Université, en vue de la constitution et de l'animation d'un comité scientifique du projet de Parc agricole des Piémonts de l'Etoile

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence porte un projet de Parc agricole sur les secteurs de Sainte Marthe et Bessons-Giraudy (Marseille 14ème), sur les contreforts du Massif de l'Etoile.

Ce Parc, qui s'inscrit en plein dans le projet d'agriculture urbaine présenté fin 2019, a vocation à préserver et remettre en culture des espaces agricoles à fort potentiel, à protéger des valeurs naturelles, paysagères et culturelles de ce terroir bastidaire exceptionnel, tout en promouvant le lien avec la ville et en développant l'usage social du territoire, par les citoyens dans et hors quartier.

Il reposera sur un équilibre entre les activités de production, les usages publics et les valeurs environnementales, en accueillant dans son périmètre des espaces à vocation variée : autour d'un noyau de production agricole, se retrouveront des espaces de préservation de la biodiversité (espaces boisés, prairies, haies, fonds de vallon), de jardinage (jardins partagés et/ou familiaux), loisir (cheminements de proximité, parcours culturels, accès au massif), éducation et sensibilisation (au sein d'exploitations), insertion sociale (via le travail agricole), articulés avec les habitations existantes et les nombreux établissements de soin à la personne déjà implantés sur le site.

En mai 2019, un comité de pilotage rassemblant des élus métropolitains et marseillais a validé les grands principes d'un projet de parc agricole sur le site dont le corollaire est la réduction du périmètre de ZAC et la transformation des zones urbaines ou à urbaniser en zones agricoles et naturelles. Le projet est également l'une des actions emblématiques du Plan d'action métropolitain en faveur de l'agriculture urbaine, délibéré en octobre 2019.

Le projet de Parc agricole et naturel repose sur un concept novateur, rassemblant diverses fonctions urbaines et agricoles sur un même espace. Il implique une certaine complexité dans la diversité des processus à mettre en œuvre et la combinaison d'outils et d'interlocuteurs, relevant à la fois du monde agricole et du monde urbain. Il est de plus adossé au Massif de l'Etoile-Garlaban, qui fait l'objet d'un Plan

de massif et d'une protection Natura 2000, tous deux gérés par la Métropole. Enfin, ce projet a émergé dans le cadre de la modification du projet de ZAC des Hauts de Sainte Marthe, dont le concédant est la Métropole et qui recoupe en partie le périmètre du parc.

Ce projet, de par sa taille, son caractère innovant et la réponse qu'il apporte aux attentes sociétales actuelles, est détenteur d'un potentiel d'inversion du regard sur le territoire métropolitain et de forte attractivité. Afin de garantir son succès et son exemplarité, il est proposé que la Métropole soit accompagnée dans sa conception et sa mise en œuvre par un comité scientifique doté des compétences les plus pointues dans les domaines concernés.

Par ailleurs, le laboratoire Temps, Espaces, Langages, Europe Méridionale – Méditerranée (TELEMMe) est une Unité Mixte de Recherche rattachée à la fois à Aix-Marseille-Université et au CNRS (Institut national des Sciences humaines et Sociales). Forte de 87 membres titulaires et 49 doctorants, TELEMMe conduit de nombreuses recherches sur les processus et les modalités de construction et de gestion des espaces euroméditerranéens, à différentes échelles et dans leurs multiples imbrications (axe recherche n°3). Son groupe « Paysages, politiques publiques et projets d'aménagement » vise à promouvoir une articulation forte entre recherche et action au sein des territoires métropolisés méditerranéens dans la prise en compte des paysages et dispose d'une expertise en agriculture urbaine et nature en ville. Cette expertise se traduit par des coopérations scientifiques avec des unités de recherche reconnues en agriculture urbaine (notamment AgroParisTech) et une connaissance détaillée de plusieurs projets de parc agricoles européens.

Ainsi, il est proposé que le laboratoire TELEMMe prenne en charge la constitution et assume l'animation et la direction du comité scientifique du projet de Parc agricole. De par sa spécialisation thématique, il agira en tant que conseiller scientifique de la Métropole sur la correcte prise en compte des caractéristiques d'une part historiques et patrimoniales, et d'autre part géographiques et paysagères du site dans la conception et la mise en œuvre du projet. Deux chercheurs seront nommés membre du comité scientifique à ce titre.

Cet apport de connaissance scientifique sera complété par la participation au comité, sur proposition de TELEMMe, du Laboratoire Population Environnement Développement. Le LPED est une unité mixte de recherche placée sous la double tutelle de Aix-Marseille Université et de l'Institut pour la Recherche et le Développement. Le Pôle Ecosource du LPED, qui regroupe écologues et sociologues de l'environnement, conduit des travaux de recherche en écologie urbaine qui portent sur la dynamique de la biodiversité dans les espaces urbanisés et sur les usages, perceptions et actions publiques concernant cette même biodiversité. L'expérience et l'antériorité des travaux du LPED, en particulier dans les parcs urbains de Marseille, le placent en bonne position parmi les structures universitaires françaises spécialistes de la biodiversité urbaine.

De par sa spécialisation thématique, le LPED agira en tant que conseiller scientifique de la Métropole sur la correcte prise en compte dans la conception et la mise en œuvre du projet, d'une part des caractéristiques écologiques du site (écologie du paysage et écologie végétale), et d'autre part de la sociologie des usages existants. Trois chercheurs seront nommés membre du comité scientifique à ce titre.

Il est à noter que la collaboration avec ces deux unités de recherche s'insère pleinement dans la convention cadre de partenariat signée le 15 décembre 2017 entre la Métropole et Aix-Marseille Université, acteur essentiel de la formation initiale et continue, de l'innovation et de la recherche du territoire métropolitain, contribuant à la fois à son attractivité et à son développement économique.

Si le comité scientifique initiera son travail de conseil en s'appuyant sur cinq chercheurs, d'autres laboratoires ou chercheurs spécialisés pourront être intégrés au comité scientifique au fil du temps.

Le comité scientifique du projet de Parc agricole assumera les fonctions suivantes :

- Conseil du comité de pilotage du projet, composé d'élus de la Métropole et de ses partenaires (Département des Bouches-du-Rhône, SAFER PACA, Chambre d'agriculture, Cité de l'agriculture, etc.) ;
- Accompagnement de l'équipe technique du projet, composée de techniciens de la Métropole et de ses partenaires.

Pour ce faire, le comité scientifique émettra des recommandations sur les orientations stratégiques à long terme du projet. Il fournira des avis scientifiques sur l'avancement et les résultats des études produites dans le cadre du projet et sur la conduite générale du projet. Il éclairera les choix des élus et techniciens en leur faisant bénéficier des avancées récentes de la recherche scientifique et des retours sur expérience générés ailleurs en France et en Europe.

Pour atteindre ces objectifs, TELEMMe et le LPED s'engagent à mobiliser de façon pleine et entière leur expertise et à mettre à œuvre tous les moyens nécessaires, essentiellement via la mise à disposition des chercheurs nommés pour siéger au comité.

De son côté, la Métropole s'engage à informer en toute transparence le comité scientifique et à prendre en compte ses orientations et avis, dans les limites de la faisabilité réglementaire et économique des conséquences que ces orientations génèreraient.

Le comité scientifique pourra également réaliser pour le compte du comité de pilotage des recherches-actions ou actions pédagogiques (notamment des ateliers mobilisant des étudiants ou chercheurs) spécifiques, sur des questions précises, qui elles, donneraient lieu à un financement dédié via la signature d'un avenant à la convention.

Afin de formaliser les modalités de fonctionnement de cette collaboration scientifique novatrice, une convention de partenariat entre la Métropole et Aix-Marseille Université, qui assure la représentation des deux laboratoires, est proposée. Cette convention n'a aucune incidence financière.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le décret n°2011-1010 du 24 août 2011 portant création de l'université Aix-Marseille ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ECO 007-2442/17/BM du 19 octobre 2017 approuvant la convention cadre de partenariat entre la métropole et Aix-Marseille Université ;
- La délibération n° ENV 001-7141/19/CM du 24 octobre 2019 approuvant les axes stratégiques du plan d'action de la Métropole en faveur de l'agriculture urbaine ;
- La délibération n° ENV 001-7974/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant la stratégie du Projet Alimentaire Territorial réalisé conjointement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays d'Arles et le dépôt de la demande de labellisation du Projet ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que la Métropole porte un projet ambitieux de Parc agricole des Piémonts de l'Etoile, qui a vocation à préserver et remettre en culture des espaces agricoles à fort potentiel, à protéger des valeurs naturelles, paysagères et culturelles de ce terroir bastidaire exceptionnel, tout en promouvant le lien avec la ville et en développant l'usage social du territoire, par les citoyens dans et hors quartier,
- Qu'à ce titre, le projet contribue au développement de l'agriculture urbaine que la Métropole Aix-Marseille Provence entend soutenir via son plan d'action dédié,
- Que la Métropole souhaite être accompagnée dans sa conception et sa mise en œuvre par un comité scientifique doté des compétences adéquates afin de garantir son succès et son exemplarité,
- Et que les laboratoires TELEMMe et LPED, rattachés à Aix Marseille Université, disposent d'expertises complémentaires en histoire, géographie, paysage, écologie et sociologie et sont volontaires pour intégrer un comité scientifique, dont la vocation sera de conseiller et accompagner la Métropole dans la conception et mise en œuvre du projet.

Décide

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée définissant les modalités de partenariat entre la Métropole et Aix-Marseille Université, pour le compte des laboratoires TELEMMe et LPED.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer cette convention et tout document y afférent.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/432/D

■ Attribution d'une subvention à l'association Urban Prod pour la réalisation de podcasts sur la biodiversité métropolitaine

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020, prend la décision suivante :

Avec environ 50% de son territoire couvert par des espaces naturels, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit la mise en œuvre d'actions de valorisation de ce patrimoine naturel et paysager. Elle porte dans son projet l'ambition de mise en œuvre d'actions de médiation pour « faire métropole autrement ».

Avec la tenue du Congrès mondial de la nature et les événements autour de « l'appel de la nature », l'année 2020 va mettre en lumière le patrimoine naturel méditerranéen exceptionnel du territoire.

Dans ce contexte, l'association URBAN PROD propose une action de valorisation et d'amélioration de l'état des connaissances de la faune du territoire métropolitain à travers la réalisation de podcasts (technologie de diffusion de fichiers multimédias audio).

5 podcasts de 10 minutes seront enregistrés sur des espèces phares de la métropole. Les podcasts seront réalisés par la journaliste spécialisée animalière Ambre Gaudet sur des zones spécifiques du territoire métropolitain (parcs naturels, réserves naturelles, sites Natura 2000, grand site), que la métropole accompagne dans sa politique de gestion et valorisation des espaces naturels.

Les épisodes seront diffusés sur des bornes présentes au sein de l'espace nature congrès mondial de l'UICN. Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action de la DGA agriculture, forêt, paysages et espaces naturels, dans sa mission de mise en valeur de la richesse de la faune du territoire métropolitain. Il répond à une volonté d'instaurer une culture de la biodiversité locale, faire comprendre et partager les enjeux de sa conservation.

Le budget prévisionnel est de 8 409 euros pour la réalisation de 5 podcasts.

La Métropole Aix-Marseille-Provence propose de financer cette action à hauteur de 5 000 euros en un versement unique conformément au Règlement Budgétaire et Financier.

La demande de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste utiliser la subvention attribuée conformément à son affectation.

l'association fournira, au plus tard le 30 juin 2021, le compte rendu financier, les comptes annuels de l'organisme (lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du commissaire aux comptes), le rapport d'activité et le procès verbal de l'AG approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L 1611-4 du CGCT, l'association facilitera l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par la Métropole. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'avis de la commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Les enjeux attachés à la conclusion de cette subvention.

Décide

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 5 000 euros pour une action spécifique à l'association Urban Prod pour l'année 2020.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence (BPM) : En section de fonctionnement : Gestionnaire FORET4, Sous-politique G811 – Chapitre 65 – Fonction 76 – Nature 65748 pour un montant de 5 000 euros.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/433/D

■ Attribution d'une subvention à l'association "Les Panoramistes"- Approbation d'une convention

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé une politique de valorisation du paysage, conformément à la délibération du 14 décembre 2017 (n° ENV 007-3306/17/CM), qui précisait les modalités d'application de cette compétence, et en continuité avec le Projet métropolitain.

Suite au rapport d'état des lieux des paysages anthropisés, réalisé avec les agences d'urbanisme AGAM et AUPA, en 2018-2019, l'étape suivante est l'engagement dans une démarche d'élaboration d'un plan de paysage métropolitain. Ce document à visée opérationnelle sera co-construit dans le cadre d'une importante phase de concertation avec les territoires, afin de partager le diagnostic, les enjeux et objectifs de qualité paysagère, puis la définition d'un programme d'actions, ciblées sur des sites pilotes.

Dans le cadre de cette concertation, la Métropole souhaite conventionner avec l'association « Les Panoramistes », créatrice et animatrice de l'observatoire photographique du paysage (OPP) du GR2013, afin de soutenir et pérenniser cet observatoire, ainsi que d'enrichir la concertation par des animations culturelles autour du GR 2013, outil idéal de découverte des paysages naturels et urbains de notre territoire.

L'association « Les Panoramistes » a effectué une demande de subventions, en ce sens, pour un programme intitulé « Paysages usagés », qui a pour objectif la reconduction des points de vue de l'OPP du GR2013 et la poursuite de la partie participative de l'OPP, par l'animation du groupe de volontaires, engagés dans la reconduction d'une partie des points de vue (cf. le site de l'OPP : <http://www.opp-gr2013.com>).

Le projet Paysages Usagés, Observatoire Photographique du paysage depuis le GR2013, a adopté la forme des Observatoires Photographiques des Paysages Nationaux suivant la méthode officielle décrite en 2008 par le ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire. Ce projet s'inscrit totalement comme ressource dans la mise en place de l'OPP de la métropole au sein du Plan Paysage.

Cette démarche présente un grand intérêt pour le territoire métropolitain car elle correspond aux orientations de la politique publique de valorisation des paysages métropolitains et constitue une ressource essentielle pour la concertation et la co-construction du plan de paysage métropolitain.

Compte tenu de ce qui précède, la Métropole se propose d'octroyer une subvention de 5 000 euros à l'association « Les Panoramistes » afin de poursuivre cette action et contribuer à l'élaboration du plan de paysage métropolitain.

Il convient donc d'établir une convention annuelle d'objectifs, afin de préciser les modalités de versement de cette subvention.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'avis de la commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- L'intérêt de cette démarche associative originale et ambitieuse proposée dans le cadre de la concertation menée par la Métropole autour du plan de paysage métropolitain.

Décide

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement spécifique de 5 000 euros à l'association « Les Panoramistes », pour l'année 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention annuelle d'attribution pour le versement de la subvention à l'association « Les Panoramistes » et pour la réalisation du programme « Paysages usagés » ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence (BPM), en section de fonctionnement : Sous-politique G811 – Chapitre 65 – Fonction 6312 – Nature 65748.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/434/D

■ Approbation d'une convention d'occupation temporaire d'un terrain du Conservatoire du littoral pour l'installation d'une vigie provisoire sur le Mont Carpiagne à Marseille

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Dans le cadre de sa mission de préservation des forêts, la Métropole s'est engagée dans la mise en œuvre du Plan de Massif de Protection des Forêts Contre l'Incendie des Calanques. Celui-ci prévoit notamment la mise en place d'une vigie de surveillance des feux de forêts sur le Mont Carpiagne, commune de Marseille.

Sur la base des expérimentations menées en 2018 et 2019 en coordination avec l'ensemble des partenaires concernés (Parc national, ville de Marseille, Conseil Départemental, SDISS, Bataillon des Marins Pompiers, Conservatoire du littoral, DREAL...) il est proposé de reconduire l'installation de cette vigie provisoire (période d'été) sur un terrain appartenant au Conservatoire du littoral, dans l'attente de l'installation d'une vigie pérenne.

Pour ces raisons, il est convenu d'établir une convention d'occupation temporaire de la parcelle n° 854 D0040 appartenant au Conservatoire du littoral, sur la commune de Marseille, pour l'installation d'une vigie provisoire de surveillance des feux de forêts pour les périodes suivantes :

- du 1^{er} juillet au 31 août 2020 ;
- du 1^{er} juillet au 31 août 2021.

Le Parc National des Calanques, gestionnaire des terrains du Conservatoire du littoral, est lui aussi signataire de la convention.

Par ailleurs, considérant que la mise en place de la vigie par la Métropole contribue à assurer la conservation du domaine public et répond à une mission de sécurité publique, l'occupation du terrain est consentie à titre gratuit.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération ENV 001-2808/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant sur la généralisation de l'exercice de la compétence « Milieux forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Décide

Article 1 :

Est approuvée la convention d'occupation temporaire de la parcelle n° 854 D0040 (commune de Marseille) entre le Conservatoire du littoral, propriétaire, le Parc National des Calanques, gestionnaire, et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/435/D

■ Demande de subvention d'investissement 2020 relatives aux opérations de Défense des Forêts Contre l'Incendie sur les massifs des Calanques, de la Côte Bleue, de l'Etoile, du Garlaban, de la Marcouline - Cap Canaille et de Pont-de-Rhaud

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements, qui traduisent les politiques publiques métropolitaines, peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre de la politique de Défense de la Forêt Contre l'Incendie (DFCI) menée par la Métropole Aix-Marseille-Provence, des programmes ambitieux de travaux forestiers de protection incendie et d'accessibilité aux massifs pour les services de secours sont mis en œuvre chaque année.

Chaque année, la Métropole Aix-Marseille-Provence établit, en accord avec les Comités de Gestion des massifs forestiers de son territoire, les programmes de travaux de Défense de la Forêt Contre l'Incendie à réaliser, conformément aux Plans de Massifs de Protection de la Forêt Contre l'Incendie (PMPFCI), anciennement appelés PIDAF.

Six massifs forestiers sont concernés :

Calanques,
Côte Bleue,
Etoile,
Garlaban,
Marcouline – Cap Canaille,
Pont-de-Rhaud.

Ces programmations comprennent les travaux suivants :

- diminution de la biomasse,
- mise en sécurité des bords de piste DFCI,
- réalisation de pistes DFCI,

- installation d'équipements hydrauliques.

Ces opérations peuvent être subventionnées à un taux maximum de 80 % d'aides publiques par l'Union Européenne, l'État, la Région Sud Provence – Alpes – Côte d'Azur et le Département des Bouches-du-Rhône, notamment au titre du dispositif 8.3.1 du Programme de Développement Rural (PDR) régional relatif aux aides aux opérations de défense des forêts contre les incendies du FEADER.

Le coût prévisionnel de ce programme pour 2020 est estimé à 941 345,20 € HT (soit 1 129 614,24 € TTC). Le coût des travaux proposés, dont le détail est annexé à la présente délibération, est réparti, par massif, comme suit :

Programme 2020	
Massif forestier concerné	Montant en € HT
Massif des Calanques	57 959,00 €
Massif de la Côte Bleue	80 097,40 €
Massif de l'Etoile	303 369,00 €
Massif du Garlaban	257 804,80 €
Massif de la Marcouline – Cap Canaille	131 945,00 €
Massif de Pont-de-Rhaud	110 170,00 €
Total HT	941 345,20 €
TVA (20 %)	188 269,04 €
TOTAL TTC	1 129 614,24 €

Le plan de financement prévisionnel de ce programme est le suivant :

Financements externes	TAUX	MONTANTS HT
Union européenne	20 %	188 269,04 €
État	20 %	188 269,04 €
Région SUD PACA	20 %	188 269,04 €
Département des Bouches-du-Rhône	20 %	188 269,04 €
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	188 269,04 €
TOTAL HT		941 345,20 €

La présente décision vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à ce programme, et en particulier l'Union Européenne, l'État, la Région Sud Provence -Alpes-Côte d'Azur et le Département des Bouches-du-Rhône.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire Financier ;
- La délibération ENV 001-2808/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant sur la généralisation de l'exercice de la compétence « Milieux forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La délibération ENV 011-5410/19/BM du Bureau de la Métropole du 28 février 2019 ouvrant l'Autorisation de Programme n°190232BP du programme 23 de la Métropole relative à l'opération d'investissement n°2019004100 « Préservation et Valorisation des espaces forestiers de la Métropole Aix – Marseille – Provence » ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit la réalisation, sur les massifs forestiers des Calanques, de la Côte Bleue, de l'Etoile, du Garlaban, de la Marcouline – Cap Canaille et de Pont-de-Rhaud, d'un programme de travaux de Défense de la Forêt Contre l'Incendie, conformément aux PMPFCI, anciennement appelés PIDAF ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à ce programme, en particulier l'Union Européenne, l'État, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur et le Département des Bouches-du-Rhône.

Décide

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'État, de la Région Sud Provence – Alpes – Côte d'Azur et du Département des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ce programme.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2020 et suivants de la Métropole Aix Marseille Provence – Nature 2031, Fonction 76, Sous-politique G810, Opération n°2019004100, Autorisation de programme 190232BP.

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Principal Métropolitain, en section d'investissement : Opération budgétaire 190232, Nature 1321 pour l'État, 1322 pour la Région, 1323 pour le Département et 13278 pour l'Europe, Fonction 76.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/436/D

■ Demande de subvention d'investissement 2020 pour les opérations de Défense des Forêts Contre l'Incendie sur les massifs du Territoire du Pays d'Aix

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020, prend la décision suivante :

Dans le cadre de la politique de Défense de la Forêt Contre l'Incendie (DFCI) menée par la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Territoire du Pays d'Aix poursuit un programme ambitieux de mise en œuvre de travaux forestiers de protection incendie et d'accessibilité aux massifs pour les services de secours. Ces actions peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés.

Il importe, en conséquence, de solliciter dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Chaque année, le Territoire du Pays d'Aix établit, en accord avec les Comités consultatifs des massifs forestiers de son territoire, les programmes des travaux de Défense de la Forêt Contre l'Incendie à réaliser, conformément aux Plans de Massifs de Protection de la Forêt Contre l'Incendie (PMPFCI), anciennement appelés PIDAF.

Six massifs forestiers sont concernés :

Montaiguet et collines environnantes,
Régagnas - Monts Auréliens,
Quatre Termes,
Arbois – Pas des Lanciers,
Chaîne des Côtes – Trévaresse,
Concors – Sainte-Victoire.

Ces programmations comprennent les travaux suivants :

- diminution de la biomasse,
- mise en sécurité des bords de piste DFCI,
- réalisation de pistes DFCI,
- installation d'équipements hydrauliques.

Ces opérations peuvent être subventionnées à un taux maximum de 80 % d'aides publiques par l'Union Européenne, l'État, la Région Sud Provence – Alpes – Côte d'Azur et le Département des Bouches-du-

Rhône, notamment au titre du dispositif 8.3.1 du Programme de Développement Rural Régional (PDRR) relatif aux aides aux opérations de défense des forêts contre les incendies du FEADER.

Le coût prévisionnel de ce programme pour 2020 est estimé à 309 494,50 € HT (soit 371 393,40 € TTC). Le coût des travaux proposés, dont le détail est annexé à la présente délibération, est réparti, par massif, comme suit :

Programme 2020	
Massif forestier concerné	Montant en € HT
Massif du Régagnas	53 850,00 €
Massif de la Chaîne des Côtes – Trévaresse	105 981,25 €
Massif de Concors – Sainte-Victoire	149 663,25 €
Total HT	309 494,50 €
TVA (20 %)	61 898,90 €
TOTAL TTC	371 393,40 €

cf. Annexe « détail des travaux par massif »

Le plan de financement prévisionnel de ce programme est le suivant :

Financements externes	TAUX	MONTANTS HT
Europe	20 %	61 898,90 €
État	20 %	61 898,90 €
Conseil Régional SUD	20 %	61 898,90 €
Conseil Départemental 13	20 %	61 898,90 €
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	61 898,90 €
TOTAL HT		309 494,50 €

La présente décision vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à ce programme, et en particulier l'Union Européenne, l'État, la Région et le Département des Bouches-du-Rhône.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire Financier ;
- La délibération n° FAG 062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant ouverture de l'Autorisation de Programme n° DI2472 relative à l'opération Syndicat Sainte-Victoire Travaux Forestiers et modifiant l'Autorisation de Programme n° DI246AP4 relative à l'opération PIDAF 2016/2019 ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit la réalisation, sur le territoire du Pays d'Aix, d'un programme de travaux de Défense de la Forêt Contre l'Incendie, conformément aux PMPFCI, anciennement appelés PIDAF (Montaiguet, Régagnas, Quatre Termes, Abois – Pas des Lanciers, Chaîne des Côtes – Trévaresse, Concors – Sainte-Victoire).
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à ce programme, en particulier l'Union Européenne, l'État, la Région PACA et le Département des Bouches-du-Rhône.

Décide

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'État, de la Région Sud Provence- Alpes -Côte d'Azur et du Département des Bouches-du-Rhône, et à signer tout document y afférent notamment toute convention d'exécution pour la réalisation de ce programme.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162246, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI246AP4 et opération budgétaire 4581162247, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI2472AP.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/437/D

■ Demande d'établissement de servitude de passage et d'aménagement sur les pistes D.F.C.I. (Défense de la Forêt Contre l'Incendie) dites LA 102, LA 208 et piste de jonction avec la piste LA 102 situées sur les communes du Territoire du Pays Salonais

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020, prend la décision suivante :

Des projets d'établissement et de création de servitude de passage et d'aménagement en matière de lutte contre les incendies sur des pistes Défense de la Forêt contre l'Incendie ont été validés en Bureau de la Métropole le 28 avril 2016.

A la demande des services de l'Etat, il convient de délibérer pour solliciter auprès du Préfet des Bouches-du-Rhône, la création de prise de servitude de passage et d'aménagement sur des pistes D.F.C.I., au profit de la Métropole Aix Marseille-Provence.

Les dossiers de demande d'établissement et de création de servitude DFCI sont les suivants :

- établissement et création de servitude de passage et d'aménagement en matière de lutte contre les incendies sur la piste D.F.C.I. dite « LA 102 » située dans le massif Saint-Chamas, La Fare les Oliviers, Lançon-Provence sur la commune de Saint-Chamas,
- établissement et création de servitude de passage et d'aménagement en matière de lutte contre les incendies sur la piste D.F.C.I. dite « LA 208 » et piste de jonction avec la piste D.F.C.I. dite « LA 102 » situées dans le massif Saint-Chamas, La Fare les Oliviers, Lançon-Provence, sur les communes de Lançon-Provence et Saint-Chamas.

Le statut juridique de la servitude d'utilité publique pour ces pistes D.F.C.I., permettra de garantir la pérennité de l'action d'aménagement et de gestion des massifs. Ce statut foncier sécurisé permettra également de solliciter des aides publiques pour les travaux de création ou d'entretien de ces équipements.

C'est pourquoi, il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence émette un avis favorable à la prise d'un arrêté préfectoral, à son profit, pour l'établissement de servitudes de passage et d'aménagement sur les pistes D.F.C.I. dites « LA 102 », « LA 208 » et la piste de jonction avec la piste « LA 102 », afin de pouvoir

assurer la continuité de la voie de défense contre l'incendie, la pérennité de l'itinéraire constitué ainsi que l'établissement des équipements de protection et de surveillance des forêts.

Il est précisé que ces projets sont subventionnés dans le cadre du dispositif « Forêt » du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Les articles L. 133-1 à L. 133-3, L. 133-8, L. 134-2, L. 134.3 et R. 134-2 et R. 134-3 du Code Forestier (nouveau) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection des forêts contre les incendies et à la prévention des risques majeurs ;
- La loi d'Orientation Forestière n°2001-602 du 9 juillet 2001 modifiée par la loi 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt ;
- Le décret n°2002-679 du 29 avril 2002 relatif à la défense et à la lutte contre l'incendie et modifiant le Code Forestier ;
- Le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 ;
- Le décret n°2012-836 du 29 juin 2012 relatif à la partie réglementaire du Code Forestier ;
- L'ordonnance n°2012-92 du 26 janvier 2012 relative à la partie législative du Code Forestier ;
- La délibération n° HN 028-098/16/BM du Bureau de la Métropole du 28 avril 2016 portant demande de subventions à l'Etat, l'Union Européenne, le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône – opération de défense de la forêt contre l'incendie – dispositif 8.3.1 du plan de développement rural régional – année 2016 – pour les communes du Territoire d'Alleins, Aurons, Berre l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare les Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux et Vernègues ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Décide

Article 1 :

Est donné un avis favorable à la création d'une servitude de passage et d'aménagement en matière de lutte contre les incendies sur les piste D.F.C.I. dites « LA 102 » située sur la commune de Saint-Chamas et « LA 208 » et piste de jonction avec la piste D.F.C.I. « LA 102 » situées sur les communes de Lançon-Provence et Saint-Chamas.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter le Préfet des Bouches-du-Rhône pour la prise d'un arrêté préfectoral concernant une servitude de passage et d'aménagement sur les pistes D.F.C.I. dites « LA 102 », « LA 208 » et la piste de jonction avec la piste « LA 102 » au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document et acte nécessaire à la réalisation et au suivi de ces projets.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits en section d'investissement sur le Budget 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Opération : 2017300800 – Comptes : 2031 et 2312 - Fonction 76.

La recette relative à cette opération sera inscrite au Budget 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement Chapitre 13 - Compte 1321– Fonction 76.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/438/D

■ Campagne annuelle de lutte contre les moustiques

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020, prend la décision suivante :

Par arrêté préfectoral, une campagne de démoustication se déroule chaque année sur une vingtaine de communes du département des Bouches-du-Rhône comprise dans toute la zone territoriale d'action de l'Entente Interdépartementale pour la Démoustication du Littoral Méditerranéen (E.I.D).

Le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône mandate l'EID, opérateur public environnemental en zones humides, participe au financement des travaux de démoustication et fait notamment l'avance des participations communales. Les communes doivent reverser 25% du montant des dépenses de démoustication au Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Depuis plusieurs années, les communes de Berre l'Etang, Rognac, Salon de Provence et Saint-Chamas du Territoire du Pays Salonais et les communes de Fos-sur-Mer et Port Saint-Louis du Rhône du Territoire Istres-Ouest Provence sont intégrées dans la zone de lutte contre les moustiques.

Il est rappelé que par délibérations du Conseil de la Métropole n° ENV 003-881/16/CM du 19 septembre 2016, n° ENV 003-2810/17/CM du 19 octobre 2017 et n° ENV 002-6160/19/BM du 20 juin 2019, et par délibérations du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence n°24/18 du 14 février 2018 et n°27/19 du 27 février 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a participé au financement des campagnes de démoustication réalisées par l'Entente Interdépartementale pour la Démoustication du Littoral Méditerranéen sur les communes de Berre l'Etang, Rognac, Salon de Provence, Saint-Chamas, Fos-sur-Mer et Port Saint-Louis du Rhône.

Pour l'année 2019, la participation prévisionnelle s'élève à 125 000,00 € pour le Territoire du Pays Salonais et 81 000,00 € pour le Territoire Istres-Ouest Provence. Le montant définitif sera établi en fonction des traitements réalisés par commune et sera connu au dernier trimestre de l'année 2020.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral du 1^{er} janvier 2019 définissant la campagne de lutte de contrôle de la nuisance liée aux moustiques dans le département des Bouches-du-Rhône pour l'année 2019 ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Décide

Article 1 :

Est approuvée la participation au financement de la campagne annuelle de démoustication réalisée par l'Entente Interdépartementale pour la Démoustication du Littoral Méditerranéen (E.I.D), dont le montant est estimé à 125 000 euros pour le Territoire du Pays Salonais et 81 000 euros pour le Territoire Istres-Ouest Provence pour l'année 2019.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions concourant à cette campagne.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section de fonctionnement, chapitre 65 compte 65733 du Budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/439/D

■ Approbation d'un avenant de prolongation avec le Groupe Energies Renouvelables, Environnement et Solidarités (GERES) relative au développement du broyage des déchets vert professionnels et domestiques sur le territoire Marseille-Provence

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée, sur le Territoire Marseille Provence, dans une politique de gestion des déchets respectueuse de l'environnement, pouvant impacter la qualité de l'air du territoire.

La démarche environnementale initiée a le double objectif de renforcer la réduction des déchets ménagers sur le territoire, et plus particulièrement les déchets verts, et de favoriser l'amélioration de la qualité de l'air, en lien notamment avec le brûlage de déchets verts.

Le projet permet notamment de satisfaire aux objectifs du Plan Climat-Energie Territorial adopté en octobre 2012 par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (Conseil de Territoire Marseille Provence), et plus particulièrement aux actions n°13 (« Mieux valoriser les déchets ») et n°14 (« Réduire les déchets, mieux collecter et mieux les traiter »).

L'action proposée par le GERES dans le cadre de la Démarche environnementale (Appel à projet ADEME/Région 2018-2019 « Prévention et gestion des déchets verts en région Provence- Alpes-Côte d'Azur») a été initiée en 2018.

Par délibération n° VECO 021-194/18/CT du 15 mai 2018 la Métropole a acté, pour un montant de 50 000 euros, le programme proposé par le GERES visant à sensibiliser sur les effets sanitaires, à promouvoir le broyage, et à répandre ces bonnes pratiques mais aussi à tester de nouvelles solutions, alternatives aux brûlages, interdits en raison de leur contribution à la pollution de l'air.

Le programme d'actions a été formalisé dans le cadre d'une convention, d'une durée de 2 ans, établie entre le GERES et la Métropole.

Or, en raison de difficultés inhérentes à l'organisation d'actions collectives, pour un nombre important d'acteurs, et indépendantes de la volonté du GERES, le programme d'actions proposé a connu un retard d'exécution.

Par conséquent, et en vue de mener à bien l'ensemble du projet, il est proposé de proroger la durée de la convention signée entre la Métropole et le GERES.

Il est donc proposé d'approuver la prorogation de la durée de la convention de 5 mois, formalisée dans l'avenant n°1 présenté en annexe.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille-Provence n° PGD 001-447/17/CT du 7 février 2017 approuvant le Contrat Objectifs Déchets et Economie Circulaire avec l'ADEME ;
- L'arrêté préfectoral n° 2013354-0004 du 20 Décembre 2013 relatif à l'emploi du feu et au brûlage des déchets verts et autres produits végétaux ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille-Provence n° VECO 021-194/18/CT du 15/05/18 portant approbation d'une convention de partenariat avec le GERES dans le cadre de l'appel à projets Prévention et gestion des déchets verts en région Provence-Alpes-Côte d'Azur et attribution d'une subvention pour les années 2018-2019 ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que le retard dans l'exécution du programme d'action est conséquent à un impondérable, indépendant de la volonté du GERES,
- L'intérêt et la nécessité pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de réduire la production de déchets à la source, dans un souci environnemental, humain et financier ; et de développer la sensibilisation et la lutte contre la pollution de l'air sur son territoire,
- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence que soit finalisé le programme d'actions ci-dessus proposé par le GERES.

Décide

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, prorogeant la convention conclue entre la Métropole et l'Association GERES en 2018, jusqu'au 23 décembre 2020.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et prendre toutes dispositions y afférent.

Article 3 :

Le versement du solde de la subvention se fera sur les crédits budgétaires 2020 »:Etat Spécial du Conseil de Territoire Marseille Provence 2020 – Sous-Politique : G210 Qualité de l'air - Nature : 65748 – Fonction 74.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL

CADRE DE VIE, TRAITEMENT DES DÉCHETS, EAU ET ASSAINISSEMENT



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/440/D

■ Approbation de l'avenant °1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la réalisation par la commune de Puyloubier de travaux sur le réseau pluvial rue Jean Jaurès

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence de la Commune jusqu'au 1^{er} janvier 2023, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la Commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la Commande Publique.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération n°DEA 003-6996/19/BM du 24 octobre 2019, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la commune de Puyloubier portant sur l'opération de réhabilitation des réseaux d'eau potable et d'assainissement rue Jean Jaurès. Cette convention portait sur une l'enveloppe de travaux suivante :

La part des travaux incombant à la Métropole est estimée à :

- 42.475,00€ HT, soit 50.970,00€ TTC, pour l'eau potable,
- 26.363,00€ HT, soit 31.635,60€ TTC pour l'assainissement.

En application de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage initiale au bénéfice de la commune de Puyloubier.

En effet, lors de la réalisation des études, il est apparu nécessaire de procéder à la réhabilitation du réseau pluvial situé dans le périmètre des travaux, alors même que cette réhabilitation n'était pas prévue initialement.

L'enveloppe globale de la convention est ainsi portée de 68.838,00€ HT à 77.443€ HT, soit une augmentation de 12,5 %, répartis comme suit :

- pour la compétence Eau potable, 42.475,00€ HT,
- pour la compétence Assainissement, 26.363,00€ HT,
- pour la compétence Eaux Pluviales, 8.605,00€ HT.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°DEA 003-6996/19/BM du Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019 portant approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réhabilitation par la commune de Puyloubier de réseaux d'eau potable et d'assainissement rue Jean Jaurès ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis conforme/unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n° Z200141COV pour la réhabilitation, par la commune de Puyloubier, des réseaux d'eau potable et d'assainissement dans le cadre du réaménagement de la rue Jean Jaurès à Puyloubier.

Décide

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1, ci-annexé, à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n° Z200141COV pour la réhabilitation, par la commune du Puyloubier, des réseaux d'eau potable et d'assainissement dans le cadre du réaménagement de la rue Jean Jaurès à Puyloubier.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget annexe de l'Eau - Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531,
- le budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532,
- le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme 909.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/441/D

■ Approbation d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage relative à la création d'un réseau pluvial dans le cadre de l'aménagement par la commune de Puyloubier d'un trottoir chemin de la Pallière

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence de la Commune jusqu'au 1^{er} janvier 2023, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la Commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est ainsi que dans le cadre de la création d'un trottoir chemin de la Pallière, la Commune de Puyloubier a mis en évidence la nécessité d'aménager le réseau pluvial, sur une longueur globale d'environ 250 ml.

La part des travaux incombant à la Métropole est estimée à 51.304€ HT, soit 61.564,80€ TTC.

Il est aujourd'hui nécessaire de conclure une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la création d'un réseau pluvial dans le cadre de l'aménagement d'un trottoir chemin de la Pallière à Puyloubier.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis conforme/unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'il convient d'établir une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage relative à la création d'un réseau pluvial dans le cadre de l'aménagement d'un trottoir chemin de la Pallière à Puyloubier.

Décide

Article 1 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, ci-annexée, relative à la création d'un réseau pluvial dans le cadre de l'aménagement d'un trottoir chemin de la Pallière à Puyloubier.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme 909.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/442/D

■ Approbation de l'avenant n°2 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la réalisation par la commune de Lambesc d'opérations de travaux sur les réseaux humides

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence de la Commune jusqu'au 1^{er} janvier 2023, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la Commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération n°FAG 017-3020/17/BM, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la commune de Lambesc portant sur la réalisation d'opérations de travaux sur les réseaux humides. Cette convention portait sur une enveloppe globale de travaux de 998.427,00€HT, soit 1.198.112,40€TTC.

Par délibération n°DEA 001-6994/19/BM du 24 octobre 2019, le Bureau Métropolitain a approuvé un premier avenant à cette convention afin de préciser la répartition financière entre les compétences et d'ajuster plusieurs montants d'opérations aux montants réellement nécessaires pour les réaliser.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un nouvel avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage initiale au bénéfice de la Commune de Lambesc.

En effet, lors de la réalisation des travaux de l'opération 1 : Phase 2 du réaménagement de la rue Grande, il est apparu nécessaire :

- d'une part, de prolonger le réseau pluvial existant afin de supprimer des désordres de surface,
- d'autre part, de mettre en place deux nouveaux points d'eau incendie préconisés par le Service Départemental d'Incendie et de Secours.

L'enveloppe globale de l'opération est ainsi portée de 1.350.663,25€HT à 1.376.284,25€HT, soit une augmentation globale de 4 %, répartis comme suit :

- pour la compétence Eau Potable, 713.516,50€HT,
- pour la compétence Assainissement, 364.196€HT,
- pour la compétence Eaux Pluviales, 287.256,75€HT,
- pour la compétence DECI, 11.315€HT.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 017-3020/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017, portant approbation des conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°DEA 001-6994/19/BM du 24 octobre 2019 portant approbation de l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°17/1417 pour la réalisation par la commune de Lambesc d'opérations de travaux sur les réseaux humides ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis conforme/unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant n° 2 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°17/1417 relative à la réalisation par la commune de Lambesc d'opérations de travaux sur les réseaux humides .

Décide

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2, ci-annexé, à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°17/1417 relative à la réalisation par la commune de Lambesc d'opérations de travaux sur les réseaux humides.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget annexe de l'Eau - Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531,
- le budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532,
- le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI 909,
- le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182908, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI 908.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/443/D

■ Approbation d'une convention de servitude de tréfonds sur la parcelle cadastrée BT 140, sur la Commune de Rognac, autorisant le passage du réseau d'eau potable

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Dans le cadre de la sécurisation, du renforcement et l'amélioration de l'alimentation en eau potable du secteur de la ZA Nord et de la ZA des Plans à Rognac, il est nécessaire de réaliser des travaux de pose de conduite publique d'alimentation en eau potable sur la parcelle cadastrée Section BT n°140 située Avenue Clément ADER sur la commune de Rognac.

Il convient d'établir une servitude de tréfonds entre la Métropole Aix-Marseille-Provence propriétaire du réseau d'eau potable et le GIE SEZIROGNEST, propriétaire de la parcelle BT 140, dont l'administrateur est Monsieur BARLATIER Léo.

L'établissement de cette servitude de tréfonds autorisant le passage d'une canalisation d'eau potable sur la parcelle cadastrée section BT N° 140 est nécessaire afin d'assurer la réalisation des travaux, l'accès aux canalisations, l'entretien ou la réparation de celles-ci et d'éviter toutes dégradations.

Il est nécessaire d'autoriser la signature d'une convention de servitude de tréfonds ainsi que l'acte notarié finalisant cette servitude, et procéder ensuite à son enregistrement au service de publicité foncière. Les frais d'acte de l'ordre de 1500,00 € seront à la charge exclusive de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis conforme/unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020

Considérant

- Qu'il convient de mettre en œuvre la procédure d'établissement d'une servitude de tréfonds sur la parcelle cadastrée BT 140 située Avenue Clément ADER sur la commune de Rognac.

Décide

Article 1 :

Est approuvée la convention de servitude de tréfonds constituée sur la parcelle cadastrée section BT N° 140 sur la commune de Rognac, et son enregistrement par l'établissement d'un acte authentique notarié.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que l'acte notarié et à prendre toutes dispositions y concourant .

Article 3 :

Les frais d'acte seront à la charge exclusive de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section Fonctionnement sur le chapitre 011 - compte 6226 du budget annexe eau de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/444/D

■ Approbation de la convention de servitude de tréfonds sur la parcelle cadastrée C n°3182, sur la commune de Lançon Provence autorisant le passage d'un réseau public d'eau potable

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays Salonais, projette des travaux de dévoiement d'un réseau d'eau potable actuellement régulièrement endommagé lors de l'exploitation des terres agricoles sous lesquelles il se trouve à faible profondeur.

Ces travaux de dévoiement entraînent une extension du réseau d'eau potable sur une longueur de 70 ml sous un chemin privé, parcelle C 3182, nécessaire pour rejoindre la conduite d'eau potable située sous la RD 19 – Route de Coudoux sur la Commune de Lançon-Provence

L'établissement d'une servitude de tréfonds autorisant le passage du réseau d'eau potable au niveau de la parcelle cadastrée section C n°3182 est nécessaire afin d'assurer la réalisation des travaux et l'accès à la canalisation, son entretien ou sa réparation et éviter toutes dégradations.

Il convient d'établir une servitude de tréfonds entre la Métropole Aix-Marseille-Provence propriétaire du réseau d'eau potable et Madame LE DROUMAGUET Sandy et Monsieur SCALI Cédric, propriétaires de la parcelle C n°3182.

Il est nécessaire d'autoriser la signature d'une convention de servitude de tréfonds correspondante ainsi que l'acte notarié finalisant cette servitude, et procéder ensuite à l'enregistrement au service de publicité foncière. Les frais d'actes, de l'ordre de 1500,00 seront à la charge exclusive de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020

- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis conforme/unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'il convient de mettre en œuvre la procédure d'établissement d'une servitude de tréfonds située sur le secteur « La Coste », route de Coudoux sur la commune de Lançon-Provence.

Décide

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée concernant la servitude de tréfonds constituée sur la parcelle cadastrée n° C 3182 sur la commune de Lançon-Provence et l'établissement d'un acte authentique notarié.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous les actes y concourant.

Article 3 :

Les frais d'acte seront à la charge exclusive de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section Fonctionnement sur le chapitre 011 - compte 6226 du budget annexe Eau potable de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/445/D

■ Approbation de nouvelles conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements relatifs à la compétence Eaux Pluviales par les communes d'Aurons, La Fare les Oliviers, Pélissanne, Rognac, Salon-de-Provence

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Concernant l'exercice de la compétence eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre des conventions prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1^{er} janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 des conventions de gestion « Eau Pluviale » conclue avec les communes au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec les communes concernées des conventions spécifiques habilitant les communes à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de l'assainissement des eaux pluviales, par leurs moyens propres ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtiront la forme :

- soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO), fondées sur les dispositions des articles L 2422-1 du Code de la Commande Publique. Cette forme sera retenue pour habiliter les communes à poursuivre seules les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière d'eau, d'assainissement, et des eaux pluviales, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1^{er} janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2022.

- soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) fondées sur les dispositions des articles L 2422-5 à 11 du Code de la Commande Publique. Cette forme est celle retenue pour habiliter les communes à poursuivre seule les opérations relevant exclusivement des compétences relatives à l'eau et à l'assainissement, les eaux pluviales, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, les Communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Il est aujourd'hui nécessaire de conclure 5 nouvelles conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée concernant 5 Communes du Territoire du Pays Salonais (Aurons, La Fare les Oliviers, Pélissanne, Rognac, Salon-de-Provence) soit 22 opérations au titre de la compétence des eaux pluviales.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 126-4943/18/CM du 18 décembre 2018 portant l'approbation de création et d'affectation d'autorisations de programme au titre des compétences transférées du territoire du Pays Salonais ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis conforme/unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'il convient d'établir de nouvelles conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements relatifs à la compétence Eaux Pluviales par les communes d'Aurons, La Fare les Oliviers, Pélissanne, Rognac, Salon-de-Provence.

Décide

Article 1 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, ci-annexée, à conclure avec la Commune d'Aurons, portant sur l'opération suivante :

– Sortie Nord de la commune :

Les travaux concernent le busage et en la mise en sécurité des accotements.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 4 267,20 euros TTC

Article 2 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, ci-annexée, à conclure avec la Commune de La Fare les Oliviers, portant sur l'opération suivante :

- Avenue Foch :

Les travaux concernent le busage et en la mise en sécurité des accotements

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 11 400,00 euros TTC

Article 3 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, ci-annexée, à conclure avec la Commune de Pélissanne, portant sur l'opération suivante :

- Avenue Pasteur :

Les travaux concernent la réparation suite à l'effondrement du réseau.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 3 801,60 euros TTC

Article 4 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, ci-annexée, à conclure avec la Commune de Rognac, portant sur les opérations suivantes :

- RD 113 :

Les travaux concernent la création d'un réseau pluvial pour protéger le garage Renault.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 20 486,39 euros TTC

- Rue des Saules :

Les travaux concernent la création d'un autre réseau au niveau d'un bassin de rétention colmaté.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 9 702,73 euros TTC

- Boulevard Rockenhausen :

Les travaux concernent la réparation travaux de réparation suite à l'affaissement de terrain au niveau de l'intersection des boulevards Rockenhausen et Gérard Philippe.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 33 282,86 euros TTC

Article 5 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, ci-annexée, à conclure avec la Commune de Salon-de-Provence, portant sur les opérations suivantes :

– Chemin des Barettes :

Les travaux concernent la création d'une antenne pluviale.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 8 486,40 euros TTC

– Avenue Jean Moulin / Bd Aristide Briand

Les travaux concernent la création d'un avaloir.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 4 033,44 euros TTC

– Impasse du Carrier :

Les travaux concernent la création d'un réseau pluvial.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 66 573,00 euros TTC

– Chemin des Cardelines :

Les travaux concernent le busage d'un fossé d'eaux pluviales.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 79 533,60 euros TTC

– Rue Paul Arene :

Les travaux concernent la réparation d'une antenne pluviale.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 3 037,44 euros TTC

– Avenue Raoul Francou Phase II :

Les travaux concernent la création d'un réseau d'eaux pluviales.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 67 274,40 euros TTC

– Rue Eugène Piron :

Les travaux concernent la création d'une antenne pluviale.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 3 991,44 euros TTC

– Chemin de la Levade :

Les travaux concernent le busage d'un canal pluvial.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 24 568,80 euros TTC

– Chemin de la Valentine :

Les travaux concernent la récupération d'eaux pluviales.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 60 871,20 euros TTC

– Hameau de Diane – portail 1 :

Les travaux concernent la création d'une clôture au bassin de rétention.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 2 794,80 euros TTC

– Avenue Jean Moulin :

Les travaux concernent la création d'une antenne pluviale.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 6 233,76 euros TTC

– Hameau de Diane – portail 2 :

Les travaux concernent la création d'une clôture au bassin de rétention.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 6 904,80 euros TTC

– Rue d'Hozier :

Les travaux concernent la création d'un réseau pluvial.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 60 770,88 euros TTC

– Boulevard des Bressons :

Les travaux concernent la création d'une antenne pluviale.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 8 556,00 euros TTC

– Route de Saint Jean Campagne Bel Ombre :

Les travaux concernent la création d'une antenne pluviale.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 12 820,08 euros TTC

– Avenue Alabouvette :

Les travaux concernent la création d'une antenne pluviale.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 7 204,32 euros TTC

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 7 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget EST 2020 et suivants du Conseil de Territoire du Pays Salonais - Opération n° 2018301500 - Nature 21538 - Fonction 734.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/446/D

■ Approbation de l'avenant 1 à la convention constitutive du groupement de commandes relative à l'opération d'aménagement du secteur Maura sur la commune de Berre l'Etang pour les travaux relatifs au renouvellement des réseaux d'alimentation en eau potable et à la collecte des eaux usées

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Dans le cadre de l'opération d'aménagement du secteur Maura à Berre l'Etang pour les travaux relatifs au renouvellement des réseaux d'alimentation en eau potable et à la collecte des eaux usées en concomitance avec la réhabilitation du réseau d'eaux pluviales, l'enfouissement des réseaux secs et la requalification des voiries et des espaces verts, il a été opportun de créer un groupement de commandes entre la commune de Berre l'Etang et la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 16 avril 2018, afin de traiter globalement les travaux, de compétences à la fois communales et métropolitaines.

Cette convention initiale n°18/0211 précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée afin de traiter globalement l'opération, et de partager la totalité des prestations entre les membres du groupement en fonction de leur domaine respectif de compétence.

Cette convention présentait notamment le tableau de répartition des dépenses prévisionnelles entre la commune de Berre l'Etang et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Suite à l'appel d'offres relatif aux travaux, le montant des travaux est revu à la hausse. Il est nécessaire, conformément à l'article 6 de la convention constitutive initiale de groupement de commandes, de modifier par avenant n°1, les montants du tableau de répartition des dépenses entre la commune de Berre l'Etang et la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais.

Le présent avenant n°1 à la convention a pour objet de prendre en compte les coûts réels des travaux et de modifier la répartition des dépenses.

Le montant des travaux initialement estimé à 3 510 000,00 € HT dont 164 470 € HT pour les réseaux d'eau potable et 359 010,00 € HT pour les réseaux d'eaux usées, est établi définitivement à 2 500 725,47 € HT dont 296 119,07 € HT pour l'eau potable et 274 578,70 € HT pour les eaux usées, soit + 131 649,07 € HT en eau potable et – 84 431,30 € HT en eaux usées.

La répartition financière est la suivante :

- Le montant global de l'opération est de 2 500 725,47 € HT;
- La part communale est de 1 930 027,70 € HT ;
- La part de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais est de 570 697,77 € HT pour les travaux en Eau Potable et Eaux Usées (296 119,07 € HT en AEP et 274 578.70 € HT en EU),

Le règlement des dépenses des travaux réalisés s'effectuera toutes taxes comprises sur présentation des factures et d'un titre de recette par la commune.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération constitutive du groupement de commande DEA 002-2626/17/BM du 19 octobre 2017 ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis conforme/unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'approuver l'avenant 1 à la convention de groupement de commandes relative à l'opération d'aménagement du secteur Mauran à Berre l'Étang pour les travaux relatifs au renouvellement des réseaux d'alimentation en eau potable et à la collecte des eaux usées en concomitance avec la réhabilitation du réseau d'eaux pluviales, l'enfouissement des réseaux secs et la requalification des voiries et des espaces verts.

Décide

Article 1 :

Est approuvé l'avenant 1 ci-annexé à la convention de groupement de commandes relative à l'opération de d'aménagement du secteur Mauran à Berre l'Étang pour les travaux relatifs au renouvellement des réseaux d'alimentation en eau potable et à la collecte des eaux usées en concomitance avec la réhabilitation du réseau d'eaux pluviales, l'enfouissement des réseaux secs et la requalification des voiries et des espaces verts, ci-annexé.

Article 2 :

La Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section Investissement - opération 2017 3 012 01 - Chapitre 2017301201, Nature 2315 pour le Budget Annexe Eau Potable et 2017 3 011 01 – Chapitre 2017301101, Nature 2315 pour le budget annexe Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/447/D

■ Approbation de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les communes de Berre l'Etang et Pélissanne, d'équipements relevant de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis cette date, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Concernant l'exercice de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre de conventions de gestion prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1^{er} janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 de la convention de gestion « Défense Extérieure Contre l'Incendie » conclue avec les communes de Berre l'Etang et de Pélissanne au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec ces communes une convention spécifique les habilitant à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de la Défense Extérieure Contre l'Incendie, par ses propres moyens ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtent la forme :

- Soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO), fondées sur les dispositions des articles L 2422-1 du Code de la Commande Publique. Cette forme sera retenue pour habiliter la commune à poursuivre seule les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière de service public de défense extérieure contre l'incendie, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1^{er} janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2022.

- Soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée fondées sur les dispositions des articles L 2422-5 à 11 du Code de la Commande Publique. Cette forme est celle retenue pour habiliter les communes à poursuivre seules les opérations relevant exclusivement des compétences relatives à la Défense Extérieure Contre l'incendie, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, les communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celle-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe de ladite convention.

Il est aujourd'hui nécessaire de conclure une nouvelle convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée concernant la commune de Pélissanne, et une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage concernant la commune de Berre l'Etang du Territoire du Pays Salonais, soit 2 opérations au titre de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 126-4943/18/CM du 18 décembre 2018 portant l'approbation de création et d'affectation d'autorisations de programme au titre des compétences transférées du territoire du Pays Salonais ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis conforme/unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'il convient de conclure une nouvelle convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée et d'une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, concernant 2 communes du Territoire du Pays Salonais au titre de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Décide

Article 1 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, ci-annexée avec la commune de Pélissanne, portant sur l'opération suivante :

- Renouvellement du poteau incendie N°15 situé rue « Georges Clémenceau » sur la commune de Pélissanne.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 4 430,84 euros TTC

Article 2 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maitrise d'Ouvrage, ci-annexée avec la commune de Berre l'Etang, portant sur l'opération suivante :

- Fourniture et pose de 4 poteaux incendie situés « rue de l'égalité » dans le cadre de la requalification du hameau de Mauran sur la Commune de Berre l'Etang.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 22 057,93 euros TTC.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget EST 2020 et suivants du Conseil de Territoire du Pays Salonais - Autorisation de Programme 183180BP - Opération n° 2018301600 – chapitre 4581183016 - Nature 2156 - Fonction 76.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/448/D

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " finalisation du schéma directeur des eaux usées, travaux sur les réseaux et rénovation de la station d'épuration sur la commune Cuges-les-Pins "

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite lancer les études nécessaires pour mettre à jour le schéma directeur d'assainissement de la commune de Cuges-les-Pins en tenant compte des dernières évolutions en termes de Plan Local d'Urbanisme (PLU), d'évolution démographique et de réhabilitation de la station d'épuration en lien avec les études de la Réutilisation des Eaux Usées Traitées (REUT).

Il s'agit de l'opération n°2020400300 « finalisation du schéma directeur des eaux usées, travaux sur les réseaux et rénovation de la station d'épuration sur la commune de Cuges-les-Pins », créée par délibération DEA 024-8010/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019.

La présente décision vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 100 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

	TAUX	MONTANT
Financement externe		
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse	50 %	50 000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	50 000 euros
TOTAL	100 %	100 000 euros

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEA 024-8010/19/CM du Conseil de Métropole du 19 décembre 2019 relative à l'opération « finalisation du schéma directeur des eaux usées, travaux sur les réseaux et rénovation de la station d'épuration sur la commune de Cuges-les-Pins » n° 2020400300 ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis conforme/unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « finalisation du schéma directeur des eaux usées, travaux sur les réseaux et rénovation de la station d'épuration sur la commune de Cuges-les-Pins ».

Décide

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser cette opération sur le réseau d'assainissement (études et travaux), selon les principes de la Charte Qualité nationale des réseaux d'assainissement. Elle s'engage également à mentionner dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises que l'opération sera réalisée selon les principes de la Charte Qualité nationale des réseaux d'assainissement.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement en dépenses sur le budget annexe assainissement 2020 et suivants du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile – Chapitres 20 et 21, Natures 2031 et 21532 - Opération n°2020400300 sous politique F130.

La recette correspondante sera inscrite dans la prochaine Décision Modificative du budget annexe assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en section d'investissement - Nature 1311 – Opération n°2020400300 « finalisation du schéma directeur des eaux usées, travaux sur les réseaux et rénovation de la station d'épuration sur la commune de Cuges-les-Pins ».

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/449/D

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération restructuration d'assainissement du centre-ville de Port de Bouc - Pays de Martigues

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

L'opération de restructuration de l'assainissement du centre-ville de Port de Bouc, consiste en une fiabilisation de la liaison entre les deux secteurs de Port de Bouc avec la réalisation d'un fonçage et d'une étude permettant de minimiser le nombre de postes de relevage et d'en créer de nouvelle génération.

La présente décision vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 1.400.000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

	TAUX	MONTANT
Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Partenariat Métropolitain »	30 %	420.000 euros
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse « 11 ^{ème} programme »	50 %	700.000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	280.000 euros
TOTAL	100 %	1 400 000 euros

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° FAG 066-3085/17/CM du 14 décembre 2017 relative à l'Autorisation de Programme pour l'opération n° 2017600100 ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis conforme/unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Demande de subvention d'investissement relative à l'opération restructuration d'assainissement du centre-ville de Port de Bouc - Pays de Martigues restructuration du réseau d'assainissement du centre-ville de Port de Bouc – Pays de Martigues (actions inscrites dans le contrat de baie).

Décide

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser cette opération sur le réseau d'assainissement (études et travaux), selon les principes de la Charte Qualité nationale des réseaux d'assainissement. Elle s'engage également à mentionner dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises que l'opération sera réalisée sous charte qualité nationale des réseaux d'assainissement.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget annexe de l'assainissement du territoire du Pays de Martigues 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Code opération : 2017600100.

La recette correspondante est constatée en section d'investissement sur le budget annexe de l'assainissement du territoire du Pays de Martigues 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. - Natures 1313 et 13111.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/450/D

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Elaboration du Plan de Gestion de la Sécurité Sanitaire des Eaux" du territoire du Pays de Martigues - Secteur Ranquet

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Les plans de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE) sont des démarches qui ont pour objectif d'identifier les dangers et d'évaluer les risques sanitaires réels ou potentiels, c'est à dire identifier les points critiques susceptibles d'affecter un système d'alimentation en eau potable (captage – traitement – stockage - distribution) dans le but de les prévenir et définir les mesures de contrôle nécessaires pour réduire voire éliminer ces risques.

La présente étude permettra pour les secteurs desservis par l'usine de filtration du Ranquet :

- d'identifier les dangers, les événements dangereux et d'évaluer les risques,
- de déterminer et valider des mesures de maîtrise des risques, réévaluation
- de classer les risques par priorité,
- d'élaborer, de mettre en œuvre et de maintenir un plan d'amélioration / de mise à niveau.

La présente décision vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 40 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

	TAUX	MONTANT
Financement externe		
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse « 11 ^{ème} programme »	25 %	10 000 euros
Agence Régionale de la Santé	25 %	10 000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	20 000 euros
TOTAL	100 %	40 000 euros

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 066-3085/17/CM du 14 décembre 2017 relative à l'opération n° 2017600300 ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis conforme/unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : élaboration du Plan de Gestion de la Sécurité Sanitaire des Eaux (PGSSE) du Territoire du Pays de Martigues - Secteur Ranquet.

Décide

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Agence Régionale de la Santé, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser cette opération sur le réseau d'assainissement (études et travaux), selon les principes de la Charte Qualité nationale des réseaux d'assainissement. Elle s'engage également à mentionner dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises que l'opération sera réalisée sous charte qualité nationale des réseaux d'assainissement.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget annexe de l'assainissement du territoire du Pays de Martigues 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Code opération: 2017600300.

La recette correspondante est constatée en section d'investissement sur le budget annexe de l'assainissement du territoire du Pays de Martigues 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. - Natures 1318 et 13111.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/451/D

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération de création d'un nouveau poste de relevage et extension du réseau d'assainissement sur le secteur de la Couronne Vieille - Pays de Martigues (actions inscrites dans le contrat de baie)

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

L'opération, sur le secteur de Couronne-Vieille consiste en la création d'un nouveau poste de relevage et à l'extension du réseau d'assainissement collectif pour supprimer les assainissements non collectifs obsolètes de type fosses septiques.

La présente décision vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 200.000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

	TAUX	MONTANT
Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône "Partenariat Métropolitain"	30 %	60.000euros
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse "1 ^{ère} programme-Contrat de Baie"	10 %	20.000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	60 %	120.000 euros
TOTAL	100 %	200.000 euros

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 066-3085/17/CM du 14 décembre 2017 relative à l'Autorisation Programme relative à l'opération n° 2017600100 ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis conforme/unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : création d'un nouveau poste de relevage et l'extension du réseau d'assainissement sur le secteur de la Couronne Vieille.

Décide

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser cette opération sur le réseau d'assainissement (études et travaux), selon les principes de la Charte Qualité nationale des réseaux d'assainissement.

Elle s'engage également à mentionner dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises que l'opération sera réalisée sous charte qualité nationale des réseaux d'assainissement.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget annexe de l'assainissement du territoire du Pays de Martigues 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Code opération : 2017600100.

La recette correspondante est constatée en section d'investissement sur le budget annexe de l'assainissement du territoire du Pays de Martigues 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. - Natures 1313 et 13111.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/452/D

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération - Etudes de conception concernant l'extension de la station d'épuration de la Palun avec intégration d'une installation de méthanisation à Marignane

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Par délibérations n° DEA 009-6482/19/CM du 20 juin 2019 et n° DEA016-8002/19/CM du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la réalisation de l'extension de la station d'épuration de la Palun, sur la commune de Marignane.

La station d'épuration de la Palun traite les eaux usées des communes de Gignac-la-Nerthe, de Marignane et de Saint-Victoret. De par sa capacité, elle est la deuxième plus grosse station du Territoire après Marseille.

En lien avec une remise en cause des filières d'évacuation des boues de stations d'épuration, la Métropole Aix-Marseille-Provence projette d'engager les études de maîtrise d'œuvre pour l'implantation d'un méthaniseur sur l'emprise de la station de la Palun.

La présente décision vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 300 000,00 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

	TAUX	MONTANT
Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône	25 %	75 000 euros
Région Sud Provence Alpes Côte-d'Azur	50 %	150 000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	25 %	75 000 euros
TOTAL	100 %	300 000 euros

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° DEA 009-6482/19/CM du 20 juin 2019 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération 2019105300 ;
- La délibération n° DEA 016-8002/19/CM du 19 décembre 2019 portant sur la révision du montant de l'opération 2019105300 ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis conforme/unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Etudes de conception concernant l'extension de la station d'épuration de la Palun avec intégration d'une installation de méthanisation – commune de Marignane.

Décide

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget assainissement 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Code opération père: 2019105300

La recette correspondante est constatée en section d'investissement sur le budget assainissement 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Natures 1312, 1313, 1318 - Sous politique F130 – Code gestionnaire 3DEAAT.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/453/D

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération d'aménagements de réseaux publics de distribution d'eau potable et DECI dans les secteurs du centre-ville et de la Félicité de la commune de La Roque d'Anthéron - Abrogation de la délibération n°DEA 028-7570/19/BM du 19 décembre 2019

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Les travaux proposés qui s'étendent du centre-ville au quartier de la Félicité situé sur la commune de La Roque d'Anthéron vont permettre l'alimentation en eau potable des habitants du quartier Félicité (potentiel de 21 parcelles) et des points d'eau d'incendie aux conditions de pression et de débit exigées par les services d'incendie, sur le bas de la voie Sainte Anne de Goiron. Ces travaux de Défense Extérieure Contre l'Incendie participeront également au renouvellement patrimonial de la canalisation existante, objet du renforcement projeté.

Les travaux vont consister à :

- Dilater (en diamètre DN150) un réseau d'AEP (diamètre DN100 – Fonte grise) existant sur un linéaire d'environ 1 200 ml environ,
- Créer un réseau AEP de diamètre DN100 sur un linéaire de 1 100 ml environ,
- Créer un poste de rechloration en amont de cette extension pour assurer une sécurisation sanitaire en bout de réseau (quartier La Félicité).

La présente décision vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 757.000€HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Compétence Eau potable

	TAUX	MONTANTS HT
Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Plan Partenrial »	68%	404 872€
Riverains (offre de concours)	12%	71 448 €
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20%	119 080€
TOTAL HT	100%	595 400€

Compétence DECI

	TAUX	MONTANTS HT
Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Plan Partenrial »	80%	129 280€
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20%	32 320€
TOTAL HT	100%	161 600€

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°DEA 028-7570/19/BM du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019 portant sur la demande de subvention ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis conforme/unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Réfection et extension du réseau d'eau potable et DECI des secteurs centre-ville et Félicité sur la commune de La Roque d'Anthéron.
- Qu'il convient d'abroger la délibération n°DEA 028-7570/19/BM du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019.

Décide

Article 1 :

Est abrogée la délibération n°DEA 028-7570/19/BM du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019 relative à la demande de subvention pour la réfection et l'extension du réseau d'eau potable et DECI des secteurs centre-ville et Félicité sur la commune de La Roque d'Anthéron.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser cette opération sur le réseau d'eau potable (études et travaux), selon les principes de la Charte Qualité nationale des réseaux d'eau potable. Elle s'engage également à mentionner dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises que l'opération sera réalisée sous charte qualité nationale des réseaux d'eau potable.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement :

- sur le budget annexe de l'Eau – Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne, en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531.
- sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182908, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI908.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement :

- sur le budget Annexe de l'Eau – Territoire du Pays d' Aix et Aubagne : opération 10, nature 1313 et 1318.
- sur le budget Principal Métropolitain, fonction 731, nature 1313 et 1318.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/454/D

■ Demande de subvention d'investissement relative à la création d'un réseau pluvial dans le cadre de l'aménagement d'un trottoir chemin de la Pallière sur la commune de Puyloubier

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Les travaux consistent à l'aménagement d'un réseau pluvial dans le cadre de l'aménagement d'un trottoir chemin de la Pallière sur la commune de Puyloubier.

Il s'agit de créer environ 250 ml de réseau pluvial, diamètre 400, sous le trottoir créé par la commune.

Cette opération de travaux sera réalisée via une convention de TTMO entre la commune de Puyloubier et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La présente décision vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 61.564 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

	TAUX	MONTANTS HT
Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Partenariat Métropolitain »	80%	49.251,20€
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20%	12.312,80€
TOTAL HT	100%	61.564,00€

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis conforme/unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la demande de subvention d'investissement auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône relative à l'opération suivante : création d'un réseau pluvial dans le cadre de l'Aménagement d'un trottoir chemin de la Pallière à Puyloubier.

Décide

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur le budget Principal Métropole, en section d'investissement, nature 1313, fonction 734.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/455/D

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation par la commune de La Roque d'Anthéron d'aménagements de réseaux publics de distribution d'eau potable et DECI dans les secteurs du centre-ville et de la Félicité

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, prend la décision suivante :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable, d'assainissement et de Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI), depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la commune pour l'exécution des opérations d'études et de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et de DECI.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence de la commune jusqu'au 1^{er} janvier 2020, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la commune se sont accordées pour investir la commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-5 du Code de la Commande Publique. En application de la convention maîtrise d'ouvrage déléguée, la commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Le Territoire du Pays d'Aix prévoit des travaux de réfection et d'extension du réseau de distribution d'eau potable des secteurs du centre-ville et de la Félicité sur la commune de La Roque d'Anthéron. Les habitants du quartier de la Félicité, secteur éloigné du cœur de la ville et non desservi par le réseau public de distribution d'eau potable, disposaient jusqu'à présent d'une alimentation par forages et unités

de potabilisation individuels. Suite à des problèmes rencontrés sur la quantité et la qualité des eaux prélevées (pollution au gypse), ces alimentations telles qu'elles existaient sont devenues inopérantes.

Par ailleurs, dans le cadre du développement urbain du secteur du bas de la voie de Sainte-Anne de Goiron, un renforcement de la desserte en Défense Extérieure Contre l'Incendie sur ce quartier est nécessaire.

Ces aménagements consistent au renouvellement, renforcement du réseau public de distribution d'eau potable dans des secteurs du centre-ville permettant de renforcer notamment la DECI sur le bas de la Route Saint-Anne de Goiron et à l'extension du réseau public de distribution d'eau potable pour la desserte du quartier de la Félicité.

Ces aménagements sont à engager pour un montant de 757.000,00€HT, soit 908.400,00€TTC, selon les tableaux de financement suivants :

Compétence Eau :

Financeurs	Dispositif	AEP
CD 13	Subvention sollicitée	406 320,00
Riverains (futurs abonnés)	Offre de Concours	70 000
Métropole	Autofinancement	119 080,00
TOTAL		595 400,00

Compétence DECI :

Financeurs	Dispositif	DECI
CD 13	Subvention sollicitée	129 280,00
Métropole	Autofinancement	32 320,00
TOTAL		161 600,00

Ainsi, il est aujourd'hui nécessaire de conclure une nouvelle convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée au bénéfice de la Commune de La Roque d'Anthéron.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis conforme/unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'il convient d'établir une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à l'aménagement par la commune de La Roque d'Anthéron de réseaux publics de distribution d'eau potable et DECI dans les secteurs du centre-ville et de la Félicité.

Décide

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, ci-annexée, relative à l'aménagement par la commune de La Roque d'Anthéron de réseaux publics de distribution d'eau potable et DECI dans les secteurs du centre-ville et de la Félicité.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- sur le budget annexe de l'Eau – Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne, en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531.
- sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182908, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI908.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL

VOIRIE, ESPACES PUBLICS ET GRANDS ÉQUIPEMENTS MÉTROPOLITAINS



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/456/D

■ Approbation d'une charte relative aux mesures applicables pour les kiosques installés sur le périmètre du Territoire Marseille-Provence

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020, prend la décision suivante :

Les occupations du domaine public par les activités commerciales sont nombreuses et diverses et ont un réel impact sur la qualité de l'espace public.

Il est apparu indispensable de rassembler et de réactualiser dans un texte unique – une charte – l'ensemble des prescriptions qui, en réglementant l'occupation du domaine public, répond aux exigences de la Métropole Aix-Marseille-Provence et des habitants.

Cette nouvelle réglementation vise :

- à améliorer le confort des piétons par un partage harmonieux de l'espace public, en limitant l'encombrement du domaine public ;
- à renforcer l'esthétique du mobilier, en assurant une meilleure intégration des kiosques dans le paysage urbain, afin de valoriser le patrimoine métropolitain ;
- à synthétiser les règles administratives, techniques, sanitaires régissant l'occupation du domaine public par les kiosquiers afin de garantir le respect des règles d'hygiène et de sécurité.

Ces recommandations s'appliqueront aux nouveaux kiosques mais également aux aménagements existants qui devront s'y conformer dans un délai d'un an après notification du constat de la non-conformité.

Par conséquent, il est nécessaire d'approuver une charte relative aux mesures applicables pour les kiosques installés sur le périmètre du Territoire Marseille-Provence.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 juin 2020

- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis conforme/unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'approuver une charte relative aux mesures applicables pour tous les kiosques installés sur le périmètre du Territoire Marseille-Provence.

Décide

Article 1 :

Est approuvée la charte relative aux mesures applicables pour tous les kiosques installés sur le périmètre du Territoire Marseille-Provence, tel qu'annexée.

Article 2 :

Cette charte s'applique aux nouveaux kiosques mais également aux aménagements existants qui devront s'y conformer dans un délai d'un an après notification du constat de non-conformité.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/457/D

■ Renouvellement de l'adhésion à l'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP) et paiement de la cotisation annuelle 2020

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020, prend la décision suivante :

L'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP) a été créée en 2010 selon les statuts d'une Association Loi 1901.

Elle résulte de la fusion de l'Union des Professionnels du Pôle Funéraire Public (UPFPF) et de la Fédération Nationale des Services Funéraires Publics (FNSFP).

Cette Association regroupe la plupart des responsables publics de services funéraires et occupe une position privilégiée pour veiller au respect déontologique dans l'exercice de la mission funéraire.

Ses objectifs sont les suivants :

- Mettre en commun l'expérience et le savoir-faire de ses adhérents pour une gestion optimisée des services,
- Défendre l'intérêt de ses adhérents auprès des pouvoirs publics et de la profession tant au niveau national qu'europpéen,
- Organiser la promotion et la représentativité de ses adhérents,
- Assurer une veille juridique.

Reconnue comme un interlocuteur essentiel auprès des pouvoirs publics et de la profession, l'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP) s'affirme depuis sa création comme un partenaire fédérateur et dynamique basant ses actions sur le partage des savoir-faire et des expertises intégrées au réseau.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence anciennement Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a adhéré à l'Union du Pôle Funéraire Public en 2010.

En 2019, le montant de la cotisation du crématorium Saint-Pierre s'élevait à 665 € TTC pour un chiffre d'affaires en 2018 de 1 494 599 € HT. Le chiffre d'affaires du Crématorium Saint-Pierre pour l'année 2019

s'élevant à 1 608 825 € HT, a occasionné un changement de tranche, comme indiqué dans le tableau de calcul de facturation de l'UPFP. (Tableau en pièce jointe).

Le montant de la cotisation au titre de l'année 2020 s'élève à 920 € HT soit 1104 € TTC

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération EPPS 003-2186/10/CC du 28 juin 2010 portant sur l'approbation de l'adhésion de la Communauté Urbaine Marseille-Provence Métropole à l'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP) ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis conforme/unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- L'utilité d'adhérer à l'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP) en termes de partage des savoir-faire et des expertises au sein d'un réseau.

Décide

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion à l'Union du Pôle Funéraire Public et le paiement de la cotisation pour l'année 2020 d'un montant de 920 euros HT soit 1104 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe du Crématorium Saint-Pierre Territoire Marseille Provence – Nature 6281 – Sous Politique F 220.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL

**CULTURE ET SPORTS, GRANDS
EVENEMENTS METROPOLITAINS**



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/458/D

■ Attribution d'une contribution financière au profit de la régie de la halle d'athlétisme de Miramas

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020, prend la décision suivante :

Dans le cadre de sa politique de développement du territoire et de renforcement de son attractivité, la Métropole Aix-Marseille-Provence a réalisé un stade d'athlétisme couvert, homologué pour les compétitions internationales. Cet équipement exceptionnel de 15 000 m² couvert est le seul existant dans le sud de la France et permet l'organisation de compétitions, la formation et l'entraînement des sportifs de haut niveau en athlétisme, mais aussi dans d'autres sports collectifs ou individuels.

Cet équipement peut également accueillir des scolaires, des formations aux métiers du sport, des pôles espoirs et, est un lieu dédié à la recherche sur les techniques et technologie du sport.

Par délibération n° CSGE 007-3401/17/CM du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé la création d'une régie personnalisée à caractère administratif ainsi que ses statuts dénommée « Régie de la Halle d'Athlétisme de Miramas » afin de gérer cet équipement.

Cette régie a pour objet d'assurer le développement d'activités sportives et d'animation dans la halle et les équipements qui lui sont attachés. Plus précisément elle a vocation à mettre en œuvre ces missions pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le respect et conditions prévues par les statuts de la régie.

Ainsi, la régie doit respecter les principes suivants :

- organiser, seule ou en association avec les collectivités publiques et les opérateurs publics ou privés le cas échéant, et notamment la Fédération française d'Athlétisme, la compétition, la formation et Métropole Aix-Marseille-Provence l'entraînement des sportifs de haut niveau en athlétisme mais aussi dans d'autres sports collectifs ou individuels,
- organiser des événements et des animations,
- assurer le développement de l'accueil des publics scolaires, ainsi que des formations aux métiers du sport et des pôles espoirs,
- s'associer à la recherche sur les techniques et technologie du sport en lien avec les établissements scolaires ou universitaires. La régie est habilitée à mettre à disposition ses moyens, à titre onéreux et dans le respect le cas échéant du droit de la concurrence, à tous opérateurs publics ou privés qui la solliciteraient à cet effet, dans la mesure où cela ne porte pas préjudice à ses missions statutaires.

Le budget de la régie comprend notamment la contribution de la Métropole. A ce titre, afin de permettre le fonctionnement de la régie, il est proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'attribuer une participation financière d'un montant de 750 000 euros au titre de l'exercice 2020 correspondant aux inscriptions budgétaires de l'exercice en cours.

Cette participation sera imputée au budget principal de la Métropole 2020, en section de fonctionnement chapitre 65, nature 657363, fonction 325.

Cette participation pourra être réévaluée en fonction des perspectives 2020 de la régie, compte-tenu des impacts de la crise sur l'activité de cette dernière, et des capacités financières de la Métropole.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplicité de la coopération intercommunale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2001-184 du 24 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération n° CSGE 007-3401/17/CM du Conseil de la métropole du 14 décembre 2017 portant création de la régie personnalisée à caractère administratif dénommée « Régie de la Halle d'Athlétisme de Miramas » ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- Que dans le cadre de sa politique de développement du territoire et de renforcement de son attractivité, la Métropole Aix-Marseille-Provence a réalisé un stade d'athlétisme couvert homologué pour les compétitions internationales ;
- Que cet équipement a pour vocation d'accueillir un large public, d'organiser des compétitions internationales, des formations et de la recherche liée au domaine du sport en général et de l'athlétisme en particulier ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la création d'une régie personnalisée à caractère administratif ayant pour objet de gérer l'équipement et d'assurer, pour le compte de la Métropole le développement d'activités sportives et d'animation dans celui-ci ainsi que les équipements qui lui sont associés ;
- Que pour permettre à la régie d'assurer ses missions statutaires, la Métropole entend contribuer financièrement au fonctionnement de la régie.

Décide

Article 1 :

Est approuvée la contribution financière au profit de la « Régie de la Halle d'Athlétisme de Miramas » d'un montant de 750 000 euros au titre de l'exercice 2020.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget principal de la Métropole 2020, en section fonctionnement, chapitre 65, nature 657363, fonction 325.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 20/459/D

■ Versement de la contribution financière 2020 au groupement d'intérêt public Grand Prix de France Le Castellet

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020, prend la décision suivante :

Depuis la dernière édition du championnat du monde de Formule 1 en France, qui s'est tenue sur le circuit Paul Ricard du Castellet en 1990 (Grand Prix de France), les collectivités territoriales de la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur ont souhaité accueillir de nouveau cette manifestation sportive d'envergure eu égard aux retombées économiques, touristiques, et sportives liées à un tel événement.

Le projet relevant de l'intérêt général, il a été décidé de constituer un Groupement d'Intérêt Public à but non lucratif dont les membres sont chargés de structurer, encadrer, et promouvoir une candidature crédible à l'organisation et à la promotion du Grand Prix de France en mettant en commun les moyens nécessaires.

Ce projet représente pour la Métropole, limitrophe du Castellet par le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, une occasion unique de participer à cette manifestation sportive à rayonnement international, qui relève incontestablement de l'intérêt général, puisqu'elle contribue à la promotion et au développement des activités physiques et sportives et participe de l'éducation, de la culture, de l'intégration et de la vie sociale comme le rappelle le Code du Sport dans ses principes généraux (articles L100-1 et L100-2).

Par délibération du 19 octobre 2017, le Conseil a approuvé l'adhésion de la Métropole au GIP Grand Prix de France le Castellet, aux côtés des membres fondateurs : la région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et la société EXCELIS, propriétaire et exploitant du circuit Paul Ricard.

Les missions principales du GIP s'articulent de la façon suivante :

- Mettre en œuvre les moyens juridiques, financiers techniques et commerciaux en vue de promouvoir l'organisation d'un Grand Prix de Formule 1 sur le Circuit Paul Ricard et trouver les partenaires adéquats,
- Mettre en œuvre toutes actions destinées à démontrer la qualité sportive et organisationnelle du projet de Grand Prix, populariser la candidature, valoriser et promouvoir l'image des collectivités territoriales organisatrices et du sport automobile et inscrire le projet de Grand Prix de France au service du développement du territoire,
- Etre l'interlocuteur privilégié des pouvoirs publics et organismes officiels en charge, d'une manière ou d'une autre, de la désignation des Grands Prix inscrits au calendrier des Championnats du Monde et de la bonne marche de l'évènement,
- Informer le public, par des réunions et publications régulières, de la candidature et de l'évolution des discussions et négociations avec les organismes concernés,

- Concevoir et valoriser tous événements sportifs et culturels annexes afin de promouvoir cette candidature, puis chaque édition de l'évènement.

La première édition du Grand Prix de France a ainsi pu être organisée en 2018 puis en 2019 et l'évènement fut un grand succès, regroupant plus de 160 000 personnes pendant trois jours et conférant une couverture médiatique internationale du territoire, assurant de fait des retombées économiques mais aussi culturelles et sportives particulièrement importantes.

Le GIP est constitué des membres suivants :

- La Métropole Toulon- Provence- Méditerranée
- Le Département du Var
- La Métropole Nice Côte d'Azur
- La Chambre de commerce et d'industrie
- La Chambre de commerce et d'industrie du Var
- La Communauté d'agglomération Sud Sainte Baume
- Le Département des Bouches-du-Rhône
- La Métropole Aix-Marseille- Provence
- La Région Provence Alpes Côte d'Azur
- La Société EXCELIS

Le GIP a été constitué pour une durée de dix ans à compter de la publication de l'arrêté préfectoral du 26 mars 2018.

Il promeut et encourage notamment l'organisation de cinq éditions du Grand Prix de Formule 1, pour les années 2018 à 2022.

Enfin, il prévoit un engagement de participation financière de ses membres jusqu'en 2020.

Pour la Métropole Aix-Marseille- Provence, et conformément à l'annexe 6bis de la convention constitutive du groupement approuvée par arrêté préfectoral, la participation financière est fixée à :

- 2017 : 164 400 euros
- 2018 : 1 500 000 euros
- 2019 : 1 500 000 euros
- 2020 : 1 500 000 euros

A titre d'information, la contribution financière des membres du GIP pour l'année 2020 est fixée à :

- 4 200 000 euros pour La Région Provence Alpes Côte d'Azur
- 2 000 000 euros pour La Métropole Toulon- Provence- Méditerranée
- 2 000 000 euros pour le Département du Var
- 2 000 000 euros pour La Métropole Nice Côte d'Azur
- 1 500 000 euros pour la Métropole Aix- Marseille -Provence
- 500 000 euros pour la CCI du Var
- 500 000 euros pour le Département des Bouches-du-Rhône
- 0,00 euro pour la CCI Régionale
- 300 000 euros pour la Communauté d'agglomération Sud Sainte Baume
- 100 000 euros pour la Société EXCELIS

Soit au total pour 2020 : 13 100 000 euros.

Il est donc proposé d'octroyer au GIP la contribution financière de la Métropole pour l'année 2020 soit 1 500 000 euros.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté de la Préfecture de Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur du 26 mars 2018 portant approbation de la convention constitutive du GIP Grand Prix de France ;
- La convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public « Grand Prix de France - Le Castellet » enregistrée sous le numéro 18/0123
- La délibération ECO 012-2842/17/CM du 19 octobre 2017 relative à l'adhésion d'AMP au GIP.
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- L'avis conforme/unanime des membres du Bureau de la Métropole.

Considérant

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir ce projet.

Décide

Article 1 :

Est approuvé le versement de la contribution financière 2020 de la Métropole au Groupement d'Intérêt Public Grand Prix de France le Castelet pour un montant de 1 500 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront prévus au budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence -BPMC A 310 022 65748.

Fait à Marseille, le 29 mai 2020

Martine VASSAL